



PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

N° 6 - Juin 2007 du 2 juillet 2007

Tome 1

Sommaire

1. PREFECTURE DE LA HAUTE NORMANDIE.....	7
1.1. SGAR.....	7
07-0411-arrêté de création du comité local du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.....	7
07-0412-composition nominative du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP)	8
07-0413-renouvellement et composition nominative du comité régionale de l'enseignement agricole (CREA).....	9
07-124-SGAR - délégation de signature en matière d'activités et d'ordonnancement secondaire	12
07-0437-renouvellement du Comité Technique Paritaire Régional de l'enseignement	13
07-0472-arrêté modificatif portant composition nominative du FIPHP	15
2. PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME	16
2.1. CABINET DU PREFET.....	16
07-0473-Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers - promotion du 14 juillet 2007	16
2.2. D.A.E.S. ---> DIRECTION DE L'ACTION ECONOMIQUE ET DE LA SOLIDARITE	19
07-0445-Dérogation fermeture hebdomadaire RENAULT	19
07-0458-GRAND PROJET DE VILLE DE ROUEN- Nomination de Mme TRICOTEL commissaire du gouvernement	21
653-654-EXTRAIT DES DECISIONS N°653-654.....	22
655-656-EXTRAIT DES DECISIONS N°655 et 656.....	22
2.3. D.E.D.D ---> DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	22
07-0400-ARRÊTÉ définissant les seuils en cas de sécheresse dans le département de la Seine-Maritime et les mesures coordonnées de surveillance, de limitations ou d'interdictions provisoires des usages de l'eau	22
07-0403-Commune de MAULEVRIER SAINTE GERTRUDE - Approbation de la carte communale.....	27
07-0409-Objet :Ouvrages de lutte contre les inondations sur le sous bassin versant de BOURVILLE - Autorisation au titre du code de l'environnement, déclaration d'intérêt général et déclaration d'utilité publique - Syndicat Mixte des bassins versants du Dun et de la Veules	28
07-0415-Commune de SAINT MACLOU LA BRIERE - Approbation de la carte communale.....	35
07-0460-Autorisation au titre du code de l'environnement et déclaration d'utilité publique - Protection du captage de Nesle Hodeng (00605X0213) - Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.....	36
07-0461-Autorisation au titre du code de l'environnement et déclaration d'utilité publique - Protection des captages de Beaussault (00606X0081 et 00606X0082) - Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.....	43
07-0462-Ouvrages de lutte contre les inondations au lieu dit « Le Torp » à Fécamp - Communauté de communes de Fécamp	51

07-0465-Commune de HAUTOT SAINT SULPICE - Approbation de la carte communale.....	58
07-0466-Commune de BERTREVILLE SAINT OUEN - Approbation de la carte communale.....	59
07-0467-BOLBEC - Campagne de ravalement des façades.....	60
07-0475-Commune de CAUDEBEC LES ELBEUF - Création d'une zone d'aménagement différé (ZAD).....	61
2.4. D.R.C.L.E ---> DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET DES ELECTIONS	62
07-0399-Limite territoriale sur les communes de Sasseville et Ocqueville.....	62
07-0418-Arrêté portant nomination du comptable direct du trésor exerçant les fonctions de comptable de l'Office de Tourisme 'Pays de Caux Vallée de Seine'	63
07-0468-Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime - Actualisation des statuts (Représentation-substitution de la Communauté de communes Yères et Plateaux au lieu et place de la commune de Criel-sur-Mer, pour une partie du territoire de cette commune).	64
07-0469-Communauté de communes du Plateau Vert - Modification des statuts	66
07-0470-Syndicat Intercommunal (SIVU) de Hautot-sur-Seine - Sahurs - Saint-Pierre-de-Manneville - Extension des compétences - Modification des statuts.....	69
07-0471-Arrêté préfectoral du 26 juin 2007 portant modification des statuts de la communauté de communes Seine-Austreberthe	71
2.5. D.R.L.P. ---> DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	72
07-0416-Règlement local de publicité - constitution d'un groupe de travail	72
07-0419- Révision du règlement local de publicité	74
07-0421-Arrêté réglementant la profession de conducteur de taxi dans le département de la Seine-Maritime	75
A 2007 1-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la station service PICHON située 570 route de Dieppe à DEVILLE LES ROUEN	83
A 2007 2-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site MONCEAU FLEURS situé 106 rue du Président Wilson au HAVRE	85
A 2007 3-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site EDEN PARK situé 36 rue Eugène Delacroix à ROUEN.....	87
A 2007 4-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé ZA la Vatine à MONT SAINT AIGNAN	88
A 2007 5-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du centre hospitalier Pays des Hautes Falaises situé à FECAMP.....	90
A 2007 6-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la ville de Rouen caméra située à l'angle de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Gros Horloge	92
A 2007 7-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la ville de Rouen situé à l'angle de la rue du Gros Horloge et de la rue du Bec.....	93
A 2007 8-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du musée du centre d'étude des langues situé Galery du Parc à NOTRE DAME DE GRAVENCHON.....	95
A 2007 9-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la médiathèque François Deveaud situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON.....	97
A 2007 10-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Salle ARCADE située rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON	99
A 2007 11-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Salle polyvalente l'ESCALE située rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON	100
A 2007 12-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du magasin DECATHLON situé ZAC Val Druel à DIEPPE.....	102
A 2007 13-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Base de Loisirs de BEDANNE située 2 voie du Mesnil à TOURVILLE LA RIVIERE	104
A 2007 14-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site CENTRAL PRESSE situé 46/48 rue de la Vicomté à ROUEN	105
A 2007 15-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE PETIT TRANQUIL situé 175 rue René Sortemboc à CLEON	107
A 2007 16-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de LA DELUDA - ALOHA CLUB situé 393A hameau de la mare Carel à SAINTE EUSTACHE LA FORET	109
A 2007 17-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé ZAC du Clos aux Antes à TOURVILLE LA RIVIERE.....	110
A 2007 18-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Police Municipale de NOTRE DAME DE GRAVENCHON	112
A 2007 19-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site des urgences du CHU situé 1 rue Germont à ROUEN	114

A 2007 20-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE JEAN BART situé 22 rue Louis Eudier au HAVRE.....	115
A 2007 21-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC L'OREE DU BOIS situé 93/95 avenue de Frileuse au HAVRE	117
A 2007 22-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE SAINT CLAUDE situé 65 rue Léon Maletta au PETIT QUEVILLY.....	119
A 2007 23-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du magasin H&M situé centre commercial Saint Sever à ROUEN	120
A 2007 24-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de vente de véhicules anciens OVERDRIVE situé 8 rue Einstein à SAINT JEAN DU CARDONNAY	122
A 2007 25-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la piscine SAS VERT MARINE située à NEUVILLE LES DIEPPE	124
A 2007 26-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site des parkings publics de la ville du TREPORT	126
A 2007 27-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé plateau du Mesnil Roux à BARENTIN.....	127
3. CENTRE HOSPITALIER DE DIEPPE.....	129
3.1. DIRECTION.....	129
2006-007-Délégation de signature.....	129
2006-008-Délégation de signature.....	130
2006-009-Délégation de signature.....	131
2006-010-Délégation de signature.....	132
2006-011-Délégation de signature.....	134
2006-012-Délégation de signature.....	135
2006-016-Délégation de signature.....	136
2007-007-Délégation de signature.....	137
2007-009-Délégation de signature.....	138
2007-010-Délégation de signature.....	140
2007-011-Délégation de signature.....	141
4. D.D.A.S.S. - 76.....	142
4.1. ETABLISSEMENTS	142
Avis de concours sur titres pour le recrutement de conducteurs d'automobile de 2ème catégorie de la fonction publique hospitalière	142
Avis de concours sur titres externe pour le recrutement d'un maître ouvrier de la fonction publique hospitalière	143
5. D.D.E. - 76	143
5.1. DIRECTION.....	143
07-0474-Additif à l'arrêté préfectoral du 1er février 2005 portant réglementation de la police sur l'autoroute 129 (concession Sanef) dans le département de la Seine-Maritime - Considérant l'aménagement en mode expérimental de voies télépéage sans arrêt à la barrière de péage pleine voie d'Haudricourt PR 143 + 460 sur l'autoroute A29	143
5.2. SERVICE DE L'EXPLOITATION DES ROUTES ET DES TRANSPORTS (SERT).....	145
070010-Autorisation d'exécution d'un projet de distribution publique d'énergie électrique sur la commune de Rouxmesnil-Bouteilles.....	145
070009-Autorisation d'exécution d'un projet de distribution publique d'énergie électrique sur la commune de Saint-Léger-du-Bourg-Denis	146
5.3. SERVICE GESTION ET PROSPECTIVE (SGP)	148
07-0402- Organisation de la direction départementale de l'équipement de la Seine-Maritime.....	148
PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME.....	148
07-0414-Déclaration d'utilité publique valant arrêté de cessibilité -Commune de Petit-Couronne - Revitalisation des quartiers anciens - Opération immobilière 2ème tranche - 1007 rue Pierre Corneille .	151
07-0438-Déclaration d'Utilité Publique - Commune de Montivilliers - création de la Zone d'Activité d'Epaville	153
07-0439-Déclaration d'Utilité Publique Ville de Rouen - Restructuration du centre commercial de la Grand Mare.....	154
6. DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES DE SEINE-MARITIME.....	156

6.1.	SERVICE SANTE ET PROTECTION ANIMALES	156
	07/15-Attribution du mandat sanitaire au docteur BOUQUET Béatrice	156
	07/27-Attribution du mandat sanitaire au Docteur PERIE Paul	157
7.	DIRECTION REGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE.....	158
7.1.	BUREAU DES AFFAIRES GENERALES	158
	04/2007-Décision portant délégation de signature par Monsieur Michel SAINT-JEAN, directeur régional des services pénitentiaires	158
8.	D.R.A.M. --> DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES MARITIMES EN HAUTE NORMANDIE	160
8.1.	SECRETARIAT GENERAL	160
	11/2007-arrêté portant modification de l'annexe tarifaire du Règlement Local de la Station de Pilotage LE HAVRE-FECAMP - PORT DU HAVRE	160
	12/2007-arrêté portant sur l'annexe tarifaire n° 1 ter du Règlement local de la Station de Pilotage LE HAVRE/FECAMP relative au pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage du HAVRE/FECAMP - PORT DU HAVRE.....	161
	13/2007-arrêté portant modification de l'annexe I Bis tarifaire du règlement local de la station de pilotage LE HAVRE/FECAMP - port de FECAMP	162
	14/2007-arrêté portant modification du règlement local de la Station de pilotage de la Seine.....	163
	37/2007-arrêté portant modification du règlement de la caisse de répartition d'assistance et de pension de pilotes de la Station de Pilotage de la Seine	165
	15/2007-arrêté portant modification de l'annexe technique n° 2 de l'arrêté n° 140-2005 du 13 mai 2005 relative au seuil de l'obligation de pilotage pour la zone de Caen-Ouistreham	172
8.2.	SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES	174
	38/2007-Arrêté rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération n° PPP-2007/02 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie relative à la création et à l'attribution d'une licence pêche à pied sur le littoral de basse-normandie	174
	39/2007-arrêté rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (buccinum undatum) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche	175
	42/2007-arrêté portant prolongation de la pêche à pied des moules sur le gisement de la 'Pointe du Siège' situé sur le littoral de OUISTREHAM (calvados) zone de production 14-041	176
	43/2007-arrêté relatif à la pêche de la seiche dans la bande côtière des trois milles de la région Haute-Normandie -campagne 2007 -	178
	44/2007-arrêté portant autorisation de la pêche des amandes de mer à la drague sur la côte Ouest du Cotentin (département de la Manche) du 1er mai au 31 août 2007	179
	46/2007-arrêté portant autorisation de prélèvements de bulots de taille supérieure à 7 cm pour six navires	180
	47/2007-arrêté portant sur la cohabitation et la compatibilité des métiers à l'intérieur de la bande côtière des trois milles autour de l'archipel des Iles Chausey.....	181
	49/2007-arrêté relatif à la campagne 2007 de la pêche à pied des salicornes dans les départements de la Somme et du Pas de Calais.....	185
	55/2007-arrêté réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous-marine dans le département de la Manche	188
	58/2007-arrêté réglementant l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer du département du Calvados et à l'est du département de la Manche	196
	modif 39/2007-modificatif arrêté n° 39/2007 du 18 avril 2007 rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (buccinum undatum) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche.....	207
	9/2007-Arrêté portant autorisation de pêche du bulot au navire BELLE EPOQUE CH 638 760	209
	52/2007-Arrêté autorisant la pêche des coques sur une partie des gisements de la Baie des Veys (gisement de Brévands - département de la Manche).....	210
	61/2007-arrêté portant ouverture de la pêche à pied des coques sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme).....	212
	62/2007-arrêté portant ouverture de la pêche à pied des coques sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme).....	214
9.	D.R.A.S.S. HAUTE-NORMANDIE	217

9.1.	CROSS SANITAIRE.....	217
	07-0404-Renouvellement d'autorisation au Centre Hospitalier de DIEPPE concernant l'activité de chirurgie.....	217
9.2.	PROTECTION SOCIALE.....	217
	07-0446-Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du HAVRE.....	217
	07-0447-Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'EURE.....	218
	07-0463-Nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN.....	219
10.	D.R.D.A.F. HAUTE NORMANDIE.....	220
10.1.	S.D.I.T.E.P.S.A.....	220
	31/07-2007-Modification de la composition du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de la Seine-Maritime.....	220
	32/07-2007-Renouvellement des membres de la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture de Seine-Maritime.....	221
10.2.	S.E.A.....	222
	28/06-2007-Schéma directeur des structures agricoles du département de la Seine-Maritime.....	222
10.3.	SERFOT.....	226
	27/06-2007-Dissolution de l'Association Foncière de MELLEVILLE.....	226
	29/06-2007-Constitution du Bureau de l'Association Foncière d'OUVILLE LA RIVIERE.....	227
	30/06-2007-Reconstitution du bureau de l'Association Foncière de Remembrement de SAINTE-MARGUERITE-SUR-MER.....	228
11.	D.R.E. DE HAUTE-NORMANDIE	229
11.1.	SECRETARIAT GENERAL.....	229
	07-0410- Organisation de la direction régionale de l'équipement de Haute-Normandie	229
12.	D.R.I.R.E. HAUTE-NORMANDIE.....	231
12.1.	DIVISION CONTROLES TECHNIQUES ENERGIE	231
	07-0405-Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0286 - Renforcement du client industriel ELIOKEM (Good Year) à Sandouville (76).....	231
	07-0406-Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0285 - Alimentation de la distribution publique de Gaillefontaine (76).....	233
	07-0407-Décision d'agrément N° 07.12.271.002.1 concernant la société CCR-GC.....	235
	07-0408-Décision N° 07.12.721.0001.1 portant modification à la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005 concernant la société Normandie Accessoires.....	237
13.	D.R.T.E.F.P.	240
13.1.	DIRECTION.....	240
	07-0401-Définition pour la région Haute-Normandie de la liste des métiers et des formations correspondantes susceptibles d'ouvrir droit aux demandeurs d'emploi éligibles à l'Allocation de fin de formation	240
	07-0417-Montant de l'aide de l'Etat pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le cadre du service civil volontaire.....	244
14.	MAISON D'ARRET DE ROUEN	245
14.1.	DIRECTION.....	245
	07-0448-Délégation de signature du chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen	245
	07-0449-Délégation individuelle permanente	246
	07-0450-Délégation individuelle permanente	247
	07-0451-Délégation individuelle permanente	248
	07-0452-Délégation individuelle permanente	249
	07-0453-Délégation individuelle permanente	250
	07-0454-Délégation individuelle permanente	251
	07-0455-Délégation individuelle permanente	252
	07-0456-Délégation individuelle permanente	253
15.	MAISON D'ARRET DU HAVRE.....	255
15.1.	DIRECTION.....	255

07-0391-Délégation de signature.....	255
16. SOUS-PREFECTURE DE DIEPPE	255
16.1. SERVICE DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	255
07-0459-Syndicat Mixte d'Energie de la région d'Eu - arrêté modification.....	255
17. TRESOR PUBLIC.....	257
17.1. DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE.....	257
07-0420-Délégations de pouvoirs.....	257
18. VOIES NAVIGABLES DE FRANCE.....	257
18.1. DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE	257
07-0422-Conseil d'administration - Séance du 15 décembre 2004 -Délibération relative à l'établissement des déclarations de flotte et de navigation et à leurs modalités de transmission et aux modalités de recouvrement des péages de navigation de plaisance ainsi qu'aux pénalités applicables en matière de péages plaisance et marchandises	257
07-0423-Conseil d'administration - Séance du 13 décembre 2000 -Délibération relative à la détermination des tarifs de péage des marchandises applicables en 2001	261
07-0424-Conseil d'administration - Séance du 26 mars 2003 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2003.....	263
07-0425-Conseil d'administration - Séance du 6 avril 2004 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2004.....	265
07-0426-Conseil d'administration - Séance du 6 avril 2005 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2005.....	268
07-0427-Conseil d'administration - Séance du 28 juin 2006 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er août 2006	270
07-0428-Conseil d'administration - Séance du 4 avril 2007 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2007.....	272
07-0429-Conseil d'administration - Séance du 3 octobre 2001 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2002.....	273
07-0430-Conseil d'administration - Séance du 2 octobre 2002 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2003.....	276
07-0431-Conseil d'administration - Séance du 1er octobre 2003 -Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2004	280
07-0432-Conseil d'administration - Séance du 5 octobre 2005 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2006.....	286
07-0433-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2007.....	290
07-0434-Conseil d'administration - Séance du 3 octobre 2001 - Délibération relative à la fixation des tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2002.....	294
07-0435-Conseil d'administration - Séance du 2 octobre 2002 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2003	296
07-0436-Conseil d'administration - Séance du 1er octobre 2003 -Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2004	302
07-0440-Conseil d'administration - Séance du 16 novembre 2004 -délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2005	308
07-0441-Conseil d'administration - Séance du 5 octobre 2005 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2006	314
07-0442-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2007	319
07-0443-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2007	323

1. PREFECTURE de la Haute Normandie

1.1. SGAR

07-0411-arrêté de création du comité local du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

Le Préfet
de la région Haute-Normandie,

ARRETE

Objet : Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
Création du comité local

Vu : le code du travail, notamment son article L. 323 ;
la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, notamment ses articles 36, 97, 98 ;
Décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

ARRETE

Article 1 :

Il est institué dans chaque région un comité local composé de 17 membres comprenant

au titre des représentants de la Fonction Publique de l'Etat

M. le Préfet de Région ou son représentant, président ;

Mme Claudine BOURGEOIS, Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, ou son représentant

Madame Brigitte BENTOT, Conseillère technique au Rectorat, ou son représentant

au titre des représentants de la Fonction Publique Territoriale

titulaires	suppléants
M. Jean-Marc VASSE	M. Jean-Pierre BLANQUET
Mme Annick FAURY	M. Pierre ALBERTINI
Mme Julie Elyssa KRAIEM	NN

au titre des représentants des employeurs de la Fonction Publique Hospitalière

M. Christophe GOT, Secrétaire Général du CHU de Rouen, titulaire

M. Fabrice LAURAIN, Directeur chargé de la filière Santé Mentale, Handicap et Réinsertion, Partenariats et Réseaux au Groupe Hospitalier du Havre, suppléant

au titre des représentants des personnels

	titulaires	suppléants
CGT	NN	M. Didier DESSEIX
UNSA	Mme Christine AZAIS	M. Frédéric DESGUERRE
CFDT	Mme Edwige DUMONTIER	Mme Claude LEUMAIRE
CFTC	M. Daniel FOUET	M. Bruno GARCIA
FSU	Mme Catherine RIOULT	Mme Catherine FAVRIOU
FO	M. Patrick ROLLET	Mme Marie-Claude OTTAVI
CGC	M. Michel WALOSIK	M. Hervé EMO

au titre des associations ou organismes regroupant les personnes handicapées

titulaires	suppléants
M. Jean-Pierre SIMON, ALPEAIH	M. Michel PONS, Coordination Handicap Normandie
M. Michel Edouard DOUCET, URAPEI	M. Daniel LECOQ, FNATH
M. Didier BOUTEILLER, APF	M. Jean-Michel JULIEN, Coordination Handicap Normandie

assistent sans voix délibérative aux séances du comité :

au titre des personnes compétentes dans le domaine du handicap

Mme Eve AVIGO, Maison départementale des Personnes Handicapées de l'Eure
M. Jean-Yves FOSSE, Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement Normandie Centre
NN.

ainsi que :

M. le trésorier Payeur Général, ou son représentant
le Gestionnaire administratif, ou son représentant

Article 2 :

Les membres du comité local sont nommés pour 3 ans renouvelable une fois, excepté les représentants des employeurs de la fonction publique territoriale nommés pour 6 ans renouvelable une fois.

Article 3 :

Le secrétariat du comité local est assuré par la direction régionale de la Caisse des dépôts et consignations.

Article 4 :

M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Madame la Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Rouen, le 11 juin 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

Pascal SANJUAN

07-0412-composition nominative du comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP)

Le Préfet
de la région Haute-Normandie,

ARRETE

Objet : Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Vu : La loi n°2002-73 du 17 Janvier 2002 de Modernisation Sociale – section 3 ;
La loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité – Titre III ;
Le décret n°2002 – 658 du 29 Avril 2002 relatif au comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle ;
Les articles L 910-1, L 910-2 et D 910-1 du Code du Travail ;
La circulaire D.G.E.F.P. N°2002-29 du 2 Mai 2002 portant sur les premières dispositions d'application de la loi de Modernisation Sociale et de la Loi relative à la démocratie de proximité en matière de décentralisation de formation professionnelle ;
L'arrêté préfectoral n°07-289 du 10 mai 2007 portant composition nominative du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales ;

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés, membres du Comité de Coordination Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle :

MEMBRES AU TITRE DE L'ETAT :

- Monsieur le Préfet de la Région Haute-Normandie ou son représentant, co-président
- Monsieur le Recteur de l'Académie de Rouen, Chancelier des Universités ou son représentant : M. Jean-Pierre COLLIGNON, Délégué Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue

Représentants des Services de l'Etat

Membres Titulaires :

- Monsieur le Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Monsieur le Directeur Régional et Départemental de la Jeunesse et des Sports
- Madame la Directrice Régionale de l'Agriculture et de la Forêt
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

Membres suppléants :

- Monsieur Jean-Marie ALMENDROS, Directeur du Travail à la Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
- Monsieur Jean-Pierre LECONTE, Inspecteur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, représentant le Directeur Régional de la Jeunesse et des Sports
- Madame Marie-Thérèse BOUCHER Chef du Service Régional de la Formation et du développement de la Direction Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.
- Madame Joëlle DI GIACOMO, Inspecteur à la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales.
- Madame Marie-Thérèse THOBIE, chargée de mission représentant Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

MEMBRES AU TITRE DE LA REGION :

- Monsieur le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie ou son représentant, co-président

Membres Titulaires :

- Monsieur Michel RANGER
- Madame Emmanuèle JEANDET-MENGUAL

- Monsieur Jean-Louis ARGENTIN
- Monsieur Claude TALEB
- Monsieur Claude VOCHELET
- Madame Véronique BEREGOVOY

Membres suppléants :

- Madame Joëlle QUILLIEN : Directrice de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
- Monsieur Denis HEBERT : Directeur adjoint de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage
- Madame Dominique SOURIAU : Chef du Service Animation et Prospective
- Madame Florence EVEN : chef de service de l'unité territoriale de formation 27
- Madame Patricia BOSSELIN : Chef de service de l'unité territoriale de formation 76
- Monsieur Richard MAHUET : DFPA – Chef du Service Apprentissage

MEMBRES, REPRESENTANTS AU TITRE DES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS ET DES CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURE, DE COMMERCE ET DE METIERS :

Membres Titulaires :

- Madame Agnès MACOUIN (MEDEF)
- Monsieur Jean-Marc BELOUET (C.G.P.M.E.)
- Monsieur Nicolas LANQUEST (Fédération Régionale de l'Union Syndicale Agricole)
- Monsieur Pascal DUFOUR (U.P.A.)
- Monsieur Daniel HAMARD (C.R.C.I.)
- Monsieur Bruno LEFEBVRE (Chambre Régionale des Métiers)
- Monsieur Guy BOUQUET (Chambre d'Agriculture de Haute-Normandie)

Membres Suppléants :

- Monsieur Alain DEMARE (MEDEF)
- Madame Axelle LOUIS (C.G.P.M.E.)
- Monsieur Max VAUQUELIN (Fédération Régionale de l'Union Syndicale Agricole)
- Monsieur Christophe DORE (U.P.A.)
- Madame Patricia LHOIR (C.R.C.I.)
- Monsieur Jean-Claude SAMSON (Chambre Régionale des Métiers)
- Monsieur Jean-Pierre DELAPORTE (Chambre d'Agriculture de Haute-Normandie)

MEMBRES, REPRESENTANTS AU TITRE DES ORGANISATIONS DE SALAIRES :

Membres Titulaires :

- Monsieur Maurice COROYER (C.G.T.)
- Madame Nicole GOOSSENS (C.F.D.T.)
- Monsieur Pierre-Yves GERMOND (C.G.T./F.O.)
- Monsieur Michel GALLOT (C.F.T.C.)
- Monsieur Jean-Pierre HUREL (C.F.E./C.G.C.)
- Monsieur Alain SANCHEZ (Union Régionale des Syndicats Autonomes)
- Monsieur Jean-Marie CANU (F.S.U.)

Membres Suppléants :

- Monsieur Jean BUREL (C.G.T.)
- Monsieur Alain COMONT (C.F.D.T.)
- Monsieur Alain CHAPLET (C.G.T./F.O.)
- Monsieur Jean-Claude DARRIER (C.F.T.C.)
- Monsieur Michel ADJEMIAN (C.F.E./C.G.C.)
- Madame Marie-Lise LECOQ (Union Régionale des Syndicats Autonomes)
- Monsieur Stéphane GASC (F.S.U.)

MEMBRES AU TITRE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL :

Membre titulaire :

- Monsieur Nicolas PLANTROU, Président du Conseil Economique et Social

Membre suppléant :

- Madame Arlet ADAM

Article 2 :

Ces nominations sont effectuées pour la durée de la mandature du Conseil Régional. Les membres du comité sont remplacés dès lors qu'ils cessent d'être investis des fonctions administratives ou électives au titre desquelles ils ont été désignés.

Article 3 :

L'arrêté n°07-289 du 10 mai 2007 est abrogé.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, Monsieur le Directeur Régional du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Seine-Maritime et de l'Eure.

Rouen, le 11 juin 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

Pascal SANJUAN

07-0413-renouvellement et composition nominative du comité régionale de l'enseignement agricole (CREA)

Le Préfet
de la région Haute-Normandie,

ARRETE

Objet : arrêté de renouvellement portant nomination au comité régional de l'enseignement agricole

Vu : Les articles R 814-33 à R 814-40 du Code Rural relatifs aux Comités Régionaux de l'enseignement agricole.
l'arrêté en date du 21 novembre 2003, portant nomination au Comité Régional de l'Enseignement Agricole, modifié par arrêté du 29 juin 2004 ;
Les désignations de l'assemblée délibérante régionale.
Les propositions des associations de parents d'élèves.
Les propositions des organisations syndicales.
Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales.

ARRETE

Article 1 :

En application des dispositions des articles du Code Rural susvisés, sont nommés par le présent arrêté membres du Comité Régional de l'Enseignement Agricole, à l'exception des représentants de l'Etat et de la Région, les personnalités suivantes :

1) Au titre du 1° de l'article L 814-1

a) Représentants de l'Etat

- Le Directeur Régional et Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou en cas d'absence ou d'empêchement le Chef du Service Régional de la Formation et du Développement.
- Le Recteur de l'Académie ou son représentant.
- Le Trésorier-Payeur Général de la région ou son représentant.
- Le Directeur Régional du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ou son représentant.

b) Représentants du Conseil Régional

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mr Jean-Yves GUYOMARCH	Mr Guy FLEURY
Mr Jean-Louis ARGENTIN	Mme Marie-Françoise GAOUYER

c) Le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture ou son représentant

- Titulaire : Mr BOUQUET Guy
- Suppléant : Mme FOSSARD Christine

d) Représentants un Directeur d'établissement public d'enseignement agricole

- Titulaire : Mr Thierry LATAPIE-BAYROO, Directeur de l'Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole d'YVETOT
- Suppléant : Mr. Frank BLACHERE, Proviseur de l'Etablissement Public Local d'Enseignement Agricole de CHAMBRAY

e) Représentants du Conseil Régional de l'Enseignement Agricole Privé (CREAP)

- Titulaire : Mr MAURIN Olivier
- Suppléant : Mr BREANT Philippe

f) Représentants de l'Union Nationale Rurale d'Education et de Promotion (UNREP)

- Titulaire : Mr METAYER Jean-Pierre
- Suppléant : Mr HARDY Amédée

g) Représentants de l'Union Régionale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (U.R.M.F.R.E.O.)

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mr DESMARES Jean-Claude	Mme LACAISSÉ Sabine
Mr GABORIAUD Claude	Mr RICHARD Raymond

2) Au titre du 2° de l'article L.814-1

a) Représentants du SNETAP-FSU

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mr. PAUVERT Franck-Olivier	Mr.CANTAYRE Valery
Mr Olivier LECONTE	Mme HAMON Agnès
Mme MONDOU Sophie	Mr JOIN Yann
Mme BILLARDON Hélène	Mme TARON-STEIN Sophie

b) Représentants de la Fédération CFDT des Syndicats Généraux de l'Education Nationale et de la Recherche Publique (SGEN-CFDT)

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mme DESCHAMPS-CANU Sophie	Mr MEDIEU Jean
Mr.CIRON Dominique	Mr BLOQUEL Michel

c) Représentants de la Confédération Force-Ouvrière de l'Enseignement, de la Recherche et des Techniques agricoles du Ministère de l'Agriculture

- Titulaire : Mr GILOT Nicolas
- Suppléant : Mr LEPERT Christian

d) Représentants de la Confédération Générale du Travail du Ministère de l'Agriculture

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mr BALLIVET Pascal	Mr. DEVEAUX Jean-Marie
Mr LEPELTIER Pascal	Mr LASSEUR Thomas

e) Représentant du Syndicat National des personnels d'organisme et de promotion en milieu rural (FGTA-FO)

- Titulaire : Mme PERRIN Cécile
- Suppléant : néant

f) Représentant de la Fédération Générale Agro-alimentaire CFDT (FGA-CFDT)

- Titulaire : Mme MALO Véronique
- Suppléante : Mme DURECU Sophie

g) Représentants de l'Association Syndicale Nationale des Personnels de l'Enseignement Agricole Privé (ANP-SYNEP)

- Titulaire : Mme LEGRIX Isabelle
- Suppléant : néant

h) Représentants de la Fédération de l'Enseignement Privé CFDT (SEP-CFDT)

- Titulaire : Mr. PASTOL Dominique
- Suppléant : Mr. BARBE Michaël

3) Au titre du 3° de l'article L.814-1

a) Représentants de l'Union Fédérale Agricole de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement agricole public (UFA-PEEP)

<i>titulaires</i>	<i>suppléants</i>
Mr. MEYRIEUX Eric	Mme MANGOLTE Maryse
Mme MOUHAN Zohra	Mr. GOMEZ Henry

b) Représentants de la Fédération des Conseils de Parents d'élèves (FCPE)

- Titulaire : Mr LESOIF Joël
- Suppléant : Mme EUDIER Agnès

c) Représentants des Parents d'élèves des établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat désignés par le Conseil Régional de l'enseignement agricole privé (CREAP)

- Titulaire : Mr DUBOIS Dany
- Suppléant : Mr PELLETIER Patrick

d) Représentants des Parents d'élèves des établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat désignés par l'Union Nationale Rurale d'Education et de Promotion (UNREP)

- Titulaire : Mr. CHAMBORD Guy
- Suppléant : Mr ALLOUCHERY Hervé

e) Représentants des Parents d'élèves des établissements d'enseignement agricole privés ayant passé un contrat avec l'Etat désignés par l'Union Régionale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation (U.R.M.F.R.E.O.)

- Titulaire : Mme CHANTELOUP Catherine
- Suppléant : Mme LEFEBVRE Evelyne

f) Représentants de la Fédération Régionale des Syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Normandie

- Titulaire : Mr DELAPORTE Jean-Pierre
- Suppléant : Mme LEPRON Rachel

g) Représentants du Centre Régional des Jeunes Agriculteurs

- Titulaire : Mme Elise HERON
- Suppléant : Mr Sébastien SORTAMBOSC

h) Représentants de la Confédération Paysanne Normande

- Titulaire : Mr MALO Jean-Claude
- Suppléant : Mr DUEDAL Didier

i) Représentants de la Coordination Rurale

- Titulaire : Mr TESSON Fabrice
- Suppléante : Mme BAYEUL Marie-Claire

j) Représentants de l'Union Régionale des Syndicats de l'Agro-Alimentaire CFDT de Haute-Normandie

- Titulaire : Mr BAGLAND Guy

- Suppléant : Mr GENTY Christian
k) Représentants de l'Union des Syndicats CGT-FO de Seine-Maritime et de l'Eure
- Titulaire : Mr. Denis YESELNIK
- Suppléant : Mr Gérard PASSELANDE

Article 2 :

La présidence de ce Conseil est assurée par le Préfet de Région de Haute-Normandie.
En cas d'empêchement du Préfet de Région, le Conseil est présidé par le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt.

Article 3 :

Les arrêtés préfectoraux du 21 novembre 2003 et 29 juin 2004 sont abrogés.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime et copie sera adressée à chacun des membres du Conseil.

Rouen, le 11 juin 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

Pascal SANJUAN

07-124-SGAR - délégation de signature en matière d'activités et d'ordonnancement secondaire

Le Préfet
de la région Haute-Normandie,

ARRETE N°07-124

Objet : Interim de M. le Préfet de Région
Cabinet du Préfet
Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et d'activité

Vu : La loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
Le code des marchés publics ;
Le code général des collectivités territoriales,
Le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique
Les articles 5 et 100 du décret 62-1587,
Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et les départements ;
Le décret du 9 juillet 2004 portant nomination de M. Jacques LAISNE en qualité de Préfet de l'Eure ;
L'arrêté du 17 novembre 2004 portant nomination de M. Pascal SANJUAN, Administrateur civil hors classe, en qualité de Secrétaire Général pour les Affaires Régionales auprès du préfet de la région Haute-Normandie pour une durée de trois ans ;
L'arrêté du Premier ministre en date du 21 mai 2007 nommant M. Vincent ARSIGNY, ingénieur des télécommunications, chargé de mission auprès du préfet de la région Haute-Normandie pour une durée de trois ans à compter du 1er février 2007 ;
L'arrêté de M. le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi du 4 juin 2007 portant nomination de M. Jean-François CARENCO au cabinet du ministre ;
L'arrêté du 2 janvier 2007 désignant Mme Catherine LILLINI, directeur des services de préfecture, en qualité de directeur de la modernisation, de la performance et de l'administration générale du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR) de la Préfecture de la Haute-Normandie à compter du 1er janvier 2007.
La décision ministérielle du 26 avril 2006 nommant Mme Marion CAMPER, Déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Haute-Normandie ;
L'arrêté de M. le Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche en date du 19 décembre 2006 nommant M. Michel LEDOUX délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Haute-Normandie à compter du 2 janvier 2007 ;
L'arrêté préfectoral modifié n°07-80 du 8 juin 2007 relatif à la délégation de signature en matière d'activité et d'ordonnancement secondaire au niveau du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales – S.G.A.R.
Sur proposition de M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales.

ARRETE

Article 1 :

En application de l'article 39 du décret 2004-374 susvisé, M. Jacques LAISNE, Préfet de l'Eure est chargé de l'intérim des fonctions de Préfet de Région Haute-Normandie à compter du 8 juin 2007.

Article 2 :

Délégation est donnée à M. Pascal SANJUAN, Administrateur Civil Hors Classe, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Région Haute-Normandie, à l'effet de signer tous arrêtés, conventions, décisions, circulaires, rapports, correspondances et autres pièces relatifs à l'activité administrative de l'Etat dans la région et au fonctionnement du Secrétariat Général pour les Affaires Régionales.

Est exclu de cette délégation :

- Le règlement du budget de la Région après saisine de la Chambre régionale des Comptes.

Article 3 :

Délégation est donnée à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la Région Haute-Normandie, à l'effet de signer tous les actes relatifs à la fonction d'ordonnateur secondaire du Préfet de Région.

Sont exclus de cette délégation :

- Les ordres de réquisition au comptable public assignataire,

- Les décisions de passer outre au refus de visa du contrôle financier déconcentré.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal SANJUAN, les délégations qui lui sont données par les articles 2 et 3 du présent arrêté sont exercées par :

☐ Dans les mêmes conditions :

- M. Vincent ARSIGNY, ingénieur des télécommunications, adjoint au Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal SANJUAN et de M. Vincent ARSIGNY, les délégations de signature sont exercées par :

☐ Dans les mêmes conditions :

- Mme Catherine LILLINI, Directeur de Préfecture, Directrice de la Modernisation, de la Performance et de l'Administration Générale,

☐ Dans leurs domaines respectifs :

Mme Natacha BOURGHART, attachée de Préfecture, chef du service de suivi de la performance de l'action de l'Etat en région du S.G.A.R. :

* pour les correspondances courantes, ampliations, copies conformes, bordereaux d'envoi relatifs à l'activité de l'Etat dans

la région, hormis ceux concernant les programmes européens,

* pour le fonctionnement du Secrétariat Général pour les Affaires régionales ;

* pour la fonction d'ordonnateur secondaire du Préfet de Région, hormis pour les crédits européens émergeant à l'action 4 du programme 108 administration territoriale et aux programmes techniques relatifs à la gestion des fonds européens dont la responsabilité de l'autorité de gestion est confiée au Préfet de Région

M. Pascal BARBETTE, attaché de Préfecture, adjoint au chef de la mission Europe :

* pour les correspondances courantes, ampliations, copies conformes, bordereaux d'envoi relatifs à l'activité de l'Etat dans la région pour la gestion des crédits des programmes européens.,

* pour la fonction d'ordonnateur secondaire du Préfet de Région pour les crédits européens émergeant à l'action 4 du programme 108 administration territoriale et aux programmes techniques relatifs à la gestion des fonds européens dont la responsabilité de l'autorité de gestion est confiée au Préfet de Région

Mme Sylvie SENARD, attachée de Préfecture, responsable du service contrôle des opérations cofinancées par les fonds structurels européens

* pour les correspondances courantes, ampliations, copies conformes, bordereaux d'envoi relatifs à l'activité de l'Etat dans la région pour les contrôles et la coordination des contrôles de l'utilisation des fonds européens.

Article 5 :

Délégation est donnée à Madame Marion CAMPER, Déléguée Régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le BOP 137 « égalité entre les hommes et les femmes » et se rapportant au fonctionnement de la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité.

Article 6 :

Délégation est donnée à Monsieur Michel LEDOUX, Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie de Haute-Normandie pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur le BOP régional 172 « recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et se rapportant au fonctionnement de la délégation régionale à la recherche et à la technologie.

Cette délégation porte sur l'engagement et la liquidation des dépenses.

Article 7 :

L'arrêté préfectoral modifié n°07-80 du 8 juin 2007 est abrogé.

Article 8 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Rouen, le 15 juin 2007

Le Préfet,

Jacques LAISNE

07-0437-renouvellement du Comité Technique Paritaire Régional de l'enseignement

ARRETE DE RENOUVELLEMENT PORTANT NOMINATION AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE REGIONAL
ENSEIGNEMENT DE HAUTE NORMANDIE

LA DIRECTRICE REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, notamment son article 14

Vu le décret n°82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique de l'Etat

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, notamment son article 21

Vu le décret n°82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires de l'Etat, notamment ses articles 8,9 et 11 (2^{ème} alinéa)

Vu le décret n°2003-89 du 3 février 2003 instituant des comités techniques paritaires au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, modifié par le décret n°2005-385 du 25 avril 2005 et par le décret n°2006-1171 du 21 septembre 2006

Vu l'arrêté du 3 février 2003 portant institution des comités techniques paritaires au ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, modifié par l'arrête du 7 mai 2003 et par l'arrête du 25 avril 2005

Vu l'arrête du 28 mars 2006 fixant les modalités d'une consultation des personnels afin de déterminer la représentativité des organisations syndicales appelées à être représentées au sein des comités techniques paritaires du ministère de l'agriculture et de la pêche

Vu les résultats des élections de la consultation générale des personnels qui s'est déroulée les 20 et 21 novembre 2006

Vu l'arrêté du 28 décembre 2006 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à être représentées au sein des différents comités techniques paritaires du ministère de l'agriculture et de la pêche et fixant le nombre de sièges qui leur a été attribué

Vu la circulaire SG/SRH/SDDPRS/C2007-1001 du 18 janvier 2007 relative à la consultation des personnels du ministère de l'agriculture et de la pêche en 2006

ARRETE :

Article 1 :

En application des textes susvisés, sont nommés par le présent arrêté membres du Comité Technique Paritaire Régional Enseignement de Haute Normandie, les personnalités suivantes :

Représentants de l'Administration :

**Le Directeur Régional de l'Agriculture et de la Forêt
ou le Chef du Service Formation et Développement**

Titulaire : Mme BOBENRIETHER Odile
Suppléant : Mme BOUCHER Marie-Thérèse

1 Proviseur de LEGTA

Titulaire : M GIRAUDET Bernard
Suppléant : M BLACHERE Frank

1 Proviseur de LPA

Titulaire : M AUBINE Dominique
Suppléant : M MASSE Joël

1 Proviseur adjoint de LEGTA

Titulaire : Mme LEPAGE Gwenaëlle
Suppléant : M BEURE Alain

2 Directeurs CFA-CFPPA

Titulaire : M MICHEL Stéphane
Suppléant : Mme Corinne LEFEVRE

Titulaire : Mme DUFFOURG Catherine
Suppléant :

1 Personnel d'Administration

Titulaire : M GORIN Christian
Suppléant : Mme JUILLARD Stéphanie

1 CPE

Titulaire : M KOSIATEK Thierry
Suppléant : M CAPOT Bernard

1 Responsable d'Exploitation

Titulaire : M LELARGE Joël
Suppléant : M GUEROUT Denis

1 Représentant du SRFD

Titulaire : M DEZALYS Bernard
Suppléant : M HEMERY Emmanuel

Représentants des personnels

SNETAP –FSU

Titulaire : M PAUVERT Frank-Olivier
Suppléant : Mme TARON-STEIN Sophie

Titulaire : M LECONTE Olivier
Suppléant : Mme HAMON Agnès

Titulaire : Mme MONDOU Sophie
Suppléant : M CANTAYRE Valéry

Titulaire : Mme BILLARDON Hélène
Suppléant : M CHOLET Jean-Michel

Titulaire : M JOIN Yann
Suppléant :

CFDT SGEN EAP

Titulaire : Mme DESCHAMPS-CANU Sophie
Suppléant : M MEDIEU Jean

Titulaire : M CIRON Dominique
Suppléant : M BLOQUEL Michel

SFOERTA

Titulaire : M GILOT Nicolas
Suppléant : M LEPERT Christian

SYAC – CGT

Titulaire : M BAILLIVET Pascal
Suppléant : M DEVEAUX Jean-Marie

Titulaire : M LEPELTIER Pascal
Suppléant : M LASSEUR Thomas

Article 2 :

La présidence de ce Comité est assurée par la Directrice Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Haute Normandie.
En cas d'empêchement de la Directrice Régionale de l'Agriculture et de la Forêt de Haute Normandie, le Comité est présidé par la
Chef du Service Régional de la Formation et du Développement.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans les départements de l'Eure et de la Seine Maritime et
ampliation sera adressée à chacun des membres du Comité.

Fait à Rouen, le 11 mai 2007

La Directrice Régionale et Départementale
De l'Agriculture et de la Forêt

Odile BOBENRIETHER

07-0472-arrêté modificatif portant composition nominative du FIPHFP

Le Préfet
de la région Haute-Normandie,

ARRETE MODIFICATIF

Objet : composition nominative du comité local du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP)

Vu : le code du travail, notamment son article L. 323 ;
la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes
handicapées, notamment ses articles 36, 97, 98 ;
Décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique ;
L'arrêté préfectoral portant création du comité local du FIPHFP en date du 11 juin 2007 ;
Sur proposition du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

ARRETE

Article 1 :

L'article 1 est modifié comme suit :

« Il est institué dans chaque région un comité local composé de 17 membres comprenant
au titre des représentants de la Fonction Publique de l'Etat

M. le Préfet de Région ou son représentant, président ;
Mme Claudine BOURGEOIS, Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, ou son représentant
Madame Brigitte BENTOT, Conseillère technique au Rectorat, ou son représentant

au titre des représentants de la Fonction Publique Territoriale

titulaires	suppléants
M. Jean-Marc VASSE	M. Jean-Pierre BLANQUET
Mme Annick FAURY	M. Pierre ALBERTINI
Mme Julie Elyssa KRAIEM	NN

au titre des représentants des employeurs de la Fonction Publique Hospitalière

M. Christophe GOT, Secrétaire Général du CHU de Rouen, titulaire
M. Fabrice LAURAIN, Directeur chargé de la filière Santé Mentale, Handicap et Réinsertion, Partenariats et Réseaux au Groupe Hospitalier du Havre, suppléant

au titre des représentants des personnels

	titulaires	suppléants
CGT	Mme Sylviane PRIEUR	M. Didier DESSEIX
UNSA	Mme Christine AZAIS	M. Frédéric DESGUERRE
CFDT	Mme Edwige DUMONTIER	Mme Claude LEUMAIRE
CFTC	M. Daniel FOUET	M. Bruno GARCIA
FSU	Mme Catherine RIOULT	Mme Catherine FAVRIOU
FO	M. Patrick ROLLET	Mme Marie-Claude OTTAVI
CGC	M. Michel WALOSIK	M. Hervé EMO

au titre des associations ou organismes regroupant les personnes handicapées

titulaires	suppléants
M. Jean-Pierre SIMON, ALPEAIH	M. Michel PONS, Coordination Handicap Normandie
M. Michel Edouard DOUCET, URAPEI	M. Daniel LECOQ, FNATH
M. Didier BOUTEILLER, APF	M. Jean-Michel JULIEN, Coordination Handicap Normandie

assistent sans voix délibérative aux séances du comité :

au titre des personnes compétentes dans le domaine du handicap
Mme Eve AVIGO, Maison départementale des Personnes Handicapées de l'Eure
M. Jean-Yves FOSSE, Centre d'Etudes Techniques de l'Equipeement Normandie Centre
NN.

ainsi que :

M. le trésorier Payeur Général, ou son représentant
le Gestionnaire administratif, ou son représentant »

Article 2 :

M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Madame la Directrice Régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Rouen, le 27 juin 2007

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales,

Pascal SANJUAN

2. PREFECTURE de la Seine-Maritime

2.1. CABINET DU PREFET

07-0473-Médaille d'honneur des sapeurs-pompiers - promotion du 14 juillet 2007

CABINET

Rouen, le 7 juin 2007

*Affaire suivie par Mme CUREAU
Tél. 02 32 76 50 12
Fax.02 32 76 54 67
Mél. valerie.cureau@seine-maritime.pref.gouv.fr*

Le préfet
de la région Haute-Normandie,
préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : médaille d'honneur des sapeurs-pompiers – promotion du 14 juillet 2007

VU :

- le décret n° 62-1073 du 11 septembre 1962 fixant les conditions d'attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers ;
- le décret n° 68-1055 du 29 novembre 1968 portant déconcentration en matière d'attribution de la distinction susvisée.

ARRETE

Article 1 :

Des médailles d'honneur sont décernées aux sapeurs-pompiers dont les noms suivent :

MEDAILLE D'OR A TITRE POSTHUME

Monsieur	POULIQUEN	Mario	Sergent-chef professionnel	CIS Rouen-Gambetta
----------	-----------	-------	----------------------------	--------------------

MEDAILLE D'OR

Monsieur	ARGENTIN	Pierre	Sergent-chef professionnel		CIS Le Havre Dumé d'Aplemont
Monsieur	BEAUCHAMP	Didier	Caporal-chef volontaire		CIS Boos
Monsieur	BEZIRARD	Thierry	Caporal-chef volontaire		CIS Auffay
Monsieur	BOCLET	Jean-Bernard	Lieutenant volontaire	Chef de centre	CIS Aumale
Monsieur	BOUDIN	Michel	Caporal-chef volontaire		CIS Barentin
Monsieur	CADINOT	Jean-Marie	Caporal-chef volontaire		CIS Cany-Barville
Monsieur	CLOUET	Jean-Pierre	Major professionnel		CIS Le Havre Vétillart
Monsieur	DAS	Pierre	Sergent-chef professionnel		CIS Rouen-Gambetta
Monsieur	DEPARDE	Eric	Médecin-commandant volontaire		CIS Pavilly
Monsieur	DURAND	Patrick	Sergent professionnel		CIS Canteleu
Monsieur	DUTHIEUW	Jean	Major volontaire		CIS Montivilliers
Monsieur	HENRY	Jean-Noël	Caporal-chef volontaire		CIS Doudeville
Monsieur	LEFEBVRE	André	Sergent-chef professionnel		Groupement Sud
Monsieur	LEGRAND	Yves	Adjudant-chef volontaire		CIS Arques-la-Bataille
Monsieur	LELEU-EPONVILLE	Max	Lieutenant volontaire		CIS Montivilliers
Monsieur	MAURY	Christian	Caporal-chef volontaire		CIS Montville
Monsieur	OUAS	Patrice	Major volontaire		CIS Cany-Barville
Monsieur	PAINSEC	Patrick	Caporal-chef volontaire		CIS Eu
Monsieur	RODARIE	Lucien	Lieutenant volontaire	Chef de centre	CIS Arques-la-Bataille
Monsieur	SAUVAGE	Joël	Major professionnel		Direction Yvetot

MEDAILLE de VERMEIL

Monsieur	BERTIN	Stéphane	Lieutenant volontaire	CIS Montville
----------	--------	----------	-----------------------	---------------

Monsieur	BUATHIER	Michel	Sergent-chef professionnel	CIS Le Havre Caucriauville
Monsieur	BUNEL	Denis	Caporal-chef volontaire	CIS Dieppe
Monsieur	CHOPART	Régis	Adjudant volontaire	CIS Fontaine-le-Bourg
Monsieur	COUTURE	Dominique	Caporal-chef volontaire	CIS Sotteville-les-Rouen
Monsieur	DEHAYE	Jean-Claude	Caporal-chef volontaire	CIS La Londe
Monsieur	DEHAYE	Michel	Adjudant volontaire	CIS La Londe
Monsieur	DEVILLERS	Dominique	Sergent volontaire	CIS Le Petit-Quevilly
Monsieur	DUPUIS	Didier	Capitaine volontaire Chef de centre	CIS Tôtes
Monsieur	FORESTIER	Claude	Caporal-chef volontaire	CIS Le Tréport
Monsieur	GILLE	Bertrand	Caporal-chef volontaire	CIS Fécamp
Monsieur	GUIMONT	Olivier	Adjudant volontaire	CIS Sotteville-les-Rouen
Monsieur	HENRY	André	Lieutenant volontaire Chef de centre	CIS Doudeville
Monsieur	JULIEN	Jean-Pierre	Sergent-chef professionnel	Groupe Sud
Monsieur	LEBERRERA	Gérald	Lieutenant volontaire	CIS La Feuillie
Monsieur	LECLERC	Alexis	Adjudant-chef volontaire	CIS Offranville
Monsieur	LEFLON	Williams	Adjudant volontaire	CIS Le Mesnil-Esnard
Monsieur	LEMARCHAND	Thierry	Sergent-chef professionnel	CIS Rouen-Gambetta
Monsieur	LIMOUSIN	Jean-René	Major volontaire	CIS Aumale
Monsieur	LISSET	Gérald	Sergent-chef volontaire	CIS La Neuville-Chant-d'Oisel
Monsieur	LUQUET	Olivier	Adjudant volontaire	CIS Sotteville-les-Rouen
Madame	MARGRIT	Valérie	Commandant professionnel Chef de centre	CIS Dieppe
Monsieur	MESTRE	Dominique	Adjudant-chef professionnel	CIS Rouen-Malherbe
Monsieur	NOËL	François	Sergent-chef professionnel	CIS Le Havre Vétillart
Monsieur	NOTHEAUX	Daniel	Sergent-chef professionnel	CIS Rouen-Gambetta
Monsieur	RIDEL	Rémi	Adjudant-chef volontaire	CIS Barentin
Monsieur	ROUAULT	Marc	Major professionnel	CIS Le Havre Caucriauville
Monsieur	SAAS	Romuald	Adjudant-chef volontaire	CIS Le Mesnil-Esnard
Monsieur	VAUCLIN	Pascal	Caporal-chef volontaire	CIS Bosc-le-Hard

MEDAILLE D'ARGENT

Monsieur	ALIGNY	Pascal	Adjudant-chef volontaire Chef de centre	CIS Saint-Laurent-en-Caux
Monsieur	BARDOR	Joël	Caporal-chef professionnel	CIS Canteleu
Monsieur	BLERY	Tony	Caporal-chef volontaire	CIS Saint-Saëns
Monsieur	BONNAIRE	Patrice	Caporal-chef volontaire	CIS Gournay-en-Bray
Monsieur	CHANTRE	Jean-Michel	Médecin capitaine volontaire	CIS Eu
Monsieur	COLANGE	Frédéric	Caporal-chef volontaire	CIS Fontaine-le-Bourg
Monsieur	DALLET	Serge	Adjudant volontaire	CIS Criquetot-l'Esneval
Monsieur	DEBAIN	Laurent	Caporal-chef volontaire	CIS Montivilliers
Monsieur	DELABRIERE	Sylvain	Lieutenant volontaire Chef de centre	CIS Pavilly
Monsieur	DIGARD	Gérald	Sergent volontaire	CIS Servaville
Monsieur	DIOLOGENT	Franck	Sergent-chef professionnel	CIS Dieppe
Monsieur	DUFAYET	Christophe	Caporal-chef volontaire	CIS Le Mesnil-Esnard
Monsieur	DUFOUR	Laurent	Adjudant-chef volontaire	CIS Le Tréport
Monsieur	FAUCON	Laurent	Caporal-chef volontaire	CIS Le Grand-Quevilly
Monsieur	FOUCAMBERT	Jérôme	Caporal-chef volontaire	CIS Eu
Monsieur	HALAVENT	Martial	Caporal volontaire	CIS Saint-Laurent-en-Caux

Monsieur	HAUCHECORNE	Denis	Caporal-chef volontaire	CIS Tôtes
Monsieur	HUCHER	Bruno	Commandant professionnel	Direction Yvetot
Monsieur	HUET	Christophe	Adjudant-chef volontaire	CIS Gournay-en-Bray
Monsieur	KASPERSKI	Fabrice	Adjudant-chef volontaire	CIS Eu
Monsieur	LAMBERT	Cyrille	Lieutenant volontaire	CIS Saint-Aubin-les-Elbeuf
Monsieur	LARCHEVEQUE	Christophe	Caporal-chef volontaire	CIS Tôtes
Monsieur	LAUNAY	Thierry	Caporal-chef volontaire	CIS Yvetot
Monsieur	LEFEBVRE	Michel	Sapeur-pompier 2ème classe volontaire	CIS Saint-Vaast-d'Equieville
Monsieur	LEFEBVRE	Fabien	Caporal-chef volontaire	CIS Montivilliers
Monsieur	LEVEUF	Dominique	Sergent-chef volontaire	CIS Saint-Valéry-en-Caux
Monsieur	MARMIGNON	Laurent	Caporal-chef volontaire	CIS Yvetot
Monsieur	MONTAGNE	Fabrice	Adjudant-chef volontaire Chef de centre	CIS Londinières
Monsieur	OBRY	Reynald	Adjudant-chef volontaire	CIS Etalondes
Monsieur	PIGNE	Sylvain	Caporal-chef volontaire	CIS Cany-Barville
Monsieur	PIGNE	Stéphane	Caporal-chef volontaire	CIS Cany-Barville
Monsieur	QUEMIN	Christophe	Caporal-chef volontaire	CIS Envermeu
Monsieur	QUETIER	Guillaume	Capitaine professionnel	CIS Dieppe
Monsieur	TAKAZNOUNT	Marc	Adjudant volontaire	CIS Fontaine-le-Bourg
Monsieur	TAULIN	Franck	Caporal-chef volontaire	CIS Octeville-sur-Mer
Monsieur	TAUNIN	Jean-François	Adjudant-chef volontaire	CIS La Feuillie
Monsieur	TETEREL	Christophe	Caporal-chef volontaire	CIS Montivilliers
Monsieur	TORRENTS	Rodolphe	Sergent-chef professionnel	CIS Fécamp
Monsieur	VASSELIN	Philippe	Caporal-chef volontaire	CIS Criquetot-l'Esneval

Article 2 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet
Pour le Préfet absent et par délégation
le Secrétaire général

Claude MOREL

2.2. D.A.E.S. ---> Direction de l'Action Economique et de la Solidarité

07-0445-Dérogation fermeture hebdomadaire RENAULT

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ACTION ECONOMIQUE ET DE LA SOLIDARITE

Affaire suivie par Mme Armelle TREHOUR Véronique/M. Franck LEON
Tél. 02 32 76 51 57/52.53
Fax 02 32 76 54 63
Mél. armelle.sturm@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 18 juin 2007
Le Secrétaire Général
Chargé de l'administration de l'Etat dans le département

ARRETE

Objet : Dérogation au repos dominical des salariés - RENAULT

VU :

Le Code du Travail, chapitre 1 du titre II du livre II et notamment les articles L.221-6 et R.221-1,
La demande en date du 12 avril 2007 présentée par l'établissement de Cléon de la SAS RENAULT tendant à obtenir une dérogation à la règle du repos dominical des salariés pour les dimanches restants de l'année 2007 pour une dizaine de salariés environ,
La procédure de consultation visées à l'article L.221-6 du code du Travail,
L'avis du conseil municipal de la commune de Cléon
L'avis de la Chambre de commerce et d'Industrie d'Elbeuf
L'avis de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie,
L'avis de l'Union Départementale des Syndicats CGT de Seine Maritime,
L'avis de Madame la Directrice Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Seine-Maritime par intérim,
Considérant :

Que les interventions visées par la demande de l'établissement de Cléon de la SAS RENAULT ont pour objet la réalisation des travaux de montage et de démontage de machines dans le cadre de l'augmentation des capacités de certaines lignes de production ("vilebrequins moteurs" et flexibles de culasse") et d'autre part à des travaux d'installation ("Carter M et "assemblage moteur M")

que ces travaux doivent notamment permettre le doublement de la production de moteurs M9 ainsi que la fabrication de pièces spécifiques qui participent du développement de produits nouveaux,

Que les opérations techniques devant être réalisées nécessitent l'arrêt momentané de l'exploitation de la ligne de production et des ateliers concernés,

Que ces lignes de production fonctionnent actuellement au maximum de leur possibilité en 3x8 et que la fermeture de l'établissement pendant un jour habituel de fonctionnement entraînerait une perte importante de production qui ne pourrait être rattrapée,

Que les autres modalités d'organisation du travail envisagées ne permettent pas à l'établissement de respecter ses engagements en terme de volume et de délais de livraison et retarderait de plus d'un an la sortie de plusieurs nouveaux modèles,

Que le respect de ces engagements est essentiel pour la pérennité du site de Cléon,

ARRETE

Article 1 :

La direction de l'établissement Cléon de la SAS RENAULT est autorisée à employer les dimanches 29 juillet, 5, 12, 19 août ainsi qu'un dimanche en septembre, un en octobre, deux en novembre et un en décembre les salariés visés par la demande, à savoir des techniciens appartenant au secteur de l'ingénierie moteur ou boîtes de vitesse, dont la liste nominative devra être communiquée au minimum 15 jours avant chaque échéance à l'inspecteur du travail compétent et au comité d'établissement.

La direction de l'établissement Cléon de RENAULT devra également communiquer à l'inspecteur du travail et au comité d'établissement au minimum 15 jours avant chaque échéance, le dimanche qui sera travaillé pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre..

Article 2 :

La présente dérogation n'entraînera pas une répartition de l'horaire hebdomadaire du travail en contradiction avec les dispositions en cette matière de l'éventuel décret d'application de la loi du 21 juin 1936 modifié visant la branche d'activité à laquelle appartient l'entreprise ou, le cas échéant avec les stipulations d'une convention ou accord collectif entendu ou d'un accord d'entreprise ou d'établissement conclu dans le cadre de l'article L.212-2, 3ème alinéa, du Code du travail ni n'aura pour conséquence de porter atteinte à la durée minimale du repos hebdomadaire obligatoire telle que fixée par l'article L. 221-4 du même code ou encore à la durée minimales du repos quotidien prescrit par l'article L.220-1.

Article 3 :

Les salariés employés le dimanche en application du présent arrêté bénéficieront d'un repos hebdomadaire selon l'une des modalités prévues à l'article L. 221-6 du Code du Travail, sous réserve de dispositions plus favorables issues d'une convention ou d'un accord collectif de travail.

Article 4 :

Le bénéfice de la présente dérogation ne peut avoir pour effet qu'un même salarié soit occupé plus de six jours au cours d'une semaine civile ni accomplisse, au cours de la même semaine, un temps de travail supérieur à la durée maximale hebdomadaire absolue du travail fixée à quarante-huit heures.

Article 5 :

L'éventuel octroi d'une prime ou d'une majoration de salaire pour le travail du dimanche ne privera pas le salarié concerné soit de la majoration légale de salaire et, éventuellement, du repos compensateur, soit du repos compensateur de remplacement prévu conventionnellement qui seraient dus, le cas échéant, au titre de l'accomplissement d'heures supplémentaires au cours de la semaine civile dans laquelle est compris le dimanche travaillé.

Article 6 :

La présente décision est susceptible d'être contestée dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit en exerçant un recours administratif, soit en formant un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, Madame le Directeur départemental du travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Seine-Maritime par intérim, Monsieur l'Inspecteur du travail territorialement compétent, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs pris dans le département.

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

07-0458-GRAND PROJET DE VILLE DE ROUEN- Nomination de Mme TRICOTEL commissaire du gouvernement

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'ACTION ECONOMIQUE ET DE LA SOLIDARITE

Rouen, le 15 juin 2007

Affaire suivie par Mme Christine TRICOTEL
Tél. 02 32 76 51 50
Fax 02.32.76.54.63
Mél. christine.tricotel@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE SECRETAIRE GENERAL
chargé de l'administration
de l'Etat dans le département

A R R E T E

GRAND PROJET DE VILLE DE ROUEN
Commissaire du Gouvernement

VU :

- Le décret n° 93-705 et l'arrêté modifié du 27 mars 1993 relatifs aux Groupements d'intérêt Publics compétents en matière de développement social urbain,
- L'arrêté préfectoral du 9 juillet 2001 portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public du Grand Projet de Ville de Rouen signée le 18 mai 2001, publié au Journal Officiel du 17 août 2001,
- L'arrêté préfectoral du 17 septembre 2001 nommant le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime, Commissaire du Gouvernement en l'absence du Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime,
- L'arrêté du 9 août 2002 désignant le directeur de l'Action Economique et de la Solidarité pour assurer l'intérim du Commissaire du Gouvernement en l'absence du Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime,
- L'arrêté ministériel du 2 janvier 2007 nommant Madame Christine TRICOTEL, directrice des services de préfecture, affectée à la direction de l'Action Economique et de la Solidarité à la préfecture de la Seine-Maritime,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, Sous-Préfet chargé de la politique de la ville,

A R R E T E

Article 1er : En l'absence du Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime, l'intérim du Commissaire du Gouvernement du Groupement d'Intérêt Public du Grand Projet de Ville de Rouen sera assuré par le directeur de l'Action Economique et de la Solidarité, à la préfecture de la Seine-Maritime, Madame Christine TRICOTEL.

Article 2 : Monsieur le Président du Groupement d'Intérêt Public, Monsieur le Secrétaire Général Adjoint, Sous-Préfet chargé de la politique de la ville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Secrétaire général,

653-654-EXTRAIT DES DECISIONS N°653-654

EXTRAIT DES DECISIONS N°653-654
d'Equipement Commercial

Réunie le 5 juin 2007, la Commission Départementale d'Equipement Commercial de la Seine-Maritime a accordé l'autorisation sollicitée par la SA DIMER dont le siège est rue Queue de Renard à Fécamp (76400) agissant en qualité d'exploitante afin de créer une station essence INTERMARCHE de 176 m² de surface de vente et dotée de 5 positions de ravitaillement par transfert et extension, route de Valmont et d'agrandir de 500 m² la surface de vente actuelle de 1500 m² du supermarché INTERMARCHE, rue Queue de Renard à Fécamp.

Le texte de ces décisions est, en application de l'article 17 du décret n° 93-306 du 9 mars 1993 modifié, affiché à la porte de la mairie de Fécamp pendant 2 mois.

655-656-EXTRAIT DES DECISIONS N°655 et 656

EXTRAIT DES DECISIONS N°655 et 656
d'Equipement Commercial

Réunie le 5 juin 2007, la Commission Départementale d'Equipement Commercial de la Seine-Maritime a accordé l'autorisation sollicitée par la SCI GVTIMM dont le siège est 26 quai Michelet à Levallois Perret (92300) agissant en qualité de future propriétaire afin de créer une station essence SHOPI de 71,90 m² de surface de vente et dotée de 2 positions de ravitaillement ainsi qu'un supermarché SHOPI de 667 m² de surface de vente par transfert et extension d'un supermarché existant de 390 m², sur la commune des Grandes Ventes (76950) hameau des Hauts Champs.

Le texte de ces décisions est, en application de l'article 17 du décret n° 93-306 du 9 mars 1993 modifié, affiché à la porte de la mairie des Grandes Ventes pendant 2 mois.

2.3. D.E.D.D ---> Direction de l'environnement et du développement durable

07-0400-ARRÊTÉ définissant les seuils en cas de sécheresse dans le département de la Seine-Maritime et les mesures coordonnées de surveillance, de limitations ou d'interdictions provisoires des usages de l'eau

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

ARRÊTÉ
définissant les seuils en cas de sécheresse dans le département de la Seine-Maritime
et les mesures coordonnées de surveillance, de limitations
ou d'interdictions provisoires des usages de l'eau

Le PREFET
de la région de Haute Normandie
Préfet de la Seine Maritime

VU le code de l'environnement,

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU l'arrêté n°2007- 398 du 23 mars 2007 du Préfet de la Région Ile de France, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie en période de sécheresse et définissant des seuils sur les rivières Aisne, Oise, Yonne, Aube, Seine, Marne, entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement,

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie approuvé le 20 septembre 1996 modifié,

VU les conditions hydrologiques, piézométriques et météorologiques,

VU l'avis du comité de suivi de la sécheresse du département de la Seine-Maritime réuni le 30 mai 2007,

CONSIDERANT le déficit cumulé de la recharge des nappes et des débits des cours d'eau constaté depuis trois ans,

- la situation hydrologique de l'hiver 2006-2007 marquant à nouveau un état de déficit, pouvant se poursuivre, voire s'aggraver,
- la préservation nécessaire des ressources en eau des nappes et des rivières pour éviter une détérioration des usages liés à l'eau et pour maintenir la salubrité,
- la protection nécessaire des équilibres naturels et la vie biologique dans les rivières et notamment les peuplements piscicoles,
- la nécessaire solidarité entre les usagers de l'eau,
- la nécessité de mettre en place des mesures préventives de surveillance et de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse, en fonction des données disponibles.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime,

ARRETE :

Article 1 : Comité de suivi de la sécheresse sur le département de la SEINE-MARITIME

Le comité de suivi de la sécheresse pour le département de la Seine-Maritime est composé des organismes mentionnés à l'annexe 1. Il est réuni sur l'initiative du Préfet et sous la responsabilité de la Déléguée InterServices de l'Eau (DISE) de Seine-Maritime, au moins deux fois par an en début d'année et en fin d'année.

Article 2 : Objet

Le présent arrêté concerne la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine du département de la Seine-Maritime à l'exception de la Seine qui fait l'objet d'une gestion définie au niveau du bassin Seine-Normandie.

Il a pour objet :
de définir, dans chacun des bassins versants concernés, des mesures progressives de restriction ou d'interdiction provisoires des usages de l'eau ;
de définir des seuils en dessous desquels ces mesures seront prescrites.

Il concerne la gestion globale de l'eau à l'échelle du département. Tous les prélèvements et rejets effectués dans les nappes, les rivières et les nappes d'accompagnement sont visés.

Les limitations d'usage s'appliquent à tous, particuliers, entreprises, services publics et collectivités aux conditions du présent arrêté. Elles concernent les installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre des prescriptions s'appliquant à ces établissements et définies dans les arrêtés individuels.

Article 3 : Définition des bassins versants ou des zones d'application et des seuils

Les bassins versants sont composés des communes listées en annexe 2. Les mesures de restriction des usages de l'eau sont prescrites sur l'ensemble du territoire des communes concernées.

Les rivières du département de la Seine-Maritime appartiennent aux groupes 2 et 3 de l'arrêté-cadre de bassin du 23 mars 2007. Les seuils sont déterminés par la DIREN selon la méthode recommandée dans son annexe 2.

Les seuils sont définis de la façon suivante :
le seuil de vigilance correspond au VCN3 sec de période de retour 2 ans,
le seuil d'alerte correspond au VCN3 sec de période de retour 5 ans,
le seuil de crise correspond au VCN3 sec de période de retour 10 ans,
le seuil de crise renforcée correspond au VCN3 sec de période de retour 20 ans,

Le VCN3 est le débit moyen minimum sur trois jours consécutifs.

Les débits moyens sur trois jours consécutifs des cours d'eau aux stations hydrométriques, fournis par la DIREN de Haute-Normandie, sont comparés aux seuils ci-dessous, et sur la base des données et observations transmises par la DIREN et l'ONEMA.

Rivières	Station suivie	Seuil de vigilance (m³/s) (1)	Seuil d'alerte (m³/s) (2)	Seuil de crise (m³/s) (3)	Seuil de crise renforcée (m³/s) (4)
Bresle	Ponts et Marais	5.4	4.7	4.4	4
Yères	Touffreville	1.5	1.3	1.15	1
Béthune	Saint Aubin le Cauf	0.89	0.63	0.53	0.46
Sâane	Val de Sâane	0.36	0.26	0.22	0.17

Dun	Bourg-Dun	0.11	0.054	0.037	0.033
Durdent	Vittefleur	2.9	2.55	2.25	2
Ganzeville	Ganzeville	0.52	0.31	0.24	0.19
Commerce	Gruchet le Valasse	0.13	0.099	0.085	0.075
Austreberthe	Saint Paër	1.4	1.1	1	0.75
Cailly	Cailly	0.07	0.034	0.023	0.021
Cailly	Fontaine le Bourg	0.47	0.35	0.3	0.27
Andelle	Vascoeuil	2.7	2.2	2	1.82
Epte	Gournay en Bray	0.17	0.12		0.084

La situation des cours d'eau ne faisant pas l'objet de mesures en continu est comparée à celle de rivières ayant des régimes similaires comme indiqué dans le tableau suivant :

Cours d'eau concernés	Référence pour l'application de l'arrêté
Valmont	Comparaison avec la situation sur la Durdent
Eaulne	Comparaison avec la situation sur l'Yères
Scie et Varenne	Comparaison avec la situation sur la Saône et d'après les mesures bimestrielles effectuées par la DIREN
Veules	En comparaison avec la situation sur le Dun
Lézarde, Rogerval et Oudalle	En comparaison avec la situation sur le Commerce
Tancarville, Radicatel, Théluet, Rançon, Sainte Gertrude	En comparaison avec la situation sur le Commerce
Aubette, Robec	En comparaison avec la situation sur le Cailly

Article 4 : Suivi de la situation hydrologique

A l'exception de l'Epte, tous les bassins versants des cours d'eau de Seine-Maritime appartiennent au groupe 3 de l'arrêté-cadre de bassin. Ce sont des cours d'eau qui n'alimentent pas la région parisienne en eau potable et qui ne nécessitent pas une gestion coordonnée interdépartementale ou interrégionale. Pour l'Epte, une coordination est assurée avec la Mission Inter Services de l'Eau de l'Eure.

Le suivi renforcé de la situation hydrologique est assuré par la Direction Régionale de l'Environnement avec le BRGM pour la piézométrie et Météo France pour la pluviométrie. Il est activé par décision du Préfet dès qu'une des stations du réseau de suivi franchit le seuil de vigilance. En période de suivi renforcé, la DIREN transmet à la DISE de la Seine-Maritime un bulletin de situation hydrologique toutes les deux semaines.

Le Réseau d'Observation de Crise des Assecs (ROCA) est activé dès le franchissement du seuil de vigilance. Les agents de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques), responsables de ce suivi, procèdent aux relevés de terrain sur les points de référence identifiés localement (annexe 3) qu'ils transmettent à la DISE de la Seine-Maritime tous les mois dès atteinte des seuils de vigilance et d'alerte puis à partir du seuil de crise toutes les deux semaines.

Pour les cours d'eau qui ne bénéficient pas d'un suivi hydrométrique régulier, s'il existe des mesures piézométriques de la nappe alimentant le cours d'eau, des seuils de vigilance, alerte, crise et crise renforcée seront définis ultérieurement ainsi que les mesures de restriction associées au franchissement de ces seuils.

Article 5 : Mesures de sensibilisation, de limitation et de surveillance

Les mesures de sensibilisation, de surveillance et de limitation des usages de l'eau sont prises de manière progressive à partir de chaque franchissement de seuil :

- **seuil de vigilance** : les campagnes de sensibilisation et d'appel au comportement citoyen sont lancées afin de réduire les utilisations de l'eau qui ne sont pas indispensables. Afin de réduire les risques de pollution, un rappel à la vigilance est fait auprès des principaux sites produisant des rejets polluants. Une surveillance accrue des rejets les plus significatifs est mise en place.
 - **seuil d'alerte** : des efforts coordonnés de restriction et d'interdiction des usages non productifs, correspondant à une réduction d'au moins 30% des prélèvements en eau de surface et dans les eaux souterraines de la zone définie à l'article 4 (hors AEP), doivent être mis en place ;
 - **seuil de crise** : les restrictions sont renforcées, correspondant à une réduction d'au moins 50% des prélèvements en eau de surface et dans les eaux souterraines de la zone définie à l'article 4 (hors AEP) ;
 - **seuil de crise renforcée** : seuls l'alimentation en eau potable et le respect de la vie biologique sont assurés, tous les usages significatifs non prioritaires sont interdits ; les prélèvements pour l'alimentation en eau potable sont restreints au minimum.
- Le détail de ces mesures est présenté ci-dessous par type d'usage. Elles s'appliquent à tous : particuliers, entreprises, services publics, collectivités à l'exception des prélèvements destinés directement à la prévention ou à la lutte contre les incendies. Elles sont édictées sur l'ensemble du territoire des communes des bassins versants concernés.

Consommations des particuliers et collectivités

Les mesures de restrictions ne sont pas applicables si l'eau provient de réserves d'eau pluviale ou d'un recyclage.

Usages	Alerte	Crise	Crise renforcée
Remplissage des piscines privés	Interdiction sauf si chantier en cours		
Lavage des véhicules	Interdiction sauf dans les stations professionnelles équipées d'un système de recyclage		Interdiction totale sauf pour des raisons sanitaires ou pour les véhicules prioritaires
Lavage des voies et trottoirs Nettoyage des terrasses et façades	Interdiction entre 10h et 20h	Interdiction sauf impératifs sanitaires	
Arrosage des pelouses et espaces verts publics ou privés et des terrains de sport	Interdiction entre 10h et 20h		Interdiction
Arrosage des jardins potagers	Interdiction entre 10h et 20h		Interdiction
Alimentation des fontaines publiques	Interdiction pour les fontaines en circuit ouvert		
Remplissage des plans d'eau	Interdiction exceptée pour les activités commerciales		

Consommations pour des usages industriels et commerciaux

Usages	Alerte	Crise	Crise renforcée
Arrosage des golfs	Interdiction entre 10h et 20h	Interdiction sauf « greens et départs »	Interdiction totale
Industries, commerces hors ICPE	Limitation de la consommation d'eau au strict nécessaire		
ICPE	Doivent se conformer à leur arrêté ¹		

Rejets dans le milieu

Rejets	Alerte	Crise	Crise renforcée
Travaux en rivières (y compris le fauchage*)	Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Accord préalable du service de police des eaux nécessaire.	Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf travaux d'urgence devant être autorisés par la police de l'eau.	Interdiction
Stations d'épuration urbaines	Surveillance accrue des rejets, les délestages directs sont soumis à autorisation préalable et peuvent être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé		
Vidanges piscines publiques	-	Soumise à autorisation	Interdite sauf dérogation
Vidanges des plans d'eau	Interdiction sauf pour les usages commerciaux : autorisation nécessaire		Interdiction
Rejets industriels Stations d'épuration industrielles	Surveillance accrue des rejets, les délestages directs sont soumis à autorisation préalable et peuvent être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.		

(*) fauchage des végétaux

Gestion des ouvrages hydrauliques

Dès le franchissement du seuil d'alerte, les exploitants d'ouvrages hydrauliques installés sur les rivières ou les bras secondaires doivent obtenir l'accord préalable du service chargé de la police des eaux avant toute manœuvre ayant une incidence sur la ligne d'eau et sur le débit du cours d'eau.

Consommations agricoles

Les prélèvements agricoles feront l'objet d'éventuelles restrictions pour atteindre les objectifs cités ci-dessus fixés pour chacun des seuils.

Dès le franchissement du seuil de vigilance, l'irrigation agricole quelle que soit l'origine du prélèvement (cours d'eau, nappe d'accompagnement, nappe souterraine, réseau d'eau potable) est privilégiée entre 20 heures et 10 heures (heures de moins forte évaporation).

¹ L'article 30 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 autorise les préfets à prendre des restrictions sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) plus importantes que celles prévues dans leurs autorisations.

Dès le franchissement du seuil d'alerte, les recommandations précédentes continuent à s'appliquer.

Dès le franchissement du seuil de crise, l'irrigation agricole quelle que soit l'origine du prélèvement (cours d'eau, nappe d'accompagnement, nappe souterraine, réseau d'eau potable) est interdite.

Des dérogations ne seront possibles que si les irrigants y compris maraîchers, pépiniéristes, horticulteurs, ont proposé une organisation de nature à atteindre les objectifs visés ci-dessus et de plus à limiter les débits prélevés instantanément (organisation de « tours d'eau »).

La perspective de cette gestion nécessitera de mieux connaître les prélèvements agricoles et les besoins des agriculteurs, ainsi que la disponibilité de la ressource.

Dès le franchissement du seuil de crise renforcée, toute irrigation agricole quelle que soit l'origine du prélèvement (cours d'eau, nappe d'accompagnement, nappe souterraine, réseau d'eau potable) est interdite.

Activités nautiques

Dès le franchissement du seuil d'alerte, pour les cours d'eau visés par un classement au titre de l'article L 214.17 et de l'article L 414.1 du Code de l'Environnement* (ex. L432.6 du CE), toute activité nautique est interdite.

Dès le franchissement du seuil de crise, toute activité nautique est interdite sur l'ensemble des cours d'eau du département de Seine - Maritime.

Ces restrictions d'usages ont pour objectif d'empêcher la détérioration des milieux aquatiques liée à une sur-fréquentation de certains sites en période d'étiage sévère, elles visent à préserver les habitats, la flore et la faune de rivières particulièrement vulnérables.

Article 6 : Dispositif d'urgence concernant l'alimentation en eau potable

Dès le déclenchement du seuil de vigilance sur un secteur du département, constaté conformément à l'article 3, le niveau des eaux superficielles et souterraines devra faire l'objet d'un suivi régulier par les exploitants des forages destinés à l'alimentation humaine sur l'ensemble du département. Toute difficulté existante ou prévisible menaçant la sécurité de l'alimentation en eau potable devra être signalée. Ces données seront tenues à la disposition de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et de la Délégation InterServices de l'Eau.

En cas de difficulté avérée de prélèvement pour l'alimentation en eau potable, des restrictions d'usage de l'eau, adaptées aux désordres constatés, pourront être mises en place sur la zone concernée par voie d'arrêté préfectoral afin de prévenir toute rupture d'alimentation en eau potable.

Article 7 : Mise en oeuvre des mesures

Le franchissement des seuils d'alerte, de crise et de crise renforcée définis à l'article 3 sera constaté par arrêté préfectoral sur les communes concernées. Ces arrêtés, portant mise en application effective des limitations des usages de l'eau, détailleront les mesures présentées aux articles 4 et 5 ainsi que les procédures dérogatoires spécifiques susceptibles d'être mises en oeuvre.

* (Bresle, Yères, Arques, Eaulne, Varenne, Béthune, Scie, Saane, Durdent, Valmont, Rançon, Ste Gertrude, Austreberthe, Andelle)

Article 8 : Constat

Les agents commissionnés et assermentés au titre de la police de l'eau, au titre des installations classées, au titre du code de la santé publique, les forces de gendarmeries et de polices et les maires devront avoir libre accès à tous les ouvrages de rejet ou de prise d'eau pour leur mission de contrôle.

Article 9 : Sanction

Sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe quiconque aura contrevenu aux mesures de limitation ou suspension provisoire des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté.

Article 10 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 11 : Durée

Cet arrêté est applicable pour une durée d'un an à compter de sa signature.

Article 12 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Dieppe, le Sous-Préfet du Havre, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Chef de la brigade départementale de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine-Maritime et dont copie sera adressée au Directeur de l'Eau du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, au Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie ainsi qu'aux membres du comité défini à l'article 1.

Un avis sera affiché pendant deux mois dans les mairies et inséré par les soins du Préfet dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Seine-Maritime.

Rouen, le 31 mai 2007

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation


Le Secrétaire Général
Claude MOREL

07-0403-Commune de MAULEVRIER SAINTE GERTRUDE - Approbation de la carte communale

ROUEN, le 4 juin 2007

Affaire suivie par : Laurence PONA – SAT-PEG

☐ 02 35 58.54.02

 02 35 58.55.63

mél : laurence.pona@equipement.gouv.fr

LE PREFET
de la Région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Commune de Maulévrier-Sainte-Gertrude
Approbation de la carte communale

VU :

Le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 à L.124-4 et R.124-1 à R.124-8,

La délibération du conseil municipal de Maulévrier-Sainte-Gertrude en date du 7 mars 2007 approuvant le projet de carte communale,

L'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 23 juillet 2004.

CONSIDERANT:

Que le projet de carte communale répond dans sa composition aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur,

Que le projet de carte communale respecte les objectifs et principes généraux définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime,

ARRETE

Article 1^{er}

Les dispositions de la carte communale de Maulévrier-Sainte-Gertrude jointe en annexe sont approuvées.

Article 2

Les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont ainsi instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et des autres dispositions réglementaires applicables.

Article 3

En application de l'article L.421-2-1 du code de l'urbanisme, le conseil municipal n'ayant pas décidé que la compétence serait transférée à la commune, les permis de construire seront toujours délivrés au nom de l'Etat (et signés, selon les cas par le maire ou le préfet).

Article 4

Un exemplaire authentifié du dossier de carte communale sera déposé :

- à la préfecture de Seine-Maritime,
- à la sous-préfecture du Havre
- à la direction départementale de l'Équipement - service de l'aménagement du territoire - bureau de la planification et des études générales
- à la direction départementale de l'Équipement – service territorial du Havre – bureau des autorisations d'urbanisme de Fécamp.

Article 5

Copie du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Maire de Maulévrier-Sainte-Gertrude,
- à Monsieur le directeur régional et départemental de l'Équipement (service de l'aménagement du territoire, bureau de la planification et des études générales),

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État pris dans le département de la Seine-Maritime.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Maulévrier-Sainte-Gertrude et mention en sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Maire de la commune de Maulévrier-Sainte-Gertrude, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Claude MOREL

07-0409-Objet : Ouvrages de lutte contre les inondations sur le sous bassin versant de BOURVILLE - Autorisation au titre du code de l'environnement, déclaration d'intérêt général et déclaration d'utilité publique - Syndicat Mixte des bassins versants du Dun et de la Veules

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT
DURABLE

Rouen, le 1er juin 2007

Affaire suivie par M. TREHOUR Véronique Laurent
Tél. 02.32.76.53.19
Fax 02.32.76.54.60
Mél. laurent.MAROCO@seine-maritime.pref.gouv.fr

Le préfet
de la région Haute-Normandie,
préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet **Ouvrages de lutte contre les inondations sur le sous bassin versant de BOURVILLE**
Autorisation au titre du code de l'environnement, déclaration d'intérêt général et déclaration d'utilité publique
:

Syndicat Mixte des bassins versants du Dun et de la Veules

VU:

La demande déposée par le syndicat mixte des bassins versants du Dun et de la Veules - 2, rue du manoir - 76980 VEULES LES ROSES sollicitant l'autorisation au titre des articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement, la déclaration d'intérêt général et la déclaration d'utilité publique concernant la réalisation d'ouvrages de lutte contre les inondations sur le sous bassin versant de BOURVILLE,

L'avant projet des travaux à exécuter,

Les plans et autres documents joints au dossier,

Le code de l'environnement,

Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Le code rural,

Le décret n° 93-1182 modifié du 21 octobre 1993 relatif à la procédure applicable aux opérations entreprises dans le cadre de l'article L 211.7 du code de l'environnement,

L'arrêté du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes,

L'arrêté ministériel du 7 juillet 1983 relatif aux conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de contrôle des rejets et des eaux réceptrices,

L'arrêté préfectoral du 7 avril 2006 prescrivant l'ouverture des enquêtes publiques conjointes du 3 mai au 3 juin 2006 inclus sur le territoire des communes de Bourville, Canville les deux églises, Fontaine le Dun, Gonzeville et Saint Pierre le Viger.

L'avis favorable de la commune de GONZEVILLE en date du 19/05/2006,

L'avis défavorable de la commune de Saint Pierre le Viger sur l'implantation de l'ouvrage n°45,

Les conclusions et avis défavorables du commissaire enquêteur en date du 19 janvier 2007,

L'avis de la direction régionale de l'environnement en date du 24 octobre 2005,

L'avis de la Direction départementale de l'équipement en date du 7 novembre 2005,

L'avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 20 octobre 2005,

Le rapport de la Délégation Inter Services de l'Eau en date du 24 avril 2007,

L'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 15 mai 2007,

La notification faite au pétitionnaire du projet d'arrêté en date du 16 mai 2007,

La réponse du pétitionnaire en date du 22 mai 2007,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

CONSIDERANT

Que le secteur considéré a subi des inondations à maintes reprises;

Que les études effectuées justifient la nécessité de mettre en place des aménagements afin de lutter contre les inondations;

Que l'ouvrage n°45, situé à Saint Pierre le Viger, qui n'a pas fait l'objet d'étude géotechnique et hydrologique, présente des risques potentiels d'infiltration;

Qu'il subsiste des incertitudes sur le positionnement précis de l'ouvrage n°45;

Que le retrait de l'ouvrage n°45 ne remet pas en cause la cohérence globale du projet;

Que toutes les mesures nécessaires à l'entretien, à la surveillance et à la sécurité des ouvrages figurent au présent arrêté en particulier une visite décennale approfondie des ouvrages;

Que le syndicat mixte du bassin versant du Dun et de la Veules s'est doté des moyens financiers et humains afin de réaliser la surveillance et l'entretien de ces ouvrages conformément aux prescriptions du présent arrêté;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE L'AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le Président du Syndicat Mixte des Bassins Versants du Dun et de la Veules, dont le siège social est 2 rue du Manoir 76980 VEULES LES ROSES, est autorisé en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser 4 (quatre) ouvrages de lutte contre les inondations sur le sous bassin versant de BOURVILLE.

ARTICLE 2 – DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique :

Les travaux susmentionnés;

La délimitation des parcelles des terrains à acquérir pour permettre la réalisation de ces travaux.

ARTICLE 3 – DECLARATION D'INTERET GENERAL

Les travaux susmentionnés sont déclarés d'intérêt général.

ARTICLE 4 – CLASSEMENT DES OPERATIONS

En application des articles R214-1 à R214-5 du code de l'environnement, ces opérations sont classées aux rubriques suivantes de la nomenclature :

Anciennes Rubriques	Intitulé	Régime
5.3.0.1°	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha (superficie desservie: 1591,6 ha)</i>	<i>Autorisation</i>
2.7.0.1°.a	<i>Création d'étangs ou de plans d'eau dont les eaux communiquent soit directement ou indirectement avec un cours d'eau de 1ère catégorie piscicole, la superficie en eau étant supérieure à 3 ha (superficie inondable: 8,448 ha)</i>	<i>Autorisation</i>
2.2.0.1°	<i>Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant : 1° Supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 p. 100 du débit (débit de fuite final dans le Dun :2,5 m³/s)</i>	<i>Autorisation</i>
6.1.0.2°	<i>Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, le montant des travaux étant : 2° Supérieur ou égal à "160 000 euros", mais inférieur à "1 900 000 euros" (coût total des aménagements : 685 356 €)</i>	<i>Déclaration</i>

Nouvelles Rubriques	Intitulé	Régime
2.1.5.0.1°	<i>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha (surface: 1591,6 ha)</i>	<i>Autorisation</i>
3.2.3.0.1°	<i>Plans d'eau permanents ou non dont la superficie est supérieure à 3 ha (superficie en eau: 8,448 ha)</i>	<i>Autorisation</i>
2.2.1.0.1°	<i>Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure ou égale à 10 000 m³/j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau</i>	<i>Autorisation</i>
3.2.5.0.3°	<i>Barrages de retenue d'une hauteur supérieure à 2 m mais inférieure à 10 m susceptibles de présenter un risque pour la sécurité publique en raison de leur situation ou de leur environnement</i>	<i>Autorisation</i>

Régime résultant: **AUTORISATION.**

ARTICLE 5 – LOCALISATION DES OUVRAGES AUTORISES

Les ouvrages de rétention seront situés conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et figurant en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 6 – CARACTERISTIQUES DES OUVRAGES AUTORISES

Les travaux consisteront dans la création des ouvrages de rétention décrits ci-après :

1°) Ouvrage n°5 (prairie inondable) « Le Fond des Tilleuls » à GONZEVILLE
emprise : 1 ha sur les parcelles ZD 206, ZD 207, ZD 17.
Capacité : 4500 m³
Débit de fuite moyen : 50 l/s par Ø 300 mm avec pincement au niveau du regard d'engouffrement
Digue de 2,50 m de hauteur sur 130 m de longueur et 20 m de largeur maximale
Hauteur d'eau maximale : 2,15 m
Temps de vidange : 24 heures
Coût : 130 000 € HT

2°) Ouvrage n°10 (prairie inondable) « Le Clos des Marnières » à CANVILLE LES DEUX EGLISES
Emprise : 1,2 ha sur les parcelles ZH1, ZH2
Capacité : 14 740 m³
Débit de fuite moyen : 250 l/s par Ø 380 mm
Digue de 2,10 m de hauteur sur 115 m de longueur et 17 m de largeur maximale
Hauteur d'eau maximale : 1,50 m
Temps de vidange : 12,4 heures
Coût : 67 725 € HT

3°) Ouvrage n°22 (prairie inondable) « Frébourg » à BOURVILLE
Emprise : 1,4 ha sur parcelle ZD 10
Capacité : 14 580 m³
Débit de fuite moyen : 250 l/s par Ø 360 mm
Débit de fuite maximal : 381 l/s
Digue de 2,70 m de hauteur sur 130 m de longueur et 20 m de largeur maximale
Hauteur d'eau maximale 2,15 m
Temps de vidange : 13,1 heures
Coût : 103 486 € HT

4°) Ouvrage n°32 (digue sous forme de masque s'appuyant sur le remblai amont d'une lagune de la sucrerie) « Amont Sucrerie SAFBA » ou « Gelleville » à BOURVILLE et FONTAINE LE DUN

Emprise : 4 ha sur parcelles C 449 (FONTAINE LE DUN) et ZA1, 2, 3, 4, 6, 30, 38, B116, 117 (BOURVILLE)
Capacité : 73 900 m³
Débit de fuite moyen : 1,03 m³/s par Ø 600 mm par pincement de la buse
Digue de 5,25 m de hauteur maximale, sur 75 m de longueur et 26 m de largeur maximale
Hauteur d'eau maximale : 4,75 m
Temps de vidange : 18 heures
Coût : 139 536 € HT

L'ouvrage n°45 prévu dans le dossier initial est exclu de la présente autorisation

ARTICLE 7 - DISPOSITIFS DE DEPOLLUTION

Les ouvrages de dépollution des eaux de ruissellement seront constitués par les dispositifs de rétention précédemment définis qui devront assurer une décantation suffisante des MES. Il seront équipés chacun d'un ouvrage assurant un débit de fuite et d'une surverse tels que définis à l'article 6.

TITRE 2 - PRESCRIPTIONS D'AMENAGEMENT

ARTICLE 8 - CONCEPTION ET TENUE DES OUVRAGES DE RETENTION

8.1. Dimensionnement

Les ouvrages de rétention seront dimensionnés pour gérer efficacement la pluie de fréquence de retour cinquantennale.

8.2. Stabilité

Préalablement à la réalisation des retenues, une étude géotechnique devra être réalisée afin de vérifier la portance et la stabilité des sols.

Toutes précautions seront prises pour limiter au maximum les risques d'effondrement des talus au regard notamment de la pente du terrain, de la hauteur de la digue, de la nature des matériaux utilisés et du volume maximal d'eau stockée.

8.3. Etanchéité

Les travaux de décapage et de terrassement des retenues seront suivis par un hydrogéologue qui rédigera un rapport. Une surveillance sera établie, lors des travaux et pendant le fonctionnement, afin de détecter l'apparition d'éventuels indices karstiques.

Tous les problèmes rencontrés et les solutions apportées y seront consignés. Il sera ensuite transmis au service de police de l'eau dès la fin des travaux même si aucun incident n'a été recensé.

8.4. Bêtoires

Pour les aménagements situés dans des zones où des bêtoires ont été recensées ou risquent d'apparaître, une étude du sous-sol devra être réalisée avant leur mise en place afin de rechercher d'éventuels vides karstiques.

En cas de découverte de tels phénomènes, il sera procédé à leur traitement local, conformément aux préconisations de l'hydrogéologue.

8.5. Déversoirs de crue

Les retenues devront être équipées de surverses permettant d'évacuer les crues supérieures à l'événement pluvieux ayant servi de base à leur dimensionnement.

8.6. Dispositifs anti-érosion

Les retenues devront être équipées de dispositifs anti-érosion de type « matelas Reno ».

8.7. Végétalisation des talus

Les talus devront faire l'objet d'une végétalisation afin de faciliter l'intégration paysagère des aménagements de rétention.

8.8. Volume permanent en eau

Les retenues seront conçues sans volume permanent en eau.

ARTICLE 9 - MESURES PENDANT LA PERIODE DES TRAVAUX

Durant la phase de travaux, il conviendra de veiller à la mise en oeuvre des mesures suivantes de façon à limiter les risques d'incident :

9.1. Etanchéité : Les mesures visées au § 8.3. sont à respecter également pour la période des travaux.

9.2. Ecoulement des eaux : L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux, sans entraîner de lessivage de matériaux. Dans la mesure du possible, les terrassements seront à éviter durant les fortes périodes pluvieuses.

9.3. Tenue du chantier : le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des règles de sécurité et de préconisations présentées dans le présent arrêté.

9.4. Emploi d'engins : les engins seront utilisés avec un soin particulier visant à minimiser les tassements de sols en dehors des sites qui pourraient accroître, lors de la période des travaux, l'imperméabilisation de ceux-ci et les ruissellements générés.

Les engins de chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Les carburants devront être stockés sur des aires étanches.

9.5. Nettoyage du chantier et des abords : afin d'éviter tout apport de déchets (papiers, plastiques...), il sera procédé à la remise en état et au nettoyage des sites en fin de chantier.

9.6. Respect de la végétation et du milieu naturel : L'ensemencement des terrains se fera le plus rapidement possible à l'issue des travaux pour une revégétalisation rapide des terrains.

9.7. Limitation des apports en MES et polluants liés : le pétitionnaire veillera par tout moyen à limiter la remise en suspension des sédiments environnants induits par le projet et à limiter ainsi les risques pour les nappes souterraines et les eaux superficielles. Les terres de remblai destinées à la construction de la digue devront être analysées avant leur mise en place. Les dépôts de terre et de tout autre matériau ou produit susceptible de contaminer les eaux souterraines seront interdits au niveau des zones à risques connues sur le secteur. Les entreprises fourniront l'indication du lieu de décharge des déblais évacués.

9.8. Limitation des risques de pollution accidentelle : le pétitionnaire veillera au respect de toutes les précautions techniques d'utilisation de produits et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux. Le stationnement des engins se fera en dehors de toute zone décapée afin de limiter les risques de pollution des eaux souterraines.

9.9. Interdiction des opérations d'entretien et de vidange : les opérations d'entretien, de remplissage de carburants et de vidange des matériels de chantier sont interdites sur le site.

9.10. Prévention des incidents : il conviendra de prévoir un recours rapide et systématique aux services de sécurité civile compétents et la mise en oeuvre de mesures d'urgence.

9.11 Signalisation : Par ailleurs, afin de compenser les nuisances sonores et visuelles générées par les travaux pour les promeneurs, il conviendra d'installer des panneaux d'informations expliquant le projet et indiquant la durée du chantier aux riverains. La nuisance temporaire générée par les travaux devra être justifiée en regard des améliorations très nettes apportées à terme par le projet.

TITRE 3 – PRESCRIPTIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 10 - ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES OUVRAGES DE RETENTION.

10.1. Digues, retenues, talus et fossés

Ces ouvrages devront être constamment maintenus en bon état.

10.1.1. Visite

Une visite sera effectuée mensuellement et en cas de précipitations abondantes (pluie, neige, grêle...). Elle permettra de :

vérifier la stabilité des talus, déceler la présence de brèches ou de galeries et prévenir ainsi les risques d'effondrement ou d'érosion.

contrôler l'étanchéité des ouvrages et détecter l'ouverture éventuelle de bêttoires. En cas de défaut constaté, les travaux de réfection seront entrepris sans délai, pour rétablir l'imperméabilité du fond des ouvrages.

10.1.2. Curage et fauchage

La tonte et le fauchage des talus et du fond des retenues seront effectués en tant que de besoin et au moins deux fois par an.

Le curage du fond des retenues sera effectué en tant que de besoin.

10.2. Equipements

Les équipements (vannes, canalisations, ouvrage de débit de fuite, ouvrages bétonnés, grilles, cloisons siphoniques et déshuileur) devront être constamment maintenus en bon état de fonctionnement.

10.2.1. Visite

Une visite sera effectuée mensuellement et en cas de précipitations abondantes (orage, neige, grêle...). Elle permettra de vérifier le bon fonctionnement de ces équipements et de les débarrasser de tous déchets ou corps flottants qui s'y trouveraient.

10.2.2. Curage et entretien

Le curage de ces équipements et l'enlèvement des déchets seront assurés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an.

10.3. Cahier d'entretien

Afin de vérifier le bon fonctionnement hydraulique, le bon dimensionnement des ouvrages et l'impact sur le comportement hydrologique du bassin versant et du thalweg aval, un cahier de suivi sera mis à jour et tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Il mentionnera les observations faites lors des visites au cours et/ou après les épisodes pluvieux :

- date et heures des observations
- niveau, temps de remplissage des bassins, temps de vidange
- débits de fuite des bassins, surverse
- tenue des ouvrages
- conséquences sur le thalweg aval (ravines...)
- ainsi que toute remarque utile.

En cas de dysfonctionnement, des propositions d'amélioration du fonctionnement des ouvrages seront faites par le maître d'ouvrage.

De même, y seront mentionnées les quantités de boues de curage extraites et leur destination ainsi que les dates de curage.

10.4. Visite technique approfondie

Une visite technique approfondie de chacun des ouvrages sera réalisée par un bureau d'études qualifié tous les 10 ans. Le service de police de l'eau sera associé si possible à cette visite. L'objectif d'une telle visite est d'inspecter toutes les parties de la digue et de ses organes annexes, et en particulier de contrôler :

l'état de fonctionnement des ouvrages de drainage,
le bon état d'entretien et de fonctionnement des organes d'évacuation des eaux,
l'état du terrain aux abords des fondations, à l'aval des ouvrages de rejet des eaux évacuées et dans le périmètre de la retenue.

A l'issue de la visite approfondie, le bureau d'études rédigera un rapport complet décrivant toutes les observations faites lors de la visite et recommandant tous travaux ou interventions qui seraient nécessaires.

Le pétitionnaire remettra ce rapport au service de police de l'eau en indiquant ce qu'il propose de faire pour en appliquer les recommandations.

ARTICLE 11 - DESTINATION DES DECHETS

Les produits récupérés (boues, sables, déchets, corps flottants...) lors de la vidange des équipements (canalisations, ouvrage de débit de fuite...) seront traités comme des déchets et éliminés dans des filières appropriées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits de curage des ouvrages de retenue seront :

- soit épandus, s'ils sont conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boue sur les sols agricoles,
- soit évacués comme des déchets.

ARTICLE 12 - SECURITE AUX ABORDS DES OUVRAGES

Le pétitionnaire devra également prendre en compte les problèmes de sécurité aux abords des ouvrages de retenue.

ARTICLE 13 - INTERDICTION GÉNÉRALE

Tout déversement d'eaux usées même traitées dans les retenues est interdit.

Tout dépôt de déchets susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines sur les sites est interdit.

ARTICLE 14 - POLLUTION ACCIDENTELLE

Tout fait de pollution accidentelle des eaux superficielles et/ou du sol devra être porté dans les plus brefs délais à la connaissance du service chargé de la police de l'eau.

Toutes dispositions utiles seront prises pour éviter tout déversement, même accidentel, de produits susceptibles par leur nature, d'entraîner une contamination des eaux souterraines et/ou des eaux superficielles pendant les travaux et après leur achèvement.

ARTICLE 15 - CONTROLE

Le service chargé de la police de l'eau pourra procéder à tout moment à tout contrôle (débit, prélèvements, analyses,...) des eaux rejetées au milieu naturel.

Les frais occasionnés seront à la charge du pétitionnaire.

Tous les documents demandés dans le présent arrêté et permettant la vérification de sa bonne exécution seront tenus à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

TITRE 4 – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 16 – DUREE DE L'AUTORISATION ET RENOUVELLEMENT EVENTUEL

La présente autorisation est valable pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Son renouvellement éventuel aura lieu sur demande présentée par le pétitionnaire, dans le délai d'un an au plus et de six mois au moins avant sa date d'expiration et dans les formes prévues par les articles R 214-20 et R 214-21 du code de l'environnement. Toutefois, le service chargé de la police de l'eau est en mesure de demander au pétitionnaire, tout au long de cette période d'autorisation, toute adaptation des rejets, des équipements et des ouvrages d'art, rendue nécessaire par des modifications significatives des conditions hydrauliques des écoulements des bassins versants interceptés par ces ouvrages de rétention.

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

ARTICLE 17 – CONFORMITE AUX DOSSIERS ET MODIFICATIONS

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 18 – CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

ARTICLE 19 – DECLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 20 – ACCES AUX INSTALLATIONS

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté

ARTICLE 21 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 22 - AUTRES REGLEMENTATIONS

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 23 - Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux articles L 214.10 et L 514.6 dudit code :

- ☐ par les demandeurs exploitants dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet acte leur a été notifié,
- ☐ par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Concernant la déclaration d'utilité publique, la décision peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 24 - Publication et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, le Sous-Préfet de Dieppe, les Maires des communes de BOURVILLE, CANVILLE LES DEUX EGLISES, FONTAINE LE DUN, GONZEVILLE et SAINT PIERRE LE VIGER, la Délégation Inter-Services de l'Eau, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée et qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un avis sera affiché par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Seine-Maritime.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie des communes précitées pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal des maires concernés.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de Seine-Maritime pendant une durée d'au moins 1 an (publications légales - module RAA).

Copie de cet arrêté sera adressée aux :

Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,

Directeur régional de l'environnement,
Directeur du secteur «Seine-Aval» de l'agence de l'eau «Seine Normandie»,
Directeur régional et départemental de l'ÉquipementLe préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général
MOREL

Claude

07-0415-Commune de SAINT MACLOU LA BRIERE - Approbation de la carte communale

ROUEN, le 7 juin 2007

Affaire suivie par : Christophe KERVELLA – SAT-PEG

☐ 02 35 58.53.97



02 35 58.55.63

mél : Christophe.Kervella@equipement.gouv.fr

LE PREFET
de la Région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Commune de Saint-Maclou-la-Brière
Approbation de la carte communale

VU :

Le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 à L.124-4 et R.124-1 à R.124-8,

La délibération du conseil municipal de Saint-Maclou-la-Brière en date du 23 mars 2007 approuvant le projet de carte communale,

L'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 21 mars 2007.

CONSIDERANT:

Que le projet de carte communale répond dans sa composition aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur,

Que le projet de carte communale respecte les objectifs et principes généraux définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime,

ARRETE

Article 1^{er}

Les dispositions de la carte communale de Saint-Maclou-la-Brière jointe en annexe sont approuvées.

Article 2

Les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont ainsi instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et des autres dispositions réglementaires applicables.

Article 3

En application de l'article L.421-2-1 du code de l'urbanisme, le conseil municipal n'ayant pas décidé que la compétence serait transférée à la commune, les permis de construire seront toujours délivrés au nom de l'Etat (et signés, selon les cas par le maire ou le préfet).

Article 4

Un exemplaire authentifié du dossier de carte communale sera déposé :

- à la préfecture de Seine-Maritime,
- à la sous-préfecture du Havre
- à la direction départementale de l'Équipement - service de l'aménagement du territoire - bureau de la planification et des études générales
- à la direction départementale de l'Équipement – service territorial du Havre – bureau des autorisations d'urbanisme de Fécamp.

Article 5

Copie du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Maire de Saint-Maclou-la-Brière,

- à Monsieur le directeur régional et départemental de l'Équipement (service de l'aménagement du territoire, bureau de la planification et des études générales),

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État pris dans le département de la Seine-Maritime.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Saint-Maclou-la-Brière et mention en sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Maire de la commune de Saint-Maclou-la-Brière, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Claude MOREL

07-0460-Autorisation au titre du code de l'environnement et déclaration d'utilité publique - Protection du captage de Nesle Hodeng (00605X0213) - Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DES MILIEUX NATURELS

Affaire suivie par M. MAROCO Laurent

☐ : 02.32.76.53.19

☎ : 02.32.76.54.60

mél : Laurent.MAROCO@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 11 juin 2007

Le Secrétaire Général
Chargé de l'administration de l'État dans
le département

ARRETE

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

PROTECTION DU CAPTAGE DE NESLE HODENG (00605X0213)

Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray

VU :

La demande déposée le par Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray, en vue d'obtenir l'autorisation administrative relative au projet de dérivation des eaux et de protection contre la pollution du captage de Nesle Hodeng (00605X0213),

L'arrêté préfectoral du 13 août 2001 modifiant la dénomination du SIAEPA de la région de Beaussault en SIAEPA des vallées de la Béthune et de l'Eaulne,

L'arrêté préfectoral du 18 mars 2003 modifiant la dénomination du SIAEPA des vallées de la Béthune et de l'Eaulne en SIAEPA de la région du cœur de Bray,

La délibération en date du 8 novembre 1994 par laquelle le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région de Beaussault:

1°) a demandé la déclaration d'utilité publique :

des travaux de dérivation des eaux souterraines par le captage de Nesle Hodeng ;
de la délimitation des périmètres de protection du dit ouvrage ;

2°) a demandé l'ouverture d'une enquête parcellaire en vue de l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans le périmètre de protection rapproché contre la pollution des eaux ;

3°) s'est engagé à indemniser les usiniers, usagers, irrigants et tous ayants-droit des terrains inclus dans les périmètres de protection, des dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ou les servitudes qui leur seraient imposées ;

4°) s'est engagé à acquérir et faire clôturer les périmètres de protection immédiats du captage.

Le dossier de la demande,

Les plans et autres documents joints au dossier,

La directive européenne du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

Le Code général des collectivités territoriales,

Le Code rural,

Le Code de la santé publique et notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-64, L1324-3 et R 1321-1 et suivants,

Le Code de l'environnement,

Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée,

Les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214.1 à L 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

La circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine,

Le rapport de l'hydrogéologue agréé du 29 avril 2000,

L'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 annonçant l'ouverture pendant 1 mois du 16/05/2006 au 16/06/2006 inclus, des enquêtes publiques conjointes relatives à l'autorisation au titre du Code de l'Environnement, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire sur le projet susvisé et prescrivant l'affichage dudit arrêté dans la commune de Nesle Hodeng,

Les résultats des enquêtes,

L'avis du Commissaire enquêteur en date du 30 novembre 2006,

L'avis de la Chambre d'agriculture en date du 2 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt en date du 19 avril 2005,

L'avis de l'Agence de l'eau en date du 2 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale et départementale de l'équipement en date du 25 février 2005,

L'avis de la Direction de la recherche, de l'industrie et de l'environnement en date du 22 février 2005,

L'avis du Conseil général de Seine Maritime en date du 10 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale de l'environnement en date du 18 avril 2005,

Le rapport de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 30 avril 2007,

L'avis émis par le CODERST de Seine-Maritime lors de sa séance du 15 mai 2007,

La notification faite au pétitionnaire le 22 mai 2007,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

CONSIDERANT :

Qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable des collectivités humaines,

Que les résultats des études et analyses réalisées sur le captage alimentant le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray justifient la nécessité d'instaurer des périmètres de protection autour du captage de Nesle Hodeng,

Que, conformément à la réglementation en vigueur, il y a lieu de déclarer ces périmètres d'utilité publique,

Qu'en application de l'article R 11.1 du code de l'expropriation susvisé, l'acte déclarant d'utilité publique ce projet relève de la compétence du Préfet,

Que, conformément aux dispositions du code de l'environnement, les travaux de réalisation et d'exploitation d'un point de prélèvement d'eau sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration préalable,

ARRETE

ARTICLE 1 - AUTORISATION

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray dont le siège social est en mairie de Graval est autorisé à procéder :

aux installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement d'eau dans le captage de Nesle Hodeng ;

à l'exploitation du dit ouvrage pour un débit prélevé maximal de 450 m³/jour, 32 m³/heure (rubrique 1.1.2.0 :2 de la nomenclature fixée à l'article R 214.1 du code de l'environnement - Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant compris entre 10 000 et 200 000 m³/an – DECLARATION).

ARTICLE 2 - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique :

les travaux de dérivation des eaux souterraines par le captage 00605X0213 situé sur le territoire de la Commune de Nesle Hodeng, les travaux de protection du dit ouvrage ;

la délimitation des périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné de l'ouvrage susmentionné situé sur le territoire de la commune de Nesle Hodeng ;

l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection rapprochés de cet ouvrage contre la pollution des eaux.

ARTICLE 3 -

L'acte déclaratif d'utilité publique est, au titre du code de l'expropriation, valable pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 -

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5 – CONDITION D'EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage s'il y a lieu.

Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvement par pompage. Il s'assure de l'entretien régulier du puits utilisé pour le prélèvement de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet par le bénéficiaire de l'autorisation dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

La ou les valeurs du débit instantané et du volume annuel maximum prélevable et les périodes de prélèvement sont déterminées en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L 211.2 du Code de l'Environnement, elles doivent en particulier :

permettre de prévenir toute surexploitation significative ou dégradation de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages régulièrement exploités ;

respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection des sources d'eaux minérales naturelles, un périmètre de protection des stockages souterrains ;

ne pas entraîner un rabattement significatif de la nappe où s'effectue le prélèvement pouvant provoquer une remontée du biseau salé, une migration de polluants, un déséquilibre des cours d'eau, milieux aquatiques et zones humides alimentés par cette nappe.

Les valeurs du débit et du volume doivent par ailleurs être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du ou des schémas d'aménagement et de gestion des eaux concernant la zone où s'effectue le ou les prélèvements s'ils existent.

Le Préfet peut sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE SUIVI ET SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du bénéficiaire.

Toute modification ou tout changement du type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du Préfet. Celui-ci peut, après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un plan d'eau ou un canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe ou dans les eaux souterraines, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté dès lors que le pétitionnaire démontre sur la base d'une tierce expertise que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en terme de représentativité, précision et stabilité de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit permettre de connaître également le volume cumulé du prélèvement.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier ;

les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;

les entretiens, contrôles et remplacement des moyens de mesure et d'évaluation.

Le Préfet peut, par arrêté, fixer des modalités ou des dates d'enregistrement particulières ainsi qu'une augmentation de la fréquence d'enregistrement, pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle, les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

ARTICLE 7 - CONDITION D'ARRET D'EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvements sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du Préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du Préfet un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement et conformément aux prescriptions générales applicables aux sondages, forages, puits et ouvrages souterrains soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRELEVEMENTS

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray à l'agrément du Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt de Seine Maritime.

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L 216.4 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 - DEFINITION DES PERIMETRES

Les trois périmètres de protection réglementaires, institués conformément aux dispositions de l'article L 1321-1 du Code de la Santé Publique, sont définis comme suit :

1 - Périmètre de protection immédiat

Captage 00605X0213 : commune de Nesle Hodeng – section AR, parcelle n° 56 .

La parcelle du périmètre immédiat devra rester propriété du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.

2 - Périmètre de protection rapproché

Il est figuré sur le plan au 1/ 4 000 joint.

Commune de Nesle Hodeng :

Section AR, parcelles n°s 31, 34, 42 (en partie), 44, 55 (en partie), 61, 62, 63 (en partie), 65 et 66.

3 - Périmètre de protection éloigné

Il est figuré sur le plan au 1/ 25 000 joint.

Il correspond à une zone pour laquelle la réglementation générale devra être scrupuleusement respectée.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS A RESPECTER DANS LES PERIMETRES

1 - Périmètre de protection immédiat :

Il a pour objet d'éviter les pollutions directes du captage.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau : il est clos et devra être régulièrement entretenu (fauchage).

La clôture actuelle sera remplacée par une grille de protection efficace et d'une hauteur suffisante.

2 - Périmètre de protection rapproché :

Les activités interdites ou soumises à réglementation à l'intérieur de ce périmètre sont listées dans le tableau des prescriptions ci-joint.

A l'intérieur du périmètre de protection rapproché, sont interdits :

Le forage de puits

Les puits d'infiltration pour évacuation d'eaux usées traitées ou même d'eaux pluviales,

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,

L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,

L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau, et autres que celles visées aux rubriques 17 et 19 du tableau de prescriptions joint,

L'épandage ou l'infiltration des lisiers, d'eaux usées d'origine industrielle et de matières de vidange,

L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange,

Le défrichement,

La création d'étangs,

Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes,

Pour les activités réglementées à l'intérieur de ce périmètre, il faut distinguer :

les dispositions de la réglementation générale, dont l'application doit être particulièrement stricte,

les réglementations et recommandations particulières, précisées ci-après.

Activité 4 : L'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert)

Les excavations ne doivent pas altérer la couche protectrice superficielle, ni constituer des sources d'infiltration préférentielle des pollutions accidentelles; leur profondeur ne devra pas excéder 1 mètre, sauf nécessité technique impérative pour les excavations nécessaires à la lutte contre les inondations et les ruissellements, après avis d'un hydrogéologue agréé.

Activité 5 : Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Le remblaiement des excavations devra être réalisé avec des matériaux inertes,

Activité 7 : L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées

La protection de ces canalisations devra être renforcée par des dispositions adaptées sur toute la traversée du périmètre rapproché.

Activité 9 : Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature

Les stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques devront être mis en conformité (bacs de rétention).

Activité 12 : L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes, à l'exception des matières de vidanges

La ferme du GAEC des Fontaines devra être équipée d'un dispositif d'assainissement individuel adapté et conforme aux normes (étude à la parcelle), sous le contrôle de conception et d'exécution du service public d'assainissement non collectif (SPANC) du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement (SIAEPA) de la région cœur de Bray.

Activité 13, 14, 15 et 16 :

Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail

Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures

Pour les activités agricoles, une politique de concertation est recommandée avec les objectifs suivants :

* minimiser les apports d'engrais;

- * limiter la surface exploitée en préférant le maintien des surfaces en herbe;
- * achat de terrain quand l'occasion s'en présente avec reboisement ultérieur

Activité 17 : L'établissement d'étables ou de stabulations libres

Les bâtiments d'élevage devront être mis en conformité avec notamment la vidange régulière de la fosse à lisier pour éviter les rejets dans le ruisseau. Le respect strict des normes en vigueur s'applique à toute rénovation ou extension de ces mêmes bâtiments. En dehors des exploitations actuelles, l'établissement de toute nouvelle étable ou de stabulation libre est soumis à autorisation.

Activité 23 : La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation

En cas de création de plates-formes routières, des fossés étanches devront conduire les eaux de ruissellement à l'extérieur du périmètre rapproché.

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra prendre les mesures appropriées pour éviter le retournement des prairies se trouvant dans ce périmètre (acquisition des parcelles, conventions sur le long terme avec les propriétaires ou exploitants concernés,...).

3 - Périmètre de protection éloigné :

Les activités réglementées l'intérieur de ce périmètre sont listées dans le tableau des prescriptions ci-joint.

Il faut distinguer :

- les dispositions de la réglementation générale, dont l'application doit être particulièrement stricte,
- les réglementations et recommandations particulières, précisées ci-après.

Activité 1 : Forage de puits

L'ouvrage projeté ne devra pas porter préjudice sur le plan de la quantité à la ressource exploitée par le Syndicat. Une notice d'incidence devra être réalisée.

Activité 4 : L'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert)

Les excavations ne doivent pas constituer des sources d'infiltration préférentielle des pollutions accidentelles ni des lieux privilégiés de stockage de déchets; une notice d'incidence devra être réalisée pour toute nouvelle excavation.

Activité 5 : Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Le remblaiement des excavations devra être effectué avec des matériaux inertes.

Activité 6 : L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau

Les stockages de déchets existants devront être aménagés (étude et travaux de réhabilitation).

Activité 9 : Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature

Les stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques devront être mis en conformité (bacs de rétention). Les stockages de plus de 20 m3 sont soumis à autorisation.

Activité 12 : L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange

Le schéma communal d'assainissement a été réalisé. L'ensemble de la commune de Nesle Hodeng est en zone d'assainissement non collectif. Tout rejet direct d'eaux usées dans le milieu naturel doit être supprimé.

Le SPANC de la région cœur de Bray devra exercer sa mission de contrôle, de conception et d'exécution lors de la création ou la réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, et terminer le diagnostic des assainissements non collectifs existants

Activité 17 : L'établissement d'étables ou de stabulations libres

Les bâtiments d'élevage devront être mis en conformité avec notamment la mise en place de fosses à lisiers et de bacs de rétention autour des plates formes de stockage de fumier.

ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

En liaison avec le syndicat de bassin versant, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Braydevra promouvoir l'application des bonnes pratiques agricoles en matière de fertilisation, de lutte contre les ennemis des cultures et de desherbage dans les périmètres de protection du captage (intervention d'un conseiller agricole auprès des agriculteurs,...).

ARTICLE 12 – SECURISATION DE L'ALIMENTATION EN EAU

Afin de fiabiliser le traitement de désinfection, un inverseur automatique des bouteilles de chlore devra être mis en place.

ARTICLE 13 -

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux, ainsi que les propriétaires, locataires et ayants-droits des terrains grevés de servitudes.

ARTICLE 14 -

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra s'assurer que la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable satisfait, aux prescriptions fixées par le Code de la santé publique (articles R 1321-1 à 1321-64), ainsi qu'à tous les règlements et recommandations intervenus ou à intervenir pris en matière de santé publique.

A cet effet, il devra faire réaliser à sa charge par un laboratoire agréé par le ministère de la santé , dans le cadre du contrôle sanitaire obligatoire de la qualité de l'eau, les analyses qui sont prévues au programme défini par l'arrêté préfectoral en vigueur.

ARTICLE 15 -

Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection définis à l'article 9, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

Les travaux demandés au Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray et précisés dans les articles 10, 11 et 12 seront effectués dans un délais de 2 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 16 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté et notamment à celles des articles 4, 5 et 8, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 susvisée.

Le présent arrêté sera, par les soins du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray :

notifié aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection immédiat et rapproché, tels que délimités sur les plans ci-annexés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

publié à la conservation des hypothèques de la Seine-Maritime ;

annexé aux documents d'urbanisme, le cas échéant, dans les conditions définies aux articles L 126.1 et R 126.1 à R 126.3 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 17 – RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 18 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L 214.10 et L 514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

par les demandeurs exploitants dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet acte leur a été notifié ;

par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Concernant la déclaration d'utilité publique, la décision peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 19-

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de Dieppe, le maire Nesle Hodeng, le Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée et qui sera notifié au pétitionnaire et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture (consultable sur le site Internet de la préfecture – publications légales - module RAA).

Un avis sera affiché pendant un mois dans la mairie concernée et inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Seine-Maritime.

Copie de cet arrêté sera également adressée au :

Directeur régional et départemental de l'équipement,
Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,
Directeur régional de l'environnement de Haute-Normandie
Président du Conseil général de la Seine-Maritime,
Directeur du secteur "Seine-Aval" de l'Agence de l'eau "Seine-Normandie".

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

PERIMETRES DE PROTECTION

Captages de Nesle Hodeng

Réglementation et tableau des prescriptions

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
2. A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : sont interdites, réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes
3. A l'intérieur du périmètre de protection éloignée : sont réglementées ou autorisées, conformément au tableau, les activités suivantes

(A = interdites Définition des X (+ (Réglementation générale activités (B = réglementées	Périmètre rapproché				Périmètre éloigné	
	Activités existantes		Activités futures		Activités existantes	Activités futures
	A	B	A	B	B	B
1. Le forage de puits			X			X
2. Les puits filtrants pour l'évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	X		X		+	+
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières			X		+	+
4. L'ouverture et l'excavation, autres que carrières à ciel ouvert				X	X	X
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes				X	X	X
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau			X		X	X
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées				X		+
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X			+
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature		X	X		X	X
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau, autres que celles visées aux rubriques 17 et 19			X		+	+
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers, d'eaux usées d'origine industrielle et de matières de vidange			X		+	+
12. L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières et vidanges		X	X		X	X
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X		X	+	+
14. Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	+	+
15. L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		X		X	+	+
16. L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	+	+
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X		X	X	X
18. Le pacage des animaux		+		+	+	+
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		+		+	+	+
20. Le défrichement			X		+	+
21. La création d'étangs			X			+
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X			+
23. La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X		X	+	+

Peuvent être interdits ou réglementés et doivent de ce fait être déclarés à la Direction de l'Environnement et du Développement Durable de la Préfecture, toutes activités et tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.
 Document réalisé à partir du rapport de l'hydrogéologue agréé d'avril 2000.

07-0461-Autorisation au titre du code de l'environnement et déclaration d'utilité publique - Protection des captages de Beaussault (00606X0081 et 00606X0082) - Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE
 ET DES MILIEUX NATURELS

Affaire suivie par M. MAROCO Laurent

☐ : 02.32.76.53.19

☎ : 02.32.76.54.60

ROUEN, le 11 juin 2007

mél : Laurent.MAROCO@seine-maritime.pref.gouv.fr

Le Secrétaire Général
Chargé de l'administration de l'État dans
le département

ARRETE

AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT ET DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

PROTECTION DES CAPTAGES DE BEAUSSAULT (00606X0081 ET 00606X0082)

Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.

VU :

La demande déposée par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région de cœur de Bray, en vue d'obtenir l'autorisation administrative relative au projet de dérivation des eaux et de protection contre la pollution des captages de Beaussault (00606X0081 et 00606X0082),

L'arrêté préfectoral du 13 août 2001 modifiant la dénomination du SIAEPA de la région de Beaussault en SIAEPA des vallées de la Béthune et de l'Eaulne,

L'arrêté préfectoral du 18 mars 2003 modifiant la dénomination du SIAEPA des vallées de la Béthune et de l'Eaulne en SIAEPA de la région du cœur de Bray,

La délibération en date du 8 novembre 1994 par laquelle le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région de Beaussault :

1°) a demandé la déclaration d'utilité publique :

des travaux de dérivation des eaux souterraines par les captages de Beaussault ;
de la délimitation des périmètres de protection du dit ouvrage ;

2°) a demandé l'ouverture d'une enquête parcellaire en vue de l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans le périmètre de protection rapproché contre la pollution des eaux ;

3°) s'est engagé à indemniser les usiniers, usagers, irrigants et tous ayants-droit des terrains inclus dans les périmètres de protection, des dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ou les servitudes qui leur seraient imposées ;

4°) s'est engagé à acquérir et faire clôturer les périmètres de protection immédiats du captage.

Le dossier de la demande,

Les plans et autres documents joints au dossier,

La directive européenne du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

Le Code général des collectivités territoriales,

Le Code rural,

Le Code de la santé publique et notamment ses articles L 1321-1 à L 1321-64, L1324-3 et R 1321-1 et suivants,

Le Code de l'environnement,

Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

La loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n°64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée,

Les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214.1 à L 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié,

La circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement des eaux destinées à la consommation humaine,

Le rapport de l'hydrogéologue agréé du 29 avril 2000,

L'arrêté préfectoral du 14 avril 2006 annonçant l'ouverture pendant 1 mois du 16/05/2006 au 16/06/2006 inclus, des enquêtes publiques conjointes relatives à l'autorisation au titre du Code de l'Environnement, préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire sur le projet susvisé et prescrivant l'affichage dudit arrêté dans la commune de Beaussault.

Les résultats des enquêtes,

L'avis du Commissaire enquêteur en date du 30 novembre 2006,

L'avis de la Chambre d'agriculture en date du 2 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt en date du 19 avril 2005,
L'avis de l'Agence de l'eau en date du 2 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale et départementale de l'équipement en date du 25 février 2005,

L'avis de la Direction de la recherche, de l'industrie et de l'environnement en date du 22 février 2005,

L'avis du Conseil général de Seine Maritime en date du 10 mars 2005,

L'avis de la Direction régionale de l'environnement en date du 18 avril 2005,

Le rapport de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 30 avril 2007,

L'avis émis par le CODERST de Seine-Maritime lors de sa séance du 15 mai 2007,

La notification faite au pétitionnaire le 22 mai 2007,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

CONSIDERANT :

Qu'il est de l'intérêt général d'assurer la sécurité de l'alimentation en eau potable des collectivités humaines,

Que les résultats des études et analyses réalisées sur les captages alimentant le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray justifient la nécessité d'instaurer des périmètres de protection autour des captages de Beaussault,

Que, conformément à la réglementation en vigueur, il y a lieu de déclarer ces périmètres d'utilité publique,

Qu'en application de l'article R 11.1 du code de l'expropriation susvisé, l'acte déclarant d'utilité publique ce projet relève de la compétence du Préfet,

Que, conformément aux dispositions du code de l'environnement, les travaux de réalisation et d'exploitation d'un point de prélèvement d'eau sont soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration préalable,

ARRETE

ARTICLE 1 - AUTORISATION

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray dont le siège social est en mairie de Graval est autorisé à procéder :

aux installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement d'eau dans les captages de Beaussault ;

à l'exploitation desdits ouvrages pour un débit prélevé maximal de 750 m³/jour, 37 m³/heure (rubrique 1.1.2.0 :1 de la nomenclature fixée à l'article R 214.1 du code de l'environnement - Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 200 000 m³/an – AUTORISATION).

ARTICLE 2 - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique :

les travaux de dérivation des eaux souterraines par les captages 00606X0081 et 00606X0082 situés sur le territoire de la Commune de Beaussault, les travaux de protection des dits ouvrages ;

la délimitation des périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné des ouvrages susmentionnés situés sur le territoire de la commune de Beaussault ;

l'institution des servitudes devant grever les terrains inclus dans les périmètres de protection rapprochés de ces ouvrages contre la pollution des eaux.

ARTICLE 3 -

L'acte déclaratif d'utilité publique est, au titre du code de l'expropriation, valable pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 4 -

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt.

ARTICLE 5 – CONDITION D'EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

Le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires, notamment par l'installation de bacs de rétention ou d'abris étanches, en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux issues du système de pompage et notamment les fluides de fonctionnement du moteur thermique fournissant l'énergie nécessaire au pompage s'il y a lieu.

Le bénéficiaire surveille régulièrement les opérations de prélèvement par pompage. Il s'assure de l'entretien régulier du puits utilisé pour le prélèvement de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.

Tout incident ou accident ayant porté ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux ou à leur gestion quantitative et les premières mesures prises pour y remédier sont déclarés au Préfet par le bénéficiaire de l'autorisation dans les meilleurs délais.

Sans préjudice des mesures que peut prescrire le Préfet, le bénéficiaire de l'autorisation doit prendre ou faire prendre toutes mesures utiles pour mettre fin à la cause de l'incident ou de l'accident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

La ou les valeurs du débit instantané et du volume annuel maximum prélevable, et les périodes de prélèvement sont déterminées en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L 211.2 du Code de l'Environnement, elles doivent en particulier :

permettre de prévenir toute surexploitation significative ou dégradation de la ressource déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages régulièrement exploités ;

respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, un périmètre de protection des sources d'eaux minérales naturelles, un périmètre de protection des stockages souterrains ;

ne pas entraîner un rabattement significatif de la nappe où s'effectue le prélèvement pouvant provoquer une remontée du biseau salé, une migration de polluants, un déséquilibre des cours d'eau, milieux aquatiques et zones humides alimentés par cette nappe.

Les valeurs du débit et du volume doivent par ailleurs être compatibles avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du ou des schémas d'aménagement et de gestion des eaux concernant la zone où s'effectue le ou les prélèvements s'ils existent.

Le Préfet peut sans que le bénéficiaire de l'autorisation puisse s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement le prélèvement dans le cadre des mesures prises au titre du décret n°92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, le bénéficiaire prend, si nécessaire, des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages de dérivation, des réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont il a la charge.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE SUIVI ET SURVEILLANCE DES PRELEVEMENTS

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du volume prélevé et d'un système permettant d'afficher en permanence ou pendant toute la période de prélèvement, pour les prélèvements saisonniers, les références de l'arrêté préfectoral d'autorisation accompagnées, s'il s'agit d'un arrêté collectif, de l'identification du bénéficiaire.

Toute modification ou tout changement du type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement porté à la connaissance du Préfet. Celui-ci peut, après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, par arrêté motivé, demander la mise en place de moyens ou prescriptions complémentaires.

Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un plan d'eau ou un canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe ou dans les eaux souterraines, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Un dispositif de mesure en continu des volumes autre que le compteur volumétrique peut être accepté dès lors que le pétitionnaire démontre sur la base d'une tierce expertise que ce dispositif apporte les mêmes garanties qu'un compteur volumétrique en terme de représentativité, précision et stabilité de la mesure. Ce dispositif doit être infalsifiable et doit permettre de connaître également le volume cumulé du prélèvement.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le bénéficiaire de l'autorisation consigne sur un registre ou cahier, les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvement saisonnier ;

les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ;

les entretiens, contrôles et remplacement des moyens de mesure et d'évaluation.

Le Préfet peut, par arrêté, fixer des modalités ou des dates d'enregistrement particulières ainsi qu'une augmentation de la fréquence d'enregistrement, pendant les périodes sensibles pour l'état des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Ce registre est tenu à la disposition des agents du contrôle, les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par le pétitionnaire.

ARTICLE 7 - CONDITION D'ARRET D'EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRELEVEMENTS

En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvements sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche.

En cas de cessation définitive des prélèvements, le bénéficiaire de l'autorisation en fait la déclaration auprès du Préfet au plus tard dans le mois suivant la décision de cessation définitive des prélèvements.

Dans ce cas, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

Les travaux prévus pour la remise en état des lieux sont portés à la connaissance du Préfet un mois avant leur démarrage. Ces travaux sont réalisés dans le respect des éléments mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement et conformément aux prescriptions générales applicables aux sondages, forages, puits et ouvrages souterrains soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DES PRELEVEMENTS

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray à l'agrément du Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt de Seine Maritime.

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L 216.4 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 - DEFINITION DES PERIMETRES

Les trois périmètres de protection réglementaires, institués conformément aux dispositions de l'article L 1321-1 du Code de la Santé Publique, sont définis comme suit :

1 - Périmètre de protection immédiat

Captages 00606X0081 et 00606X0082 : commune de Beaussault - section c2 parcelles n° 247, 248 et 309.

Les parcelles du périmètre immédiat devront rester propriété du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray.

2 - Périmètre de protection rapproché

Il est figuré sur le plan au 1/ 3 000 joint.

Commune de Beaussault :

Section C1 parcelles n^{os} 144, 147, 148, 149, 150,

Section C2 parcelles n^{os} 224 (en partie), 234, 235, 241, 242, 244, 245, 246, 306 et 307.

3 - Périmètre de protection éloigné

Il est figuré sur le plan au 1/ 25 000 joint.

Il correspond à une zone pour laquelle la réglementation générale devra être scrupuleusement respectée.

ARTICLE 10 – PRESCRIPTIONS A RESPECTER DANS LES PERIMETRES

1 - Périmètre de protection immédiat :

Il a pour objet d'éviter les pollutions directes des captages.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau : il est clos et devra être régulièrement entretenu (fauchage).
La clôture actuelle sera remplacée par une grille de protection efficace et d'une hauteur suffisante.

Le chemin d'accès sera rendu carrossable en tout temps.

2 - Périmètre de protection rapproché :

Les activités interdites ou soumises à réglementation à l'intérieur de ce périmètre sont listées dans le tableau des prescriptions ci-joint.

A l'intérieur du périmètre de protection rapproché, sont interdits :

Le forage de puits

Les puits d'infiltration pour évacuation d'eaux usées traitées ou même d'eaux pluviales,

L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,

L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,

Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,

L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau,

L'épandage ou l'infiltration des lisiers, d'eaux usées d'origine industrielle et de matières de vidange,

L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange,

Le défrichement,

La création d'étangs,

Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes,

Pour les activités réglementées à l'intérieur de ce périmètre, il faut distinguer :

les dispositions de la réglementation générale, dont l'application doit être particulièrement stricte,

les réglementations et recommandations particulières, précisées ci-après.

Activité 4 : L'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert)

Les excavations ne doivent pas altérer la couche protectrice superficielle, ni constituer des sources d'infiltration préférentielle des pollutions accidentelles; leur profondeur ne devra pas excéder 1 mètre, sauf nécessité technique impérative pour les excavations nécessaires à la lutte contre les inondations et les ruissellements, après avis d'un hydrogéologue agréé.

Activité 5 : Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Le remblaiement des excavations devra être réalisé avec des matériaux inertes,

Activité 7 : L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées

La protection de ces canalisations devra être renforcée par des dispositions adaptées sur toute la traversée du périmètre rapproché.

Activité 12 : L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange

La ferme de M. LEGRAND devra être équipée d'un dispositif d'assainissement individuel adapté et conforme aux normes (étude à la parcelle), sous le contrôle de conception et d'exécution du service public d'assainissement non collectif (SPANC) du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement (SIAEPA) de la région cœur de Bray.

Activités 13, 14, 15 et 16 :

Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail

Le stockage du fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures

L'épandage du fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols

L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures

Pour les activités agricoles, une politique de concertation est recommandée avec les objectifs suivants :

* minimiser les apports d'engrais;

* limiter la surface exploitée en préférant le maintien des surfaces en herbe;

* achat de terrain quand l'occasion s'en présente avec reboisement ultérieur

Activité 17 : L'établissement d'étables ou de stabulations libres

Les bâtiments d'élevage existants devront être mis en conformité avec notamment la mise en place de bacs de rétention. Le respect strict des normes en vigueur s'applique à toute rénovation ou extension de ces mêmes bâtiments. En dehors des exploitations actuelles, l'établissement de toute nouvelle étable ou de stabulation libre est soumis à autorisation.

Les installations existantes devront être mises aux normes (aire paillée).

Activité 23 : La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation

En cas de création de plates-formes routières, des fossés étanches devront conduire les eaux de ruissellement à l'extérieur du périmètre rapproché.

En liaison avec le syndicat de bassin versant, un fossé enherbé sera créé le long de la D35 dans sa traversée du périmètre de protection rapproché; les rejets dans le milieu naturel ne pourront être autorisés qu'après traitement (débourbeur - déshuileur).

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra prendre les mesures appropriées pour éviter le retournement des prairies se trouvant dans ce périmètre (acquisition des parcelles, conventions sur le long terme avec les propriétaires ou exploitants concernés,...).

3 - Périmètre de protection éloigné :

Les activités réglementées à l'intérieur de ce périmètre sont listées dans le tableau des prescriptions ci-joint.

Il faut distinguer :

- les dispositions de la réglementation générale, dont l'application doit être particulièrement stricte,

- les réglementations et recommandations particulières, précisées ci-après.

Activité 1 : Forage de puits

L'ouvrage projeté ne devra pas porter préjudice sur le plan de la quantité à la ressource exploitée par le Syndicat. Une notice d'incidence devra être réalisée.

Activité 4 : L'ouverture d'excavations autres que carrières (à ciel ouvert)

Les excavations ne doivent pas constituer des sources d'infiltration préférentielle des pollutions accidentelles; une notice d'incidence devra être réalisée pour toute nouvelle excavation.

Limitée aux excavations provisoires et remblaiement avec des matériaux inertes, ainsi qu'aux excavations nécessaires à la lutte contre les inondations et les ruissellements après avis d'un hydrogéologue agréé

Activité 5 : Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes

Le remblaiement des excavations devra être effectué avec des matériaux inertes.

Activité 9 : Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature

Les stockages d'hydrocarbures et de produits chimiques devront être mis en conformité (bacs de rétention). Les stockages de plus de 20 m3 sont soumis à autorisation.

Activité 12 : L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières de vidange

Le schéma communal d'assainissement a été réalisé. La commune souhaite assainir collectivement le hameau de Toupray.

Tout rejet direct d'eaux usées dans le milieu naturel doit être supprimé.

Sur les parcelles non raccordables au réseau collectif d'assainissement, le SPANC de la région cœur de Bray devra exercer sa mission de contrôle, de conception et d'exécution lors de la création ou la réhabilitation de filière d'assainissement non collectif, et terminer le diagnostic des assainissements non collectifs existants

Activité 17 : L'établissement d'étables ou de stabulations libres

Les bâtiments d'élevage devront être mis en conformité avec notamment la mise en place de bacs de rétention.

ARTICLE 11 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DIFFUSES

En liaison avec le syndicat de bassin versant, le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra promouvoir l'application des bonnes pratiques agricoles en matière de fertilisation, de lutte contre les ennemis des cultures et de desherbage dans les périmètres de protection du captage (intervention d'un conseiller agricole auprès des agriculteurs,...).

ARTICLE 12 -

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux, ainsi que les propriétaires, locataires et ayants-droits des terrains grevés de servitudes.

ARTICLE 13 -

Le Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray devra s'assurer que la qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable satisfait, aux prescriptions fixées par le Code de la santé publique (articles R 1321-1 à 1321-64), ainsi qu'à tous les règlements et recommandations intervenus ou à intervenir pris en matière de santé publique.

A cet effet, il devra faire réaliser à sa charge par un laboratoire agréé par le ministère de la santé, dans le cadre du contrôle sanitaire obligatoire de la qualité de l'eau, les analyses qui sont prévues au programme défini par l'arrêté préfectoral en vigueur.

ARTICLE 14 -

Pour les activités, dépôts et installations existantes à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection définis à l'article 9, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté.

Les travaux demandés au Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray et précisés dans les articles 10 et 11 seront effectués dans un délai de 2 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 15 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions du présent arrêté et notamment à celles des articles 4, 5 et 8, sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 susvisée.

Le présent arrêté sera, par les soins du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région du cœur de Bray :

notifié aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection immédiat et rapproché, tels que délimités sur les plans ci-annexés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

publié à la conservation des hypothèques de la Seine-Maritime ;

annexé aux documents d'urbanisme, le cas échéant, dans les conditions définies aux articles L 126.1 et R 126.1 à R 126.3 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 16 – RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 17 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application des articles L 214.10 et L 514.6 du Code de l'Environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

par les demandeurs exploitants dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet acte leur a été notifié ;

par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Concernant la déclaration d'utilité publique, la décision peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 18-

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet de Dieppe, le maire de Beaussault, le Directeur régional et départemental de l'agriculture et de la forêt, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée et qui sera notifié au pétitionnaire et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture (consultable sur le site Internet de la préfecture – publications légales - module RAA).

Un avis sera affiché pendant un mois dans la mairie concernée et inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de la Seine-Maritime.

Copie de cet arrêté sera également adressée au :

Directeur régional et départemental de l'équipement,
Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,
Directeur régional de l'environnement de Haute-Normandie
Président du Conseil général de la Seine-Maritime,
Directeur du secteur « Seine-Aval » de l'Agence de l'eau "Seine-Normandie".

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

PERIMETRES DE PROTECTION

Captages de Beaussault

Réglementation et tableau des prescriptions

1. A l'intérieur du périmètre de protection immédiate : sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.
2. A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée : sont interdits, réglementés ou autorisés, conformément au tableau, les activités suivantes.
3. A l'intérieur du périmètre de protection éloignée : sont réglementés ou autorisés, conformément au tableau, les activités suivantes.

(A = interdites Définition des X (+ (Réglementation générale activités (B = réglementées	Périmètre rapproché				Périmètre éloigné	
	Activités existantes		Activités futures		Activités existantes	Activités futures
	A	B	A	B	B	B
1. Le forage de puits			X			X
2. Les puits filtrants pour l'évacuation d'eaux usées ou même d'eaux pluviales	X		X		+	+
3. L'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières			X		+	+
4. L'ouverture et l'excavation, autres que carrières à ciel ouvert				X	X	X
5. Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes				X	X	X
6. L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau			X			+
7. L'implantation d'ouvrages de transport des eaux d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées				X		+
8. L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux			X			+
9. Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature			X		X	X
10. L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		+	+
11. L'épandage ou l'infiltration des lisiers, d'eaux usées d'origine industrielle et de matières de vidange			X		+	+
12. L'épandage ou l'infiltration des eaux usées ménagères et des eaux vannes à l'exception des matières et vidanges		X	X		X	X
13. Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X		X	+	+
14. Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	+	+
15. L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols		X		X	+	+
16. L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures		X		X	+	+
17. L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X		X	X	X
18. Le pacage des animaux		+		+	+	+
19. L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail		+		+	+	+
20. Le défrichement			X		+	+
21. La création d'étangs			X			+
22. Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X			+
23. La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X		X	+	+

Peuvent être interdits ou réglementés et doivent de ce fait être déclarés à la Direction de l'Environnement et du Développement durable de la Préfecture, toutes activités et tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Document réalisé à partir du rapport de l'hydrogéologue agréé d'avril 2000.


07-0462-Ouvrages de lutte contre les inondations au lieu dit « Le Torp » à Fécamp - Communauté de communes de Fécamp

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par M. MAROCO Laurent

☐ : 02.32.76.53.19

 : 02.32.76.54.60

mél : Laurent.MAROCO@seine-maritime.pref.gouv.fr

Le secrétaire général
chargé de l'administration
de l'État dans le département

ROUEN, le 6 juin 2006

ARRETE

**OUVRAGES DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS AU LIEU DIT « LE TORP » A FECAMP
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE FECAMP**

VU :

La demande déposée par la communauté de communes de Fécamp sollicitant l'autorisation au titre des articles L 214.1 et suivants du code de l'environnement relative à la réalisation d'ouvrages de lutte contre les inondations au lieu dit "Le Torp" à Fécamp,

L'avant projet des travaux à exécuter,

Les plans et autres documents joints au dossier,

Le code de l'environnement,

Le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Le code rural,

L'arrêté du 23 novembre 1994 modifié portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes,

L'arrêté ministériel du 7 juillet 1983 relatif aux conditions dans lesquelles s'effectuent les opérations de contrôle des rejets et des eaux réceptrices,

L'arrêté préfectoral du 15 septembre 2008 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 6 octobre 2006 au 3 novembre 2006 inclus sur le territoire de la commune de Fécamp,

L'avis favorable de la commune de Fécamp en date du 20/10/2006,

Les résultats de l'enquête,

Les conclusions et avis favorable du commissaire enquêteur en date du 30 novembre 2006,

L'avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales en date du 4 septembre 2006,

Le rapport de la Délégation Inter Services de l'Eau en date du 11 avril 2007

L'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 15 mai 2007,

La notification faite au pétitionnaire du projet d'arrêté en date du 18 mai 2007,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

ARRETE

OBJET DE L'AUTORISATION

Objet de l'autorisation

La COMMUNAUTE DE COMMUNES DE FECAMP représentée par Madame GRELIER-MENANTEAU Estelle, Présidente, dont le siège social est 825 route de Valmont 76400 FECAMP, est autorisée en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : 3 OUVRAGES DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS AU LIEU-DIT LE TORP A FECAMP sur la commune de FECAMP,

Article 2 : Classement des opérations

Les anciennes rubriques concernées du décret « nomenclature » n° 93-743 du 29 mars 1993 sont les suivantes :

Anciennes Rubriques	Intitulé	Régime
5.3.0.1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha (Décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997, article 18-I) – superficie de bassin versant desservie : 283 ha	Autorisation
6.1.0.2°	Travaux prévus à l'article 31 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, le montant des travaux étant supérieur ou égal à ""160 000 euros"", mais inférieur à ""1 900 000 euros"" - montant des travaux : 401498,75 euros	Déclaration

Les nouvelles rubriques applicables définies par les articles R214-1 à R 214-5 du code de l'environnement sont les suivantes :

Nouvelles Rubriques	Intitulé	Régime
2.1.5.0.1°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha - superficie de bassin versant desservie : 283 ha	Autorisation
3.2.5.0.2°	Barrage de retenue d'une hauteur supérieure à 2 m mais inférieure à 10 m – hauteur maximale de digue : 3,80 m	Déclaration
3.2.6.0.1°	Digues de protection contre les inondations et les submersions	Autorisation
3.2.3.0.2°	Plans d'eau permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha – superficie maximale en eau : 1,0751 ha	Déclaration

Article 3 : Localisation des ouvrages autorisés

Les ouvrages de rétention seront situés conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et figurant en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités consisteront dans la création de trois prairies inondables en cascade, réalisées par la création de 3 digues successives et dont les caractéristiques seront les suivantes :

Ouvrages	Digue n°3 (retenue amont)	Digue n°2 (retenue intermédiaire)	Digue n°1 (retenue aval)
Commune	FECAMP	FECAMP	FECAMP
Hameau	Le Héron	Le Héron	Le Héron
Parcelle	30	30	39
Propriétaire	M.LAUDE	M.LAUDE	Mme LENORMAN
Accès	Par le haut de la parcelle n° 30	Rampe d'accès par la voie communale	En lisière de bois via le chemin rural n°13
Volume maximal de stockage (m3)	4088	3474	3685
Hauteur d'eau maximale (m)	2,80	2,20	1,60
Surface inondable (m2)	3362	3941	3448
Longueur maximale du bassin (m)	83	90	76
Hauteur de digue (m)	3,80	2,20	1,60
Longueur de digue (m)	61	69	53
Volume de digue (m3)	2092	1782	718
Pente de la digue	3/1	3/1	3/1
Diamètre du débit de fuite (mm)	150	200	250
Débit de pointe (m3/s)	6,28	6,28	6,28
Temps de remplissage (mn)	11	20	30
Débit de fuite (l/s)	57	107	166
Temps de vidange (h)	20	19 h 40	19

Aménagements complémentaires :

- Création de 3 noues enherbées de 5 m de large (profondeur : 0,50 m)
- Création d'un merlon protecteur de 1 m de hauteur
- Aménagement de chemins d'accès pour assurer la surveillance et l'entretien des retenues
- Création de 4 saignées en béton pour guider les eaux de voirie communale vers les retenues
- Aménagement de la bétairie située près de la retenue intermédiaire.
- Reprofilage d'une partie de la voirie communale et enrochement.

Mesures d'accompagnement :

- Chaque digue sera équipée d'une surverse en matelas RENO située en extrémité de digue.

Ces retenues sont dimensionnées pour stocker une pluie de fréquence de retour décennale. La surface de bassin versant amont collecté est de 283 ha. Il s'agit d'un bassin versant agricole où dominent les cultures.

Le temps de vidange est, pour chaque retenue, inférieur à 24 heures. Le débit de fuite final du dernier ouvrage se déversera dans le réseau pluvial, constitué par une canalisation de Ø 150 mm. En cas de surverse, les eaux seront dirigées via une noue enherbée vers le fossé situé le long de la voie communale. En cas de saturation du fossé, l'eau se déversera comme actuellement sur la chaussée de la voie communale pour se rejeter ensuite dans la canalisation de Ø 400 mm se trouvant le long de la RD 68.

Article 5 : Dispositifs de dépollution

Les ouvrages de dépollution des eaux de ruissellement seront constitués par les dispositifs de rétention précédemment définis qui devront assurer une décantation suffisante des MES. Il seront équipés chacun d'un ouvrage assurant un débit de fuite et d'une surverse tels que définis à l'article 4.

PRESCRIPTIONS D'AMENAGEMENT

Article 6 : Conception et tenue des ouvrages de rétention

6.1. Dimensionnement

Les ouvrages de rétention seront dimensionnés pour gérer efficacement les pluies de référence suivantes :

Pluie d'orage décennale, de durée totale 2 h avec une période intense de 30 min,
Pluie longue d'hiver décennale, de durée totale 24 h correspondant à une lame d'eau de 48 mm de hauteur,
Surverse pour la pluie centennale de durée 2 h.

6.2. Stabilité

Préalablement à la réalisation des retenues, une étude géotechnique devra être réalisée afin de vérifier la portance et la stabilité des sols.

Toutes précautions seront prises pour limiter au maximum les risques d'effondrement des talus au regard notamment de la pente du terrain, de la hauteur de la digue, de la nature des matériaux utilisés et du volume maximal d'eau stockée.

6.3. Etanchéité

Les travaux de décapage et de terrassement des retenues seront suivis par un hydrogéologue qui rédigera un rapport. Une surveillance sera établie, lors des travaux et pendant le fonctionnement, afin de déceler l'apparition d'éventuels indices karstiques.

Tous les problèmes rencontrés et les solutions apportées y seront consignés. Il sera ensuite transmis au service de police de l'eau dès la fin des travaux même si aucun incident n'a été recensé.

6.4. Bêtoires

Pour les aménagements situés dans des zones où des bêtoires ont été recensées - notamment la bêtoire située en amont de la retenue intermédiaire - ou risquent d'apparaître lors des travaux, une étude du sous-sol devra être réalisée avant leur mise en place afin de rechercher d'éventuels vides karstiques. Cette étude sera transmise préalablement aux travaux au Service de Police de l'Eau pour validation.

En cas de découverte de tels phénomènes, il sera procédé à leur traitement local, conformément aux préconisations de l'hydrogéologue.

6.5. Déversoirs de crue

Les retenues devront être équipées de surverses permettant d'évacuer les crues supérieures à l'événement pluvieux ayant servi de base à leur dimensionnement.

6.6. Dispositifs anti-érosion

Les retenues devront être équipées de dispositifs anti-érosion de type « matelas Reno ».

6.7. Clôtures

Des clôtures de 1,5 m de hauteur minimale seront installées autour de chaque aménagement de rétention.

6.8. Végétalisation des talus

Les talus devront faire l'objet d'une végétalisation afin de faciliter l'intégration paysagère des aménagements de rétention.

6.9. Volume permanent en eau

Les retenues seront conçues sans volume permanent en eau.

Article 7 : Mesures pendant la période des travaux

Durant la phase de travaux, il conviendra de veiller à la mise en oeuvre des mesures suivantes de façon à limiter les risques d'incident :

7.1. Etanchéité : Les mesures visées au § 6.3. sont à respecter également pour la période des travaux.

7.2. Ecoulement des eaux : L'écoulement naturel des eaux superficielles sera normalement assuré pendant les travaux, sans entraîner de lessivage de matériaux. Dans la mesure du possible, les terrassements seront à éviter durant les fortes périodes pluvieuses.

7.3. Tenue du chantier : le chantier sera placé sous la responsabilité d'un chef de chantier qui veillera à la bonne réalisation des opérations et au respect des règles de sécurité et de préconisations présentées dans le présent arrêté.

7.4. Emploi d'engins : les engins seront utilisés avec un soin particulier visant à minimiser les tassements de sols en dehors des sites qui pourraient accroître, lors de la période des travaux, l'imperméabilisation de ceux-ci et les ruissellements générés.

Les engins de chantier devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Les carburants devront être stockés sur des aires étanches.

7.5. Nettoyage du chantier et des abords : afin d'éviter tout apport de déchets (papiers, plastiques...), il sera procédé à la remise en état et au nettoyage des sites en fin de chantier.

7.6. Respect de la végétation et du milieu naturel : L'ensemencement des terrains se fera le plus rapidement possible à l'issue des travaux pour une revégétalisation rapide des terrains.

7.7. Limitation des apports en MES et polluants liés : le pétitionnaire veillera par tout moyen à limiter la remise en suspension des sédiments environnants induits par le projet et à limiter ainsi les risques pour les nappes souterraines et les eaux superficielles. Les terres de remblai destinées à la construction de la digue devront être analysées avant leur mise en place. Les dépôts de terre et de tout autre matériau ou produit susceptible de contaminer les eaux souterraines seront interdits au niveau des zones à risques connues sur le secteur. Les entreprises fourniront l'indication du lieu de décharge des déblais évacués.

7.8. Limitation des risques de pollution accidentelle : le pétitionnaire veillera au respect de toutes les précautions techniques d'utilisation de produits et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux. Le stationnement des engins se fera en dehors de toute zone décapée afin de limiter les risques de pollution des eaux souterraines.

7.9. Interdiction des opérations d'entretien et de vidange : les opérations d'entretien, de remplissage de carburants et de vidange des matériels de chantier sont interdites sur le site.

7.10. Limitation des vitesses de transit : la vitesse des engins de chantier sera limitée.

7.11. Prévention des incidents : il conviendra de prévoir un recours rapide et systématique aux services de sécurité civile compétents et la mise en oeuvre de mesures d'urgence.

7.12 Signalisation : Par ailleurs, afin de compenser les nuisances sonores et visuelles générées par les travaux pour les promeneurs, il conviendra d'installer des panneaux d'informations expliquant le projet et indiquant la durée du chantier aux riverains. La nuisance temporaire générée par les travaux devra être justifiée en regard des améliorations très nettes apportées à terme par le projet.

TITRE 3 – PRESCRIPTIONS D'EXPLOITATION

Article 8 : Entretien et surveillance des ouvrages de rétention

8.1. Digues, retenues, talus et fossés

Ces ouvrages devront être constamment maintenus en bon état.

8.1.1. Visite

Une visite sera effectuée mensuellement et en cas de précipitations abondantes (pluie, neige, grêle...). Elle permettra de :

vérifier la stabilité des talus, déceler la présence de brèches ou de galeries et prévenir ainsi les risques d'effondrement ou d'érosion.

contrôler l'étanchéité des ouvrages et détecter l'ouverture éventuelle de bêttoires. En cas de défaut constaté, les travaux de réparation seront entrepris sans délai, pour rétablir l'imperméabilité du fond des ouvrages.

8.1.2. Curage et fauchage

La tonte et le fauchage des talus et du fond des retenues seront effectués en tant que de besoin et au moins deux fois par an.

Le curage du fond des retenues sera effectué en tant que de besoin.

8.2. Equipements

Les équipements (vannes, canalisations, ouvrage de débit de fuite, ouvrages bétonnés, grilles, cloisons siphoniques et déshuileur) devront être constamment maintenus en bon état de fonctionnement.

8.2.1. Visite

Une visite sera effectuée mensuellement et en cas de précipitations abondantes (orage, neige, grêle...). Elle permettra de vérifier le bon fonctionnement de ces équipements et de les débarrasser de tous déchets ou corps flottants qui s'y trouveraient.

8.2.2. Curage et entretien

Le curage de ces équipements et l'enlèvement des déchets seront assurés aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an.

8.3. Cahier d'entretien

Afin de vérifier le bon fonctionnement hydraulique, le bon dimensionnement des ouvrages et l'impact sur le comportement hydrologique du bassin versant et du thalweg aval, un cahier de suivi sera mis à jour et tenu à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

Il mentionnera les observations faites lors des visites au cours et/ou après les épisodes pluvieux :

- date et heures des observations
- niveau, temps de remplissage des bassins, temps de vidange
- débits de fuite des bassins, surverse
- tenue des ouvrages
- conséquences sur le thalweg aval (ravines...)
- ainsi que toute remarque utile.

En cas de dysfonctionnement, des propositions d'amélioration du fonctionnement des ouvrages seront faites par le maître d'ouvrage.

De même, y seront mentionnées les quantités de boues de curage extraites et leur destination ainsi que les dates de curage.

Article 9 : Destination des déchets

Les produits récupérés (boues, sables, déchets, corps flottants...) lors de la vidange des équipements (canalisations, ouvrage de débit de fuite...) seront traités comme des déchets et éliminés dans des filières appropriées conformément à la réglementation en vigueur.

Les produits de curage des ouvrages de retenue seront :

- soit épandus, s'ils sont conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boue sur les sols agricoles,
- soit évacués comme des déchets.

Article 10 : Sécurité aux abords des ouvrages

Le pétitionnaire devra également prendre en compte les problèmes de sécurité aux abords des ouvrages de retenue, notamment par l'installation des clôtures prévues au § 6.7.

Article 11 : Interdictions générales

Tout déversement d'eaux usées même traitées dans les retenues est interdit.

Tout dépôt de déchets susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines sur les sites est interdit.

Article 12: Pollution accidentelle

Tout fait de pollution accidentelle des eaux superficielles et/ou du sol devra être porté dans les plus brefs délais à la connaissance du service chargé de la police de l'eau.

Toutes dispositions utiles seront prises pour éviter tout déversement, même accidentel, de produits susceptibles par leur nature, d'entraîner une contamination des eaux souterraines et/ou des eaux superficielles pendant les travaux et après leur achèvement.

Article 13 : Contrôles

Le service chargé de la police de l'eau pourra procéder à tout moment à tout contrôle (débit, prélèvements, analyses,...) des eaux rejetées au milieu naturel.

Les frais occasionnés seront à la charge du pétitionnaire.

Tous les documents demandés dans le présent arrêté et permettant la vérification de sa bonne exécution seront tenus à la disposition du service chargé de la police de l'eau.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 14 – Durée de l'autorisation et renouvellement éventuel

La présente autorisation est valable pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Son renouvellement éventuel aura lieu sur demande présentée par le pétitionnaire, dans le délai de deux ans au plus et de six mois au moins avant sa date d'expiration et dans les formes prévues à l'article R 214-20 du code de l'environnement. Toutefois, le service chargé de la police de l'eau est en mesure de demander au pétitionnaire, tout au long de cette période d'autorisation, toute adaptation des rejets, des équipements et des ouvrages d'art, rendue nécessaire par des modifications significatives des conditions hydrauliques des écoulements des bassins versants interceptés par ces ouvrages de rétention.

Article 15 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 16 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 17 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 18 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 19 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 20 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 21 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 22 : Voies et délais de recours

En application des articles L 216-2 et L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente à compter de sa publication au recueil des actes administratifs :

par des demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet acte leur a été notifié,
par des tiers dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 23 : Publication et information des tiers

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, le Sous-Préfet du HAVRE, le Maire de la commune de FECAMP, la Délégation Inter-Services de l'Eau, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée et qui sera notifié au pétitionnaire et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la SEINE-MARITIME, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la SEINE-MARITIME.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de FECAMP pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal du maire concerné.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la SEINE-MARITIME pendant une durée d'au moins 1 an (publications légales - module RAA).

Copie de cet arrêté sera adressée au :

Directeur Régional et Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Directeur Régional et Départemental de l'Équipement,
Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Haute-Normandie,
Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Directeur Régional de l'Environnement,
Directeur du secteur « aval » de l'Agence de l'Eau « Seine-Normandie ».

Le secrétaire général
chargé de l'administration
de l'État dans le département

Claude MOREL

07-0465-Commune de HAUTOT SAINT SULPICE - Approbation de la carte communale

ROUEN, le 23 février 2007

Affaire suivie par : Laurence. Pona – SAT-PEG
(02 35 58.54.02
02 35 58.55.63
mél : laurence.pona@equipement.gouv.fr

LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Commune de Hautot-Saint-Sulpice
Approbation de la carte communale

VU :

Le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 à L.124-4 et R. 124-1 à R.124-8,
L'arrêté en date du 4 septembre 2006 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 28 septembre 2006 au 30 octobre 2006,

L'avis favorable du commissaire enquêteur,

La délibération du conseil municipal de HAUTOT-SAINT-SULPICE en date du 16 décembre 2006 approuvant le projet de carte communale,

CONSIDERANT:

Que le projet de carte communale répond dans sa composition aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur,

Que le projet de carte communale respecte les objectifs et principes généraux définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine- Maritime,

A R R E T E :

Article 1 :

Les dispositions de la carte communale de HAUTOT-SAINT-SULPICE jointe en annexe sont approuvées.

Article 2 :

Les formalités de publicité et d'affichage relatives à l'abrogation du POS, rendant exécutoire l'approbation conjointe de la carte communale, doivent être accomplies.

Article 3 :

Les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol seront ainsi instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et des autres dispositions réglementaires applicables.

Article 4 :

En application de l'article L.421-2-1 du code de l'urbanisme, la commune de Hautot Saint Sulpice ayant disposé d'un POS opposable entraînant le transfert de la compétence urbanisme et ce transfert étant définitif, les autorisations d'utiliser et d'occuper le sol seront délivrées au nom de la commune, signées par le maire à l'exception de celles relevant de la compétence du Préfet au nom de l'État.

Article 5 :

Un exemplaire authentifié du dossier de carte communale sera déposé :

à la préfecture de Seine-Maritime,

à la direction départementale de l'Équipement - service de l'aménagement du territoire - bureau de la planification et des études générales,

à la direction départementale de l'Équipement - service gestion et prospectives - bureau des affaires juridiques,

à la direction départementale de l'Équipement - service territorial de Rouen - bureau des autorisations d'urbanisme de Pavilly,

à la direction départementale de l'Équipement - service territorial de Rouen - bureau aménagement du territoire.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Maire de Hautot-Saint-Sulpice,
- à Monsieur le directeur régional et départemental de l'Équipement (service de l'aménagement du territoire, bureau de la planification et des études générales),

Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État pris dans le département de la Seine-Maritime.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de HAUTOT-SAINT-SULPICE et mention en sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 8 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Maire de la commune de HAUTOT-SAINT-SULPICE, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Claude MOREL

07-0466-Commune de BERTREVILLE SAINT OUEN - Approbation de la carte communale

ROUEN, le 26 février 2007

Affaire suivie par : Laurence Pona – SAT-PEG
(02 35 58.54.02
02 35 58.55.63
mél : laurence.pona@equipement.gouv.fr

LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Commune de Bertreville-Saint-Ouen
Approbation de la carte communale

VU :

Le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.124-1 à L.124-4 et R. 124-1 à R.124-8,

L'arrêté en date du 29 août 2006 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 29 septembre 2006 au 31 octobre 2006,

L'avis favorable du commissaire enquêteur,

La délibération du conseil municipal de Bertreville-Saint-Ouen en date du 16 décembre 2006 approuvant le projet de carte communale,

CONSIDERANT:

Que le projet de carte communale répond dans sa composition aux dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur,

Que le projet de carte communale respecte les objectifs et principes généraux définis aux articles L.110 et L.121-1 du code de l'urbanisme,

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine Maritime,

ARRETE :

Article 1 :

Les dispositions de la carte communale de Bertreville-Saint-Ouen jointe en annexe sont approuvées.

Article 2 :

Les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol seront ainsi instruites et délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et des autres dispositions réglementaires applicables.

Article 3 :

En application de l'article L.421-2-1 du code de l'urbanisme, le conseil municipal n'ayant pas décidé que la compétence serait transférée à la commune, les permis de construire seront toujours délivrés au nom de l'Etat (et signés, selon les cas par le maire ou le préfet).

Article 4 :

Un exemplaire authentifié du dossier de carte communale sera déposé :

- à la préfecture de Seine-Maritime,
- à la sous-préfecture de Dieppe
- à la direction départementale de l'Equipeement - service gestion et prospective - bureau de la planification et des études générales
- à la direction départementale de l'Equipeement - service de l'aménagement du territoire - bureau des affaires juridiques
- à la direction départementale de l'Equipeement – service territorial et maritime de Dieppe – Bureau des autorisations d'urbanisme
- à la direction départementale de l'Equipeement – service territorial et maritime de Dieppe – Bureau aménagement du territoire et de l'habitat

Article 5 :

Copie du présent arrêté sera adressée :

- à Madame le Maire de Bertreville-Saint-Ouen ,
- à Monsieur le Sous-Préfet de Dieppe,
- à Monsieur le directeur régional et départemental de l'Equipeement (service de l'aménagement du territoire, bureau de la planification et des études générales),

Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat pris dans le département de la Seine-Maritime.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Bertreville-Saint-Ouen et mention en sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Sous-Préfet de Dieppe, Madame le Maire de la commune de Bertreville-Saint- Ouen, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Claude MOREL

07-0467-BOLBEC - Campagne de ravalement des façades

bureau de l'urbanisme de la culture et du tourisme
affaire suivie par Mme Dominique de HEINZELIN

☐ 02.32.76.51.73

☐ 02.32.76.54.60

☐ Dominique.DE-HEINZELIN@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 7 mars 2007

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur

ARRETE

OBJET : BOLBEC - campagne de ravalement des façades

VU :

- les articles L 132.1 à L 132.5, L 152.11 et R.132.1 du code de la construction et de l'habitation ;

- la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

- le code de l'environnement ;

- la délibération du conseil municipal de la ville de BOLBEC du 14 décembre 2006 sollicitant l'inscription de la ville sur la liste départementale prévue aux articles L 132.1 et L. 132.2 du code de la construction et de l'habitation ;

- l'avis favorable de Mme l'Architecte des Bâtiments de France, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, en date 8 février 2007.

ARRETE

article 1

les dispositions prévues aux articles L 132.1 et L 132.2 du code de la construction et de l'habitation relatives au ravalement des immeubles sont applicables sur injonction faite aux propriétaires par l'autorité municipale de la ville de BOLBEC.

article 2

conformément à la réglementation sur les sites et les abords des monuments historiques, les travaux intéressant la façade des immeubles concernés devront faire l'objet d'un permis de construire ou d'une déclaration de travaux soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

article 3

M. le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-Maritime, M. le sous-préfet du HAVRE, M. le chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine et M. le Maire de BOLBEC sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Claude MOREL

07-0475-Commune de CAUDEBEC LES ELBEUF - Création d'une zone d'aménagement différé (ZAD)

Affaire suivie par : Carole Vendange – SAT-PEG

☐ 02 35 58.54.15



02 35 58.55.63

mél : carole.vendange@equipement.gouv.fr

ROUEN, le 19 juin 2007

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département
ARRETE

Objet : Commune de Caudebec les Elbeuf
Création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD)

P.J. : Plan en annexe

VU :

Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210.1, L 212.1 et suivants, R 212.1 et suivants,

La délibération de la commune de Caudebec les Elbeuf en date du 23 mars 2007 sollicitant la création de la ZAD sur le site des Cavées Est et donnant délégation à l'Etablissement Public Foncier de Normandie de l'attribution de l'exercice du droit de préemption y afférant.

CONSIDERANT:

Que le schéma directeur de Rouen-Elbeuf approuvé le 2 février 2001, a caractérisé ce secteur en tant que « territoires urbains et zones d'extension multifonctionnelles et/ou à économie tertiaire dominante ».

Que la création de la ZAD permettra de constituer un nouvel ensemble urbain de près de 29 ha, nommé éco-quartier, et que la ville s'inscrira dans une démarche de développement durable. De plus, la commune vise à assurer la cohésion territoriale et sociale, à améliorer la qualité du cadre de vie et permettre la croissance et le développement de la ville.

Que cette zone présente un intérêt évident pour la ville puisqu'elle constitue sa dernière zone urbanisable, en conséquence, des phénomènes de spéculation foncière ou de développement non maîtrisés sont susceptibles d'intervenir sur la commune.

Que la Zone d'Aménagement Différé est un outil adapté à la maîtrise de ces phénomènes.

Que la commune a entamé une politique d'acquisition de terrains en se rendant propriétaire de 4 ha sur ce secteur.

Que les terrains concernés feront l'objet à terme d'une création de zone d'aménagement concerté environnementale à dominante habitat permettant de répondre aux besoins en termes de logements tels que déterminés par le Programme Local d'Habitat (P.L.H.).

Sur proposition de M. le Directeur Départemental de l'Équipement.

ARRETE

Article 1 :

Il est créé sur la commune de Caudebec-les-Elbeuf, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) dite « ZAD des Cavées Est » délimitée par le périmètre reporté sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

L'établissement Public Foncier de Normandie est titulaire du droit de préemption à l'intérieur de ce périmètre

Article 3 :

Le droit de préemption peut être exercé dans la Zone d'Aménagement Différé, pendant une période de 14 ans à compter de la publication du présent arrêté préfectoral créant la ZAD.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime, fera l'objet d'une mention paraissant dans deux journaux publiés dans le département et sera déposé avec le plan annexé, en mairie de Caudebec-les-Elbeuf

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée avec un exemplaire du plan périmétral à :

M. le Président du Conseil Supérieur du Notariat
M. le Président de la Chambre Départementale des Notaires
M. le Bâtonnier de l'ordre des avocats du Tribunal de Grande Instance de Rouen
M. le greffier auprès du Tribunal de Grande Instance de Rouen

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-Maritime, Monsieur le Maire de Caudebec-les-Elbeuf, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le secrétaire général,

Claude MOREL

2.4. D.R.C.L.E ---> Direction des Relations avec les Collectivités Locales et des Elections

07-0399-Limite territoriale sur les communes de Sasseville et Ocqueville

SERVICE DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS LOCALES
Sous-Préfecture de Dieppe

ROUEN, le 11 mai 2007

Rappeler **impérativement** les références ci-dessus

Affaire suivie par Céline RICHARD

☐ 02 35 06 30 55 - ☐ 02 35 06 31 54
☐ celine.richard@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PRÉFET

de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

VU:

- Le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2112-1 et suivants;
- Les délibérations des 12 juin et 21 juillet 2006 des conseils municipaux des communes d'Ocqueville et de Sasseville se prononçant en faveur d'une modification de leurs limites territoriales;
- L'arrêté du 7 novembre 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publiques;
- Les plans de situation, plans cadastraux et note explicative constituant le dossier;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 4 au 18 décembre 2006 et l'avis favorable du commissaire enquêteur;
- La consultation des services déconcentrés concernés et l'absence d'objection à ce projet;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-Maritime;

ARRETE

Article 1: est transféré à Sasseville, le triangle dit du Beau Soleil d'une superficie de 3ha, 05ha, 30ca, cadastré sur le territoire d'Ocqueville section ZE n° 4, 5, 19, 20 et 31

Article 2: sont transférées à Ocqueville, la parcelle d'1ha 00a 88ca cadastrée sur le territoire de Sasseville section A n°456, et partie de la parcelle cadastrée sur le territoire de Sasseville section B n° 205 pour 2ha 04a 42ca, soit un total de 3ha 05a 30ca

Article 3: les plans des parcelles concernées, ainsi que deux plans faisant figurer les limites actuelles et les limites futures sont annexés au présent arrêté

Article 4: M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime, M. le Sous-Réfet de Dieppe, M. le Trésorier Payeur Général de la Seine-Maritime, MM les maires d'Ocqueville et de Sasseville, MM les directeurs des services déconcentrés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

07-0418-Arrêté portant nomination du comptable direct du trésor exerçant les fonctions de comptable de l'Office de Tourisme 'Pays de Caux Vallée de Seine'

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES ÉLECTIONS

ROUEN, le 12 juin 2007

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration
de l'Etat dans le Département

A R R E T E

Objet : Désignation du comptable direct du Trésor exerçant les fonctions de comptable de l'Office de Tourisme "Pays de Caux-Vallée de Seine".

VU :

Le code général des collectivités territoriales
Les statuts de l'Office de Tourisme "Pays de Caux Vallée de Seine"
l'article 11.1 desdits statuts de l'Office de Tourisme.

L'avis favorable du Trésorier Payeur Général de la Seine-Maritime.

A R R E T E

Article 1 : Le trésorier du poste comptable de Lillebonne exerce les fonctions de receveur de l'Office de Tourisme du "Pays de Caux Vallée de Seine".

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, M. le Trésorier Payeur Général de la Seine-Maritime, M. le Président de l'Office de Tourisme du Pays de Caux Vallée de Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**07-0468-Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime -
Actualisation des statuts (Représentation-substitution de la
Communauté de communes Yères et Plateaux au lieu et place de la
commune de Criel-sur-Mer, pour une partie du territoire de cette
commune).**

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES ÉLECTIONS

ROUEN, le 25 juin 2007

1^{er} Bureau – Pôle Intercommunalité / DL

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

ARRÊTÉ

Objet : Syndicat Intercommunal de Hautot-sur-Seine – Sahurs – Saint-Pierre-de-Manneville - Extension des compétences - Modification des statuts.

VU :

- le code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5212-1 et suivants,
- l'arrêté préfectoral du 11 mars 2005 portant création du Syndicat intercommunal (ou SIVU) de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville,
- la délibération du comité syndical du SIVU de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, en date du 18 janvier 2007, décidant d'adjoindre la compétence "halte-garderie" à la structure intercommunale actuelle,
- les délibérations des conseils municipaux d'Hautot-sur-Seine (14 mai 2007), de Sahurs (22 mai 2007) et de Saint-Pierre-de-Manneville (4 mai 2007) donnant un avis favorable à cette modification,

CONSIDERANT :

- que les conseils municipaux des communes concernées se sont exprimés favorablement sur la modification des compétences du SIVU de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre de Manneville,
- qu'ainsi les conditions prévues à l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales sont remplies,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Est autorisée la modification, comme suit des statuts du Syndicat intercommunal à vocation unique dénommé « **Syndicat Intercommunal de Hautot-sur-Seine – Sahurs – Saint-Pierre-de-Manneville** » pour l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une crèche intercommunale.

Article 2 :

Les statuts du syndicat sont modifiés comme suit (*les modifications apparaissent en caractères gras*) :

« Article 1^{er} :

En application des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de HAUTOT-SUR-SEINE, SAHURS et SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE un Syndicat Intercommunal **à vocation unique dénommé :**

"S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville"

Article 2 :

Le **S.I.V.U.** de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville a pour objet l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une **crèche - halte-garderie** intercommunale située sur le territoire de la commune de Hautot-sur-Seine.

.../...

Article 6 :

Le Syndicat est administré par un comité syndical constitué de 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune. Le directeur ou la directrice de la **crèche - halte-garderie** sera invité(e) aux réunions du comité syndical, sans voix délibérative.

.../...

Article 9 :

Les présents statuts se substituent aux précédents statuts du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, tels qu'ils étaient annexés à l'arrêté préfectoral du **11 mars 2005**. »

Les autres articles restent inchangés.

Article 6 :

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Madame la Présidente du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville et Madame et Messieurs les Maires des communes associées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à Madame la Présidente de la Chambre régionale des comptes et à Monsieur le Trésorier-payeur général de la Seine-Maritime, et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

signé

Claude MOREL

STATUTS

du Syndicat Intercommunal à vocation unique (S.I.V.U.) de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville

Article 1^{er} :

En application des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de HAUTOT-SUR-SEINE, SAHURS, et SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE un Syndicat Intercommunal à vocation unique dénommé :

"S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville"

Article 2 :

Le **S.I.V.U.** de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville a pour objet l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une **crèche - halte-garderie** intercommunale située sur le territoire de la commune de Hautot-sur-Seine.

Article 3 :

Le siège du Syndicat Intercommunal d'Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville est fixé à la Mairie de la commune d'Hautot-sur-Seine.

Article 4 :

Le Syndicat Intercommunal d'Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville est constitué pour une durée indéterminée.

Article 5 :

Les ressources du Syndicat sont constituées conformément aux dispositions de l'article L. 5212-19 du Code général des collectivités territoriales.

Les coûts liés à l'étude et à la réalisation sont répartis au prorata du nombre de places attribuées à chaque commune, à savoir :

Hautot-sur-Seine : 2,5

Sahurs : 7

Saint-Pierre-de-Manneville : 4,5

Les coûts liés à la gestion, au fonctionnement et à l'entretien sont répartis, pour la première année au prorata du nombre de places décrit précédemment ; pour les années suivantes à 50 % au prorata du nombre de places attribuées à chaque commune et à 50 % au prorata du nombre d'heures consommées, à l'exercice précédent, par les usagers de chaque village.

Article 6 :

Le Syndicat est administré par un comité syndical constitué de 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Le directeur ou la directrice de la crèche - halte-garderie sera invité(e) aux réunions du comité syndical, sans voix délibérative.

Article 7 :

Le comité élit en son sein un bureau composé d'un président et deux vice-présidents.

Article 8 :

Les fonctions de receveur syndical seront assurées par le receveur-percepteur désigné par le Trésorier-Payeur Général de la Seine-Maritime.

Article 9 :

Les présents statuts se substituent aux précédents statuts du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, tels qu'ils étaient annexés à l'arrêté préfectoral du 11 mars 2005.

**Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral du 25 juin 2007**

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

signé :

Claude MOREL

07-0469-Communauté de communes du Plateau Vert - Modification des statuts

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES ÉLECTIONS

D.R.C.L.E. 1 / Pôle Intercommunalité / DL

ROUEN, le 25 juin 2007

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

ARRÊTÉ

Objet : Communauté de communes du Plateau Vert – Modification des statuts.

VU :

- le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants,
- l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2001 autorisant la création de la communauté de communes du Plateau Vert,
- les arrêtés préfectoraux des 29 avril 2005 et 29 décembre 2006 portant modification des statuts de la communauté de communes du Plateau Vert,
- la délibération du conseil de la communauté de communes du Plateau Vert en date du 21 février 2007 décidant la modification de ses statuts (article 5 - compétences) et acceptant les nouveaux statuts modifiés,
- les délibérations des conseils municipaux des communes suivantes, donnant un avis favorable à la modification des statuts proposée par le conseil communautaire :

Betteville	22 mars 2007	Croixmare	20 mars 2007
Blacqueville	30 mars 2007	Fréville	30 mars 2007
Bouville	31 mai 2007	Mesnil-Panneville	10 avril 2007

Carville-la-Folletière	6 avril 2007	Mont-de-l'If	13 mars 2007
------------------------	--------------	--------------	--------------

- la délibération du conseil municipal de La Folletière, du 24 avril 2007, donnant un avis défavorable à la modification des statuts de la communauté de communes du Plateau Vert,
- l'absence de délibération du conseil municipal d'Ecalles-Alix sur les modifications statutaires envisagées,

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5214-16-III du code général des collectivités territoriales, la définition des compétences transférées par les communes à la communauté de communes est fixée par la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté,
- que, par ailleurs, en vertu de l'article L. 5214-16-IV du code précité, l'intérêt communautaire des compétences exercées au sein des groupes mentionnés aux I et II du même article est déterminé à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté de communes,
- qu'au vu des délibérations reçues à ce jour, les conditions de majorité nécessaires à la modification des statuts de la communauté de communes du Plateau Vert sont remplies,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les statuts de la communauté de communes du Plateau Vert sont modifiés comme suit (*les modifications apparaissent en caractères gras*) :

« .../... »

ARTICLE 5 :

1 - Les compétences obligatoires exercées par la communauté sont les suivantes :

.../...

Développement économique :

A - Création, extension **et reconversion** de zones d'activités **économiques sur les trois communes citées précédemment**, y compris l'aménagement des voies d'accès et de liaison.

- Aide au maintien des commerces et artisans ruraux existants,

- **Soutenir et faciliter** l'implantation et la réimplantation des activités,

- Aménagement, entretien et gestion des zones d'activités **citées précédemment**.

B - Etablissement d'un schéma de développement touristique et mise en œuvre des actions retenues par ce schéma.

C - Promotion du développement économique et touristique de la communauté.

D - Soutien aux actions en faveur de l'insertion et de la formation des demandeurs d'emploi.

2 - Les compétences optionnelles exercées par la communauté sont les suivantes :

.../...

D – Création de loisirs en faveur des jeunes et des personnes âgées **et soutien aux associations porteuses de projet entrant dans ce cadre**.

E – Soutien au projet de jumelage **intercommunal avec une institution étrangère** et au fonctionnement de l'association **support**.

.../...

ARTICLE 12 :

Les présents statuts, annexés aux délibérations des communes les ayant adoptés, se substituent aux précédents statuts de la communauté de communes du Plateau Vert, tels qu'ils ressortaient de l'arrêté préfectoral du **29 décembre 2006** »

Article 2 : Un exemplaire des statuts modifiés est annexé au présent arrêté.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le président de la communauté de communes du Plateau Vert et Mesdames et Messieurs les maires des communes associées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à Monsieur le président de la chambre régionale des comptes et à Monsieur le trésorier-payeur général, et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Secrétaire général

Chargé de l'administration de l'Etat

dans le département,

signé :

Claude MOREL

STATUTS

DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PLATEAU VERT

ARTICLE 1^{er} :

En application des articles L. 5214.1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est créé une communauté de communes entre les communes de :

- | | |
|--------------------------|---------------------|
| - BETTEVILLE | - ECALLES-ALIX |
| - BLACQUEVILLE | - FREVILLE |
| - BOUVILLE | - LA FOLLETIERE |
| - CARVILLE-LA-FOLLETIERE | - MESNIL-PANNEVILLE |
| - CROIXMARE | - MONT DE L'IF |

ARTICLE 2 : Cette communauté est appelée :

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PLATEAU VERT.

ARTICLE 3 : Le siège de la communauté est situé à la mairie de Fréville.

ARTICLE 4 : La communauté est créée pour une durée de 10 ans renouvelable.

ARTICLE 5 :

1 - Les compétences obligatoires exercées par la communauté sont les suivantes :

Aménagement de l'espace :

Etude, définition et mise en œuvre d'une charte de territoire (pays) et des actions qui en découlent, Elaboration et approbation d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement durable du territoire ainsi que d'un schéma de cohérence territoriale,

Création de réserves foncières pour accueillir de futures zones d'activités ou étendre les zones d'activités existantes sur le territoire des communes de Bouville (en bordure de nationale), Ecalles-Alix (à proximité du péage autoroutier) et Fréville (parcelle AC 168).

Tous les autres projets seront examinés au préalable par le conseil de communauté.

Développement économique :

A - Création, extension et reconversion de zones d'activités économiques sur les trois communes citées précédemment, y compris l'aménagement des voies d'accès et de liaison.

- Aide au maintien des commerces et artisans ruraux existants,
- Soutenir et faciliter l'implantation et la réimplantation des activités,
- Aménagement, entretien et gestion des zones d'activités citées précédemment.

B - Etablissement d'un schéma de développement touristique et mise en œuvre des actions retenues par ce schéma.

C - Promotion du développement économique et touristique de la communauté.

D - Soutien aux actions en faveur de l'insertion et de la formation des demandeurs d'emploi.

2 - Les compétences optionnelles exercées par la communauté sont les suivantes :

A - Création, aménagement et entretien de la voirie :

- Création des voies liées aux zones économiques ; les autres projets devront être soumis au conseil de communauté qui tranchera.

- Aménagement et entretien :

- Seuls sont pris en compte les chemins ou voies communales revêtus et en bon état.

- La communauté de communes assure l'entretien et la continuité de la bande de roulement, l'arasement des bas-côtés, le fauchage.

- Sont exclues les compétences suivantes :

les trottoirs, l'éclairage,

les ouvrages souterrains (réseaux d'eaux pluviales ou usées),

la signalisation verticale et le mobilier (poubelles, glissières, flots directionnels ...),

la signalisation horizontale, sauf remise en état après revêtements,

le nettoyage des bourgs,

le déneigement.

B - Politique du logement et du cadre de vie :

Elaboration d'un programme local de l'habitat.

C - Mise en valeur de l'environnement et du patrimoine :

Entretien et développement des chemins ruraux non revêtus référencés au plan départemental. Seuls sont pris en compte les chemins en bon état et permettant le passage d'un engin de fauchage. Un fauchage mécanique annuel est assuré.

Développement des chemins ruraux nécessaires au projet touristique.

Versement de fonds de concours pour la rénovation et la mise en valeur des édifices communaux classés.

Versement de fonds de concours pour l'enfouissement des réseaux dans les sites classés.

Aide à la mise en place de projets liés au FEOGA (mesure 25 : protection, conservation et valorisation du petit patrimoine rural).

D – Création de loisirs en faveur des jeunes et des personnes âgées et soutien aux associations porteuses de projet entrant dans ce cadre.

E – Soutien au projet de jumelage intercommunal avec une institution étrangère et au fonctionnement de l'association support.

ARTICLE 6 : La communauté est administrée par un conseil de communauté composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes adhérentes, à raison de 2 délégués élus par commune.

Chaque conseil municipal élit autant de délégués suppléants qu'il dispose de sièges au conseil de communauté.

ARTICLE 7 : Le conseil de communauté élit en son sein un bureau composé d'un représentant par commune parmi lesquels il désigne :

un président,

deux vice-présidents,

un secrétaire.

Le conseil de communauté sera chargé d'établir et de faire appliquer un règlement intérieur.

ARTICLE 8 : Le conseil de communauté fixe les recettes de la communauté nécessaires à l'exercice de ses compétences, en application des dispositions de l'article L. 5214-23 du code général des collectivités territoriales.

Il est institué une taxe professionnelle de zone sur les zones d'activités communautaires.

ARTICLE 9 : Les fonctions de receveur de la communauté sont exercées par le comptable du Trésor de Pavilly.

ARTICLE 10 : Au vu de l'évolution de la communauté de communes, ses statuts pourront faire l'objet d'une révision, conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 11 : La communauté de communes pourra signer des conventions avec des communes ou communautés de communes.

ARTICLE 12 : Les présents statuts, annexés aux délibérations des communes les ayant adoptés, se substituent aux précédents statuts de la communauté de communes du Plateau Vert, tels qu'ils ressortaient de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006.

**VU pour être annexé
à l'arrêté préfectoral du 25 juin 2007**

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

signé :

Claude MOREL

07-0470-Syndicat Intercommunal (SIVU) de Hautot-sur-Seine - Sahurs - Saint-Pierre-de-Manneville - Extension des compétences - Modification des statuts

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES ÉLECTIONS

ROUEN, le 25 juin 2007

1^{er} Bureau – Pôle Intercommunalité / DL

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

ARRÊTÉ

Objet : Syndicat Intercommunal de Hautot-sur-Seine – Sahurs – Saint-Pierre-de-Manneville - Extension des compétences - Modification des statuts.

VU :

- le code général des collectivités territoriales et, notamment, les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5212-1 et suivants,
- l'arrêté préfectoral du 11 mars 2005 portant création du Syndicat intercommunal (ou SIVU) de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville,
- la délibération du comité syndical du SIVU de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, en date du 18 janvier 2007, décidant d'adopter la compétence "halte-garderie" à la structure intercommunale actuelle,
- les délibérations des conseils municipaux d'Hautot-sur-Seine (14 mai 2007), de Sahurs (22 mai 2007) et de Saint-Pierre-de-Manneville (4 mai 2007) donnant un avis favorable à cette modification,

CONSIDÉRANT :

- que les conseils municipaux des communes concernées se sont exprimés favorablement sur la modification des compétences du SIVU de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre de Manneville,
- qu'ainsi les conditions prévues à l'article L. 5211-17 du code général des collectivités territoriales sont remplies,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Seine-Maritime,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Est autorisée la modification, comme suit des statuts du Syndicat intercommunal à vocation unique dénommé « **Syndicat Intercommunal de Hautot-sur-Seine – Sahurs – Saint-Pierre-de-Manneville** » pour l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une crèche intercommunale.

Article 2 :

Les statuts du syndicat sont modifiés comme suit (*les modifications apparaissent en caractères gras*) :

« **Article 1^{er} :**

En application des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de HAUTOT-SUR-SEINE, SAHURS et SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE un Syndicat Intercommunal **à vocation unique dénommé :**

"S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville"

Article 2 :

Le **S.I.V.U.** de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville a pour objet l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une **crèche - halte-garderie** intercommunale située sur le territoire de la commune de Hautot-sur-Seine.

.../...

Article 6 :

Le Syndicat est administré par un comité syndical constitué de 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune. Le directeur ou la directrice de la **crèche - halte-garderie** sera invité(e) aux réunions du comité syndical, sans voix délibérative.

.../...

Article 9 :

Les présents statuts se substituent aux précédents statuts du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, tels qu'ils étaient annexés à l'arrêté préfectoral du **11 mars 2005**. »

Les autres articles restent inchangés.

Article 6 :

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, Madame la Présidente du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville et Madame et Messieurs les Maires des communes associées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à Madame la Présidente de la Chambre régionale des comptes et à Monsieur le Trésorier-payeur général de la Seine-Maritime, et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

signé

Claude MOREL

STATUTS

**du Syndicat Intercommunal à vocation unique (S.I.V.U.)
de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville**

Article 1^{er} :

En application des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de HAUTOT-SUR-SEINE, SAHURS, et SAINT-PIERRE-DE-MANNEVILLE un Syndicat Intercommunal à vocation unique dénommé :

"S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville"

Article 2 :

Le S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville a pour objet l'étude, la réalisation, le fonctionnement et l'entretien d'une crèche - halte-garderie intercommunale située sur le territoire de la commune de Hautot-sur-Seine.

Article 3 :

Le siège du Syndicat Intercommunal d'Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville est fixé à la Mairie de la commune d'Hautot-sur-Seine.

Article 4 :

Le Syndicat Intercommunal d'Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville est constitué pour une durée indéterminée.

Article 5 :

Les ressources du Syndicat sont constituées conformément aux dispositions de l'article L. 5212-19 du Code général des collectivités territoriales.

Les coûts liés à l'étude et à la réalisation sont répartis au prorata du nombre de places attribuées à chaque commune, à savoir :

Hautot-sur-Seine :	2,5
Sahurs :	7
Saint-Pierre-de-Manneville :	4,5

Les coûts liés à la gestion, au fonctionnement et à l'entretien sont répartis, pour la première année au prorata du nombre de places décrit précédemment ; pour les années suivantes à 50 % au prorata du nombre de places attribuées à chaque commune et à 50 % au prorata du nombre d'heures consommées, à l'exercice précédent, par les usagers de chaque village.

Article 6 :

Le Syndicat est administré par un comité syndical constitué de 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par commune.

Le directeur ou la directrice de la crèche - halte-garderie sera invité(e) aux réunions du comité syndical, sans voix délibérative.

Article 7 :

Le comité élit en son sein un bureau composé d'un président et deux vice-présidents.

Article 8 :

Les fonctions de receveur syndical seront assurées par le receveur-percepteur désigné par le Trésorier-Payeur Général de la Seine-Maritime.

Article 9 :

Les présents statuts se substituent aux précédents statuts du S.I.V.U. de Hautot-sur-Seine, Sahurs, Saint-Pierre-de-Manneville, tels qu'ils étaient annexés à l'arrêté préfectoral du 11 mars 2005.

**Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral du 25 juin 2007**

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

signé :

Claude MOREL

**07-0471-Arrêté préfectoral du 26 juin 2007 portant modification des
statuts de la communauté de communes Seine-Austreberthe**

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES ÉLECTIONS

D.R.C.L.E 1 / CL
Pôle Intercommunalité

ROUEN, le 26 juin 2007

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département
ARRETE

Objet : Modification de statuts de la communauté de communes Seine - Austreberthe

VU:

- ☐ Le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L-5211-17 et L-5214-1 et suivants,
- L'arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 autorisant la création de la communauté de communes Seine - Austreberthe,
- Les arrêtés préfectoraux des 21 décembre 1999, 15 mai 2001, 28 décembre 2001, 31 décembre 2002, 24 décembre 2003, 30 juillet 2004 et 20 juillet 2005 autorisant l'extension du périmètre et des compétences de la communauté de communes Seine - Austreberthe,
- La délibération du 17 mars 2007 du conseil communautaire adoptant les nouveaux statuts de la communauté de communes,
- Les délibérations des conseils municipaux de:

Anneville Ambourville	29 mai 2007	Bardouville	6 avril 2007
Berville sur Seine	6 avril 2007	Duclair	6 juin 2007
Epinay sur Duclair	13 avril 2007	Hénouville	11 mai 2007
Jumièges	3 avril 2007	Mesnil sous Jumièges	2 avril 2007
Quevillon	11 juin 2007	Saint Martin de Boscherville	10 avril 2007
Saint Paer	4 mai 2007	Saint Pierre de Varengueville	19 avril 2007
Sainte Marguerite sur Duclair	13 avril 2007	Yville sur Seine	6 avril 2007

acceptant la modification des statuts de la communauté de communes,

- Le nouveau projet de statuts,
- La charte de voirie annexée aux statuts,

CONSIDERANT:

-que les conditions de majorité requises par l'article L-5211-17 du code général des collectivités territoriales sont remplies,
.../...

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime,

ARRETE:

Article 1^{er}:

Est autorisée la modification des compétences de la communauté de communes Seine - Austreberthe.

L'article 5 des statuts est rédigé comme suit et les modifications sont surlignées en gras:

"ARTICLE 5 :

Les compétences exercées par la Communauté sont les suivantes :

.../...

☐ **Création, aménagement et entretien de la voirie**

Création, aménagement, entretien et renforcement de la voirie communale de fil d'eau à fil d'eau, à l'exception des chemins ruraux et des lotissements à créer (en cours ou à venir)

Les modalités d'exercice de cette compétence sont déterminés dans une charte d'intervention annexée aux présents statuts.

.../...

(Le reste sans changement).

Article 2:

Un exemplaire des statuts est annexé au présent arrêté.

Article 3:

M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, M. le président de la communauté de communes Seine - Austreberthe, Mesdames et Messieurs les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à Madame la présidente de la chambre régionale des comptes et M. le trésorier payeur général et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Secrétaire Général,
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,
Claude MOREL

2.5. D.R.L.P. ---> Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques

07-0416-Règlement local de publicité - constitution d'un groupe de travail

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES
BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE
ET DES PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

ROUEN, le 13 juin 2007

Affaire suivie par GYS Chantal

☐ 02.32.76.53.10



02.32.76.54.62

mél : chantal.gys@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE SECRETAIRE GENERAL
CHARGE DE L'ADMINISTRATION DE L'ETAT
DANS LE DEPARTEMENT

ARRETE

Objet : Règlement local de publicité - constitution d'un groupe de travail

VU :

- Le code de l'environnement ;

- le décret n° 80-924 du 21 novembre 1980 fixant la procédure d'institution des zones de réglementation spéciale prévues aux

L 581-10, L 581-11, L 581-12 et L 581-14 du code susvisé ;

- la délibération en date du 18 mars 2005, du conseil municipal de Caudebec les Elbeuf sollicitant la constitution d'un groupe de travail en vue de procéder à la création d'un règlement local de publicité et désignant ses représentants pour siéger à ce groupe de travail ;

- la publication de la délibération du 18 mars 2005 au recueil des actes administratifs du département N°3 - Mars 2005 du 1er avril 2005 et dans deux journaux à diffusion départementale à savoir, les Affiches de Normandie du 13 avril 2005 et Paris Normandie du 8 avril 2005 ;

- les demandes formulées par :

le Président de la Chambre de Commerce et d'industrie d'Elbeuf ;

- les demandes de participation présentées dans le délai réglementaire fixé par le décret du 20 novembre 1980 susvisé par les entreprises de publicité extérieure et l'avis formulé le par l'union des chambres syndicales françaises d'affichage et de publicité extérieure ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime ;

ARRETE

Article 1 :

Le groupe de travail prévu à l'article L 581-14 du code de l'environnement dont la création a été demandée par délibération susvisée du 18 mars 2005 du conseil municipal de Caudebec les Elbeuf est composé ainsi qu'il suit :

1) MEMBRES DE DROIT:

a) - Elus :

- M. Noël CARU, Maire, Président du groupe de travail ;
- M. Dominique LEVITRE, Adjoint au maire;
- M. Guy MOREL, Conseiller municipal ;
- M. Jacques LEBRET, Conseiller municipal.

b) - Représentants des services de l'Etat :

- le Préfet du Département ou son représentant ;
- le Directeur Régional de l'Environnement ou son représentant ;
- le Directeur Régional et Départemental de l'équipement ou son représentant ;
- le Chef du Service Départemental de l'Architecture ou son représentant ;

2) MEMBRES ASSOCIES AVEC VOIX CONSULTATIVE :

A - Représentants des chambres :

Chambre de Commerce et d'Industrie d'Elbeuf

Monsieur Jean Claude DELAHAYE ;
CCI d'Elbeuf
Hôtel Consulaire
28, rue Henry BP n°410
76504 Elbeuf Cedex.

B - Représentants des professions :

Représentants des entreprises de publicité extérieure :

Monsieur le Directeur de la Société AVENIR ou son représentant ;
12, rue Marconi – BP 1067
76152 MAROMME CEDEX.

Monsieur le Directeur d'agence de CLEAR CHANEL ou son représentant ;
7, rue de l'Aubette
Parc Saint Gilles
76000 ROUEN.

Monsieur le Directeur Général Délégué d'AVENIR NORMAND PUBLICITE
ou son représentant ;
21, bis quai de l'Yser
76200 DIEPPE.

Monsieur le Directeur de la société INSERT ou son représentant ;
6, Boulevard de La Libération
URBA PARC 1
93284 SAINT DENIS CEDEX.

Monsieur le Directeur de la Société CBS OUTDOOR ou son représentant ;
Cellule des concessions et de la réglementation
3, esplanade du Foncet
92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Article 2 :

Le groupe de travail se réunit sur la convocation de son Président. En cas de partage des voix, son Président a voix prépondérante.

Le secrétariat du groupe de travail est assuré par la mairie de Caudebec les Elbeuf.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-Maritime et le Maire de Caudebec les Elbeuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et dont copie sera adressée à chacun des membres du groupe de travail.

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

07-0419- Révision du règlement local de publicité

Département de Seine-Maritime
Commune de
TOURVILLE-LA-RIVIERE

Canton de Caudebec-les-Elbeuf

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation

28 mars 2007

Date d'affichage

28 mars 2007

L'an deux mille sept

Le deux avril à vingt heures trente minutes,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur Noël LEVILLAIN, Maire.

Nombre de conseillers

Etaient présents :

MM. Noël LEVILLAIN, Sonia LEROY, Josiane POULLARD, Paul RACÉ, Daniel WOLOWICZ, René DUREL, Gérard BOUET, Virginie BOUVET, Françoise BOES, Clarisse COURTOIS, Daniel COURAGE, Jean MARTIN

En exercice : 18

Présents : 12

Votants : 16

Formant la majorité des membres en exercice.

Excusés :

MM. Roger HUE et Christian ZURITA

Absents représentés :

Monsieur Patrick MARAIS a donné pouvoir à Madame Sonia LEROY
Madame Laurence NICAISE a donné pouvoir à Monsieur René DUREL
Madame Sandrine LELOUTRE a donné pouvoir à Monsieur Noël LEVILLAIN
Madame Sylvie OLMO a donné pouvoir à Madame Josiane POULLARD
Monsieur Gérard BOUET a été élu secrétaire.

OBJET 2007-04-02 : REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE

Monsieur Noël LEVILLAIN, Maire, rappelle à ses collègues que le Règlement Local de Publicité de la commune a été promulgué le 14 février 2000. Il apparaît nécessaire de pouvoir l'actualiser au vu des questions posées dans sa mise en œuvre pratique.

La procédure est identique à son élaboration. Le Conseil Municipal doit prendre une première délibération décidant de la révision et instituant la constitution d'un groupe de travail qui comprend Monsieur le Maire et 3 élus.

Ensuite, le groupe de travail élaborera ses propositions et sera complété avec un même nombre de représentants de l'Etat désignés par le Préfet. A la fin de ses travaux, il se prononce sur le projet qui fait ensuite l'objet d'un arrêté du Maire. La commission des sites émet alors un avis qui clôture la procédure.

LE CONSEIL MUNICIPAL ayant entendu le rapporteur et après avoir délibéré

VU le Code Général des Collectivités Locales

VU le Code de l'Environnement

VU l'arrêté n°15-2000 en date du 14 février 2000 portant règlement local de publicité sur Tourville la Rivière

DECIDE de la révision du règlement local de publicité de la commune

DESIGNE les élus suivants pour siéger dans le groupe de travail chargé de cette révision ; Monsieur Daniel WOLOWICZ, Monsieur Paul RACE et Monsieur René DUREL

DIT que la délibération sera publiée dans 2 journaux locaux : Paris Normandie et le Journal d'Elbeuf

POUR	CONTRE	ABSTENTION
16		

Tourville La Rivière
Le 03 avril 2007

Le Maire,

Noël LEVILLAIN

07-0421-Arrêté réglementant la profession de conducteur de taxi dans le département de la Seine-Maritime

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES
PUBLIQUE

Affaire suivie par Sylviane TREHOUR Véronique
Tél. de 9 h à 16 h : 02.32.76.53.04
Fax 02.32.76.55.71
Mél. sylviane.martin@seine-maritime.pref.gouv.fr

**Arrêté réglementant la profession de conducteur de taxi
dans le département de la SEINE-MARITIME**

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine Maritime

V U :

- Le code général des collectivités territoriales, notamment son article 2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département ;
- Le code de l'aviation civile, notamment ses articles L.213-2 et R.213-3 ;
- La loi du 13 mars 1937 modifiée en son article 1er par le décret n° 61-1207 du 2 novembre 1961 relative à l'organisation de l'industrie du taxi ;
- Le décret du 22 mars 1942 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local ;
- Le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 modifié réglementant la catégorie d'instruments de mesure taximètre ;
- Le décret n° 86-427 du 13 mars 1986 portant création de la commission départementale des taxis et des voitures de « petite remise » ;
- La loi n° 95-66 du 20 janvier 1995, modifiée les 17 janvier 2002, 27 février 2002 et 12 juin 2003, relative à l'accès, à l'activité et à la profession d'exploitant de taxi ;
- Le décret n° 95-935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi du 20 janvier 1995 ;
- Le décret n° 2002-1456 du 10 décembre 2002 portant application de la loi du 17 janvier 2002 ;
- Le décret n° 2003-642 du 11 juillet 2003 portant application de la loi du 12 juin 2003 ;
- L'arrêté ministériel du 5 septembre 2000 relatif à l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;
 - L'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 relatif aux taximètres en service;
- L'arrêté préfectoral du 20 avril 2006, relatif à l'activité de conducteur de taxi

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 – L'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

A - DEFINITION

Article 2 - Les taxis sont des véhicules automobiles de neuf places assises au plus y compris celle du chauffeur, munis d'équipements spéciaux dont le propriétaire ou l'exploitant est titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique en attente de la clientèle, afin d'effectuer à la demande de celle-ci et à titre onéreux le transport particulier des personnes et de leurs bagages.

Article 3 - Les taxis doivent stationner dans leur commune de rattachement.

Toutefois, ils peuvent se garer dans les communes où ils ont fait l'objet d'une réservation préalable, mais en dehors du stationnement des autres taxis et avec les mentions « voiture réservée » - nom du client - destination, preuves en cas de contrôle.

Ils peuvent également stationner dans les communes faisant partie d'un service commun de taxis comprenant leur commune de rattachement.

Article 4 - Les taxis sont obligatoirement pourvus des signes distinctifs suivants :

- un compteur horokilométrique homologué dit « taximètre » conforme aux prescriptions du décret du 13 mars 1978 et à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 susvisés ;

- un dispositif extérieur lumineux portant la mention « taxi » ;

- l'indication de la commune ou de l'ensemble des communes de rattachement et le numéro d'autorisation de stationnement sur une bavette de 50 x 1,7cm dépassant du côté inférieur de la plaque minéralogique, à l'arrière du véhicule. Cette bavette fait partie intégrante d'un support de plaque minéralogique d'une dimension de 52 x 12,5 cm maximum ; ce support de plaque est scellé par deux rivets solidarissant également la plaque minéralogique à la carrosserie du véhicule.

Aucune inscription ne doit figurer entre les plaques minéralogiques et les bavettes.

La police des caractères de la ou des communes de rattachement ainsi que du numéro de l'autorisation de stationnement figurant sur la bavette doit correspondre à une hauteur de 1 cm.

B - CONDITIONS D'ACCES A LA PROFESSION

Article 5 - Nul ne peut exercer la profession de conducteur de taxi lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation définitive mentionnée au bulletin n°2 du casier judiciaire pour l'un des délits définis aux articles L.221-2; L.223-5; L.224-5; L.224-16 à L.224-18; L.231-2; L.233-1; L.233-2; L.234-1 à L.234-8; L.234-11; L.317-1 à L.317-4; L.325-4, L.325-5 ou L.413-1 du Code de la Route ou d'une condamnation à une peine d'au moins six mois fermes d'emprisonnement pour vol, escroquerie, abus de confiance, outrage public à la pudeur, infraction à la législation en matière de stupéfiants ou pour atteinte volontaire à l'intégrité de la personne.

Article 6 - Peuvent seuls exercer l'activité de conducteur de taxi :

- les titulaires d'un « certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi » délivré par le Préfet de la Seine-Maritime ;

- les ressortissants des Etats membres de l'Union Européenne et de l'Espace Economique Européen qui sont titulaires d'un certificat de capacité professionnelle délivré par l'autorité compétente d'un autre Etat membre où un tel certificat est exigé, ou qui peuvent faire état de l'exercice de la profession, dans un autre Etat membre où un tel certificat n'est pas exigé, pendant une durée minimale de deux années consécutives à plein temps ou l'équivalent à temps partiel au cours des dix dernières années, après stage d'adaptation ou épreuve d'aptitude constatée par le Préfet de la Seine-Maritime lorsque les intéressés ont subi avec succès les épreuves de la seconde partie du certificat. Le fait d'effectuer à la demande et à titre onéreux le transport particulier de personnes et de bagages sans être titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique en attente de clientèle, ou d'exercer l'activité de conducteur de taxi sans être titulaire de la carte professionnelle en cours de validité, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Les personnes physiques coupables de l'infraction prévue au présent article encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La suspension, pour une durée de cinq ans au plus, du permis de conduire ;

2° L'immobilisation, pour une durée d'un an au plus, du véhicule qui a servi à commettre l'infraction ;

3° La confiscation du véhicule qui a servi à commettre l'infraction ;

4° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'entrer et de séjourner dans l'enceinte d'une ou plusieurs infrastructures aéroportuaires, d'une gare ferroviaire ou routière, ou de leurs dépendances, sans y avoir été préalablement autorisé par les autorités de police territorialement compétentes.

Les personnes soumises à cette peine sont inscrites dans le fichier des personnes recherchées au titre des décisions judiciaires.

Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du Code Pénal, de l'infraction définie au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

1° L'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du Code Pénal ;

2° Les peines mentionnées aux 8° et 9° de l'article 131-39 du même code.

C - L'EXAMEN DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE DE CONDUCTEUR DE TAXI (C.C.P.C.T.)

Article 7 - Chaque année, avant le 31 octobre, le Préfet publie l'arrêté qui fixe, en fonction des besoins locaux, le calendrier des sessions de l'examen de l'année suivante.

Article 8 - La délivrance du C.C.P.C.T. est subordonnée à la réussite à un examen, comprenant deux parties validées séparément :

- la première partie nationale est une épreuve d'admissibilité
- la deuxième partie départementale est une épreuve d'admission.

En ce qui concerne la première partie de l'examen, les candidats peuvent se présenter dans le département de leur choix.

En ce qui concerne la deuxième partie, trois conditions non cumulatives permettent aux candidats de s'y présenter directement :

- avoir été admissible au bénéfice de la partie nationale de l'examen depuis moins de trois ans à la date de début de la session d'examen ;

- être titulaire d'un certificat de capacité professionnelle obtenu dans un autre département ;

- être dispensé de la partie nationale en application de l'article 5 du décret du 17 août 1995. Cet article vise les ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen qui doivent subir avec succès les épreuves de la seconde partie du certificat de capacité professionnelle.

DEPOT DE CANDIDATURE.

Toute personne désirant se présenter aux épreuves de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi doit adresser au préfet une demande d'inscription à laquelle sont jointes les pièces nécessaires :

a) pièces du dossier :

- une photocopie de son permis de conduire, catégorie B, délivré depuis plus de deux ans à la date du dépôt du dossier ;
- une photocopie d'un diplôme de secourisme. Il s'agit au minimum d'une attestation de formation aux premiers secours ou d'une attestation de formation continue aux premiers secours délivrée l'une ou l'autre depuis moins de deux ans à la date de dépôt du dossier (Ce document peut être produit au plus tard un mois avant le début de la session) ;
- un certificat médical délivré dans les conditions définies aux articles R.221-10 et R.221-11 du Code de la Route ;
- une copie du livret de famille ou de la carte nationale d'identité ;
- un titre de séjour autorisant à exercer une activité professionnelle en France si la personne étrangère n'est pas ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen,
- un chèque de paiement des droits d'inscription à l'examen dont le montant et les modalités de perception sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et du budget, montant réduit de moitié lorsque le candidat ne s'inscrit qu'à une seule partie de l'examen ;
- 3 enveloppes timbrées au tarif en vigueur, libellées à l'adresse du candidat.

Lors de son inscription, le candidat doit préciser s'il entend se présenter aux deux parties de l'examen ou s'il ne se présente qu'à l'une d'entre elles.

b) délai de dépôt du dossier :

Le dossier d'inscription complet doit parvenir en préfecture au plus tard deux mois avant la date de la session d'examen à laquelle le candidat désire prendre part.

Le préfet accuse réception de la demande lorsque le dossier est complet et informe les candidats trois semaines à l'avance de la date et du lieu de l'examen.

Article 9 - Le jury de l'examen est composé de :

- le Préfet ou de son représentant, Président ;
- deux représentants de la Chambre de Métiers ;
- un représentant de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes ;
- un représentant des services de police.

Les membres du jury sont désignés nominativement, pour un an, par arrêté préfectoral.

Le jury choisit les sujets proposés aux différentes épreuves. Il fixe la liste des candidats admis à se présenter à chaque partie et établit la liste des reçus.

Article 10 - La première partie de l'examen, dite nationale, se compose de cinq épreuves :

1° Connaissance de la langue française (notée sur 10) : rétablir le libellé d'un texte comportant des omissions et des impropriétés, dont le niveau correspond au programme de français de l'entrée au collège. Chaque faute ou omission entraîne le retrait d'un point ;

2° Connaissance de la réglementation nationale de la profession (notée sur 30) : questionnaire à choix multiples comprenant dix questions notées sur deux points ainsi que cinq questions ouvertes notées sur deux points appelant une réponse brève (cinq lignes maximum), portant sur les aspects réglementaires nationaux concernant le taxi et les autres catégories de véhicules de transport de moins de dix personnes.

Tout note inférieure à 10 est éliminatoire ;

3° Gestion (notée sur 20) : questionnaire à choix multiples comprenant quinze questions ainsi que cinq questions ouvertes appelant une réponse brève (cinq lignes maximum) et demandant éventuellement des calculs simples.

Ces vingt questions sont notées chacune sur un point.

Tout note inférieure à 6 est éliminatoire ;

4° Code de la route (notée sur 30) : questionnaire à choix multiples comprenant quinze questions portant sur la connaissance des règlements relatifs à la circulation, la conduite à tenir en cas d'accident et le contrôle technique du véhicule.

Ces quinze questions sont notées chacune sur deux points.

Toute note inférieure à 10 est éliminatoire ;

5° Sécurité du conducteur (notée sur 10) : questionnaire à choix multiples comprenant cinq questions notées chacune sur deux points.

Toute note inférieure à 2 est éliminatoire.

Les copies sont soumises à la délibération du jury.

Pour être déclaré admis, le candidat doit avoir obtenu un minimum de 50 points sur 100, sans note éliminatoire.

Le bénéfice de cette partie est acquis pour une durée de 3 ans.

Article 11 - La deuxième partie de l'examen, dite départementale, comprend deux épreuves :

1° Connaissance en matière de topographie et géographie du secteur concerné et de la réglementation locale (notée sur 20) : capacité à utiliser des cartes et indicateurs de rue, à établir des itinéraires entre des lieux de départ et d'arrivée, à compléter des cartes muettes, et à établir le calcul du prix de la course de taxi compte tenu de la tarification locale.

Toute note inférieure à 8 est éliminatoire.

2° Conduite sur route (notée sur 20) : vérification de l'aptitude à la conduite et de la capacité à effectuer une course de taxi à bord d'un véhicule doté de tous les équipements prévus à l'article 1er du décret du 17 août 1995 susvisé, dans les conditions conformes aux réglementations en vigueur, et muni de dispositifs de double commande.

Le jour de l'examen, le candidat doit disposer d'un véhicule doté des équipements définis à l'alinéa précédent.

La destination demandée est tirée au sort par le candidat dans une liste de rues et de monuments.

Un entretien oral, destiné à vérifier la capacité du candidat à converser avec des clients, intervient à l'issue de l'épreuve de conduite, dans le véhicule à l'arrêt. L'échec à cet entretien est sanctionné par la note 0 à la rubrique « comportement ».

Toute note inférieure à 8 est éliminatoire.

Pour être déclaré reçu, le candidat doit obtenir un minimum de 20 points sur 40 sans note éliminatoire.

Article 12 - : En cas d'échec à l'une ou l'autre de ces 2 parties, le candidat ne peut se présenter à la session suivante qu'après avoir respecté les délais d'inscription de deux mois prévus à l'article 8-b du présent arrêté.

Article 13 - Tout conducteur de taxi qui remplit les conditions prévues par les articles 5 et 6 du présent arrêté reçoit du Préfet une carte professionnelle dont la durée de validité est variable suivant l'âge du titulaire :

- cinq ans s'il est âgé de moins de soixante ans,
- deux ans s'il a entre soixante et soixante seize ans
- un an s'il a plus de soixante seize ans.

Cette carte doit être apposée sur la vitre avant du véhicule et être visible de l'extérieur.

Lorsque le conducteur utilise le véhicule à titre privé, il doit retirer cette carte de la vitre et gainer le dispositif extérieur lumineux.

Lorsqu'il cesse d'exercer son activité, le titulaire de la carte professionnelle doit la restituer à l'autorité qui l'a délivrée.

D - CONDITIONS D'EXERCICE DE LA PROFESSION

Dans les communes

Article 14 - Le nombre maximum de taxis admis à être exploités dans les limites du département de la SEINE-MARITIME, est fixé, pour chacune des communes qui en fait la demande, par arrêté préfectoral pris après avis du Maire et de la commission départementale des taxis et des voitures de petite remise.

Article 15 - La mise en circulation et le stationnement de tout taxi sont soumis à la délivrance préalable d'une autorisation du Maire, qui délimite les zones de prise en charge sur sa commune. Un numéro d'ordre est attribué à chaque autorisation de stationnement.

A défaut, le véhicule est mis en fourrière et le propriétaire est interdit du droit de stationner et de charger sur la voie publique, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées à son encontre.

Article 16 - Les propriétaires de taxis ayant obtenu une autorisation de stationnement prévue à l'article 15, paient un droit au bénéfice de la commune concernée. Ce droit est fixé par le conseil municipal.

Article 17 - Les conducteurs doivent stationner aux endroits indiqués par la municipalité intéressée. Ils prennent rang au fur et à mesure de leur arrivée. Ils doivent toujours conserver ce rang mais doivent répondre à toute réquisition du public, quelle que soit leur place dans la file. Ils ne peuvent, en prétextant qu'ils sont retenus, refuser de prendre en charge.

Si le nombre maximum de voitures prévu pour un emplacement est atteint, le conducteur doit se rendre à une autre station de la même localité ou du groupe de localités dans lesquelles il est autorisé à stationner.

A chaque station, les conducteurs des trois premières voitures placées en tête doivent être présents afin de répondre à toute demande des voyageurs.

Ils ne peuvent en aucun cas aller au devant des personnes pour les solliciter et obtenir d'elles la préférence.

Article 18 - Dès la fin de la course, le conducteur doit regagner le lieu de stationnement de sa commune de rattachement.

Toute installation de liaison radio-électrique, radio-téléphonique de toute nature ou de postes téléphoniques, ne peut exister que sur le territoire de la commune où le droit de place a été accordé.

Toute publicité écrite doit comporter de façon visible le nom de la commune en grandeur d'importance égale à celle du numéro de téléphone. Elle ne peut être distribuée ou affichée en dehors de la voiture que sur le territoire de la commune de rattachement ou sur les autres communes, à condition qu'elle ne prête à aucune ambiguïté.

Toute opération contrevenant à ces dispositions doit avoir l'accord des Maires des communes concernées.

Dans les gares :

Article 19 : La desserte des gares et des cours de gare par les taxis est réservée aux taxis détenteurs d'une autorisation de stationnement dans la commune où est implantée cette gare.

Les taxis des communes extérieures ne peuvent s'y stationner que sur réservation préalable du client.

Ces dispositions font l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Dans les aéroports :

Article 20 : Le stationnement de tout taxi sur les aéroports du département est soumis à l'autorisation préalable du Préfet.

Ces dispositions font l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique pour chaque aéroport.

Dispositions communes :

Article 21 - Le conducteur peut s'opposer à l'entrée dans sa voiture d'animaux accompagnant des voyageurs, mais s'il l'accepte, il doit les conserver jusqu'à la fin de la course.

Par contre, le conducteur est tenu d'admettre les chiens d'aveugles et des malvoyants.

Le conducteur est tenu d'admettre les fauteuils roulants pliables utilisés par des personnes handicapées, même lorsque celles-ci doivent être aidées pour prendre place dans le véhicule.

Le conducteur n'est pas tenu de déférer à la demande d'individus en état d'ivresse.

Article 22 - Le conducteur peut refuser de charger les objets susceptibles de salir ou de détériorer son véhicule.

Sauf indication contraire du voyageur, le conducteur doit toujours se rendre à l'endroit désigné en empruntant l'itinéraire le plus direct.

Le conducteur, requis de s'arrêter en route ou de changer d'itinéraire, doit se conformer au désir du voyageur. Il est tenu de laisser monter ou descendre un voyageur en cours de route ; il doit même, en cas de besoin, aider les voyageurs à monter ou à descendre.

A la descente, il doit s'assurer que les voyageurs n'oublient aucun objet dans le taxi. En cas de découverte tardive, il doit en faire la déclaration au poste de police le plus proche.

Article 23 - Le conducteur doit avoir une tenue propre et décente, et toujours observer une attitude parfaitement correcte.

Article 24 - Il leur est défendu, dans l'exercice de leur profession :

- de lutter entre eux de vitesse ;
- de confier à qui que ce soit, et sous aucun prétexte, la conduite de leur véhicule ;
- de permettre à une personne étrangère aux voyageurs qu'ils conduisent, d'occuper la place à côté du chauffeur sauf pour formation ;
- d'être accompagné d'un animal quelconque, sauf un chien de défense pendant les heures de nuit ;
- de fumer en conduisant, à moins que le client n'y voit aucun inconvénient.

Article 25 - Une même personne peut être titulaire de plusieurs autorisations de stationnement.

Le titulaire d'une ou plusieurs autorisations de stationnement doit assurer l'exploitation effective et continue du ou des taxis personnellement ou avec son conjoint, ou avoir recours à des salariés. Le titulaire de l'autorisation doit en informer l'autorité municipale qui a délivré le droit de stationnement.

La personne appelée à conduire le véhicule doit remplir les mêmes conditions de capacité professionnelle (CCPCT) que celles exigées du titulaire de l'autorisation de stationnement :

- s'il s'agit d'un salarié, les règles de la législation sociale doivent être respectées ;
- s'il s'agit d'un suppléant temporaire pour cause de maladie ou autre, l'autorité administrative doit en être informée ;
- s'il s'agit du conjoint collaborateur, il doit être mentionné au répertoire des métiers, au titre de l'article 9 du décret n° 83-427 du 10 juin 1983 ; il doit cotiser à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés du régime social des indépendants, tel que prévu par le décret n°2006-966 du 1er août 2006 relatif au conjoint collaborateur. Le conjoint collaborateur est défini comme l'époux ou l'épouse du commerçant ou de l'artisan qui collabore effectivement à l'activité de son conjoint sans être rémunéré ; la collaboration du conjoint n'a donc pas pour objet de permettre une extension de l'activité de l'entreprise, mais de reconnaître en droit, la fonction d'appoint qu'il tient, en fait, dans la vie de l'entreprise.

Après en avoir fait la déclaration au Maire, le titulaire d'une autorisation de stationnement peut également en assurer l'exploitation en consentant la location du taxi à un conducteur de taxi. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation tient un registre contenant les informations relatives à l'état civil du locataire et son numéro de carte professionnelle. Ce registre est communiqué à tout moment sur leur demande aux agents des services chargés des contrôles.

Le Maire peut, dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité de la circulation sur les voies publiques, subordonner la délivrance d'une autorisation sollicitée en vue de l'exploitation d'un taxi par location à la présentation par le demandeur d'un contrat de louage conforme à un contrat type approuvé par lui.

E - LES CONDITIONS DE SUCCESSION

Article 26 - Le titulaire d'une autorisation de stationnement a la faculté de présenter un successeur à titre onéreux à l'autorité municipale qui l'a délivrée.

Cette faculté est subordonnée à l'exploitation effective et continue pendant une durée de cinq ans de l'autorisation de stationnement à compter de sa date de délivrance.

Toutefois, cette durée est de quinze ans dans les cas suivants :

- pour les titulaires d'une autorisation délivrée antérieurement à la date de publication de la loi du 20 janvier 1995, soit le 21 janvier 1995, et qui, en vertu des textes antérieurs, ne disposaient pas de la faculté de présenter un successeur à titre onéreux ;
- pour les titulaires d'une autorisation délivrée à l'occasion d'une création à titre gracieux, postérieurement au 21 janvier 1995.

Dans ces deux cas, une fois la première mutation intervenue, la faculté de présenter un successeur à titre onéreux est constituée dans les conditions de droit commun.

Article 27 - En cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement, ses ayant droits bénéficient de la faculté de présenter un successeur pendant un délai d'un an à compter du décès.

En cas de maladie ou de retraite, le titulaire d'une autorisation de stationnement est autorisé soit à employer un salarié, soit à louer l'autorisation pendant la période nécessaire pour atteindre les délais de cinq ou de quinze ans requis pour exercer la faculté de présentation d'un successeur à titre onéreux.

Article 28 - En cas d'incapacité définitive, constatée par la commission médicale primaire d'aptitude à la conduite d'un véhicule, entraînant le retrait du permis de conduire, le titulaire d'autorisation de stationnement acquise à titre onéreux peut présenter un successeur sans condition de durée d'exploitation effective et continue.

Le bénéficiaire de cette faculté ne pourra plus conduire de taxis, ni solliciter ou exploiter une ou plusieurs autorisations de stationnement qu'à l'issue d'une durée de cinq ans à compter de la date de présentation du successeur, même en cas de restitution anticipée du permis de conduire sur avis médical d'aptitude avant ce délai.

Article 29 - Les transactions visées aux articles 26 à 28 du présent arrêté sont enregistrées et répertoriées, dans un registre public tenu par l'autorité municipale qui a délivré l'autorisation de stationnement concernée.

Ce registre doit mentionner les nom, raison sociale et numéro d'inscription au registre des métiers ou du commerce du titulaire de l'autorisation et du successeur présenté, le montant de la transaction.

Le nouveau titulaire doit remettre au Maire les documents justificatifs de l'exploitation effective et continue par son prédécesseur.

Ces documents sont les suivants :

- copie des déclarations de revenus et des avis d'imposition pour la période concernée ;
- carte professionnelle du titulaire de l'autorisation validée conformément à l'article 13 du présent arrêté, ou document justificatif d'une exploitation par un salarié ou un locataire.

La transaction doit être déclarée ou enregistrée à la recette des impôts compétente dans le délai d'un mois à compter de sa date de conclusion.

Article 30 - Une liste d'attente en vue de la délivrance de nouvelles autorisations doit être établie par le Maire.

Cette liste publique mentionne la date à laquelle chaque demande a été déposée et son numéro d'enregistrement.

Les demandes sont valables un an, renouvelables au moins trois mois avant l'échéance. Passé ce délai, le renouvellement est considéré comme une nouvelle demande.

Les nouvelles autorisations de stationnement sont attribuées dans l'ordre chronologique d'enregistrement des demandes.

Le titulaire d'une autorisation de stationnement qui a cédé sa licence de taxi à titre onéreux ne peut bénéficier de la création d'une autorisation de stationnement à titre gratuit dans un rayon de 30 kms de la commune d'origine.

F - DISPOSITIONS CONCERNANT LES VEHICULES

Article 31 - Les véhicules sont soumis, à la charge du propriétaire, à une visite technique réalisée par le contrôleur mentionné à l'article R.323-7 du code de la route :

- au plus tard un an après leur date de première mise en circulation,
- préalablement à leur changement d'affectation, s'il s'agit de véhicules destinés à cet usage plus d'un an après la date de leur première mise en circulation.

Ce contrôle technique doit être renouvelé tous les ans.

Les dispositions prévues aux articles R323-1, R323-2, R323-6, R.323-7 et de R323-23 à R323-26 du code de la route relatifs au contrôle technique des véhicules s'imposent.

Article 32 - Conformément aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 susvisé, les opérations de contrôle du taximètre sont effectuées dans des organismes agréés par le Préfet et concernent :

- la vérification de l'installation,
- le contrôle en service annuel,
- la vérification primitive des instruments réparés.

Article 33 - Les propriétaires de taxis doivent justifier que leur véhicule est couvert par une police d'assurance garantissant sans limitation les personnes transportées à titre onéreux, ainsi que les tiers, des dommages pouvant résulter, en circulation ou hors circulation, de l'utilisation du véhicule.

Article 34 - Les taxis doivent être classés dans le genre « voiture particulière » à l'exclusion des véhicules dérivés d'utilitaires légers.

Ils doivent comporter au moins cinq places assises adultes, y compris celle du conducteur dans des conditions de confort, de commodité et de sécurité satisfaisantes ; en particulier, l'usage de strapontins ou de places dos à la route, avec accès par le hayon arrière est interdit.

Les véhicules doivent être suffisamment spacieux, d'accès facile réalisé selon l'une des configurations ci-après : - quatre portes latérales pivotantes,
- trois portes latérales dont au moins deux sur le côté droit, la porte arrière étant coulissante.

Les véhicules à usage de taxi doivent être maintenus constamment en parfait état de fonctionnement et de propreté.

En aucun cas, le conducteur ne doit prendre en charge plus de personnes qu'il n'est prévu sur la carte grise.

Tout changement de véhicule doit être signalé au Maire, qui doit en délivrer récépissé et donner une nouvelle autorisation de stationnement.

Lorsque la voiture est mise en réparation, son propriétaire peut, sous réserve de l'accord municipal et pour le temps de la réparation, utiliser un véhicule de remplacement qui devra remplir toutes les obligations en vigueur.

De même, dans l'attente d'une immatriculation définitive, l'usage d'un véhicule circulant sous le couvert d'un certificat d'immatriculation provisoire, est autorisé.

Article 35 - Les tarifs fixés par arrêté préfectoral doivent être affichés à l'intérieur de la voiture.

G - CONTROLE ET SUIVI DE LA PROFESSION

Article 36 - Les chauffeurs de taxi sont tenus de présenter à toute réquisition des services habilités :

- le permis de conduire ;
- le certificat d'aptitude à la conduite d'un véhicule délivré après visite médicale (carte verte) ;
 - la carte professionnelle de conducteur de taxi en cours de validité ;
 - l'autorisation de stationnement municipale ;
- les documents afférents à la conduite du véhicule (carte grise, contrôle technique, assurance...) ;
- le carnet métrologique du taximètre.

Discipline

Article 37 – Le Maire qui a délivré l'autorisation de stationnement peut sanctionner le titulaire par un avertissement, un retrait temporaire ou définitif de l'autorisation, après avis de la commission départementale plénière, en cas d'insuffisance d'exploitation.

Article 38 - Le Maire qui a délivré l'autorisation de stationnement peut sanctionner le titulaire par un avertissement, un retrait temporaire ou définitif de l'autorisation, après avis de la commission départementale réunie en formation disciplinaire, en cas :

- de violation grave ou répétée du contenu de ladite autorisation,
- de violation grave ou répétée de la réglementation nationale ou locale de la profession.

Article 39 – Le Préfet peut, après avis de la commission départementale réunie en formation disciplinaire, donner un avertissement, procéder au retrait temporaire ou définitif de la carte professionnelle, en cas de violation, par le titulaire, de la réglementation nationale ou locale de la profession.

Article 40 – Les décisions disciplinaires citées aux articles 37, 38 et 39 du présent arrêté doivent être prises dans le respect des droits à la défense, et imposent à l'autorité administrative d'appliquer une procédure contradictoire.

Article 41 - M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-Maritime, M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Seine-Maritime, M. le Commissaire Divisionnaire, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et inséré au recueil des actes administratifs.

ROUEN, le 11 décembre 2006.

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Claude MOREL


A 2007 1-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la station service PICHON située 570 route de Dieppe à DEVILLE LES ROUEN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 22 mars 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~1

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par la gérante de la SARL PICHON - STATION SERVICE sise 570 route de Dieppe 76250 DEVILLE LES ROUEN en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 22 janvier 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la SARL PICHON - STATION SERVICE sise 570 route de Dieppe 76250 DEVILLE LES ROUEN. Le responsable de ce système est la gérante de la station service.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend trois caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes.

Article 5 :

La personne habilitée à accéder aux images est la gérante de la station service.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 6 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de la gérante de la station service.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 6.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la gérante de la station service visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 2-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site MONCEAU FLEURS situé 106 rue du Président Wilson au HAVRE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 22 mars 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~2

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par le gérant de la SARL FLEURS DE L'OUEST - MONCEAU FLEURS sis 106 rue du Président Wilson 76600 LE HAVRE en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 22 janvier 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la SARL FLEURS DE L'OUEST - MONCEAU FLEURS sis 106 rue du Président Wilson 76600 LE HAVRE. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Sont exclues de la présente autorisation les deux caméras extérieures fixes visionnant le trottoir, relevant du domaine public communal.

Article 6 :

La personne habilitée à accéder aux images est le gérant de l'établissement.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du gérant de l'établissement.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 3-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site EDEN PARK situé 36 rue Eugène Delacroix à ROUEN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 22 mars 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
 D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~3

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le gérant de l'établissement AUCKLAND STD SARL - EDEN PARK prêt à porter sis 36 allée Eugène Delacroix 76000 ROUEN en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 22 janvier 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement AUCKLAND STD SARL - EDEN PARK prêt à porter sis 36 allée Eugène Delacroix 76000 ROUEN. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Le traitement des images est effectué dans les locaux du centre de télésurveillance G4S situé 13 rue Auguste Houzeau 76000 ROUEN.

Article 6 :

La personne habilitée à accéder aux images est le gérant de l'établissement;

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du gérant de l'établissement;

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 4-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé ZA la Vatine à MONT SAINT AIGNAN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE

DES PROFESSIONS REGLEMENTEES
ROUEN, le 22 mars 2007

Affaire suivie par Lydie LAGACHE
☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET

de la région Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~4

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

l'arrêté préfectoral n° A 2005 - 96 du 20 octobre 2005 autorisant le Directeur de l'hypermarché CARREFOUR sis zone d'activités de la Vatine 76130 MONT SAINT AIGNAN, à exploiter un système de vidéosurveillance ;

la déclaration de modification du système présentée par le Directeur de l'établissement, le 26 octobre 2006 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 22 janvier 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR sis zone d'activités de la Vatine 76130 MONT SAINT AIGNAN. Le responsable de ce système est le Directeur de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend neuf caméras fixes intérieures - dix-huit caméras mobiles intérieures - quatre tubes intérieurs - une caméra fixe extérieure - quatre caméras mobiles extérieures.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- le Directeur de l'établissement,
- le responsable sécurité,
- les animateurs sécurité désignés,
- les agents de sécurité désignés.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du responsable sécurité de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° A 2005 - 96 du 20 octobre 2005 susvisé.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 5-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du centre hospitalier Pays des Hautes Falaises situé à FECAMP

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

☎ 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 5 avril 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
 D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~5

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Directeur adjoint du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL PAYS DES HAUTES FALAISES situé avenue du Président François Mitterrand à FECAMP en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL PAYS DES HAUTES FALAISES située avenue du Président François Mitterrand à FECAMP. Le responsable de ce système est le Directeur adjoint de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe.

Article 5 :

Aucune image ne pourra être enregistrée.

Article 6 :

Le responsable de l'établissement devra prendre toutes dispositions techniques nécessaires afin que la caméra extérieure ne visionne pas la voie publique.

Article 7 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 8 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 6-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la ville de Rouen caméra située à l'angle de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Gros Horloge

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 5 avril 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~6

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de ROUEN1 en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance à l'angle de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Gros Horloge à ROUEN1 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 27 mars 2006 ;

CONSIDERANT :

que conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée :

- sur la voie publique, s'il a pour finalité :

la surveillance des bâtiments et installations publics et surveillance de leurs abords ;

la régulation du trafic routier et constatations des infractions aux règles de la circulation ;

la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposée à des risques d'agression ou de vol ;

- dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vols ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance à l'angle de la rue Jeanne d'Arc et de la rue du Gros Horloge à ROUEN. Le responsable de ce système est le Maire de la ville de ROUEN.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que la caméra est réglée, équipée et connectée, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour la caméra visionnant les lieux ouverts au public.

Article 5 :

Le système autorisé comprend une caméra mobile extérieure.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

1Le Maire et son adjoint chargé de la sécurité et de la prévention de la délinquance,

Le Directeur de la sécurité et de la prévention municipale,

Les policiers municipaux en poste, titulaires, possédant le double agrément et assermentation,

Les agents municipaux, titulaires ou stagiaires de la fonction publique territoriale, rattachés au service de la police municipale et affectés à la fonction d'opérateur,

Le Directeur de la direction de la logistique, des télécommunications et de l'informatique de la ville,

L'entreprise chargée de la maintenance.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de l'adjoint au Maire¹ chargé de la sécurité et de la prévention de la délinquance.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville de ROUEN¹ visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 7-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la ville de Rouen situé à l'angle de la rue du Gros Horloge et de la rue du Bec

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 5 avril 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~7

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de ROUEN1 en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance à l'angle de la rue du Gros Horloge et la rue du Bec à ROUEN1 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 27 mars 2006 ;

CONSIDERANT :

que conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée :

- sur la voie publique, s'il a pour finalité :

la surveillance des bâtiments et installations publics et surveillance de leurs abords ;

la régulation du trafic routier et constatations des infractions aux règles de la circulation ;

la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

- dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vols ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance à l'angle de la rue du Gros Horloge et la rue du Bec à ROUEN. Le responsable de ce système est le Maire de la ville de ROUEN.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que la caméra est réglée, équipée et connectée, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour la caméra visionnant les lieux ouverts au public.

Article 5 :

Le système autorisé comprend une caméra mobile extérieure.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

1Le Maire et son adjoint chargé de la sécurité et de la prévention de la délinquance,

Le Directeur de la sécurité et de la prévention municipale,

Les policiers municipaux en poste, titulaires, possédant le double agrément et assermentation,

Les agents municipaux, titulaires ou stagiaires de la fonction publique territoriale, rattachés au service de la police municipale et affectés à la fonction d'opérateur,

Le Directeur de la direction de la logistique, des télécommunications et de l'informatique de la ville,

L'entreprise chargée de la maintenance.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de l'adjoint au Maire¹ chargé de la sécurité et de la prévention de la délinquance.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville de ROUEN¹ visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT


A 2007 8-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du musée du centre d'étude des langues situé Galery du Parc à NOTRE DAME DE GRAVENCHON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr
ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~8

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de NOTRE DAME DE GRAVENCHON en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du MUSEE - CENTRE D'ETUDE DES LANGUES situé rue Edmond de Lillers à NOTRE DAME DE GRAVENCHON ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du MUSEE - CENTRE D'ETUDE DES LANGUES situé rue Edmond de Lillers à NOTRE DAME DE GRAVENCHON. Le responsable de ce système est le Maire de la Ville.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes et deux caméras extérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

1) Le Maire et son premier adjoint,

Le gardien de salle,

le chef de la police intercommunale et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du chef de la police intercommunale.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT


A 2007 9-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la médiathèque François Deveaud situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~9

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de NOTRE DAME DE GRAVENCHON en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la MEDIATHEQUE François Deveaud situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la MEDIATHEQUE François Deveaud situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON. Le responsable de ce système est le Maire de la Ville.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend six caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le Maire et son premier adjoint,
le chef de la police municipale et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du chef de la police municipale.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT


A 2007 10-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Salle ARCADE située rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
 D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~10

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de NOTRE DAME DE GRAVENCHON en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site ARCADE situé rue Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site ARCADE situé rue Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON. Le responsable de ce système est le Maire de la Ville.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes, une caméra intérieure mobile, quatre caméras extérieures fixes et une caméra extérieure mobile.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le Maire et son premier adjoint,
le Directeur de l'Arcade,
le chef de la police municipale et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du chef de la police municipale.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 11-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Salle polyvalente l'ESCALE située rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE
☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~11

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Maire de la ville de NOTRE DAME DE GRAVENCHON en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la salle L'ESCALE situé rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la salle L'ESCALE situé rue Jean Maridor à NOTRE DAME DE GRAVENCHON. Le responsable de ce système est le Maire de la Ville.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend une caméra intérieure fixe, une caméra extérieure fixe et deux caméras extérieures mobiles.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

le Maire et son premier adjoint,

le gardien de la salle,

le chef de la police municipale et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du chef de la police municipale.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 12-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du magasin DECATHLON situé ZAC Val Druel à DIEPPE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~12

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Directeur de l'établissement DECATHLON situé ZAC du Val Druel 76200 DIEPPE en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement DECATHLON situé ZAC du Val Druel 76200 DIEPPE. Le responsable de ce système est le Directeur de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend cinq caméras intérieures fixes, deux caméras extérieures fixes et une caméra extérieure mobile.

Article 5 :

Le traitement des images enregistrées est effectué dans les locaux du centre de télésurveillance FICHET 24/24 NICE situé ZI secteur C 06700 SAINT LAURENT DU VAR.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le Directeur de l'établissement,
le responsable d'exploitation.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du Directeur de l'établissement.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 13-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Base de Loisirs de BEDANNE située 2 voie du Mesnil à TOURVILLE LA RIVIERE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 Mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~13

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Directeur de la BASE DE LOISIRS DE BEDANNE située 2 voie du Mesnil à TOURVILLE LA RIVIERE en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la BASE DE LOISIRS DE BEDANNE située 2 voie du Mesnil à TOURVILLE LA RIVIERE. Le responsable de ce système est le Directeur du site.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend une caméra intérieure fixe, deux caméras extérieures fixes et trois caméras extérieures mobiles.

Article 5 :

Le traitement des images enregistrées est effectué dans les locaux du centre de télésurveillance EUROPE SECURITE situé Parc des compétences rue du bois rond 76410 CLEON.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le Président de l'association,
le Directeur du site,
le Gardien,
la société de gardiennage.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du club de voile de Saint Aubin les Elbeuf de la base de loisirs - 2 voie du Mesnil - TOURVILLE LA RIVIERE.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur du site visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 14-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site CENTRAL PRESSE situé 46/48 rue de la Vicomté à ROUEN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

☎ 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~14

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le gérant de l'établissement CENTRAL PRESSE - presse, librairie, papeterie situé 46/48 rue de la Vicomté à ROUEN en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement CENTRAL PRESSE - presse, librairie, papeterie situé 46/48 rue de la Vicomté à ROUEN. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend quatre caméras intérieures fixes.

Article 5 :

La personne habilitée à accéder aux images est le gérant de l'établissement.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du gérant de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 15-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE PETIT TRANQUIL situé 175 rue René Sortemboc à CLEON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~15

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par les gérants de l'établissement LE PTIT TRANQUIL - bar, tabac situé 175 rue René Sortemboc 76410 CLEON en vue d'être autorisés à exploiter un système de vidéosurveillance sur leur site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement LE PTIT TRANQUIL - bar, tabac situé 175 rue René Sortemboc 76410 CLEON. Les responsables de ce système sont les gérants de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Les responsables du système devront s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend une caméra intérieure fixe.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont les gérants de l'établissement.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès des gérants de l'établissement.

Article 8 :

Les titulaires de la présente autorisation sont tenus d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Les titulaires de la présente autorisation sont chargés de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux gérants de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 16-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de LA DELUDA - ALOHA CLUB situé 393A hameau de la mare Carel à SAINT EUSTACHE LA FORET

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 10 mai 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~16

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le gérant de l'établissement SARL LA DELUDA - ALOHA'CLUB - club de rencontres situé 393A hameau de la mare Carel 76210 SAINT EUSTACHE LA FORET en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement LA DELUDA - ALOHA'CLUB - club de rencontres situé 393A hameau de la mare Carel 76210 SAINT EUSTACHE LA FORET. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes et huit caméras extérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le gérant de l'établissement et le co-gérant.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès gérant de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 17-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé ZAC du Clos aux Antes à TOURVILLE LA RIVIERE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

ROUEN, le 10 mai 2007
Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET

de la région Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION **D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE**

n° A 2007~17

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

l'arrêté préfectoral n° A-2006-43 du 8 juin 2006 autorisant le Directeur de l'établissement CARREFOUR, situé 2 avenue Georges Picard à TOURVILLE LA RIVIERE, à exploiter un système de vidéosurveillance ;

la déclaration de modification du système présentée par le Directeur de l'établissement le 5 mars 2007 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement CARREFOUR, situé 2 avenue Georges Picard à TOURVILLE LA RIVIERE. Le responsable de ce système est le Directeur de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend dix caméras intérieures fixes, vingt trois caméras intérieures dômes mobiles, cinq caméras intérieures mobiles sensorraills et quatre caméras extérieures dômes mobiles.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- le Directeur de l'établissement,
- le responsable sécurité.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du responsable sécurité de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° A-2006-43 du 8 juin 2006 susvisé.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 18-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la Police Municipale de NOTRE DAME DE GRAVENCHON

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

ROUEN, le 10 mai 2007

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET

de la région Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007-18

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

l'arrêté préfectoral n° A-99-19 du 14 avril 2000, autorisant le Maire de la ville de NOTRE DAME DE GRAVENCHON à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la police municipale intercommunale situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON ;

la déclaration de modification du système présentée par le Maire de la ville le 27 février 2007 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 26 mars 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de la police municipale intercommunale situé rue René Coty à NOTRE DAME DE GRAVENCHON. Le responsable de ce système est le Maire de la ville.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras extérieures mobiles et quatre caméras extérieures fixes .

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- le Maire et son premier adjoint,
- le chef de la police municipale et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 15 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du chef de la police municipale.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° A-99-19 du 14 avril 2000 susvisé.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 19-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site des urgences du CHU situé 1 rue Germont à ROUEN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007-19

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par la Directrice du Centre Hospitalier Universitaire Charles Nicolle sis 1 rue de Germont 76031 ROUEN CEDEX en vue d'être autorisée à exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du service des Urgences ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du service des Urgences du Centre Hospitalier Universitaire Charles Nicolle sis 1 rue de Germont 76031 ROUEN CEDEX. Le responsable de ce système est la Directrice du CHU de ROUEN.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend sept caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le responsable de la sûreté et son adjoint.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 30 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de la Directrice du CHU de ROUEN.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la Directrice du CHU de ROUEN visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 20-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE JEAN BART situé 22 rue Louis Eudier au HAVRE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION

ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

☎ 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 5 JUIN 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~20

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par la gérante du BAR - TABAC - LOTO - HOTEL "Le Jean Bart" situé 22 rue Louis Eudier 76600 LE HAVRE en vue d'être autorisée à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du BAR - TABAC - LOTO - HOTEL "Le Jean Bart" situé 22 rue Louis Eudier 76600 LE HAVRE. Le responsable de ce système est la gérante de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend quatre caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
la gérante de l'établissement et son collaborateur.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de la gérante de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la gérante de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 21-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC l'OREE DU BOIS situé 93/95 avenue de Frileuse au HAVRE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

☎ 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet :

AUTORISATION D'EXPLOITATION

D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~21

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par le gérant du BAR - TABAC - LOTO - JEUX "L'orée du bois" situé 93/95 avenue de frileuse 76610 LE HAVRE en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du BAR - TABAC - LOTO - JEUX "L'orée du bois" situé 93/95 avenue de frileuse 76610 LE HAVRE. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend quatre caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le gérant de l'établissement et son collaborateur.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de le gérant de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à le gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT


A 2007 22-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du BAR TABAC LE SAINT CLAUDE situé 65 rue Léon Maletra au PETIT QUEVILLY

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~22

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par le gérant du BAR - TABAC "Le Saint Claude" situé 65 rue Léon Maletra 76140 LE PETIT QUEVILLY en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site du BAR - TABAC "Le Saint Claude" situé 65 rue Léon Maletta 76140 LE PETIT QUEVILLY. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend deux caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le gérant de l'établissement et sa conjointe.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de le gérant de l'établissement.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à le gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 23-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site du magasin H&M situé centre commercial Saint Sever à ROUEN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE
☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

**Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE**

n° A 2007~23

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le responsable sécurité des établissements HENNES ET MAURITZ - H&M - situés 2/4 rue Charras 75009 PARIS en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site sis Centre Commercial Saint-Sever à ROUEN ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site H&M situé Centre Commercial Saint-Sever à ROUEN. Le responsable de ce système est le responsable sécurité des établissements H&M.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend treize caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Il appartiendra au bénéficiaire de la présente autorisation de transmettre une copie dudit arrêté au responsable du magasin H&M situé centre commercial Saint Sever à ROUEN.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images enregistrées sont :

- le responsable sécurité de l'établissement H&M,
- le responsable du magasin,
- le responsable rayon du magasin.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du responsable du magasin.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au responsable sécurité des établissements H&M visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT


A 2007 24-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de vente de véhicules anciens OVERDRIVE situé 8 rue Einstein à SAINT JEAN DU CARDONNAY

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93

 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~24

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 susvisée

la demande présentée par le gérant de l'établissement OVERDRIVE - vente de véhicules anciens de collection situé 8 rue Albert Einstein - Z.A. 3 Les portes de l'Ouest 76140 SAINT JEAN DU CARDONNAY en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site OVERDRIVE situé 8 rue Albert Einstein - Z.A. 3 Les portes de l'Ouest 76140 SAINT JEAN DU CARDONNAY. Le responsable de ce système est le gérant de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 :

Les images peuvent être visionnées à l'adresse personnelle du responsable du système sis hameau du Camp d'os à GAILLEFONTAINE. Toutes les mesures garantissant l'accès aux images aux seules personnes habilitées dont être prises.

Article 4 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 5 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend quatre caméras intérieures fixes et cinq caméras extérieures fixes.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :
le gérant de l'établissement et le responsable commercial.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 10 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès de le gérant de l'établissement.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Commandant du groupement de gendarmerie de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à le gérant de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 25-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de la piscine SAS VERT MARINE située à NEUVILLE LES DIEPPE

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

ROUEN, le 31 MAI 2007

LE PREFET
de la région Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION
D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~25

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

la demande présentée par le Directeur régional de l'établissement SAS VERT MARINE sis 1 rue Lefort Gonssolin 76130 MONT SAINT AIGNAN en vue d'être autorisé à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site situé Zone d'activité Euro Chanel - 21 rue Ampère 76378 NEUVILLE LES DIEPPE ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'établissement VERT MARINE situé Z.A. Euro Chanel - 21 rue Ampère 76378 NEUVILLE LES DIEPPE. Le responsable de ce système est le Directeur régional de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra s'assurer que les caméras sont réglées, équipées et connectées, de façon que les images restituées répondent aux finalités pour lesquelles le système a été autorisé.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend treize caméras intérieures fixes.

Article 5 :

Il appartiendra au bénéficiaire de la présente autorisation de transmettre une copie dudit arrêté au Directeur de site concerné.

Article 6 :

Les personnes habilitées à accéder aux images enregistrées sont :

- le Directeur régional de l'établissement et son adjoint,
- le Directeur du site.

Article 7 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 8 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du Directeur du site.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 8.

Article 10 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 11 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 12 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur régional de l'établissement visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 26-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site des parkings publics de la ville du TREPORT

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES

ROUEN, le 31 MAI 2007

Affaire suivie par Lydie LAGACHE

☐ 02.32.76.53.93



02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

LE PREFET

de la région Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet : **AUTORISATION D'EXPLOITATION**
 D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

n° A 2007~26

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

l'arrêté préfectoral n° A-2006-21 du 6 avril 2006 autorisant le Maire de la ville du Tréport à exploiter un système de vidéosurveillance sur les sites des parkings publics de la ville (Poissonnerie, Esplanade Aragon, gares haute et basse du funiculaire, Les terrasses) ;

la déclaration de modification du système présentée par le Maire de la ville du Tréport le 3 avril 2007 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 14 mai 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur les sites des parkings publics de la ville du Tréport (Poissonnerie, Esplanade Aragon, gares haute et basse du funiculaire, Les terrasses). Le responsable de ce système est le Directeur Général de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le système autorisé soit conforme aux normes définies par arrêté ministériel du 26 septembre 2006. Les modifications devront intervenir au plus tard le 7 octobre 2008.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend 5 caméras intérieures fixes, 8 caméras intérieures mobiles, 5 caméras extérieures fixes, 8 caméras extérieures mobiles

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- le Maire de la ville du Tréport,
- les policiers municipaux désignés,
- l'agent de sécurité de la voie publique
- l'agent administratif assermenté désigné.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du Maire de la ville du Tréport.

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° A-2006-21 du 6 avril 2006 susvisé.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Commandant du groupement de gendarmerie de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Maire de la ville du Tréport visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

A 2007 27-Autorisation d'exploiter un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé plateau du Mesnil Roux à BARENTIN

P R É F E C T U R E D E L A S E I N E - M A R I T I M E

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
ET DES LIBERTES PUBLIQUES
BUREAU DE LA REGLEMENTATION GENERALE
DES PROFESSIONS REGLEMENTEES
ROUEN, le 31 MAI 2007

Affaire suivie par Lydie LAGACHE
☐ 02.32.76.53.93

☎ 02.32.76.54.62

mél : lydie.lagache@seine-maritime.pref.gouv.fr

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,

A R R E T E

Objet : AUTORISATION D'EXPLOITATION **D'UN SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE**

n° A 2007~27

VU :

la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée, d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

l'arrêté du 26 septembre 2006 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

la circulaire NOR INTD 96 00124 C du 22 octobre 1996 relative à l'application de l'article 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 ;

la circulaire NOR INTD 06 00096 C du 26 octobre 2006, d'application des articles 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée ;

l'arrêté préfectoral n° D 97-9 du 13 mars 1998 autorisant le Directeur de l'hypermarché CARREFOUR situé plateau du Mesnil Roux à BARENTIN à exploiter un système de vidéosurveillance sur son site ;

la déclaration de modification du système présentée par le Directeur de l'établissement le 27 mars 2006 ;

l'avis de la commission départementale de vidéosurveillance de la Seine-Maritime du 22 janvier 2007 ;

CONSIDERANT :

que, conformément à la loi et au décret susvisés, l'installation d'un système de vidéosurveillance peut être autorisée dans les lieux et établissements ouverts au public et particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

que la finalité du système répond aux critères de la législation en vigueur ;

l'information prévue à l'intention du public sur l'existence du dispositif de vidéosurveillance ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1 :

Est autorisée l'exploitation d'un système de vidéosurveillance sur le site de l'hypermarché CARREFOUR situé plateau du Mesnil Roux à BARENTIN. Le responsable de ce système est le Directeur de l'établissement.

Article 2 :

Le système de vidéosurveillance est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 :

Le responsable du système devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le système autorisé soit conforme aux normes définies par arrêté ministériel du 26 septembre 2006. Les modifications devront intervenir au plus tard le 7 octobre 2008.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut que pour les caméras visionnant les lieux ouverts au public. Le système autorisé comprend 6 caméras intérieures fixes, 22 caméras intérieures mobiles, 2 sensorails intérieurs, 2 caméras extérieures mobiles.

Article 5 :

Les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- le Directeur de l'hypermarché,
- le responsable sécurité,
- les conseillers en sécurité désignés,
- les opérateurs vidéo de la société SMP désignés.

Article 6 :

Le délai de conservation des images est de 7 jours. Passé ce délai, les images enregistrées seront impérativement détruites.

Toutes les précautions seront prises par le responsable du système afin que la plus grande confidentialité des images enregistrées soient garanties préalablement à leur destruction.

Celles-ci devront, à cet effet, être conservées dans un local fermant à clé et dont l'accès sera étroitement surveillé et limité aux seules personnes habilitées ci-dessus, ainsi qu'aux autorités publiques appelées à intervenir dans le cadre d'une instruction judiciaire.

Article 7 :

Le droit d'accès des tiers se fait auprès du responsable sécurité

Article 8 :

Le titulaire de la présente autorisation est tenu d'informer le public quant à l'existence du système de vidéosurveillance. Cette information devra également renseigner le public sur les modalités d'accès aux images et sur les nom et qualité de la personne ou du service mentionnés à l'article 7.

Article 9 :

Le titulaire de la présente autorisation est chargé de tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au parquet.

Article 10 :

Toute modification du dossier initial devra faire l'objet d'une déclaration, sans délai, auprès de la préfecture. Toute omission pourra justifier le retrait de la présente autorisation, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 10-VI de la loi susvisée.

Article 11 :

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif de ROUEN, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Seine-Maritime.

Article 12 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° D 97-9 du 13 mars 1998 susvisé.

Article 13 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Commandant du groupement de gendarmerie de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Directeur de l'hypermarché visé à l'article 1 du présent arrêté.

Le Secrétaire Général
chargé de l'administration de l'Etat dans le département,
Pour le Secrétaire Général et par délégation,
Le Directeur

Thierry RIBEAUCOURT

3. CENTRE HOSPITALIER DE DIEPPE

3.1. Direction

2006-007-Délégation de signature

DECISION N° 2006-007
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des Etablissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 20 juin 2005 nommant Monsieur Daniel MANCEAU en qualité de Directeur Adjoint (1ère classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} septembre 2005, déclarant Monsieur Daniel MANCEAU installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur Daniel MANCEAU, Directeur d'Hôpital Hors classe, est chargé de la Direction de la Stratégie et des Coopérations du Centre Hospitalier de DIEPPE

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Daniel MANCEAU, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la gestion de la Stratégie et des Coopérations, conformément à la mention suivante :

P/ Le Directeur, Par délégation,
Le Directeur
De La Stratégie et des Coopérations

D. MANCEAU

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.

Article 4 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation sans le visa préalable du chef d'établissement.

Article 5 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 6 : Monsieur le Directeur de La Stratégie et des Coopérations, Monsieur le Receveur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Article 7 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée du Délégué :

- ☐ Conseil d'Administration
- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur MANCEAU
- ☐ Archives

2006-008-Délégation de signature

DECISION N° 2006-008 **PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005, portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des Etablissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 1er octobre 1996 nommant Monsieur Maurice EPAILLARD en qualité de Directeur Adjoint (2ème classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 03 décembre 1996, déclarant Monsieur Maurice EPAILLARD, installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1er : Monsieur Maurice EPAILLARD, Directeur d'Hôpital hors classe, est chargé du Secrétariat Général du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Maurice EPAILLARD, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs au secrétariat Général, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation
Le Secrétaire Général

M. EPAILLARD

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.

Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement.

Article 4 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation sans le visa préalable du chef d'établissement.

Article 5 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 6 : Monsieur le secrétaire Général et Monsieur le Receveur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Article 7 : La décision n° 2004-016 est annulée.

Article 8 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Exemplaire de signature autorisée du Délégataire :

Y. BLOCH

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur (2 exemplaires)
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur EPAILLARD
- ☐ Archives

2006-009-Délégation de signature

DECISION N° 2006-009
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des Etablissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 1^{er} juin 2005 nommant Monsieur Hervé PAUMARD en qualité de Directeur Adjoint (seconde classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} juin 2005, déclarant Monsieur Hervé PAUMARD installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur Hervé PAUMARD, Directeur d'Hôpital hors classe, est chargé de la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Hervé PAUMARD, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la gestion des ressources humaines, conformément à la mention suivante :

P/ Le Directeur, Par délégation,
Le Directeur
Des Ressources Humaines

H PAUMARD

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.

Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'établissement, et les actes disciplinaires.

Article 4 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation sans le visa préalable du chef d'établissement.

Article 5 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 6 : Monsieur le Directeur des Ressources Humaines, Monsieur le Receveur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Article 7 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée du Délégataire :

- ☐ Conseil d'Administration
- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur PAUMARD
- ☐ Archives

2006-010-Délégation de signature

DECISION N° 2006-010
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005, portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des Etablissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 5 Février 2001 nommant Mademoiselle Valérie BILLARD en qualité de Directrice Adjointe (3ème classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 13 avril 2001, déclarant Mademoiselle Valérie BILLARD, installée dans ses fonctions de Directrice Adjointe au Centre Hospitalier de DIEPPE, à compter du 2 avril 2001 ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1er : Mademoiselle Valérie BILLARD, Directrice d'Hôpital de classe normale, est chargée de la Direction des finances et du contrôle de gestion du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Mademoiselle Valérie BILLARD, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs aux finances et contrôle de gestion, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation
La Directrice des finances et du contrôle de gestion

V. BILLARD

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.

Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement.

Article 4 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 5 : Pendant les absences pour congé de Mademoiselle Valérie BILLARD, la présente délégation est exercée par Mademoiselle Marie Line GOMBART Attachée d'Administration Hospitalière.

Article 6 : Mademoiselle Valérie BILLARD, Mademoiselle Marie Line GOMBART et Monsieur le Receveur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application de la présente décision.

Article 7 : Les décisions n° 2004-017 et 2005-017 sont annulées.

Article 8 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée des Délégataires :

Mademoiselle Valérie BILLARD :

Mademoiselle Marie Line GOMBARD :

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur (2 exemplaires)
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Mademoiselle Valérie BILLARD
- ☐ Mademoiselle Marie-Line GOMBART
- ☐ Archives

2006-011-Délégation de signature

DECISION N° 2006-011
PORTANT NOMINATION
D'ORDONNATEURS DELEGUES

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6ème partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6141-1 à L.6147-6 et notamment les articles L.6141-1 et L.6143-7 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 83-744 du 11 août 1983 modifié relatif à la gestion et au financement des Etablissements de Santé Publics et Privés participant au service public hospitalier ;

Vu l'instruction M21 relative à la comptabilité des Etablissements Publics de Santé ;

Vu la circulaire interministérielle n° 634 du 9 décembre 2002 relative à la simplification des formalités de signature des mandats et d'attestation de service fait sur les factures ;

Vu la circulaire interministérielle n° 533 du 19 novembre 2003 portant diverses mesures d'ordre budgétaire et comptable ;

DECIDE

Article 1er : Mademoiselle Valérie BILLARD, Directrice Adjointe, est habilitée à exercer les fonctions d'Ordonnateur délégué du Centre Hospitalier de DIEPPE, aux fins de signer tous bordereaux récapitulatifs de mandats, et tous états des recettes encaissées par le comptable avant émission de titres.

Article 2 : En cas d'empêchement de Mademoiselle Valérie BILLARD, Mademoiselle Marie Line GOMBART Attachée d'Administration Hospitalière, est habilitée à exercer les fonctions d'Ordonnateur délégué du Centre Hospitalier de DIEPPE, aux fins de signer tous bordereaux récapitulatifs de mandats, et tous états des recettes encaissées par le comptable avant émission de titres.

Article 4 : Exemplaires de signatures autorisées des Ordonnateurs délégués :

Mademoiselle Valérie BILLARD

Mademoiselle Marie Line GOMBART

Article 5 : La décision n° 2004-026 est annulée.

Article 6 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur

Y. BLOCH

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur (2 exemplaires)
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Mademoiselle Valérie BILLARD
- ☐ Mademoiselle Marie Line GOMBART
- ☐ Archives

2006-012-Délégation de signature

DECISION N° 2006-012
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n°2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifiée ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 février 2005 nommant Monsieur David RIVIERE en qualité de Directeur de classe normale du Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1^{er} : Monsieur David RIVIERE, Directeur d'Hôpital de classe normale, est chargé de la Direction des Services Economiques du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : A ce titre, Monsieur David RIVIERE est nommé comptable-matière et devra justifier du cautionnement réglementaire.

Article 3 : Délégation est donnée à Monsieur David RIVIERE, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la gestion de la Direction des Services Economiques et notamment :
toute commande de classe 6, hors ordonnancement, inférieure à 15 000 €,
Marchés Publics :

- Les courriers aux candidats non retenus
- Les notifications d'attribution
- Les avenants de transfert
- Les mises en demeure pendant la période d'exécution
- La transmission des marchés aux organismes de tutelles et à la trésorerie

conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation,

Le Directeur des Services Economiques

D. RIVIERE

Article 4 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées. Elle exclut toutes les opérations de classe 2.
Sont également exclues du champ de la délégation, visée à l'article 3 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement ainsi que la signature des actes d'engagement des Marchés Publics et les décisions de reconduction.

Article 5 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation sans le visa préalable du chef d'établissement

Article 6: A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 7 : La décision n°2005-010 est annulée.

Article 8 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée du Délégataire :

- ☐ Conseil d'Administration
- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur RIVIERE
- ☐ Archives

2006-016-Délégation de signature

DECISION N° 2006-016
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu la décision n° du portant organisation de la Direction

DECIDE

Article 1er : Monsieur Paul VANDERSTRAETEN, ingénieur, est chargé de la Direction de l'Informatique du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Paul VANDERSTRAETEN, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la Direction de l'informatique et notamment toute commande de classe 6 inférieure à 3 000 €, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation
Le Directeur de l'Informatique

P.VANDERSTRAETEN
Ingénieur

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées. Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement, les commandes de classe 6 supérieures à 3 000 €, ainsi que toutes les opérations de classe 2.

Article 4 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 5 : La présente décision prend effet à compter du 1^{er} juillet 2006.

Fait à DIEPPE, le 03 juillet 2006

Le Directeur,

Exemplaire de signature autorisée du Délégataire :

Y. BLOCH

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur (2 exemplaires)
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur VANDERSTRAETEN
- ☐ Archives

2007-007-Délégation de signature

DÉCISION N° 2007-007
PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, articles L6111-1 à L6154-7 et la loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2005-921 du 2 août 2005, portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des Etablissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2° et 3°) de la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 8 mars 2007 nommant Monsieur Nicolas BOUGAUT en qualité de Directeur Adjoint (classe normale) du Centre Hospitalier de DIEPPE à compter du 1^{er} avril 2007 ;

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2007 déclarant Monsieur Nicolas BOUGAUT installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint du Centre Hospitalier de Dieppe à compter du 1^{er} avril 2007 ;

Vu la décision n° 2006-005 du 3 juillet 2006 portant organisation de la Direction ;

DÉCIDE

Article 1er : Monsieur Nicolas BOUGAUT, Directeur d'Hôpital de classe normale, est chargé de la Direction des Travaux et des Services Techniques du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Monsieur Nicolas BOUGAUT, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs aux Travaux et aux Services Techniques, et notamment, toute commande de classe 6 inférieure à 15 000 €, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation
Le Directeur des Travaux et
Des Services Techniques

N BOUGAUT

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées. Elle exclut toutes les opérations de classe 2.

Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement.

Article 4 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 5 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation sans le visa préalable du chef d'établissement.

Article 6 : La présente décision prend effet à compter du 2 avril 2007.

Fait à DIEPPE, le 2 avril 2007

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée du Délégataire :

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur (2 exemplaires)
- ☐ Monsieur BOUGAUT
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Archives

2007-009-Délégation de signature

DECISION N° 2007-009
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6141-1 à L.6147-6 et notamment les articles L.6141-1 et L.6143-7 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 83-744 du 11 août 1983 modifié relatif à la gestion et au financement des Etablissements de Santé Publics et Privés participant au service public hospitalier ;

Vu l'instruction M21 relative à la comptabilité des Etablissements Publics de Santé ;

Vu la circulaire n° 1731 du 19 juin 1971 du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale ;

Vu la circulaire n° 4025 du 03 décembre 1973 du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 20 juin 2005 nommant Monsieur Daniel MANCEAU en qualité de Directeur Adjoint (hors classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} septembre 2005 déclarant Monsieur Daniel MANCEAU installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu la décision n°2006-757 de recrutement de Madame Jocelyne CHARTIER, du 7 juin 2006, en qualité de Directeur des Soins de 1^{ère} classe ;

Vu la décision n°2007-001 du 11 janvier 2007, nommant Madame Jocelyne CHARTIER responsable du pôle Direction ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 1er octobre 1996 nommant Monsieur Maurice EPAILLARD en qualité de Directeur Adjoint (hors classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 03 décembre 1996 déclarant Monsieur Maurice EPAILLARD installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 20 juin 2005 nommant Monsieur Hervé PAUMARD en qualité de Directeur Adjoint (hors classe) au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} juin 2005 déclarant Monsieur Hervé PAUMARD installé dans ses fonctions de Directeur Adjoint au Centre Hospitalier de DIEPPE ;

DECIDE

Article 1er : Monsieur Daniel MANCEAU, Directeur d'Hôpital hors classe, est chargé, jusqu'au 30 juin 2007, de la suppléance de la Direction Générale quand Monsieur Yves BLOCH, Chef d'Etablissement, est absent pour quelque motif que ce soit.

Article 2 : Monsieur Daniel MANCEAU dispose d'une délégation générale de signature dans ce cadre et, en particulier, peut ordonnancer toute dépense nécessaire à la bonne marche de l'établissement.

Article 3 : En cas d'absence simultanée pour quelque motif que ce soit de Monsieur Yves BLOCH et de Monsieur Daniel MANCEAU, jusqu'au 30 juin 2007, Madame Jocelyne CHARTIER, Directeur des Soins est chargée de la suppléance de la Direction Générale et dispose de ce fait d'une délégation générale de signature et, en particulier, peut ordonnancer toute dépense nécessaire à la bonne marche de l'établissement.

Article 3 : En cas d'absence simultanée pour quelque motif que ce soit de Monsieur Yves BLOCH, de Monsieur Daniel MANCEAU, jusqu'au 30 juin 2007, et de Madame Jocelyne CHARTIER, Monsieur Maurice EPAILLARD, Directeur d'Hôpital hors classe, est chargé de la suppléance de la Direction Générale et dispose de ce fait d'une délégation générale de signature et, en particulier, peut ordonnancer toute dépense nécessaire à la bonne marche de l'établissement.

Article 4 : En cas d'absence simultanée pour quelque motif que ce soit de Monsieur Yves BLOCH, de Monsieur Daniel MANCEAU, jusqu'au 30 juin 2007, de Madame Jocelyne CHARTIER et de Monsieur Maurice EPAILLARD, Monsieur Hervé PAUMARD, Directeur d'Hôpital hors classe est chargé de la suppléance de la Direction Générale et dispose de ce fait d'une délégation générale de signature et, en particulier, peut ordonnancer toute dépense nécessaire à la bonne marche de l'établissement.

Article 5 : La présente délégation ne peut donner lieu à subdélégation.

Article 6 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 7 : La décision n° 2006-006 est annulée.

Article 8 : La présente décision prend effet à compter du 2 avril 2007.

Article 9 : Monsieur le Receveur est chargé de l'application de la présente décision.

Fait à DIEPPE, le 20 avril 2007

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée des délégataires :

Mr Daniel MANCEAU Madame Jocelyne CHARTIER

Mr Maurice EPAILLARD Mr Hervé PAUMARD

- ☐ Conseil d'Administration
- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le Receveur
- ☐ Recueil des Actes Administratifs
- ☐ Monsieur MANCEAU
- ☐ Madame CHARTIER
- ☐ Monsieur EPAILLARD
- ☐ Monsieur PAUMARD

2007-010-Délégation de signature

DECISION N° 2007-010
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu la décision n° 2006-757 en date du 7 juin 2006, déclarant Madame Jocelyne CHARTIER, Directeur des Soins – Coordonnateur général des activités de soins à compter du 1^{er} juin 2006 ;

Vu la décision n° 2006-005 du 3 juillet 2006 portant organisation de la Direction ;

DECIDE

Article 1er : Madame Jocelyne CHARTIER, Directeur des soins, est chargée de la Coordination générale des activités de soins, du service de la qualité et de la gestion des risques du Centre Hospitalier de DIEPPE.

Article 2 : Délégation est donnée à Madame Jocelyne CHARTIER, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la gestion de la Direction des Soins, de la qualité et de la gestion des risques conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation,
Le Directeur des Soins, de la Qualité
et de la Gestion des risques

J. CHARTIER

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.
Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement.

Article 4 : Pendant les absences de Madame Jocelyne CHARTIER, la présente délégation est exercée par Madame Béatrice BEAUCHAMPS, Directeur des soins, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation,
P/Le Directeur des Soins, de la Qualité
et de la Gestion des risques empêché
Le Directeur des Soins

B. BEAUCHAMPS

Article 5 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 6 : la décision n° 2006-013 est annulée.

Article 7 : La présente décision prend effet à compter du 23 avril 2007.

Fait à DIEPPE, le 23 avril 2007

Le Directeur,

Y. BLOCH

Exemplaire de signature autorisée
de Madame Jocelyne CHARTIER :

Exemplaire de signature autorisée
de Madame Béatrice BEAUCHAMPS :

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Monsieur le Receveur
- ☐ Madame Jocelyne CHARTIER
- ☐ Madame Béatrice BEAUCHAMPS
- ☐ Archives

2007-011-Délégation de signature

*DECISION N° 2007-011
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE*

LE DIRECTEUR

Vu le Code de la Santé Publique, 6^{ème} partie "Etablissements et services de santé", Livre I, Titre I, Articles L.6111-1 à L.6154-7 et la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 86-33 du 09 janvier 1986 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Hospitalière ;

Vu le décret n° 2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la fonction publique hospitalière ;

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} janvier 2004, déclarant Monsieur Yves BLOCH, installé dans ses fonctions de Directeur du Centre Hospitalier de Dieppe ;

Vu la décision n° 2006-757 en date du 7 juin 2006, déclarant Madame Corinne DEFRANCE, Directeur des Soins, Directrice de l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers ;

DECIDE

Article 1er : Madame Corinne DEFRANCE, Directeur des soins, est chargée de la Direction de l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers.

Article 2 : Délégation est donnée à Madame Corinne DEFRANCE, pour signer tous courriers, actes, documents relatifs à la gestion de l'IFSI, conformément à la mention suivante :

P/Le Directeur, Par délégation,
La Directrice de l'IFSI

C DEFRANCE

Article 3 : Le champ de la délégation porte sur toutes les affaires courantes afférentes aux fonctions confiées.

Sont exclues du champ de la délégation, visée à l'article 2 ci-dessus, les signatures de courriers, actes, documents, qui engagent un élément de politique générale de l'Etablissement et de l'IFSI.

Article 4 : Pendant les absences de Madame Corinne DEFRANCE, la présente délégation est exercée par Madame Jocelyne CHARTIER, Directeur des soins Coordonnateur Général ou Madame Béatrice BEAUCHAMPS, Directeur des soins.

Article 5 : A échéances régulières et au minimum une fois par trimestre, le délégataire rend compte des éléments les plus significatifs de cette délégation.

Article 6 : la décision n°2006-013 est annulée.

Article 7 : La présente décision prend effet à compter du 23 avril 2007.

Fait à DIEPPE, le 10 mai 2007
Le Directeur,

Y. BLOCH
Exemplaire de signature autorisée
de Madame Corinne DEFRANCE

Exemplaire de signature autorisée
de Madame CHARTIER

Exemplaire de signature autorisée
De Madame BEAUCHAMPS

- ☐ Monsieur le Directeur
- ☐ Monsieur le receveur
- ☐ Recueil des actes administratifs
- ☐ Madame Corinne DEFRANCE
- ☐ Madame Jocelyne CHARTIER
- ☐ Madame Béatrice BEAUCHAMPS
- ☐ Archives

4. D.D.A.S.S. - 76

4.1. Etablissements

Avis de concours sur titres pour le recrutement de conducteurs d'automobile de 2ème catégorie de la fonction publique hospitalière

AVIS DE CONCOURS SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT

D'UN CONDUCTEUR AMBULANCIER DE 2^{ème} catégorie

Un concours sur titres est organisé au Centre hospitalier intercommunal ELBEUF LOUVIERS-VAL-DE-REUIL en vue de pourvoir 3 postes de conducteur ambulancier de 2^{ème} catégorie.

Ce concours est ouvert aux candidats en possession du certificat de capacité d'ambulancier, des permis de conduire de catégorie B, ainsi que de catégorie C ou de catégorie D.

Les candidats, admis au concours, le seront sous réserve des résultats d'un examen psychotechnique subi dans l'un des organismes habilités à cet effet par arrêté du ministre chargé de la santé.

Les demandes d'inscription accompagnées de la copie des documents sus-mentionnés et d'un curriculum vitae seront à adresser avant le 29 juillet 2006 à :

Madame JOUVET-ORDONNEZ Valérie
Directeur du personnel et des relations sociales
Centre hospitalier intercommunal Elbeuf-Louviers-Val de Reuil
Rue du Docteur Villers
76410 SAINT AUBIN LES ELBEUF

Avis de concours sur titres externe pour le recrutement d'un maître ouvrier de la fonction publique hospitalière

AVIS RELATIF A L'OUVERTURE D'UN CONCOURS
S EXTERNE SUR TITRES POUR LE RECRUTEMENT D'UN MAITRE-OUVRIER
DE LA FONCTION PUBLIQUE HOSPITALIERE

Un concours externe sur titres est ouvert aux Etablissements Publics Médico- Sociaux à Fécamp en vue de pourvoir un poste de maître-ouvrier, option cuisine.

Peuvent faire acte de candidature :

- les candidats titulaires soit de deux certificats d'aptitude professionnelle, soit d'un brevet d'études professionnelles et d'un certificat d'aptitude professionnelle, soit de deux brevets d'études professionnelles ou d'un diplôme de niveau au moins équivalent figurant sur l'arrêté du 30 septembre 1991 modifié.

Les candidatures doivent être adressées avant le 1^{er} septembre 2007 à :

Monsieur le directeur
EPMS
Chemin St Jacques
BP 197
76401 FECAMP CEDEX

5. D.D.E. - 76

5.1. Direction

07-0474-Additif à l'arrêté préfectoral du 1er février 2005 portant réglementation de la police sur l'autoroute 129 (concession Sanef) dans le département de la Seine-Maritime - Considérant l'aménagement en mode expérimental de voies télépéage sans arrêt à la barrière de péage pleine voie d'Haudricourt PR 143 + 460 sur l'autoroute A29

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

**Direction
Départementale
de
l'équipement**

Affaire suivie par : S. ADAMKIEWICZ
Tel : 02.35.58.53.56
Fax : 02.35.58.53.05
Mel : cdes.sert.dde-76@equipement.gouv.fr

Rouen, le 21 juin 2007

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRÊTE

OBJET : Additif à l'arrêté préfectoral du 1^{er} février 2005 portant réglementation de la police sur l'autoroute A29 (Concession Sanef) dans le département de la Seine Maritime

Considérant l'aménagement en mode expérimental de voies télépéage sans arrêt à la barrière de péage pleine voie d'Haudricourt PR 143+460 sur l'autoroute A29.

VU :

Les arrêtés du 8 avril et du 31 juillet 2002 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation des routes et des autoroutes,

La convention de concession et le cahier des charges,

Le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention passée entre l'état et Sanef et le cahier des charges annexé, en vue de la concession de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des autoroutes A1, A2, A4, A16 et A29 et ses avenants ultérieurs,

L'avis favorable de M. le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime en date du 28 avril 2007,

Sur la proposition de Monsieur le directeur départemental et régional de l'Equipement,

ARTICLE 1 – LIMITATION DE VITESSE

La vitesse sur l'ensemble des sections est réglementée par le code de la route et les textes pris pour son application.

A l'approche de la gare de péage en barrière pleine voie, la vitesse des véhicules de toute nature sera limitée d'une manière dégressive selon le tableau ci-dessous :

AUTOROUTE A29

BARRIERE PLEINE VOIE DE PEAGE : HAUDRICOURT	
PR 143+460	
Sens 1 : Neufchâtel – St Quentin	110km/h -90-70 et 30 en voies Télépéage
Sens 2 : St Quentin - Neufchâtel	110km/h -90-70 et 30 en voies Télépéage

Voir schémas de signalisation en annexes

ARTICLE 2 : - PUBLICATION :

Le présent avenant sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine Maritime et affiché dans les établissements de Sanef, les installations annexes et la commune concerné.

ARTICLE 3 : - AMPLIATION :

- Monsieur le Président du Conseil Général de la Seine Maritime
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de la Seine Maritime,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Seine Maritime,
- Monsieur le Directeur du Réseau Nord de Sanef à Senlis,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

M. le Président de la Mission de contrôle des autoroutes,
Le Commandant de la Région Militaire de défense Nord-Ouest,
Mme ou M. Le Maire de la commune traversée.

A Rouen, le 21 juin 2007

Le Secrétaire Général,

Signé : Claude MOREL,

5.2. Service de l'Exploitation des Routes et des Transports (SERT)

070010-Autorisation d'exécution d'un projet de distribution publique d'énergie électrique sur la commune de Rouxmesnil-Bouteilles

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT**

**AUTORISATION D'EXECUTION
D'UN PROJET DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ENERGIE ELECTRIQUE**

PROCEDURE A - (Article 50)

Réf : DEE : 070010

AFFAIRE N° 07.OFF

LE PREFET DE LA SEINE MARITIME

**VU la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et le décret du 29 juillet 1927 portant règlement
d'administration publique pour l'application de ladite loi ;**

VU le décret 75-781 du 14 Août 1975 ;

**VU le projet présenté à la date du 6/02/2007 par : Syndicat Départemental d' Energie de la Seine Maritime en vue d'établir
les ouvrages désignés ci-après :**

SIER D'OFFRANVILLE - 71ème TRANCHE D'EXTENSION - programme 2007 - Mise en Souterrain de 2 lignes HTAA

COMMUNE : ROUXMESNIL BOUTEILLES

Vu les avis exprimés par les Maires et Services intéressés au cours de la conférence ouverte le 5/03/2007.

Sans Observation :

- La délégation Régionale de l'Aviation Civile, le 09/03/2007
- La Direction des Routes - Agence d'ENVERMEU, le 15/03/2007
- La Direction Interrégionale des Routes Nord Ouest
- La Direction Régionale de l'Environnement, le 09/03/2007

Avec Observations :

- ↳ GRT gaz Agence Normandie - Département Réseau ROUEN, le 08/03/2007
- ↳ FRANCE TELECOM, le 07/03/2007

CONSIDERANT QUE :

a) Les Services et Organismes :

- ↳ Le Service Technique des Bases Aériennes
- ↳ La Mairie de ROUXMESNIL BOUTEILLES
- ↳ La DDE - Service Territorial de DIEPPE
- ↳ La Compagnie Fermière de DIEPPE
- ↳ Le Service des Eaux de la Mairie de ROUXMESNIL BOUTEILLES
- ↳ Le Syndicat d'Electrification Rurale d'OFFRANVILLE

**N'ayant pas répondu dans le délai imparti, défini par le décret n°75.781 du 14 Août 1975, sont réputés, conformément à
ce décret, avoir donné un avis favorable et sans réserve ;**

b) Par courrier en date du 12 avril 2007, le pétitionnaire s'engage à tenir compte des observations formulées ;

SUR PROPOSITION du Chef du Bureau du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

APPROUVE LE PROJET et AUTORISE

Le demandeur à exécuter les ouvrages prévus au projet susvisé, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ainsi qu'aux prescriptions particulières ci-après :

Application de l'article 55 :

Pour l'application de l'article 55, compte tenu des règles édictées par le décret 91-1147 du 14/10/1991, copie de la D.I.C.T. établie par l'entrepreneur, revêtue des références de la présente autorisation, sera adressée sous présent timbre conjointement à l'expédition destinée aux exploitants d'ouvrages.

Hygiène et sécurité du travail :

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers de bâtiment et de génie civil.

PUBLICITE :

La Présente autorisation sera insérée au Recueil des Actes Administratifs de la Seine-Maritime du Mois de Juin 2007 - Numéro 6 .

AMPLIATION de la présente autorisation est adressée à :

- M. Le Maire de ROUXMESNIL BOUTEILLES - 76370
- M. Le Directeur Départemental de l'Equipeement
Service Territorial de DIEPPE
- M. Le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime
Direction des Routes - Agence Départementale d' ENVERMEU
- Le Service des Eaux : - La Compagnie Fermière de DIEPPE
- Le Service des Eaux de la Mairie de ROUXMESNIL BOUTEILLES
- Le Syndicat Intercommunal d'Electrification Rurale et de Gaz de la Région d' OFFRANVILLE
- M. Le Chef du GRT gaz Agence Normandie - Département Réseau ROUEN
- M. Le Directeur de FRANCE TELECOM - U.R.R Normandie - Plate Forme DR - DICT
- La Direction Régionale de l'Environnement de Haute-Normandie - DIREN
- Le Service Technique des Bases Aériennes - STBA
- Le Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime - SDE

ROUEN, le 25 Mai 2007

Pour le Préfet et par Délégation,

*P/ Le Directeur Départemental et Régional
de l'Equipeement*

Le Directeur Départemental Adjoint de l'Equipeement

Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

F. JUNG

Affaire Suivie par : BEAUDRY Yann- 02.35.58.53.37. - DDE - 76 - SSER / BST -
Cellule Distributions d' Energie Electrique - Cité administrative SAINT SEVER -76032 ROUEN CEDEX

070009-Autorisation d'exécution d'un projet de distribution publique d'énergie électrique sur la commune de Saint-Léger-du-Bourg-Denis

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT

AUTORISATION D'EXECUTION
D'UN PROJET DE DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ENERGIE ELECTRIQUE

PROCEDURE A - (Article 50)
Réf : DEE : 070009
AFFAIRE N° 001640

LE PREFET DE LA SEINE MARITIME

VU la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique et le décret du 29 juillet 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi ;
VU le décret 75-781 du 14 Août 1975 ;
VU le projet présenté à la date du 22/02/2007 par : EDF / GDF Services ou Distribution Normandie ROUEN - Agence Collectivités Locales / Littoral Plateaux et Bray en vue d'établir les ouvrages désignés ci-après :

CREATION POSTE PAC 3 UF - ALIMENTATION SOUTERRAINE HTA ET BTA LOTISSEMENT DOMAINE DES ORCHIDEES

COMMUNE : SAINT LEGER DU BOURG DENIS

Vu les avis exprimés par les Maires et Services intéressés au cours de la conférence ouverte le 05/03/2007.

Sans Observation :

- La Mairie de SAINT LEGER DU BOURG DENIS, le 06/03/2007
- Le Syndicat Départemental d'Energie, le 14/03/2007
- La Direction Régionale de l'Environnement, le 12/03/2007

Avec Observations :

- ✂ GRT gaz Agence Normandie - Département Réseau ROUEN, le 08/03/2007
- ✂ FRANCE TELECOM, le 07/03/2007
- ✂ La Direction des Routes - Agence de ROUEN, le 09/03/2007
- ✂ VEOLIA EAU, le 19/03/2007
- ✂ Le BATESAT D'YVETOT, le 16/03/2007
- ✂ La Communauté d'Agglomération Rouennaise, le 12/03/2007

CONSIDERANT QUE :

a) Les Services et Organismes :

- ✂ Le Service Technique des Bases Aériennes

N'ayant pas répondu dans le délai imparti, défini par le décret n°75.781 du 14 Août 1975, sont réputés, conformément à ce décret, avoir donné un avis favorable et sans réserve ;

b) Par courrier en date du 23 avril 2007, le pétitionnaire s'engage à tenir compte des observations formulées ;

SUR PROPOSITION du Chef du Bureau du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

APPROUVE LE PROJET et AUTORISE

Le demandeur à exécuter les ouvrages prévus au projet susvisé, à charge pour lui de se conformer aux dispositions réglementaires déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ainsi qu'aux prescriptions particulières ci-après :

Application de l'article 55 :

Pour l'application de l'article 55, compte tenu des règles édictées par le décret 91-1147 du 14/10/1991, copie de la D.I.C.T. établie par l'entrepreneur, revêtue des références de la présente autorisation, sera adressée sous présent timbre conjointement à l'expédition destinée aux exploitants d'ouvrages.

Hygiène et sécurité du travail :

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers de bâtiment et de génie civil.

PUBLICITE :

La Présente autorisation sera insérée au Recueil des Actes Administratifs de la Seine-Maritime du Mois de Juin 2007 - Numéro 6 .

AMPLIATION de la présente autorisation est adressée à :

- EDF - GDF Distribution Normandie ROUEN - Agence Etudes et Travaux Site de DEVILLE
- M. Le Maire de SAINT LEGER DU BOUR DENIS - 76160
- M. Le Directeur Départemental de l'Equipement
- BATESAT d'YVETOT
- M. Le Président du Conseil Général de la Seine-Maritime
Direction des Routes - Agence Départementale de ROUEN
- Le Service des Eaux : - VEOLIA EAU
- M. Le Chef du GRT gaz Agence Normandie - Département Réseau ROUEN
- M. Le Directeur de FRANCE TELECOM - U.R.R Normandie - Plate Forme DR - DICT
- La Direction Régionale de l'Environnement de Haute-Normandie - DIREN
- Le Service Technique des Bases Aériennes - STBA
- Le Syndicat Départemental d'Energie de la Seine-Maritime - SDE

ROUEN, le 25 Mai 2007

Pour le Préfet et par Délégation,

*P/ Le Directeur Départemental et Régional
de l'Equipement*

Le Directeur Départemental Adjoint de l'Equipement

Ingénieur en Chef du Contrôle des Distributions d'Energie Electrique,

F.. JUNG

Affaire Suivie par : BEAUDRY Yann- 02.35.58.53.37. - DDE - 76 - SSER / BST -

Cellule Distributions d' Energie Electrique - Cité administrative SAINT SEVER -76032 ROUEN CEDEX

5.3. Service Gestion et Prospective (SGP)

07-0402- Organisation de la direction départementale de l'équipement de la Seine-Maritime

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ARRETE PREFECTORAL

Direction Départementale de l'Equipement
de la Seine-Maritime

ORGANISATION DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE SEINE-MARITIME

Le Préfet de la Région Haute-Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE n° 07

VU :

la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 26,

le décret n° 2006-305 du 16 mars 2006 modifiant le décret n° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du Ministère de l'Équipement,

l'avis rendu le 12 décembre 2005 par le comité technique paritaire spécial de la Direction départementale de l'Équipement, relatif à la réorganisation territoriale et fonctionnelle de ce service,
l'avis rendu le 23 juin 2006 par le comité technique paritaire spécial de la Direction départementale de l'Équipement, relatif à la création d'un service maritime unique en Seine-Maritime,
l'avis rendu le 07 décembre 2006 par le comité technique paritaire spécial de la Direction départementale de l'Équipement, relatif à la création au sein du service territorial et maritime de Dieppe d'un service mis à disposition du syndicat mixte du Port de Dieppe,
l'avis rendu le 13 mars 2007 par le comité technique paritaire spécial de la Direction départementale de l'Équipement, relatif à la réorganisation des services fonctionnels de la Direction départementale de l'Équipement,

Sur proposition du Directeur Régional et Départemental de l'Équipement,

ARRÊTE :

Article 1er :

À compter du 1er mai 2007, L'organisation de la Direction départementale de l'Équipement de Seine-Maritime repose sur une direction, six services fonctionnels, localisés à Rouen, deux services territoriaux et un service territorial et maritime :

- le cabinet de direction (CAB),
- le secrétariat général (SG),
- le service habitat (SH),
- le service de l'aménagement du territoire et de l'environnement (SATE),
- le service sécurité et éducation routière (SSER)
- le service ingénierie (SI),
- le service territorial de Rouen (STR),
- le service territorial du Havre (STH),
- et le service territorial et maritime de Dieppe (STMD).

Un conseiller de gestion est rattaché à la direction.

Article 2 :

Le cabinet de direction et le secrétariat général assurent indifféremment leurs missions pour le compte de la DDE de Seine-maritime et pour le compte de la DRE de Haute Normandie.

Le cabinet de direction (CAB) est le correspondant privilégié de la DDE et de la DRE auprès des médias et des partenaires de la vie économique, sociale et associative. Il participe à l'élaboration de la stratégie mise en œuvre en matière de relations publiques, notamment auprès des usagers.

Placé auprès de l'équipe de direction, ce service met ses compétences à la disposition de l'ensemble des services de la DDE et de la DRE dans les domaines de la communication.

Le secrétariat général (SG) est chargé :

- du contrôle de gestion et du suivi de la performance,
- de l'animation et de l'accompagnement les démarches de progrès engagées par les services,
- de la gestion administrative et financière du personnel,
- des relations sociales et du secrétariat des commissions et comités paritaires,
- de l'animation et de la coordination en matière d'hygiène et de sécurité,
- de la médecine de prévention,
- du suivi social des agents,
- du traitement de la chaîne financière (programmation, marchés publics et comptabilité centrale) et du suivi des concours de service aux collectivités locales,
- de la formation et des concours,
- de la gestion des moyens généraux et de l'immobilier.
- de la gestion et de la maintenance des systèmes informatiques,
- de la documentation et des archives,
- de l'assistance et du conseil dans les domaines du droit, des marchés publics et de la réglementation comptable,
- du contrôle de légalité de l'urbanisme et des infractions au Code de l'urbanisme pour le compte du Préfet,
- du contentieux administratif et pénal.

Le secrétariat général exerce également certaines fonctions support pour le compte d'autres services du pôle TLAM. Les modalités spécifiques sont alors déclinées au cas par cas.

Le service de l'habitat (SH) est chargé :

- de développer et améliorer l'offre de logement à vocation sociale,
- de mettre en œuvre localement le programme national de rénovation urbaine,
- d'accompagner les publics en difficultés d'accès au logement,
- de lutter contre l'habitat indigne,
- d'accompagner les collectivités locales ayant la délégation des aides publiques au logement,
- d'assurer le suivi de l'activité des organismes HLM.

Il est chargé de l'animation des filières habitat et rénovation urbaine.

Le service de l'aménagement du territoire et de l'environnement (SATE) est chargé :

- du développement de la prise en compte du développement durable dans les missions de la DDE,
- des missions de l'État dans l'élaboration des documents de planification en coordination avec les services territoriaux,
- du respect de la réglementation, du conseil et de l'assistance dans le domaine de l'application du droit des sols,
- de procédures d'enquête publique pour le compte du Préfet,
- du contrôle de la distribution de l'énergie électrique,
- de la prévention des risques naturels et technologiques et des actions de protection de l'environnement relevant de la DDE,
- du respect de la réglementation relative à l'accessibilité dans les établissements recevant du public,
- de la police de l'eau fluviale et littorale et des autres missions en matière de politique de l'eau.

Il est chargé de l'animation des filières application du droit des sols et planification.

Le service sécurité et éducation routière (SSER) est chargé :

- de l'observation de l'insécurité routière, de l'accidentologie et de l'assistance au Préfet pour la politique de sécurité routière,
- de l'éducation routière,
- des autorisations de transport exceptionnel,
- des missions sécurité - défense et de l'ingénierie de crise,
- de la coordination des exploitants routiers,
- de la sûreté portuaire,
- de la prévision des crues en Haute et Basse-Normandie,
- du respect de la réglementation relative à la sécurité incendie dans les établissements recevant du public,
- du parc départemental de l'Équipement, localisé à Sotteville-lès-Rouen.

Il est chargé de l'animation de la filière environnement, risques et sécurité.

Le service ingénierie (SI)

En liaison avec les services territoriaux, le service ingénierie intervient en particulier pour le compte propre de l'État ou auprès des collectivités territoriales et de leurs groupements sur des projets complexes dans les domaines couverts par l'ingénierie d'appui territorial (IAT) : aménagement et renouvellement urbain, environnement, transport et déplacement, accessibilité et constructions publiques. Le type de prestations proposées (principalement de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et, lorsque cela est nécessaire, de la maîtrise d'oeuvre) s'inscrit soit dans l'aide à l'émergence de projets ou de maîtrise d'ouvrage (conseil non rémunéré), soit dans l'ingénierie de solidarité (ATESAT), soit dans le champ concurrentiel.

En charge de la définition des politiques techniques locales dans le cadre du projet de service de la nouvelle DDE, le service est l'animateur de l'ensemble de la filière IAT.

Dans le domaine des constructions publiques, le service ingénierie est chargé :

- du conseil en matière de gestion et d'entretien du patrimoine,
- de la conduite d'opérations de construction pour le compte de l'État, dans le cadre de protocoles interministériels (Justice, Intérieur, Éducation nationale, Affaires sociales, etc.),
- des opérations de construction confiées par les collectivités locales et les établissements publics hospitaliers en tant que conducteur d'opération, mandataire ou assistant à maître d'ouvrage,
- de la représentation de la DDE auprès des professions du bâtiment et des organismes qualifiés.

Article 3 :

Chacun des trois services territoriaux a pour missions :

- l'instruction des autorisations d'urbanisme,
- l'assistance technique pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire,
- l'ingénierie d'appui territorial sous forme de conseil, d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'oeuvre,
- l'association aux démarches et procédures d'aménagement du territoire, de planification et d'urbanisme,
- le suivi de la mise en œuvre des politiques de l'État ainsi que l'association, le conseil et l'assistance aux politiques menées par les collectivités territoriales en matière d'habitat et de rénovation urbaine,
- la connaissance de l'évolution des territoires et la prospective territoriale,
- le conseil en matière d'environnement, de risque et de gestion de crise,
- les activités de proximité en matière de sécurité incendie : visites de sécurité et participation aux commissions d'arrondissement,
- en matière de droit pénal de l'urbanisme, les tâches de constatation d'infraction, rédaction de PV et régularisation de cas simples.

Le service territorial et maritime de Dieppe a en plus pour attribution les missions relatives au domaine maritime au titre du service maritime.

Le service territorial de Rouen (STR) comprend :

- un bureau administratif, localisé à Rouen,
- un ou plusieurs représentants territoriaux, localisés à Rouen,
- un bureau de la connaissance et de l'aménagement du territoire, localisé à Mont Saint Aignan,
- une mission environnement, risque et sécurité, localisée à Mont Saint Aignan,
- un bureau de la rénovation urbaine et de l'habitat, localisé à Rouen,
- trois bureaux des autorisations d'urbanisme, localisés à Pavilly, Rouen et Forges-les-Eaux,
- deux bureaux d'assistance technique pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire, localisés à Yvetot et Neufchâtel-en-Bray,
- deux bureaux d'études en ingénierie d'appui territorial, localisés à Elbeuf et Pavilly.

Le service territorial du Havre (STH) comprend :

- un bureau administratif, localisé au Havre,
- un ou plusieurs représentants territoriaux, localisés au Havre,
- un bureau de la connaissance et de l'aménagement du territoire, localisé au Havre,
- une mission environnement, risque et sécurité, localisée au Havre,
- un bureau de la rénovation urbaine et de l'habitat, localisé au Havre,
- un bureau des autorisations d'urbanisme, localisé à Fécamp,
- un bureau d'assistance technique pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire, localisé à Bolbec,
- un bureau d'études en ingénierie d'appui territorial, localisé au Havre.

Le service territorial et maritime de Dieppe (STMD) comprend :

- un chargé de mission des activités maritimes, localisé à Dieppe,
- un bureau des affaires maritimes et administratives, localisé à Dieppe,
- un ou plusieurs représentants territoriaux, localisés à Dieppe,
- un bureau de la connaissance et de l'aménagement du territoire, de la rénovation urbaine et de l'habitat, localisé à Dieppe,
- une mission environnement, risque et sécurité, localisée à Dieppe,
- un bureau des autorisations d'urbanisme, localisé à Dieppe,
- un bureau d'assistance technique pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire, localisé à Dieppe,
- un bureau d'études en ingénierie d'appui territorial, localisé à Dieppe,
- une subdivision maritime, localisée à Dieppe,
- une subdivision phares et balises, localisée au Havre,

- un service mis à disposition du syndicat mixte du Port de Dieppe, localisé à Dieppe,
- la capitainerie du port de Dieppe, localisée à Dieppe,
- les capitaineries des ports du Tréport et de Fécamp, localisées respectivement au Tréport et à Fécamp,

Article 4 :

Le service transféré au Département de la Seine-Maritime (DDE/CG) regroupe l'ensemble des moyens consacrés aux missions et tâches relatives à l'entretien et l'exploitation des routes départementales ainsi que des routes nationales transférées en application de la loi du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Le service DDE/CG regroupe les moyens appelés à rejoindre :

- le secrétariat général du Conseil Général localisé à Rouen,
- le service du personnel du Conseil Général localisé à Rouen,
- le service de la gestion prévisionnelle et des relations sociales du Conseil Général localisé à Rouen,
- le service de la formation du Conseil Général localisé à Rouen,
- le secteur études et grands projets (SEGP) localisé à Rouen et qui comprend :
 - le service études et grands projets localisé à Rouen (SEGP Rouen),
 - le service études et grands projets localisé au Havre (SEGP Le Havre),
 - le service études et grands projets localisé à Dieppe (SEGP Dieppe).
- le secteur études et travaux (SET) localisé à Rouen et qui comprend :
 - le service études et travaux localisé à Rouen (SET Rouen),
 - le service études et travaux localisé au Havre (SET Le Havre),
 - le service études et travaux localisé à Dieppe (SET Dieppe).
- le secteur exploitation et entretien (SEE) localisé à Rouen et composé :
 - du service ingénierie administrative et décentralisation des RN (SIAD) localisé à Rouen,
 - du service exploitation et sécurité routière (SESR) localisé à Rouen et de la cellule gestion et information sur le trafic localisée au Pont de Brotonne à Saint-Nicolas-de-Bliquetuit,
 - du service entretien du patrimoine routier (SEPR) localisé à Rouen,
 - de l'agence départementale de Clères avec les centres d'exploitation de Clères, de Buchy, de Saint-Wandrille/Rançon, de Yainville, de Pavilly et de Yvetot,
 - de l'agence départementale de Doudeville avec les centres d'exploitation de Doudeville, de Cany Barville, de Fontaine le Dun, de Saint Valéry en Caux, de Valmont, d'Ourville, de Yerville et de Luneray,
 - de l'agence départementale d'Envermeu avec les centres d'exploitation d'Envermeu, de Dieppe, de Aumale, de Londinières, de Longueville-sur-Scie, d'Ourville-la-Rivière, du Tréport et de Blangy-sur-Bresle,
 - de l'agence départementale de Forges-les-Eaux avec les centres d'exploitation de Forges-les-Eaux, de Neufchâtel-en-Bray, de la Feuillie, de Gournay-en-Bray, de Saint-Saens et des Grandes Ventes.
 - de l'agence départementale de Rouen avec les centres d'exploitation de Notre-Dame-de-Bondeville, de Saint-Jacques-sur-Darnétal, de la Neuville-Chant-d'Oisel, de Grand-Couronne, de Caudebec -lès-Elbeuf et du Pont de Brotonne,
 - de l'agence départementale de Saint-Romain-de-Colbosc avec les centres d'exploitation de Saint-Romain-de-Colbosc, de Fauville-en-Caux, de Fécamp, de Goderville, de Gonneville-la-Mallet, de Lillebonne, de Montivilliers et de Bolbec.

Article 5 :

L'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 relatif à l'organisation des services de la Direction départementale de l'Équipement est abrogé.

Article 6 :

Le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement est chargé de la mise en œuvre des dispositions ci-dessus.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Rouen, le 1^{er} juin 2007

LE PRÉFET,

pour le préfet absent

le secrétaire général

Claude MOREL

07-0414-Déclaration d'utilité publique valant arrêté de cessibilité - Commune de Petit-Couronne - Revitalisation des quartiers anciens - Opération immobilière 2ème tranche - 1007 rue Pierre Corneille

P R E F E C T U R E D E L A S E I N E – M A R I T I M E

D I R E C T I O N D E P A R T E M E N T A L E D E L ' E Q U I P E M E N T

affaire suivie par : Martine DIAS ALVES - S.G.P./ B.C.G.E.P.
02.35.58.53.62
02.35.58.53.91
mél. martine.dias-alves@equipement.gouv.fr

LE PREFET de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet :
Commune de Petit-Couronne
Revitalisation des quartiers anciens
Opération immobilière 2e tranche – 1007 rue Pierre Corneille

Déclaration d'utilité publique valant arrêté de cessibilité.

V U :

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le Code de l'Environnement ;

Le Code de l'Urbanisme ;

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant sur la suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des Domaines ;

La délibération du Conseil Municipal de la commune de Petit-Couronne du 30 mars 2006 sollicitant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de l'acquisition des immeubles nécessaires à la revitalisation des quartiers anciens opération immobilière 2^e tranche, 1007 rue Pierre Corneille à Petit-Couronne ;

L'arrêté préfectoral en date du 22 août 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de la revitalisation des quartiers anciens, opération immobilière 2e tranche, 1007 rue Pierre Corneille sur le territoire de la commune de Petit-Couronne ;

Les pièces attestant que l'arrêté prescrivant l'ouverture d'enquête a été publié, affiché et inséré dans un journal du Département, avant le 16 octobre 2006, date du début de l'enquête à la mairie de Petit-Couronne, que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 34 jours consécutifs à la mairie du lundi 16 octobre 2006 au samedi 18 novembre 2006 inclus ;

Les plans et état parcellaires des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à la réalisation de l'opération ;

Le rapport et les conclusions favorables du Commissaire-Enquêteur en date du 28 novembre 2006 ;

La délibération du Conseil Municipal de Petit-Couronne en date du 14 février 2007 et la déclaration de projet du même jour confirmant le caractère d'utilité publique de l'opération ;

Le registre des délibérations de la commune de Petit-Couronne en date du 21 février 2007 comportant la délibération susvisée du 14 février 2007 ;

Le certificat en date 26 mars 2007 attestant l'affichage à la porte de la mairie de Petit-Couronne de la délibération et de la déclaration de projet visées ci-dessus ;

A R R E T E

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de revitalisation des quartiers anciens, opération immobilière 2e tranche, 1007 rue Pierre Corneille sur le territoire de la commune de Petit-Couronne.

Article 2 : La Commune de Petit-Couronne est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée.

Article 3 : L'expropriation des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs.

En outre le présent arrêté sera inséré sur le site Internet de la Direction Départementale de l'Equipement de la Seine-Maritime : www.seine-maritime.equipement.gouv.fr (rubrique *L'actualité du site*).

Article 4 : Est déclaré cessible au profit de la Commune de Petit-Couronne l'immeuble tel qu'il est désigné au tableau annexé.

Article 5 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime,
M. le Maire de Petit-Couronne,
M. le Directeur Régional et Départemental de l'Equipelement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Rouen, le 4 juin 2007

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

Délais et voies de recours :

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse aux terme de deux mois vaut rejet implicite).

(1) le tableau annexé est tenu à la disposition du public à la Direction Départementale de l'Equipelement – Bureau du Contrôle de Gestion et des Enquêtes Publiques.

07-0438-Déclaration d'Utilité Publique - Commune de Montivilliers - création de la Zone d'Activité d'Epaville

P R E F E C T U R E D E L A S E I N E – M A R I T I M E

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Affaire suivie par : LECLERC Sylvie – S.G.P./BCGEP

02.35.58.53.34

02.35.58.53.91

mél :Sylvie.Leclerc@equipement.gouv.fr

LE PREFET de la Région de Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet :

Commune de Montivilliers

Création de la zone d'activité d'Epaville

Déclaration d'utilité publique

VU :

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique; modifié par le décret n° 2005-67 du 13 mai 2005 ;

Le Code de l'Environnement modifié par le décret n° 2005-935 du 2 août 2005,

Le Code de l'Urbanisme ;

Le Code Général des Collectivités territoriales ;

Le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant sur la suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des Domaines ;

La délibération du Conseil Municipal de la comune de Montivilliers en date du 13 avril 2007 sollicitant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de la création d'une zone d'activités, au lieu dit d'Epaville sur le territoire de la commune de Montivilliers,

L'arrêté préfectoral en date du 4 octobre 2006 prescrivant l'ouverture d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de la réalisation des travaux susvisés,

Le dossier de l'enquête ouverte sur le projet, notamment le rapport et les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur en date du 16 janvier 2007,

L'avis favorable du M. le Sous Préfet du Havre en date du 22 janvier 2007,

La délibération du Conseil Municipal de Montivilliers en date du 26 avril 2007 adoptant la déclaration de projet annexée, justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération,

Le certificat en date du 15 mai 2007 attestant l'affichage à la porte de la mairie de la délibération susvisée du 26 avril 2007 et attestant de la déclaration de projet annexée.

Le registre des délibérations de la commune de Montivilliers en date du 29 mai 2007 comportant la délibération ci-dessus citée en date du 26 avril 2007

ARRÊTE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de création de la zone d'activités d'Epaville sur le territoire de la commune de Montivilliers.

Article 2 : La commune de Montivilliers est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée.

Article 3 : L'expropriation des immeubles nécessaires à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Seine-Maritime.

En outre, le présent arrêté sera inséré sur le site Internet de la Direction Départementale de l'Equipeement de la Seine-Maritime : www.seine-maritime.equipement.gouv.fr (rubrique *L'actualité du site*).

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime,
M. le Sous-Préfet du Havre
M. le Maire de Montivilliers
M. le Commissaire-enquêteur,
M. le Directeur Régional et Départemental de l'Equipeement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Rouen, le 6 juin 2007

Le Préfet
Pour le Préfet absent et par délégation
le Secrétaire Général,

Claude MOREL

Délais et voies de recours :

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

07-0439-Déclaration d'Utilité Publique Ville de Rouen - Restructuration du centre commercial de la Grand Mare

P R E F E C T U R E D E L A S E I N E – M A R I T I M E

D I R E C T I O N D E P A R T E M E N T A L E D E L ' E Q U I P E M E N T

Affaire suivie par : LECLERC/resse Sylvie – S.G.P./BCGEP
02.35.58.53.34
02.35.58.53.91
mél : Sylvie.Leclerc@equipement.gouv.fr

LE PREFET de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

A R R E T E

Objet :

Ville de Rouen
Restructuration du Centre commercial de la Grand Mare
Déclaration d'utilité publique

VU :

Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Le Code de l'Environnement ;

Le Code de l'Urbanisme ;

Le Code de la Santé Publique,

Le Code Général des Collectivités territoriales ;

Le décret n° 86-455 du 14 mars 1986 portant sur la suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des Domaines ;

Le décret n° 2006-629 du 30 mai 2006 relatif à la déclaration de projet et modifiant le Code de l'Environnement ;

La convention publique d'aménagement en date du 20 février 2003, passée entre la Ville de Rouen et la Société Mixte de Rouen-Seine-Aménagement, dans le cadre de la mise en oeuvre opérationnelle du Grand Projet de Ville sur le quartier de la Grand'Mare ;

La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Rouen, lors de sa séance du 24 mars 2006,

L'arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2006 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire en vue de la réalisation des travaux de restructuration du centre commercial de la Grand'Mare, sur le territoire de la Ville de Rouen,

Le dossier de l'enquête ouverte sur le projet, notamment les registres y afférents et les pièces attestant que les avis d'enquête ont été régulièrement insérés dans la presse, publiés et affichés dans les lieux d'enquête intéressés.;

Le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur en date du 21 décembre 2006 ;

La délibération du Conseil Municipal de la ville de Rouen en date du 9 février 2007 adoptant la déclaration de projet annexée justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération ;

Le procès verbal de constat en date du 13 avril 2007 délivré par la SCP Nicolas et C.E Lorrain, Huissiers de justice associés à Rouen, attestant l'affichage à la porte de la mairie de la ville de Rouen de la délibération susvisée du 9 février 2007.

Le certificat d'affichage du 15 mai 2007 attestant l'enregistrement au Recueil des Actes Administratifs de la délibération ci-dessus visée du 9 février 2007 ;

ARRÊTE

Article 1 : Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de restructuration du centre commercial de la Grand'Mare sur le territoire de la Ville de Rouen.

Article 2 : La Ville de Rouen et la Société Rouen-Seine-Aménagement sont autorisées à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée.

Article 3 : L'expropriation de l'immeuble nécessaire à l'exécution des travaux dont il s'agit devra être réalisée dans un délai de cinq ans à partir de la date de publication du présent arrêté au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Seine-Maritime.

En outre le présent arrêté sera inséré sur le site Internet de la Direction Départementale de l'Equipeement de la Seine-Maritime : www.seine-maritime.equipement.gouv.fr (rubrique *L'actualité du site*).

Article 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime,
M. le Maire de Rouen,
M. le Directeur Général de Rouen-Seine-Aménagement,
M. le Directeur Régional et Départemental de l'Equipeement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée.

Rouen, le 6 juin 2007

Le Préfet
Pour le préfet absent et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Claude MOREL

Délais et voies de recours :

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être produit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

6. DIRECTION DES SERVICES VETERINAIRES DE SEINE-MARITIME

6.1. Service santé et protection animales

07/15-Attribution du mandat sanitaire au docteur BOUQUET Béatrice

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

Direction départementale des services
vétérinaires

Service santé et protection animales

LE PREFET

de la région de Haute Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

Objet : arrêté préfectoral N° 07/15 relatif au mandat sanitaire

ARRETE

VU :

- le Code rural et notamment les articles L.221-11, R.*221-4 à R.*221-16, R.*224-1 à R.*224-10, R.*241-23,
- l'arrêté préfectoral n° **06-498 du 21 juillet 2006** donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des services vétérinaires,
- le dossier de demande présenté par le docteur Béatrice BOUQUET en date du 19 février 2007 pour obtenir un mandat sanitaire dans le département de la Seine Maritime.

Considérant que la demande d'attribution du mandat sanitaire pour le département de Seine-Maritime présentée par le docteur Béatrice BOUQUET est recevable conformément aux dispositions des articles R.*221-4 à R.*221-20-1 du Code rural,

Sur la proposition du directeur départemental des services vétérinaires de Seine-Maritime.

ARRETE

Article 1 :

Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural susvisé est octroyé dans le département de la Seine Maritime et pour une durée de un an à compter de la date de signature du présent arrêté, au docteur Béatrice BOUQUET.

Il est renouvelable ensuite par périodes de cinq années tacitement reconduites si l'intéressé a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue, prévues à l'article R.*221-12. Le titulaire du mandat sanitaire a la qualité de vétérinaire sanitaire.

Article 2 :

Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :

toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat

toutes opérations de police sanitaire

toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations sus mentionnées.

Article 3 :

Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département dans lequel le vétérinaire a établi son domicile professionnel administratif tel que défini à l'article R.*242-52. Des mandats sanitaires peuvent également être attribués sur demande de l'intéressé et sans que le nombre de mandats détenus ne puisse être supérieur à quatre pour un ou plusieurs départements limitrophes entre eux.

Article 4 :

Le titulaire du présent mandat peut y renoncer, temporairement ou définitivement sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au préfet.

Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une nouvelle demande.

Article 5 :

Le présent mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des vétérinaires. Cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.* 221-4, au mandat des assistants.

Article 6 :

En cas de fautes ou de manquements commis dans l'exercice du mandat, celui-ci peut être suspendu pour une durée maximale d'un an ou retiré par le préfet sur proposition de la commission de discipline des vétérinaires sanitaires.

Article 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera transmise à l'intéressé.

Fait à ROUEN, le 12 avril 2007.

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation

Le directeur départemental des services vétérinaires
Dr Jean-Christophe Tosi

07/27-Attribution du mandat sanitaire au Docteur PERIE Paul

PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME

Direction départementale des services
vétérinaires

Service santé et protection animales

LE PREFET

de la région de Haute Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : arrêté préfectoral N° 07/27 relatif au mandat sanitaire

VU :

- le Code rural et notamment les articles L.221-11, R.*221-4 à R.*221-16, R.*224-1 à R.*224-10, R.*241-23,

- l'arrêté préfectoral n° **06-498 du 21 juillet 2006** donnant délégation de signature à monsieur le directeur départemental des services vétérinaires,

- le dossier de demande présenté par le docteur Paul PERIE en date du 20 décembre 2006 pour obtenir un mandat sanitaire dans le département de la Seine Maritime.

Considérant que la demande d'attribution du mandat sanitaire pour le département de Seine-Maritime présentée par le docteur Paul PERIE est recevable conformément aux dispositions des articles R.*221-4 à R.*221-20-1 du Code rural,

Sur la proposition du directeur départemental des services vétérinaires de Seine-Maritime.

ARRETE

Article 1 :

Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural susvisé est octroyé dans le département de la Seine Maritime et pour une durée de un an à compter de la date de signature du présent arrêté, au docteur Paul PERIE.

Il est renouvelable ensuite par périodes de cinq années tacitement reconduites si l'intéressé a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue, prévues à l'article R.*221-12. Le titulaire du mandat sanitaire a la qualité de vétérinaire sanitaire.

Article 2 :

Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :

toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat

toutes opérations de police sanitaire

toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations sus mentionnées.

Article 3 :

Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département dans lequel le vétérinaire a établi son domicile professionnel administratif tel que défini à l'article R.*242-52. Des mandats sanitaires peuvent également être attribués sur demande de l'intéressé et sans que le nombre de mandats détenus ne puisse être supérieur à quatre pour un ou plusieurs départements limitrophes entre eux.

Article 4 :

Le titulaire du présent mandat peut y renoncer, temporairement ou définitivement sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au préfet.

Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une nouvelle demande.

Article 5 :

Le présent mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des vétérinaires. Cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.* 221-4, au mandat des assistants.

Article 6 :

En cas de fautes ou de manquements commis dans l'exercice du mandat, celui-ci peut être suspendu pour une durée maximale d'un an ou retiré par le préfet sur proposition de la commission de discipline des vétérinaires sanitaires.

Article 7 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Seine-Maritime, le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera transmise à l'intéressé.

Fait à ROUEN, le 25 avril 2007.

Le Préfet,
P/ le Préfet et par délégation

Le directeur départemental des services vétérinaires
Dr Jean-Christophe Tosi

7. DIRECTION REGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

7.1. Bureau des affaires générales

**04/2007-Décision portant délégation de signature par Monsieur Michel
SAINT-JEAN, directeur régional des services pénitentiaires**

Ministère de la Justice

Direction de l'Administration Pénitentiaire

Direction Régionale des Services
Pénitentiaires de Lille

Décision du 15 mai 2007
N° 04/2007

DECISION
portant délégation de signature par Monsieur Michel SAINT-JEAN,
Directeur régional des services pénitentiaires

Vu l'arrêté ministériel en date du 4 avril 2007 portant nomination de Monsieur Michel SAINT-JEAN en qualité de Directeur régional des services pénitentiaires de la circonscription territoriale de Lille à compter du 23 avril 2007 ;

Vu le code de procédure pénale, notamment son article R.57-8 ;

ARTICLE 1^{er} : la délégation de signature est donnée par Monsieur Michel SAINT-JEAN, directeur régional des services pénitentiaires, à ses collaborateurs désignés ci-après :

Monsieur Yves LECHEVALLIER, adjoint au directeur régional
Monsieur Bruno CLEMENT, secrétaire général
Monsieur Dominique BRUNEAU, chef du département sécurité et détention
Madame Valérie DESCAMPS, chef du département insertion et probation

pour prendre les décisions administratives individuelles suivantes :

DECISIONS	ARTICLES
Agrément des mandataires susceptibles d'être choisis par les détenus pour l'application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000	Art R.57-9-6
Autorisation pour un mandataire agréé d'intervenir dans le ressort d'une autre DRSP	Art R.57-9-7
Retrait d'agrément d'un mandataire agréé	Art R.57-9-8
Affectation des condamnés, y compris les avis formulés par le DRSP lorsque la décision relève du ministre de la justice	Art D.76 et D.80
Changement d'affectation des condamnés	Art D.82-2
Agrément des associations pour le compte desquelles les détenus peuvent travailler	Art D.101
Habilitation des préposés des concessionnaires ou des animateurs des associations assurant l'encadrement technique des détenus qui travaillent dans les établissements pénitentiaires	Art D.107
Autorisation de visiter des détenus non nominativement désignés incarcérés dans les établissements pénitentiaires du ressort de la DRSP	Art D.187
Désignation des médecins chargés de dispenser des soins au personnel	Art D.227
Réponses aux recours administratifs préalables formés par les détenus contre des sanctions disciplinaires	Art D.250-5
Réponses aux recours hiérarchiques dans les matières autres que les sanctions disciplinaires	Art D.260
Autorisation d'accès dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DRSP	Art D.277
Autorisation d'effectuer des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores et des interviews dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DRSP	Art D.277
Prolongation de l'isolement d'un détenu au delà de 6 mois et jusqu'à un an et rapport motivé pour les décisions relevant de la compétence du ministre de la justice	Art R.57-8, D.283-1-6, D.283-1-7
Décision de main levée d'isolement si la décision a été prise par le DRSP	Art D.283-1
Transferts dans le ressort de la DRSP	Art D.301 et D.360
Isolement, prolongation d'isolement, avis en matière d'isolement de la compétence du DRSP	Art R.57-8, D.283-1, D.283-1-5, D.283-1-6, D.283-1-8
Transferts de détenus à l'intérieur de la DRSP	Art D.301
Rétablissement de la part disponible du compte nominatif des détenus après évasion	Art D.323
Autorisation pour un détenu de se faire soigner par un médecin de son choix	Art R.57-8 4°, D.365
Habilitation des praticiens hospitaliers à temps partiels, des personnels médicaux et hospitaliers exerçant dans les UCSA ou les SMPR	Art D.386
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier à temps plein exerçant dans les UCSA ou les SMPR	Art D.388
Retrait d'habilitation des praticiens hospitaliers à temps partiel, des personnels médicaux et hospitaliers exerçant dans les UCSA ou les SMPR	Art D.388
Autorisation d'hospitalisation d'un détenu dans un établissement de santé situé dans le ressort de la DRSP	Art R.57-8 11°, D.393
Autorisation pour un détenu d'être soigné dans un établissement de santé privé	Art R.57-8 10°
Nomination des membres de la commission consultative devant émettre un avis sur la demande d'une mère détenue aux fins de garder son enfant auprès d'elle au delà de la limite de l'âge réglementaire	Art R.57-8 7°, D.401-2
Autorisation pour une mère détenue de garder son enfant auprès d'elle au delà de l'âge de 18 mois	Art R.57-8 6°, D.401-1
Nomination des aumôniers des établissements pénitentiaires	Art D.433

Agrément des bénévoles d'aumônerie des établissements pénitentiaires	Art D.434-1
Autorisation de sortie d'écrits de détenu en vue de leur publication ou de divulgation sous quelque forme que ce soit	Art R.57-8, D.444-1
Autorisation de diffusion de portée locale d'audio vidéogrammes réalisés par les détenus dans le cadre des actions d'insertion	Art D.445
Agrément des enseignants exerçant dans les établissements pénitentiaires situés dans le ressort de la DR	Art D.456
Autorisation pour les visiteurs de prison ou les associations de participer aux activités d'enseignement	Art D.456
Agrément et retrait d'agrément des visiteurs de prison	Art D.473

ARTICLE 2 : la présente décision portant délégation de signature sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des départements du Nord, du Pas de Calais, de l'Aisne, de l'Oise, de la Somme, de l'Eure et de la Seine- Maritime.

Le Directeur Régional

Michel SAINT-JEAN

8. D.R.A.M. --> Direction Régionale des Affaires Maritimes en Haute Normandie

8.1. *Secretariat General*

11/2007-arrêté portant modification de l'annexe tarifaire du Règlement Local de la Station de Pilotage LE HAVRE-FECAMP - PORT DU HAVRE

Direction
régionale

Le Havre, le 31 janvier 2007

des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

ARRETE n° 11-2007

Portant modification de l'annexe tarifaire du Règlement Local
de la Station de Pilotage Le Havre-Fécamp

PORT DU HAVRE

Le Préfet de Région Haute-Normandie

- VU** La loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;
- VU** Le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des affaires maritimes ;
- VU** L'arrêté n°06-595 du 30 octobre 2006 de M. le Préfet de Région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au Directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie, notamment en matière de tutelle de pilotage ;
- VU** L'arrêté n° 224-2000 du 29 décembre 2000 portant règlement local de la station de pilotage du Havre;
- VU** L'enquête réglementaire et notamment l'avis exprimé par l'assemblée commerciale du pilotage maritime du port du Havre tenue au Havre le 13 décembre 2006 ;

VU L'avis du Directeur départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes en date du 31 janvier 2007;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'annexe I du règlement local de la station Le Havre-Fécamp, port du Havre, est abrogée et remplacée par l'annexe I jointe au présent arrêté

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er janvier 2007.

ARTICLE 3 : Le directeur régional des Affaires Maritimes de Haute-Normandie est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute-Normandie.

Par délégation
L'administrateur en chef
François-Xavier NOIROT
Directeur Interdépartemental délégué
des Affaires Maritimes
de la Seine Maritime et de l'Eure

note : Annexe I peut être consultée aux Affaires maritimes du HAVRE

Collection des arrêtés
Ampliation
M. le préfet de région Haute-Normandie – SGAR ROUEN
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes – ROUEN
Station de pilotage Le Havre-Fécamp
DG Port autonome du Havre
Fédération des Pilotes – PARIS
DTMRF-TMF
Dossier

12/2007-arrêté portant sur l'annexe tarifaire n° 1 ter du Règlement local de la Station de Pilotage LE HAVRE/FECAMP relative au pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage du HAVRE/FECAMP - PORT DU HAVRE

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 31 janvier 2007

ARRETE n° 12-2007

Portant sur l'annexe tarifaire n° 1 ter du Règlement Local de la Station de Pilotage Le Havre-Fécamp relative au pilotage des bateaux, convois et autre engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage du Havre-Fécamp

PORT DU HAVRE

Le Préfet de Région Haute-Normandie

VU La loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;

VU Le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;

VU Le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;

VU Le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des affaires maritimes ;

VU L'arrêté n°06-595 du 30 octobre 2006 de M. le Préfet de Région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au Directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie, notamment en matière de tutelle de pilotage ;

VU L'arrêté n° 224-2000 du 29 décembre 2000 portant règlement local de la station de pilotage du Havre;

VU L'arrêté du 10 janvier 2007 relatif à la navigation de bateaux fluviaux en mer pour la desserte de Port 2000

VU L'arrêté du 10 janvier 2007 relatif au pilotage des bateaux, convois et autre engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage du Havre-Fécamp

VU L'enquête réglementaire et notamment l'avis exprimé par l'assemblée commerciale du pilotage maritime du port du Havre tenue au Havre le 13 décembre 2006 ;

VU L'avis du Directeur départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes en date du 1^{er} février 2007;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'annexe I ter du règlement local de la station du Havre-Fécamp, **port du Havre**, est jointe au présent arrêté

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er février 2007.

ARTICLE 3 : Le directeur régional des Affaires Maritimes de Haute-Normandie est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute-Normandie.

Par délégation
L'administrateur en chef
François-Xavier NOIROT
Directeur Interdépartemental délégué
des Affaires Maritimes
de la Seine Maritime et de l'Eure

NOTA / ANNEXE I ter peut être consultée aux affaires maritimes du Havre

Collection des arrêtés
Ampliation
M. le préfet de région Haute-Normandie – SGAR ROUEN
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes – ROUEN
Station de pilotage Le Havre-Fécamp
DG Port autonome du Havre
Fédération des Pilotes – PARIS
DTMRF-TMF3
Dossier

13/2007-arrêté portant modification de l'annexe I Bis tarifaire du règlement local de la station de pilotage LE HAVRE/FECAMP - port de FECAMP

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes

Le Havre, le 31 janvier 2007

Haute-Normandie

ARRETE n° 13-2007

Portant modification de l'annexe tarifaire du règlement local
de la Station de Pilotage Le Havre-Fécamp

PORT DE FECAMP

Le Préfet de Région Haute-Normandie

- VU** La loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;
- VU** Le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des affaires maritimes ;
- VU** L'arrêté n° 224-2000 du 29 décembre 2000 portant règlement local de la station de pilotage du Havre;
- VU** L'arrêté n°06-595 du 30 octobre 2006 de M. le Préfet de Région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au Directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie, notamment en matière de tutelle de pilotage ;
- VU** L'avis exprimé par l'assemblée commerciale du pilotage maritime du port de Fécamp tenue à Fécamp le 27 novembre 2006;
- VU** L'avis du Directeur départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes en date du 31 janvier 2007 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'annexe I bis du règlement local de la station de pilotage du Havre-Fécamp, **port de Fécamp**, est abrogée et remplacée par l'annexe I bis jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1er janvier 2007.

ARTICLE 3 : Le directeur régional des Affaires Maritimes de Haute-Normandie est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute-Normandie.

Par délégation
L'administrateur en chef
François-Xavier NOIROT
Directeur Interdépartemental délégué
des Affaires Maritimes
de la Seine Maritime et de l'Eure

NOTA / annexe 1 BIS peut être consultée aux affaires maritimes du HAVRE

Collection des arrêtés
Ampliation
M. le préfet de région Haute-Normandie – SGAR ROUEN
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes – ROUEN
Station de pilotage Le Havre-Fécamp
DDI Port de Fécamp
CCI Fécamp
Fédération des Pilotes – PARIS
DTMRF- TMF

14/2007-arrêté portant modification du règlement local de la Station de pilotage de la Seine

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 31 janvier 2007

Basse-Normandie

ARRETE n° 14-2007
Portant modification du Règlement Local
de la Station de Pilotage de la Seine

Le Préfet de Région Haute-Normandie,

Le Préfet de Région Basse-Normandie,
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** La loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;
- VU** Le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des affaires maritimes ;
- VU** L'arrêté interministériel du 28 décembre 1970 réglementant le pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage de la Seine ;
- VU** L'arrêté ministériel en date du 10 juillet 1990 portant fusion des stations de pilotage de la Seine-Rouen-Dieppe et de Caen-Ouistreham ;
- VU** l'arrêté du 3 juin 2005 de Monsieur le préfet de la région Basse Normandie, préfet du Calvados, donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie, notamment en matière de tutelle du pilotage ;
- VU** L'arrêté n° 06-595 du 30 octobre 2006 de M. le Préfet de région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie,
- VU** L'enquête réglementaire et notamment l'avis exprimé par l'assemblée commerciale du pilotage maritime du port de Rouen tenue à Rouen le 12 décembre 2006
- VU** L'avis du Directeur départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes du 31 janvier 2007;

ARRESENT

ARTICLE 1 : L'annexe I du règlement local de la station de la Seine est abrogée et remplacée par l'annexe I jointe au présent arrêté

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet à compter du 1^{ER} janvier 2007.

ARTICLE 3 : Les directeurs régionaux des Affaires Maritimes de Haute et de Basse-Normandie sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute et de Basse Normandie.

Pour le Préfet de région Haute Normandie
Par délégation
L'administrateur général BARADUC
Directeur régional des Affaires Maritimes
de Haute-Normandie

Pour le préfet de région Basse-Normandie
par délégation,
l'administrateur en chef
des affaires maritimes SUCHE,
directeur régional de Basse-Normandie

Nota : annexe I peut être consultée aux Affaires maritimes du Havre et de CAEN

Collection des arrêtés
Ampliation
SGAR ROUEN
SGAR CAEN
DRCCRF
Port autonome de Rouen
DRAM Caen
Union Portuaire Rouennaise
Station de pilotage de la Seine
Fédération des Pilotes – PARIS
Dtmrf-tmf

37/2007-arrêté portant modification du règlement de la caisse de répartition d'assistance et de pension de pilotes de la Station de Pilotage de la Seine

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes

Le Havre, le 12 AVRIL 2007

Haute-Normandie

Basse-Normandie

ARRETE N° 37-2007

Portant modification du Règlement de la Caisse de répartition d'assistance et de pensions de pilotes de la Station de Pilotage de la Seine

Le Préfet de Région Haute-Normandie,

Le Préfet de Région Basse-Normandie,
Chevalier de la légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** La loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;
- VU** Le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU** Le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des affaires maritimes ;
- VU** L'arrêté ministériel en date du 10 juillet 1990 portant fusion des stations de pilotage de la Seine-Rouen-Dieppe et de Caen-Ouistreham ;
- VU** L'arrêté n° 06-595 du 30 octobre 2006 de M. le Préfet de Région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au Directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie, notamment en matière de tutelle de pilotage ;
- VU** L'arrêté du 3 juin 2005 de M. le Préfet de région Basse-Normandie, Préfet du Calvados, donnant délégation de signature au Directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie, notamment en matière de tutelle de pilotage ;
- VU** l'arrêté 140-2005 modifié portant règlement local de la station de pilotage de la Seine ;
- VU** La circulaire n° 228 NMS du Secrétariat d'Etat à la mer en date du 21 avril 1987
- VU** Les avis exprimés par l'Assemblée Extraordinaire de la Caisse de Répartition, d'Assistance et de Pensions des Pilotes de la Station de la seine en date du 16 mars 2007 ;

ARRESENT

ARTICLE 1 : le Règlement de la Caisse de répartition d'assistance et de pensions de pilotes de la Station de Pilotage de la Seine tel qu'il figure en annexe est approuvé

ARTICLE 2 : L'arrêté 427-2006 est abrogé.

ARTICLE 3 : Les directeurs régionaux des Affaires Maritimes de Haute et de Basse-Normandie sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute et de Basse Normandie

.

Pour le Préfet de région Haute-Normandie,
Par délégation,
L'administrateur Général
des Affaires maritimes BARADUC
Directeur régional de Haute-Normandie

Pour le Préfet de région Basse-Normandie,
Par délégation,
L'Administrateur en chef
des Affaires maritimes SUCHE
Directeur régional de Basse-Normandie

Collection des arrêtés

Ampliation

M. le Préfet de région Haute-normandie

M. le Préfet de région Basse-normandie

A.M. ROUEN – CAEN

Station de Pilotage de la Seine

Fédération française des Pilotes Maritimes – Paris

STATION DE PILOTAGE DE LA SEINE

REGLEMENT DE LA CAISSE DE REPARTITION D'ASSISTANCE ET DE PENSIONS DE PILOTES DE LA SEINE

TITRE I - GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 - CONSTITUTION DE LA CAISSE

Conformément à l'article 24 de la loi du 28 mars 1928 modifiée, aux Articles 32 et 33 du Décret du 14 décembre 1929 portant Règlement Général du Pilotage, en application de l'article 17 du Règlement Local de la Station, dans le cadre de l'article 411.15 du code du Travail, il est constitué une Caisse de Répartition et de Pensions des Pilotes de la Station de la Seine, ci-après dénommée "La Caisse".

Afin de lui permettre d'assurer son fonctionnement et sa gestion dans le cadre du présent Règlement, la Caisse, personne morale de droit privé, adopte ses propres Statuts.

Son Siège Social est situé au Pilotage de la Seine, 21, Avenue du Mont Riboudet à Rouen.

A compter du 1er juillet 1990, cette Caisse prend la suite de la Caisse de Répartition, d'Assistance et de Pensions des Pilotes de la Station de la Seine Rouen Dieppe et de la Caisse de Pensions et d'Assistance des Pilotes de Caen-Ouistreham. A compter de la même date, elle prend également en charge l'actif et le passif de chacune de ces Caisses qui sont dissoutes.

Le présent Règlement ne peut avoir pour effet de remettre en cause les droits acquis par les ayants droit de la Caisse au titre des Règlements antérieurs les concernant, ni d'ouvrir des droits nouveaux par rapport aux mêmes règlements.

Sont obligatoirement et exclusivement membres de la Caisse :

Les Pilotes en situation d'activité de la Station de Pilotage de la Seine,

Lorsqu'ils ont acquis des droits à pension au titre du présent Règlement ou des Règlements antérieurs les concernant :

les Pilotes retraités, veuves ou veufs et orphelins de pilotes de la Station de Pilotage de la Seine

les pilotes retraités, veuves ou orphelins de pilotes de l'ancienne Station de Pilotage de la Seine Rouen Dieppe, procédant elle-même, successivement, de l'intégration de l'ancienne Station de Honfleur, puis de la fusion avec l'ancienne Station de Dieppe ;

les pilotes retraités, veuves ou orphelins de pilotes de l'ancienne Station de Pilotage de Caen-Ouistreham.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CAISSE

En application de l'article 17 du Règlement local de la Station de Pilotage de la Seine, la Caisse assure, entre ses membres, la répartition de ses ressources, c'est-à-dire :

Le paiement de la rémunération des pilotes en situation d'activité ;

Le versement de la pension des pilotes retraités, des veuves ou veufs et orphelins de pilotes ;

La gestion de ses fonds et de ses biens ;

L'attribution éventuelle de secours à ses membres.

La Caisse de Répartition, d'Assistance et de Pensions des pilotes de la Station de la Seine peut subroger tout organisme extérieur de son choix pour le paiement de tout ou partie des pensions qu'elle doit assurer.

ARTICLE 3 - ADMINISTRATION ET GESTION : CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Caisse est administrée par un Conseil d'Administration de 12 membres composé de :

Six représentants des pilotes en situation d'activité,

Quatre représentants des pilotes retraités,

Deux représentantes des conjoints de pilotes décédés.

Le Conseil d'Administration assure le fonctionnement de la Caisse, la gestion de ses fonds et de ses biens et la répartition de ses ressources conformément à ses Statuts. Il décide l'attribution éventuelle des secours. Plus généralement, il prépare, propose et met en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale qui sont nécessaires à la réalisation de l'objet de la Caisse, défini à l'article précédent.

Le Conseil d'Administration tient un registre des délibérations de l'Assemblée Générale ainsi que la comptabilité comprenant un livre de caisse, un livre-journal, un grand livre, un registre matricule et un registre des biens.

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pilotes en situation d'activité, un Président et un Vice-Président un secrétaire Trésorier et un Secrétaire-Trésorier Adjoint

Le Président représente la Caisse dans tous les actes de la vie civile ; il a notamment qualité pour ester en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut toutefois intenter d'action judiciaire sans l'accord du Conseil d'Administration.

Le Président veille à la régularité du fonctionnement de la Caisse. Il convoque et préside l'Assemblée Générale dont il fixe l'ordre du jour défini par le Conseil d'Administration.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire le bilan financier et le rapport moral de l'exercice écoulé, préalablement soumis au Conseil d'Administration

Les modalités d'élection et de fonctionnement du Conseil d'Administration, ainsi que la répartition des rôles entre ses membres et les délégations de pouvoirs du Président, sont fixées par les Statuts de la Caisse.

ARTICLE 4 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les pilotes en situation d'activité et les pilotes retraités ayants droit, définis à l'article 1er du présent Règlement, sont seuls membres actifs de la Caisse. Les conjoints de pilotes décédés ayants droit de la Caisse peuvent assister aux Assemblées Générales ; ils ont voix consultative.

L'Assemblée Générale délibère sur les questions portées à l'ordre du jour. En particulier :

L'Assemblée Générale Ordinaire est compétente pour entendre le rapport du Président sur le bilan et les comptes de l'exercice écoulé ; elle approuve ou redresse les comptes ; elle approuve ou amende le rapport moral. Elle fixe également le montant maximal de la dotation au fonds de réserve pour l'exercice suivant.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est compétente pour statuer sur les questions importantes ou urgentes et notamment pour :

Proposer toutes modifications du présent Règlement à l'approbation de l'autorité exerçant la tutelle du pilotage;

Donner son avis sur toutes propositions de modifications du présent Règlement;

Adopter et modifier ses propres Statuts.

L'Assemblée Générale est souveraine. Ses décisions s'imposent à tous les membres de la Caisse.

Les modalités de fonctionnement de l'Assemblée Générale sont fixées par les Statuts de la Caisse.

TITRE II - RESSOURCES DE LA CAISSE

ARTICLE 5 - MASSE PARTAGEABLE

La masse partageable est définie à l'article 19 du Règlement Local et à l'article 2.8 du Règlement Intérieur Financier. Elle est versée à la Caisse. Mise en commun selon le principe de la bourse commune, elle est soumise au régime financier de la répartition, prévu aux Chapitre III du Règlement Intérieur Financier et aux dispositions ci-après du présent Règlement.

ARTICLE 6 - RÉPARTITION DES RESSOURCES DE LA CAISSE

Les droits de chacun des membres de la Caisse sont décomptés en "parts", conformément aux dispositions du Titre III ci-après. Ces droits sont arrondis au millième.

Le total du nombre de parts attribuées à l'ensemble de ses membres étant appelé diviseur, la retenue à effectuer sur les ressources de la Caisse pour le paiement des pensions est proportionnelle au quotient du nombre des parts attribuées aux retraités, veuves ou veufs et orphelins de pilotes, par le diviseur.

TITRE III - DROITS DES BÉNÉFICIAIRES DE LA CAISSE

ARTICLE 7 - SERVICES OUVRANT DROIT A PENSION

Sont validés comme services ouvrant droit à pension :

Les services accomplis au pilotage depuis la date de nomination en qualité de pilote de la Station, jusqu'à la date de mise à la retraite ;

Les périodes de congés et repos, sous réserve des dispositions prévues à l'article 9.3.2 ci-après ;

Les périodes d'incapacité temporaire pour cause de maladie ou blessure ;

Les périodes en CPA telles que prévues à l'article 9.3.1.

Cependant en cas d'incapacité temporaire de longue durée, la prise en compte des services validables est limitée à trois annuités décomptées comme suit :

Les deux premières années donnent droit à deux annuités à compter du premier jour d'incapacité ;

Pendant les deux années suivantes, chaque année d'absence donne droit à une demi-annuité.

Au delà de 55 ans, ces deux dispositions ne peuvent donner lieu à une bonification supérieure à une annuité. Au-delà de cette annuité, la durée de cessation d'activité n'est prise en considération qu'en cas de reprise d'activité à la Station jusqu'à concurrence de cette reprise et dans la limite d'une annuité.

Pour le calcul des droits :

Chaque année de services validés compte pour une annuité y compris les périodes en CPA ;

Pour la période antérieure au 1er Janvier 1984, chaque trimestre entier est validé pour un trimestre d'annuité ; toute fraction de trimestre supérieure à un mois est validée pour un trimestre entier ;

Toute fraction d'année de services validés effectuée à partir du 1er janvier 1984, exprimée en jours, compte pour une fraction équivalente d'annuité.

ARTICLE 8 - PARTS DES PILOTES ACTIFS

Tout pilote en situation d'activité a droit à un nombre de parts défini dans le tableau ci-dessous. Les stages sont définis par l'article 11.2.2 du Règlement Intérieur de Service, annexé au présent règlement :

STAGE	1.2.3	4	5	6	7	Toutes tailles Tout T Eau
NOMBRE DE PARTS	2.50	2.60	2.70	2.80	2.90	3.00

A compter du 1^{er} juillet 2006, le tableau suivant sera appliqué pour une période de 4 ans :

STAGE	1.2.3	4	5	6	7	Toutes tailles Tout T Eau
NOMBRE DE PARTS	2.70	2.75	2.80	2.90	3.00	3.10

Un nouveau tableau sera proposé durant l'année précédant la fin de la période transitoire. L'objectif fixé est d'établir le rapport de 1 à 3 entre la valeur maximale de la pension d'ancienneté d'un pilote retraité et le nombre de parts d'un pilote actif, toutes tailles et tout tirant d'eau.

Un pilote actif travaillant en CPA est rémunéré à 2.25 parts.

La masse allouée aux pilotes en activité n'est pas modifiée par la rétrogradation d'un ou plusieurs pilotes.

ARTICLE 9 - PENSIONS DE PILOTES

PENSIONS D'ANCIENNETÉ

La pension peut être soit entière soit proportionnelle.

Le droit à pension entière d'ancienneté est acquis à tout pilote âgé de 55 ans au moins, ayant effectué des services validés ouvrant droit au maximum d'annuités prévu à l'alinéa 9.1.3 ci-après.

Le droit à pension proportionnelle d'ancienneté est acquis à tout pilote âgé de 55 ans, ayant effectué des services validés ouvrant droit à cinq annuités minimum.

9.1.2 La pension d'ancienneté est limitée à 1,025 part.

Dans cette limite, elle est proportionnelle au nombre d'annuités acquises par le pilote et calculée en fonction des droits attachés à chacune d'elles.

Ces droits sont décomptés de la manière suivante :

Chaque annuité acquise avant le 1er janvier 1984 donne droit à 0,041 part et chaque trimestre validé donne droit à 0,010 part ;

Chaque annuité acquise entre le 1er janvier 1984 et le 1^{er} janvier 2002 donne droit à 0,0455 part et toute fraction d'annuité donne droit à une majoration proportionnelle à son nombre de jours ;

Chaque annuité acquise à partir du 1^{er} janvier 2002 donne droit à 0,041 part et toute fraction d'annuité donne droit à une majoration proportionnelle à son nombre de jours.

La pension d'ancienneté, entière ou proportionnelle, acquise lors de la cessation d'activité, est minorée en fonction de l'âge de la liquidation conformément au tableau ci-dessous :

AGE	COEFFICIENT			
	+ 0 mois	+ 3 mois	+ 6 mois	+ 9 mois
55 ans	0,9650	0,9700	0,9750	0,9800
56 ans	0,9850	0,9875	0,9900	0,9925
57 ans	0,9950	0,9975	1,0000	

Cette minoration ne s'applique pas si le pilote est déclaré inapte à la fonction de pilote ou s'il a obtenu 17 000 points IREC après abattement.

9.1.3

Le pilote âgé de 55 ans, qui ne demande pas la liquidation de sa pension de pilotage, peut continuer à exercer ses fonctions. Dans ce cas, ses services continuent à être validés dans la limite du nombre maximum d'annuités.

L'entrée en jouissance de la pension d'ancienneté, qu'elle soit entière ou proportionnelle, est fixée à la date de la mise en retraite sous réserve des dispositions de l'article 9.2 des statuts.

PENSIONS D'INVALIDITÉ

Tout pilote reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions et rayé des cadres de la Station, avant l'âge de 55 ans, par application des Articles 11 et 12 du Décret du 19 mai 1969 a droit, selon le cas, à l'une ou l'autre des pensions suivantes :

Une pension d'invalidité déterminée par un pourcentage d'une part égal au taux d'incapacité fixé par la commission spéciale de visite des marins ;
Une pension d'ancienneté, proportionnelle au nombre d'annuités acquises à la date de radiation des cadres de la Station, bonifiée de deux annuités.

Tous les services validés et bonification comprise, elle ne peut être inférieure à six annuités, ni supérieure à la pension entière d'ancienneté.

Ces deux pensions n'étant pas cumulables, seule la plus forte d'entre elles est versée à l'intéressé, en tenant compte que :

La pension d'invalidité est, dans tous les cas, due immédiatement ;

La pension d'ancienneté n'est immédiatement due que si la radiation des cadres a pour cause une blessure ou une maladie contractée en service, ou si, dans les autres cas, le pilote était en activité au moment de l'origine de l'affection et avait acquis au moins dix annuités. A défaut, la pension d'ancienneté n'est due que lorsque l'intéressé(e) a atteint l'âge de 55 ans.

Après quatre années d'incapacité, validées dans les conditions prévues à l'article 7.2, le pilote, toujours incapable d'exercer ses fonctions, reçoit une pension temporaire proportionnelle au nombre d'annuités acquises à ce moment. Cette pension temporaire est versée :

Jusqu'à la reprise du service actif par le pilote ; dans ce cas ses annuités recommencent à courir ;

Jusqu'à la radiation des cadres de la station par application des articles 11 et 12 du Décret du 19 mai 1969 ;

jusqu'à l'âge de 55 ans où la pension temporaire est remplacée par la pension proportionnelle d'ancienneté acquise par le pilote.

Les pensions mentionnées au présent article ne sont cumulables ni entre elles, ni avec aucune autre forme de rémunération ou de pension servie par la Caisse.

CAS PARTICULIERS

9.3.1 CPA – TRAVAIL A TEMPS PARTIEL : Tout pilote actif âgé de 55 ans au moins et ayant accompli au moins 22,5 années de service, peut demander une cessation progressive d'activité (C.P.A.). Cette demande ou son renouvellement ne pourra être accordé après l'âge de 60 ans.

Tout pilote en situation de CPA bénéficie des mêmes dispositions qu'un pilote à temps complet pour les droits à pension prévus aux articles 7 et 9 du présent règlement.

9.3.2 DÉMISSION - RÉVOCATION : Tout pilote démissionnaire ou révoqué conserve ses droits à pension d'ancienneté à condition d'avoir acquis au moins cinq annuités de services validés. Cette pension, calculée conformément à l'article 9.1.2 du présent Règlement, n'est versée à l'intéressé(e) qu'à l'âge de 55 ans.

Le pilote démissionnaire ou révoqué ne redevient membre de la Caisse qu'à compter du même jour.

9.3.3 CONGÉS SANS SOLDE : Tout pilote peut obtenir, pour convenance personnelle, des congés sans solde de longue durée pour des périodes d'un an renouvelables sur avis favorable du Syndicat des Pilotes de la Seine et autorisation de l'autorité exerçant la tutelle du pilotage.

Il peut reprendre l'activité sur sa demande. Toutefois, il ne peut être réintégré dans la Station qu'à la première vacance si, la Station ayant été obligée de recruter, il a refusé de la réintégrer après notification du Syndicat des Pilotes. Dans tous les cas, la reprise d'activité est subordonnée à l'autorisation de l'autorité exerçant la tutelle du pilotage.

Tout congé sans solde, pour convenance personnelle, pris en une ou plusieurs fois, d'une durée supérieure à un mois dans le courant de douze mois consécutifs, ne peut être pris en compte dans le calcul des services validés.

ARTICLE 10 - PENSIONS DE CONJOINTS DE PILOTES DÉCÉDÉS

PENSIONS CONCÉDÉES DIRECTEMENT

Tout conjoint de pilote décédé en situation d'activité a droit à 100 % de la pension entière d'ancienneté d'un pilote jusqu'à la date anniversaire des 55 ans du dit pilote. Après cette date, les droits seront de 60 % de la pension entière d'ancienneté.

En cas de remariage, les droits seront de 60 % de la pension entière d'ancienneté jusqu'à la date de liquidation des droits IREC. Après cette date, ces droits à pension sont définis à l'article 10.4.3

Cette pension ne sera concédée qu'à la double condition que :

Le pilote décédé ait acquis au moins cinq annuités de services validés ;

Le mariage ait été contracté au moins deux ans avant le décès du pilote.

Toutefois, le droit à pension n'est pas subordonné à ces conditions de durée de services et d'antériorité du mariage lorsque le décès du pilote est consécutif à un accident survenu en service ou à une maladie pour laquelle le risque professionnel maritime est reconnu par la Caisse Générale de Prévoyance des Marins Français.

10-1-2 Tout conjoint de pilote démissionnaire ou révoqué, décédé avant 55 ans, a droit à 60 % de la pension d'ancienneté à laquelle le pilote aurait pu prétendre selon les dispositions de l'article 9.3.1. Ce droit à pension n'est ouvert qu'à compter du jour où le pilote aurait atteint l'âge de 55 ans.

PENSIONS DE RÉVERSION

Tout conjoint de pilote décédé après sa mise à la retraite a droit à une pension égale à 60 % de la pension concédée au pilote décédé à condition que le mariage ait précédé :

d'au moins deux ans la mise à la retraite,.

Tout conjoint d'un pilote démissionnaire ou révoqué, décédé après 55 ans, a droit à 60 % de la pension concédée au pilote décédé à la condition que le mariage ait précédé :

d'au moins deux ans la démission ou la révocation.

10.2.3 A défaut de réunir ces conditions d'antériorité, la pension ci-dessus sera due si au moins un enfant viable est issu du mariage ou si le mariage a duré au moins quatre ans.

ENTRÉE EN JOUISSANCE DE LA PENSION

Si les conditions d'antériorité mentionnées à l'article 10.2 sont remplies, l'entrée en jouissance de la pension, qu'il s'agisse de pension concédée directement ou de pension de réversion, est différée jusqu'à ce que le conjoint survivant ait atteint l'âge de 40 ans.

Toutefois, le conjoint survivant est dispensé de cette condition d'âge s'il existe au moment du décès du pilote au moins un enfant viable issu du mariage. Il conserve ses droits en cas de décès ultérieur de cet enfant.

10.3.2 Si les conditions d'antériorité ne sont pas réunies et si aucun enfant viable n'est issu du mariage, l'entrée en jouissance de la pension ne se fera que lorsque le conjoint survivant aura atteint l'âge de 55 ans.

CAS PARTICULIERS

10.4.1 CONJOINTS DE PILOTES SEPARES OU DIVORCES :

Le conjoint divorcé, sauf s'il est remarié avant le décès du pilote, et le conjoint séparé, ont droit à la pension de conjoint de pilote décédé.

10.4.2 PARTAGE DES PENSIONS

Si le pilote décédé laisse plusieurs époux, épouses, veufs, veuves, divorcés ou séparés ayant droit à pension, la pension du conjoint décédé sera partagée au prorata de la durée respective de chaque mariage.

Les dispositions du code des pensions de retraite des marins français du commerce sont applicables à tout autre cas particulier de partage.

Nota : Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas à un décès de pilote survenu avant le 30 Juin 1980.

10.4.3 REMARIAGE DU CONJOINT

Tout conjoint de pilote décédé en activité ou en retraite s'engage à signaler à la Caisse tout remariage

Le versement à la CRAPPS de l'allocation de réversion IREC étant alors définitivement supprimé, la pension d'ancienneté versée au conjoint du pilote décédé sera donc diminuée de cette allocation IREC indexée sur la valeur du point,

ARTICLE 11 - PENSIONS D'ORPHELINS

Chaque orphelin de pilote a droit à :

une pension égale à 0,256 part si le pilote est décédé en activité;

une pension égale au quart de la pension concédée au pilote, si celui-ci est décédé après sa mise à la retraite.

Chaque orphelin de père et de mère a droit à la pension de l'orphelin de pilote, définie ci-dessus, majorée de 50 pour cent.

La pension d'orphelin de pilote ou d'orphelin de père et de mère est versée à l'orphelin jusqu'à l'âge de 18 ans. Toutefois, le bénéfice lui est maintenu jusqu'à l'âge :

de 21 ans s'il est en apprentissage ;

de 23 ans s'il poursuit des études ;

de 23 ans sur décision du Conseil d'Administration après enquête.

Dans ce cas la pension d'orphelin est attribuée et financée comme un secours.

Les enfants naturels et reconnus, ou dont la filiation a été établie à son encontre, ainsi que les enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière, sont assimilés aux enfants légitimes. Toutefois, cette disposition ne s'applique qu'aux enfants reconnus, légitimés ou adoptés avant la cessation d'activité du pilote.

ARTICLE 12

CUMUL DES PENSIONS - VEUVES ET ORPHELINS

Le cumul des pensions des conjoints de pilote décédé, d'époux ou d'épouse séparés ou divorcés, des orphelins de pilote et des orphelins de père et de mère, ne peut dépasser :

1,80 part si le pilote est décédé en activité ;

La pension acquise par le pilote, si celui-ci est décédé après sa mise à la retraite ou sa démission.

Si les cumuls des pensions ci-dessus dépassent les plafonds prévus, les pensions sont réduites au prorata de leurs montants respectifs.

Le conjoint de pilote décédé comme les époux divorcés ou séparés ne peuvent cumuler plusieurs pensions sur la Caisse que dans la limite de 0,615 part.

PAIEMENT DES PENSIONS D'ORPHELINS

Le paiement des sommes allouées aux mineurs est effectué à la mère ou au père ou au tuteur.

ARTICLE 13 - SECOURS

Le Conseil d'Administration peut allouer des secours annuels et renouvelables aux membres de la Caisse. En cette matière, les membres du Conseil d'Administration sont tenus à la discrétion. Le financement de ces secours est assuré par une contribution de tous les membres de la Caisse, proportionnelle, pour chacun, à la rémunération ou pension perçue durant la période de versement des dits secours.

TITRE IV - PAIEMENT DES RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS

ARTICLE 14 - MONTANT DE LA PART

VALEUR EN NUMÉRAIRE

La valeur de la part en numéraire est égale au quotient des Ressources de la Caisse par le diviseur défini à l'article 6 du présent Règlement.

Le diviseur est déterminé par l'addition des nombres de parts attribués à l'ensemble de la Caisse.

MONTANT DE LA PENSION MAXIMALE

Le montant de la pension maximale est égal au produit de la valeur de la part en numéraire par le coefficient 1,025.

ARTICLE 15 - PAIEMENT DE LA PENSION

La valeur de la part provisoire est déterminée mensuellement en divisant la masse partageable mensuelle par le diviseur mensuel.

Une avance mensuelle est versée à chaque pilote retraité, veuve ou veuf ou orphelin de pilote. Elle est égale au produit de la part mensuelle provisoire par le nombre de parts attribué à chacun par le présent Règlement.

Lorsque les comptes de l'exercice sont arrêtés, les Ressources annuelles étant connues, la part annuelle définitive et la pension annuelle de chacun des membres de la Caisse sont calculées comme précédemment. L'ajustement est alors effectué.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Pour l'application des Articles 7, concernant la validation des services, et 8, déterminant le nombre de parts des pilotes actifs :

La date de nomination à prendre en compte est celle de la nomination en qualité de pilote dans la Station métropolitaine d'origine ;

La date de mise à la retraite à prendre en compte est celle qui figure sur la décision administrative de radiation des cadres.

Ces dispositions concernant exclusivement :

Les pilotes de la nouvelle Station de la Seine, en activité à la date d'effet du présent Règlement.

Les pilotes retraités survivants des anciennes Stations de Pilotage de Rouen-Amont et Rouen-Aval, puis chronologiquement, la Seine, Honfleur,

Dieppe, la Seine Rouen Dieppe et Caen Ouistreham ;

Les pilotes décédés en activité ou en retraite, ayant exercé leur activité dans l'une des anciennes Stations ci-dessus et laissé des ayants droit, veuves et orphelins, survivants.

En ce qui concerne la validation des services des pilotes retraités, survivants ou décédés ayant laissé des ayants droit survivants, des anciennes Stations de Dieppe et de Caen-Ouistreham, toute fraction d'année de services validés, même effectués antérieurement au 1er janvier 1984, exprimée en jours, compte pour une fraction équivalente d'annuité.

Pour l'application de l'article 9 concernant les pensions de pilotes,

Le présent Règlement s'applique sans réserve :

Aux pilotes de la nouvelle Station de la Seine, en activité à la date d'effet du dit Règlement

Aux pilotes retraités survivants, ayant exercé leur activité, en tout ou en partie, dans une ou plusieurs des anciennes Stations de Pilotage de Rouen-Amont, Rouen-Aval, La Seine, La Seine Rouen-Dieppe;

Aux pilotes décédés en activité ou en retraite, ayant exercé leur activité, en tout ou partie, dans une ou plusieurs des mêmes anciennes Stations de pilotage, pour le calcul des droits à pension de leurs ayants droit, veuves ou orphelins survivants.

Le présent Règlement s'applique avec réserves aux pilotes retraités survivants ayant exercé leur activité dans l'une des anciennes Stations, pour le calcul des droits à pension de leurs veuves survivantes. Ces réserves sont les suivantes :

Pour Honfleur : Chaque annuité acquise donne droit à 0,0205 part sans que le nombre des annuités validées puisse dépasser vingt cinq.

Pour Dieppe : Chaque annuité acquise donne droit à 0,033 part sans que le nombre des annuités validées puisse dépasser vingt cinq.
Pour Caen-Ouistreham : Chaque annuité acquise donne droit à 0,033 part sans que le nombre des annuités validées puisse dépasser vingt. La bonification prévue à l'article 9.2.1 est portée à 5 annuités.

Tout pilote reçu et titularisé sous le régime de la loi de 1806 et retraité sous le régime de la loi du 28 mars 1928 a droit à un nombre de parts fixé à 1,025.

Pour l'application des Articles 10 et 11 concernant les pensions de conjoints de pilotes décédés et d'orphelins, le présent Règlement s'applique sans réserve.

ARTICLE 17 –ANNEXE

L'article 11.2.2 du Règlement Intérieur de Service figure en annexe 2.

**ANNEXE 2 :
EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR DE SERVICE DE LA STATION DE PILOTAGE DE LA SEINE**

Stages des pilotes nouvellement recrutés.

Les pilotes peuvent piloter des navires dans les conditions suivantes :

Stage 1 - après leur mise en service, les navires calant au maximum 5 mètres et d'une longueur inférieure à 100 m.

Stage 2 - cinq mois après leur nomination, les navires calant au maximum 5m50 et d'une longueur inférieure à 105 m.

Stage 3 - huit mois après nomination, les navires calant au maximum 6m et d'une longueur inférieure à 125 m.

Stage 4 - un an après leur nomination, et pendant les 6 premiers mois, les navires calant au maximum 7m00 et d'une longueur inférieure à 155 m, puis pendant les 6 derniers mois, les navires calant au maximum 8m00 et d'une longueur inférieure à 155m.

Stage 5 - deux ans après leur nomination, et pendant les 6 premiers mois, les navires calant au maximum 8m00 et d'une longueur inférieure à 180 m, puis pendant les 6 derniers mois, les navires calant au maximum 9m00 et d'une longueur inférieure à 180m.

Stage 6 - trois ans après leur nomination, et pendant les 6 premiers mois, les navires calant au maximum 9m00 et d'une longueur inférieure à 200 m, puis pendant les 6 derniers mois, les navires calant au maximum 10m00 et d'une longueur inférieure à 200m.

Stage 7 - quatre ans après leur nomination, et pendant les 6 premiers mois, les navires calant au maximum 10m00 et d'une longueur inférieure à 225 m, puis pendant les 6 derniers mois, les navires de tous tirants d'eau et d'une longueur inférieure à 225 m.

Cinq ans après leur nomination, les pilotes sont aptes à piloter tous les navires admissibles dans les eaux du port de Rouen.

Lorsque les pilotes « bi-sites » ne sont pas dans leur section d'affectation, ils sont soumis aux mêmes règles de stages. Toutefois, à partir du stage 4, le passage au stage supérieur pourra être différé à la demande du pilote stagiaire et après accord du Président du syndicat (cf article 11.1.2).

En accord avec le Président de Syndicat, le Pilote Major peut, selon les nécessités du service, donner une dérogation de longueur et/ou de tirant d'eau à un pilote stagiaire avec l'accord de celui-ci.

En cas de carence de pilote reconnu apte à la conduite d'un navire d'une catégorie donnée, la conduite de ce navire peut être entreprise par un stagiaire.

Le tirant d'eau d'un navire est celui qui est déclaré par le Capitaine, en rade pour la montée, au départ du Port pour la descente. Pour HONFLEUR-PORT les pilotes des trois premiers stages ne sont autorisés à piloter que les navires dont les caractéristiques ne sont pas supérieures à :

80m00 pour la longueur

12m60 pour la largeur

donnée HFL moins 0m30 pour le T.E.

Bateaux fluviaux : Les règles de stages ne s'appliquent pas au pilotage des bateaux fluviaux.

**15/2007-arrêté portant modification de l'annexe technique n° 2 de l'arrêté
n° 140-2005 du 13 mai 2005 relative au seuil de l'obligation de pilotage
pour la zone de Caen-Ouistreham**

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes

Basse-Normandie

Haute-Normandie

ARRETE N°15/2007

Portant modification de l'annexe technique n°2

de l'arrêté n°140-2005 du 13 mai 2005

relative au seuil de l'obligation de pilotage

pour la zone de Caen-Ouistreham

Le Préfet de la Région Basse-Normandie, Préfet du Calvados,
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur dans l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet de la Région Haute-Normandie,
Préfet de la Seine-Maritime,

VU la loi du 28 mars 1928 modifiée fixant le régime du pilotage dans la zone maritime ;

VU le décret du 14 décembre 1929 modifié portant règlement général du pilotage ;

VU le décret du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;

- VU** le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des préfets sur les services des Affaires Maritimes ;
- VU** L'arrêté ministériel en date du 10 juillet 1990 portant fusion des stations de pilotage de la Seine-Rouen-Dieppe et de Caen-Ouistreham ;
- VU** L'arrêté n°140/2005 du 13 mai 2005 modifié portant règlement local de la station de pilotage de la Seine ;
- VU** l'arrêté du 03 juin 2005 de Monsieur le préfet de la région Basse Normandie, préfet du Calvados, donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie ;
- VU** L'arrêté n° 06-595 du 30 octobre 2006 de Monsieur le préfet de région Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, donnant délégation de signature au directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;
- VU** la consultation de la commission locale du pilotage de Caen-Ouistreham close le 31 janvier 2007 ;

ARRESENT

ARTICLE 1 : Les seuils de l'obligation de pilotage pour la zone de Caen-Ouistreham sont définis par l'annexe jointe au présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'annexe n°2 de l'arrêté n°140/2005 du 13 mai 2005 modifié portant règlement local de la station de pilotage de la Seine est abrogée et remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté à compter du 1er février 2007.

ARTICLE 3 : Les directeurs régionaux des affaires maritimes de Haute et de Basse-Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat de Haute et de Basse Normandie.

Le 1^{er} février 2007,

Pour le préfet de région Haute-Normandie,
par délégation,
l'Administrateur général
des affaires maritimes BARADUC,
directeur régional de Haute-Normandie

Pour le préfet de région Basse-Normandie
par délégation,
l'Administrateur en chef
des affaires maritimes SUCHE,
directeur régional de Basse-Normandie

Destinataires :

M. le Préfet de Haute Normandie(pour insertion)
M. le Préfet de Basse-Normandie(pour insertion)
M. le Directeur de la D.C.C.R.F Basse-Normandie
M. Le Préfet maritime de Manche Mer du Nord
M. le Président de la Station de pilotage de la Seine-
M ; Le délégué de la station de pilotage de la Seine-pour CAEN/OUISTREHAM
M. le Directeur de la CCI de CAEN
M. le Directeur de la Fédération des Pilotes – PARIS
M. Le commandant de port de Caen-Ouistreham
Syndicat mixte portuaire
M. DUGUE- SOGEMAR
M. VALETTE-Agence VALETTE
DDE Calvados
Cahier d'ordres
Dossier
Chrono

ANNEXE TECHNIQUE N°2 à l'arrêté n°140-2005 du 13 mai 2005
portant règlement local de pilotage de la station de la Seine

SEUIL DE L'OBLIGATION DE PILOTAGE

ZONE CAEN-OUISTREHAM

Article 1 :

La longueur en deçà de laquelle les navires sont affranchis de l'obligation de pilotage est fixée pour la zone de Caen-Ouistreham à 50 mètres hors-tout sous réserve que ces navires soient équipés de moyen de communication radio en V.H.F.

Toutefois, sont exclus du champ d'application de la présente décision les navires citernes affectés au transport de produits pétroliers ou de gaz.

Article 2 :

Nonobstant les dispositions de l'article 1, les navires de l'État français de longueur hors tout inférieure ou égale à 60 mètres équipés de deux lignes d'arbre et d'un propulseur d'étrave sont affranchis de l'obligation de pilotage dans la zone de Caen-Ouistreham.

Toutefois, cette exemption n'est pas applicable lorsque ces navires sont susceptibles de croiser la route d'un navire de commerce dans le canal de Caen à la mer.

Dernière modification : arrêté n°15/2007 du 1^{er} février 2007

8.2. Service des Affaires Economiques

38/2007-Arrêté rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération n° PPP-2007/02 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie relative à la création et à l'attribution d'une licence pêche à pied sur le littoral de basse-normandie

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie
A R R E T E n° 38 /2007

Le Havre, le 18 AVRIL 2007

Rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération n° PPP-2007/02 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie relative à la création et à l'attribution d'une licence pêche à pied sur le littoral de Basse-Normandie

Le Préfet de la Région Haute Normandie

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime ;

VU la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 modifiée, relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

VU le décret n° 92-335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins ainsi que des Comités régionaux et Locaux des Pêches Maritimes et des Elevages Marins ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-596 du 30 octobre 2006 accordant délégation de signature à Monsieur Bruno Baraduc, Directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 582/2006 du 08/12/2006 rendant obligatoire la délibération n° PPP-2007/02 du 1^{er} décembre 2006 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie relative à la création et à l'attribution d'une licence de pêche à pied sur le littoral de Basse-Normandie ;

VU la demande du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie du 2 avril 2007 ;

VU l'avis du Directeur régional des Affaires maritimes de Basse-Normandie

ARRETE :

Article 1^{er}: L'avenant n° 1 du 11 avril 2007 (1) à la délibération susvisée n° PPP-2007/02 du Comité Régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse Normandie est rendue obligatoire.

Article 2 : L'Administrateur des Affaires maritimes, Directeur régional des Affaires maritimes de Basse-Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,
L'Administrateur général des Affaires maritimes
Directeur Régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

(1) annexée au présent arrêté peut être consultée aux Affaires maritimes du Havre, Caen et Cherbourg

Ampliations :
Préfecture de Haute Normandie
Préfecture de Basse Normandie
Préfectures du Calvados et de la Manche
DPMA (Bureau RRAI)
DRAM CN
DDAM CH
CRPMEM BN
PREMAR CH Division AEM
COMAR CH Division OPS
GROUPEMENT DE GENDARMERIE DE CHERBOURG
CROSS JOBOURG
AE Archives

39/2007-arrêté rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (*buccinum undatum*) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 18 AVRIL 2007

ARRETE N° 39 /2007

Rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (*Buccinum undatum*) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche

Le Préfet de la Région de Haute-Normandie
Officier de la Légion d'Honneur,

VU Le Règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU Le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU La loi n° 91.411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

VU Le décret n° 90.94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion et notamment son article 23 ;

VU Le décret n° 92.335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU L'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute Normandie ;

VU La délibération EXP-BU-ME-1-2007 en date du 02/04/2007 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (*Buccinum undatum*) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche ;

VU L'arrêté préfectoral n° 23-2007 du 15 mars 2007 rendant obligatoire la délibération susvisée du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie ;

VU La demande présentée par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie le 10 avril 2007 ;

Sur Proposition du Directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{er} : L'avenant n° 1 du 2 avril 2007 (1) à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du 16/02/2007 susvisée du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie est rendue obligatoire.

ARTICLE 2 : Les administrateurs des affaires maritimes, Directeurs régionaux et départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

L'Administrateur général des affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

(1) annexée au présent arrêté peut être consultée aux Affaires maritimes du Havre, Caen et Cherbourg

Collection des arrêtés
Ampliations:
Préfecture de la Haute-Normandie
Préfecture de la Manche
Préfecture du Calvados
PREMAR Manche - Division AEM
COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)
GROUPEGENDMAR
DPMA - Bureau RRAI
DRAM CN - DDAM CH (Pour servir PAM THEMIS)
SAM Granville
CROSS JB - CROSS GN
DRAM RENNES
CRPMEM BN
CLPM Ouest-Cotentin
AE - archives

42/2007-arrêté portant prolongation de la pêche à pied des moules sur le gisement de la 'Pointe du Siège' situé sur le littoral de OUISTREHAM (calvados) zone de production 14-041

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 20 avril 2007

ARRETE n° 42 /2007

Portant prolongation de la pêche à pied des moules
sur le gisement de la « Pointe du Siège »
situé sur le littoral de OUISTREHAM (Calvados)
- Zone de production 14-041 -
Le Préfet de la région Haute-Normandie,

VU la loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines ;

VU la partie réglementaire du Code Rural et notamment la Sous-Section 4 relative aux dispositions particulières aux produits de la mer et d'eau douce, articles R231-35 à R231-59, et le chapitre VII, relatif aux dispositions pénales, articles R237-4 et R237-6 ;

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU le décret du 4 juillet 1853 modifié portant règlement de la pêche maritime notamment son article 12 ;

VU le décret n° 82.635 du 21 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets sur les services des Affaires Maritimes ;

VU les décrets n° 90-94 et 90.95 du 25 janvier 1990, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de la ressource ;

VU le décret n° 90.618 du 11/07/1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisirs ;

VU le décret n° 95.100 du 26/01/95 modifié, relatif aux conditions de police sanitaire de l'aquaculture des mollusques et des crustacés marins vivants ;

VU le décret n° 2001-426 du 11/05/2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied professionnelle ;

VU l'arrêté préfectoral du 08/02/1996 modifié relatif au classement de salubrité et à la surveillance des zones de production et de reparcage de coquillages vivants du Département du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06/595 du 30/10/2006 donnant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 193/2004 du 7 juillet 2004 portant réglementation de l'exercice de la pêche maritime de loisir s'exerçant à pied dans le département du Calvados ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29/2007 du 30 mars 2007 relatif à l'ouverture du gisement de moules de « la Pointe du Siège » ;

VU les demandes formulées par les pêcheurs à pied professionnels et une entreprise de purification des coquillages en date du 16 avril 2007 ;

VU l'avis du Comité régional des pêches maritimes et des élevages Marins en date du 20 avril 2007 ;

VU l'avis favorable émis par Monsieur le Maire de Ouistreham en date du 18 avril 2007 relatif à une prolongation de la pêche pour une durée limitée à une semaine ;

CONSIDERANT que le nombre limité de pêcheurs présent sur le gisement pendant les trois premières semaines de pêche a permis de préserver d'une part la ressource par des prélèvements de moules peu importants, et d'autre part la faune et la flore sur un secteur protégé du point de vue de l'environnement ;

CONSIDERANT que compte tenu de cette faible activité, la moule de taille marchande reste présente en bonne quantité sur le dit gisement ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Maritimes du Calvados ;

ARRETE

Article 1er : La pêche à pied professionnelle et de loisir des moules est prolongée jusqu'au vendredi 27 avril 2007 inclus sur le gisement classé B de la Pointe du Siège à OUISTREHAM, zone de production 14-041, selon les mêmes dispositions que celles prévues par l'arrêté n° 29/2007 du 30 mars 2007.

Article 2 : Le Directeur Départemental des Affaires Maritimes du Calvados est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans le recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

Par délégation
L'Administrateur en chef des Affaires Maritimes
Directeur régional adjoint de Haute-Normandie

François-Xavier NOIROT

Collection des arrêtés (1)

Ampliations :

Préfecture de la région Haute-Normandie.

Préfecture de la région Basse-Normandie.

DDAM MANCHE - DDAM CALVADOS - DDAM ILLE ET VILAINE - DDAM PAS DE CALAIS.

IFREMER NANTES - IFREMER PORT-EN-BESSIN

PREMAR MANCHE (division action de l'État en mer) .

GROUPEMENT DE GENDARMERIE MARITIME de CHERBOURG et de CAEN.
Mairie de OUISTEHAM.
Capitainerie de OUISTREHAM.
DSV, DDASS, DGCCRF du Calvados.
CRPMEM Basse-Normandie et tous les CLPM du Calvados.
ULAM 14 - Stations Maritimes 14.
Messieurs ROBIOLLE D, PERDRIEL M., PONTIN C., LECORDIER A.,
JEANNE P, CHARTOIS Ch, LEGROS Ch, GOUBERT R.
Tous les purificateurs répertoriés à la DDAM 14.

43/2007-arrêté relatif à la pêche de la seiche dans la bande côtière des trois milles de la région Haute-Normandie -campagne 2007 -

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 20 avril 2007

A R R E T E n° 43 /2007

Relative à la pêche de la seiche dans la bande côtière des trois milles
de la région Haute-Normandie
(campagne 2007)

Le Préfet de la Région de Haute-Normandie

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

VU le décret n° 92.335 du 30 mars 1992 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU l'arrêté n° 17/96 du 9 avril 1996 modifié relatif à la pêche de la seiche dans la bande côtière des trois milles de la Région Haute-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 avril 2006 rendant obligatoire la délibération du 11 avril 2006 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Haute-Normandie portant sur la création et fixant les conditions d'attribution de la licence spéciale de pêche à la seiche dans la bande des trois milles au large du département de la Seine-Maritime ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à M. Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute-Normandie ;

SUR proposition du Comité Régional des Pêches Maritimes et des élevages Marins de Haute-Normandie ;

ARRETE :

Article 1^{er} : La pêche de la seiche dans la bande côtière des trois milles de la région Haute-Normandie est autorisée pendant la période suivante :

Zone de Dieppe : du lundi 30 avril 2007 au lever du soleil
au vendredi 1^{er} juin 2007 au coucher du soleil

Zone de Fécamp : du lundi 23 avril 2007 au lever du soleil
au vendredi 1^{er} juin 2007 au coucher du soleil.

Article 2 : Le Directeur régional des Affaires maritimes de Haute-Normandie, est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,
L'administrateur en chef des Affaires maritimes
Directeur départemental de la Seine-Maritime et de l'Eure

François-Xavier NOIROT

Destinataires :

Préfecture de Haute-Normandie
DPMA (bureau RR AI)
DDAM CH (Pour servir PAM Themis)
DRAM LH (AEM – AML Dieppe)
CRPMEM Haute-Normandie
CLPM DP FC LH
PREMAR CH (Division AEM)
COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)
GROUPGENDMAR CH
COD Rouen (pour servir moyens nautiques de contrôle placés sous son autorité)
CROSS Gris nez
CROSS Jobourg
BSL LH

44/2007-arrêté portant autorisation de la pêche des amandes de mer à la drague sur la côte Ouest du Cotentin (département de la Manche) du 1^{er} mai au 31 août 2007

Direction régionale
des Affaires maritimes
de HAUTE-NORMANDIE

Le Havre, le 25 avril 2007

A R R E T E N° 44 / 2007

Portant autorisation de la pêche des amandes de mer à la drague sur la côte ouest du Cotentin (département de la Manche)
du 1^{er} mai au 31 août 2007

Le Préfet de la région Haute-Normandie

VU le décret du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;
VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;
VU le décret n°2004-75 du 15 janvier 2004 portant publication de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble quatre échanges de notes), signé à Saint-Hélier le 4 juillet 2000 ;
VU l'arrêté ministériel n° 295 P4/P3 du 3 février 1975 réglementant l'exercice de la pêche des praires et amandes de mer en Manche ;
VU l'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006, donnant délégation de signature à M. Bruno Baraduc, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;
VU la demande présentée par le comité local des pêches maritimes et des élevages marins de l'Ouest Cotentin ;
SUR proposition du directeur départemental des affaires maritimes de la Manche ;

A R R E T E

Article 1

La pêche des amandes de mer à la drague est autorisée du 1^{er} mai au 31 août 2007 dans les limites du gisement situé à l'Ouest du Cotentin et ci-dessous délimité :

- au Nord : par le parallèle passant par le cap de la Hague ;
- au Sud : par la ligne brisée définie à l'article 1^{er} alinea 1 du décret n°90-94 du 25 janvier 1990 ;
- à l'Ouest : par la ligne brisée reliant les quatorze points suivants, exprimés en coordonnées WGS 84 :

A :	49°13,45N - 002°33,91W
B :	49°12.83N - 002°34.33W
C :	49°11.75N - 002°35.00W
D :	49°10.58N - 002°34.69W
E :	49°09.85N - 002°36.10W
F :	49°08.93N - 002°36.60W
G :	49°07.83N - 002°37.16W
H :	49°06.88N - 002°37.62W
I :	49°06.09N - 002°38.00W
J :	49°04.81N - 002°38.57W
K :	49°03.34N - 002°39.48W
L :	49°02.22N - 002°39.63W
M :	49°00.70N - 002°40.19W
N :	49°00.09N - 002°40.41W

Article 2

Seuls les navires figurant sur une liste établie par décision du directeur départemental des affaires maritimes de la Manche sont autorisés à pratiquer la pêche des amandes dans le gisement défini à l'article 1.

Cette liste est proposée par le comité local des pêches et des élevages marins de l'Ouest Cotentin en tenant compte de la régularité de la situation des navires en matière de déclarations de captures et de suivi satellitaire.

Article 3

Les produits pêchés doivent être débarqués et pesés à la criée de Granville ou au port de Carteret.

Article 4

La pêche, la détention à bord et le débarquement de praires sont interdits. Les praires remontées dans les dragues doivent être aussitôt rejetées à la mer.

Article 5

En cas d'infraction aux dispositions du présent arrêté, l'autorisation de pratiquer la pêche des amandes pourra être immédiatement suspendue ou retirée par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Article 6

L'administrateur en chef des affaires maritimes, directeur départemental des affaires maritimes de la Manche, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,
L'Administrateur général des Affaires maritimes,
Directeur régional de Haute Normandie

Bruno BARADUC

Ampliation :
Préfecture de Haute-Normandie

Copies :
DDAM Manche
DDAM Ille-et-Vilaine
CROSS Jobourg
CROSS Gris Nez
DPMA – Bureau RRAI
CRPMEM Basse-Normandie
CLPM Ouest Cotentin
IFREMER Port-en-Bessin

46/2007-arrêté portant autorisation de prélèvements de bulots de taille supérieure à 7 cm pour six navires

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 4 mai 2007

ARRETE n° 46 / 2007

Portant autorisation de prélèvements de bulots de taille supérieure à 7 centimètres pour six navires

Le Préfet de la Région Haute-Normandie,

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

VU l'arrêté préfectoral N° 06/595 du 30 octobre 2006 accordant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, Directeur Régional des Affaires Maritimes de Haute Normandie ;

VU la demande adressée le 4 mai 2007 par l'organisation de producteurs de Basse Normandie (OPBN) ;

SUR proposition du directeur régional des affaires maritimes de Basse Normandie ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

Les six navires suivants sont autorisés à effectuer des prélèvements de bulots de taille supérieure à 7 centimètres dans zones de pêche situées entre Grandcamp et Dives-sur-mer, dans le cadre d'une étude sanitaire concernant le bulot pêché en baie de Seine :

DA VIKEN (CN 907 923)
EDELWEISS (CN 907 446)
L'ARCHE D'ALLIANCE (CN 907 636)
LE 5^e ELEMENT (CN 882 335)
POINT BARRE (CN 797 557)
TITI III (CN 739 781)

Article 2 :

Cette autorisation s'applique du 4 mai au 15 juin 2007 inclus.

Article 4 :

Chaque prélèvement fait l'objet d'une notification préalable, par télécopie, auprès du directeur régional des affaires maritimes de Basse Normandie. Cette notification préalable indique la date et le lieu des prélèvements, le nom et l'immatriculation du navire utilisé.

Article 5 :

En cas de non respect des dispositions ci-dessus énoncées, la présente autorisation pourra être abrogée à tout moment par le directeur régional des affaires maritimes de Haute Normandie.

Article 6 :

Le directeur régional des affaires maritimes de Basse Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,

L'administrateur général des Affaires Maritimes
Directeur Régional de Haute Normandie

Bruno BARADUC

Collection des Arrêtés : 1

Ampliations :

Préfecture de la région Haute Normandie
DRAM LH (Services AE et AIM)
DRAM BN
DDAM CH
CROSS GN

**47/2007-arrêté portant sur la cohabitation et la compatibilité
des métiers à l'intérieur de la bande côtière des trois milles
autour de l'archipel des Iles Chausey**

ARRETE N° 47 /2007

Portant sur la cohabitation et la compatibilité des métiers à l'intérieur de la bande côtière des trois milles autour de l'archipel des Iles Chausey

Le Préfet de la Région de Haute-Normandie

VU Le Règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU Le décret loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU Le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour application des articles 3 et 13 du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU L'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute Normandie ;

VU La décision du Conseil du Comité local des pêches maritimes et des élevages marins de l'ouest Cotentin portant accords de cohabitation entre arts trainants et arts dormants dans les eaux situées à l'ouest du Cotentin, en date du 19 mai 2006 ;

VU La proposition du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse Normandie en date du 1^{er} décembre 2006 ;

CONSIDERANT La nécessité de prévoir des mesures d'ordre et de précaution destinées à organiser la compatibilité entre les métiers ;

CONSIDERANT Les pratiques existantes et les accords saisonniers de cohabitation passés depuis plusieurs années dans les eaux de l'ouest Cotentin entre les pêcheurs pratiquant les arts dormants d'un côté et les pêcheurs pratiquant les arts trainants de l'autre, accords officialisés le 19 mai 2006 par le Conseil du comité local des pêches maritimes et des élevages marins de l'ouest Cotentin ;

Sur Proposition du Directeur départemental des affaires maritimes de la Manche ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er:

Le chalutage est autorisé à l'intérieur de la bande côtière des trois milles autour des îles Chausey dans les zones et aux dates mentionnées en annexes :

- « Chausey 1 » : du 1^{er} janvier au 14 avril
- « Chausey 2 » : du 15 avril au 30 juin
- « Chausey 3 » : du 1^{er} juillet au 14 septembre
- « Chausey 4 » : du 15 septembre au 30 novembre
- « Chausey 5 » : du 1^{er} au 31 décembre

ARTICLE 2 :

La pêche est autorisée aux navires figurant sur une liste arrêtée par le Directeur départemental des affaires maritimes de la Manche, sur proposition du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse Normandie. Cette inscription est effectuée en tenant compte des antériorités des producteurs, des dates de réception des demandes, des caractéristiques des navires et de la régularité de la situation en matière de déclarations de captures.

ARTICLE 3 :

Les administrateurs des affaires maritimes, Directeurs régionaux et départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,
L'Administrateur général des Affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

Collection des arrêtés

Ampliations:

Préfecture de Haute-Normandie

Préfecture de Basse-Normandie

Préfecture de la Manche

PREMAR Manche - Division AEM

COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)

GROUPGENDMAR CH

DPMA - Bureau RRAI

GECFDAM Bordeaux

DRAM CN

DDAM CH (Pour servir PAM THEMIS)

CROSS JB - CROSS GN

CRPMEM BN

AE – archives

Liste des annexes à l'arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007 (peuvent être consultées aux affaires maritimes du Havre, Caen et

Cherbourg)

Annexe 1 : Carte et liste des points délimitant la zone « Chausey 1 » (1 page)

Annexe 2 : Carte et liste des points délimitant la zone « Chausey 2 » (2 pages)

Annexe 3 : Carte et liste des points délimitant la zone « Chausey 3 » (2 pages)

Annexe 4 : Carte et liste des points délimitant la zone « Chausey 4 » (2 pages)

Annexe 5 : Carte et liste des points délimitant la zone « Chausey 5 » (2 pages)

Annexe 1 :

Carte et points délimitant la zone « Chausey 1 »

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007

Par délégation du Préfet de région,
le Directeur régional des affaires maritimes

Bruno BARADUC

Annexe 2 :

Carte et points délimitant la zone « Chausey 2 »

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007

Par délégation du Préfet de région,
le Directeur régional des affaires maritimes

Bruno BARADUC

Annexe 3 :

Carte et points délimitant la zone « Chausey 3 »

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007

Par délégation du Préfet de région,
le Directeur régional des affaires maritimes

Bruno BARADUC

Annexe 4 :

Carte et points délimitant la zone « Chausey 1 »

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007

Par délégation du Préfet de région,
le Directeur régional des affaires maritimes

Bruno BARADUC

Annexe 5 :

Carte et points délimitant la zone « Chausey 5 »

Vu pour être annexé à mon arrêté n° 47 / 2007 du 7 mai 2007

Par délégation du Préfet de région,
le Directeur régional des affaires maritimes

Bruno BARADUC

49/2007-arrêté relatif à la campagne 2007 de la pêche à pied des salicornes dans les départements de la Somme et du Pas de Calais

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre le 11 mai 2007

A R R E T E n° 49 /2007

relatif à la campagne 2007 de la pêche à pied des salicornes
dans les départements de la Somme et du Pas-de-Calais

Le Préfet de la Région Haute Normandie
Préfet du département de la Seine Maritime,

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;
VU Le décret n° 89-273 du 26 avril 1989, portant application du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime en ce qui concerne la première mise en marché des produits de la pêche maritime et les règles relatives aux communications d'informations statistiques ;
VU Le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
VU Le décret n° 90-719 du 9 août 1990 fixant les conditions de pêche, de récolte ou de ramassage des végétaux marins ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 595/2006 du préfet de région Haute Normandie du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à M. Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute-Normandie ;
VU l'arrêté préfectoral n° 393/2006 du 11 octobre 2006 portant interdiction de ramassage de la salicorne dans les départements de la Somme et du Pas-de-Calais ;
VU l'arrêté du préfet de la Somme du 26 janvier 2007 portant autorisation d'exploitation de la salicorne sur les concessions n° 38, 39 et 40 N en Baie de Somme au profit de l'association des ramasseurs de salicornes de la Baie de Somme ;
Considérant les avis émis par les membres de la commission de visite des sites de production de salicornes réunie le 9 mai 2007 ;
Considérant que la *salicorne* est un végétal marin assimilé à la catégorie des goémones de rive au sens du décret n° 90-719 du 9 août 1990 susvisé ;
SUR proposition du Directeur interdépartemental des Affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme ;

ARRETE :

Article 1er : *Date et lieux d'ouverture*

La pêche à pied des salicornes est autorisée sur le domaine public maritime des départements de la Somme et du Pas-de-Calais à compter du mardi 15 mai 2007, du lever au coucher du soleil.

Article 2 : *Conditions d'exercice de la pêche*

Le ramassage des salicornes sur les concessions n° 38, 39 et 40 N situées en Baie de Somme attribuées à l'association des ramasseurs de salicornes de la Baie de Somme est réservé aux membres de l'association. La qualité de membre de l'association est attestée par le cachet de l'association et la signature de son président dans la partie basse de l'autorisation délivrée aux pêcheurs à pied professionnels par le Directeur interdépartemental des Affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme.

Pour pratiquer la pêche à titre professionnel, les pêcheurs doivent être titulaires d'une autorisation délivrée par le Directeur interdépartemental des Affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme dans les conditions suivantes :

a) les ramasseurs doivent être affiliés à un régime de protection sociale couvrant l'activité de pêche à pied :

- *pêcheur affilié à la MSA* : fournir une attestation d'inscription récente (postérieure au 1^{er} janvier 2006) indiquant qu'il s'agit d'une activité de pêche à pied exercée à titre principal,
- *pêcheur affilié à l'ENIM (marin pêcheur)* : le demandeur doit être embarqué au moment de la demande (position 00) et le rester jusqu'en fin de campagne ou valider à posteriori son activité en cotisant comme matelot patron (position 78). Si le demandeur n'est pas le patron, fournir une autorisation du patron du navire sur lequel il est embarqué,

- *pêcheur inscrit au registre de commerce* : fournir un extrait k-bis récent et justifier d'une antériorité d'exercice de cette activité,

b) les ramasseurs doivent demander la délivrance de cette autorisation par écrit aux affaires maritimes (92, boulevard Gambetta - BP 629 - 62321 Boulogne-sur-mer cedex).

Article 3 : *Engins autorisés*

L'arrachage des salicornes est interdit.

Les engins autorisés sont exclusivement :

pour la récolte à titre professionnel, la faucille et le couteau.

pour la récolte à titre de loisir, le couteau.

Aucun véhicule à moteur n'est autorisé à circuler sur le domaine public maritime.

Article 4 : *Quantités récoltées*

Seule la pêche de loisirs est limitée à 0,5 kg par pêcheur et par jour.

Les quantités récoltées à titre professionnel doivent être déclarées en fin de saison aux Affaires maritimes (BP 629 - 62321 Boulogne-sur-mer cedex) à l'aide du formulaire annexé.

Article 5 : *Lieux de remontée*

Les salicornes devront être remontées aux points suivants :

- pour la Baie de Somme Sud : Le phare du Hourdel

les cabanes (chemin à cailloux)

la barrière noire

le Cap Hornu

- pour la Baie de Somme Nord : le bassin des chasses (écluses du port du Crotoy)

le Christ (digue du Crotoy)

la remontée des Castors

- pour les autres sites : pas de contraintes

La commercialisation des salicornes doit respecter les règles de mise en marché des végétaux, notamment en ce qui concerne le conditionnement, l'étiquetage et la facturation.

Article 6 : *Sanctions*

Les pêcheurs exerçant à titre professionnel doivent être en mesure de présenter leur autorisation de pêche à tout agent chargé de la police des pêches maritimes.

Toute infraction au présent arrêté entraîne, pour le contrevenant, la suspension immédiate de l'autorisation d'exercice de la pêche par le Directeur interdépartemental des Affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme, nonobstant les poursuites pénales éventuelles.

Les infractions à l'article 2 a) peuvent entraîner le refus d'autorisation pour la saison prochaine sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Article 7 :

L'arrêté n° 393/2006 du 11 octobre 2006 est abrogé.

Article 8 : *Dispositions finales*

Le Directeur interdépartemental des Affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation,
L'Administrateur général des Affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

nota : carte peut être consultée aux affaires maritimes du HAVRE DUNKERQUE BOULOGNE et DIEPPE

Ampliations :

Préfecture de Haute-Normandie

Préfectures du Pas-de-Calais et de la Somme

Sous-préfectures de Saint Omer, Calais, Boulogne, Montreuil, Abbeville

Copies :

Affaires maritimes DK, BL, DP

Gendarmeries maritimes DK, BL, DP, BSL LH

Compagnie de gendarmerie Abbeville

DDSV 62+80

DDE 80+62

DDASS 62+80

DDCCRF 62+80

Conseil général 80
CRPMEM Nord - Pas-de-Calais – Picardie
CLPMEM BL
Association des ramasseurs de salicornes de la baie de Somme
Réserve naturelle baie de Somme
Réserve naturelle baie de Canche
IFREMER BL
GEMEL Le Hourdel
Mairies 62+80

RECOLTE DES SALICORNES

DPM Somme et Pas-de-Calais

- Campagne 2007 -

DECLARATION DE PRODUCTION

NOM Prénom du pêcheur:

Adresse :

Numéro d'autorisation de pêche : / 2007

Somme
Calais

semaine	quantités pêchées
Mai 2007	..... kg
Juin 2007	..... kg
Juillet 2007	..... kg
Août 2007	..... kg
Septembre 2007	..... kg

Pas-de-

Semaine	Quantités pêchées
Mai 2007	..... kg
Juin 2007	..... kg
Juillet 2007	..... kg
Août 2007	..... kg
Septembre 2007	..... kg

Prix moyen de première mise sur le marché : €/kg

Fait à, le
signature du pêcheur

**55/2007-arrêté réglementant l'exercice de la pêche maritime
de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous-marine dans le
département de la Manche**

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
~~Haute Normandie~~

Le Havre, le 25 mai 2007

ARRETE n° 55 /2007

Réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir
pratiquée à pied, à la nage ou sous marine
dans le département de la Manche

Le Préfet de la Région Haute Normandie

VU le règlement CEE n°850/98 du 30 mars 1998 modifié, visant à la conservation des ressources
de pêche par le biais de mesures techniques de production des juvéniles d'organismes marins,

VU les articles R.*231-35 à R.*231-59 et R.*237-4 et R.*237-5 du code rural ;

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime,

- VU le décret n°90-94 du 25 janvier 1990 modifié fixant les conditions d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation de la ressource,
- VU le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié, relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir,
- VU l'arrêté interministériel du 21 juin 1978 fixant les limites latérales de compétence des préfets pour l'administration du domaine public maritime immergé,
- VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 1992 modifié fixant les conditions de délivrance des autorisations annuelles de pose de filets fixes dans la zone de balancement des marées
- VU l'arrêté interministériel du 21 mai 1999 relatif au classement de salubrité et à la surveillance des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants,
- VU l'arrêté ministériel du 19 mars 2007 déterminant le poids minimal ou la taille minimale de capture des poissons et autres animaux marins pour l'exercice de la pêche maritime de loisir dans les eaux maritimes qui relèvent de la souveraineté ou de la juridiction française ;
- VU l'arrêté portant classement de gisements de coques de la baie des Veys et réglementant leur exploitation du 16 mars 1944,
- VU l'arrêté préfectoral n° 93-403 du 4 mars 1993 fixant le nombre de filets fixes autorisés sur le littoral du département de la Manche dans la zone de balancement des marées ;
- VU l'arrêté DRAM LH n°305/2005 du 17/11/2005 interdisant la pêche des ormeaux (*Haliotis tuberculata*) sur une partie du littoral du département de la Manche.
- VU l'arrêté préfectoral n° 05-12-1340 du 16 décembre 2005 relatif au classement de salubrité et à la surveillance des zones de production et de reparcage des coquillages vivants dans le département de la Manche,
- VU l'arrêté préfectoral 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie,
- VU l'avis d'IFREMER en date du 1^{er} mars 2005,
- VU l'avis du CLPMEM de l'Ouest Cotentin en date du 5 avril 2005,
- VU l'avis du CRPMEM de Basse Normandie en date du 4 mars 2005,
- VU l'avis de la SRC Normandie Mer du Nord en date du 21 janvier 2005,

CONSIDERANT la fréquentation importante du littoral du département de la Manche par des pêcheurs de loisir ;

CONSIDERANT l'arrêté 224/00 et l'arrêté 192/97 réglementant la pêche de loisir dans la partie de la baie de Granville dépendant de la région Bretagne du directeur régional des Affaires Maritimes de Bretagne, l'arrêté 39/2003 réglementant la pêche de loisir dans la partie de la baie des Veys dépendant du département du Calvados du directeur régional des Affaires Maritimes de Haute Normandie, la réglementation de la pêche de loisir dans la partie de la baie de Granville dépendant des Etats de Jersey (Sea Fisheries Law 1994), et la nécessité de mettre en cohérence les réglementations s'exerçant dans des zones maritimes identiques,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer les engins utilisés, les zones fréquentées, les périodes de pêche et les quantités prélevées par les pêcheurs de loisir dans un souci de pérennité de cette pêche compte tenu des prélèvements totaux opérés,

CONSIDERANT que le produit de la pêche de loisir est destiné à la consommation exclusive du pêcheur et de sa famille,

SUR proposition de l'administrateur en chef des affaires maritimes, directeur départemental des affaires maritimes de la Manche,

ARRETE :

Article 1

La pêche de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous marine sur le littoral du département de la Manche tel que délimité, entre le Calvados et la Manche, par l'arrêté interministériel du 21 juin 1978 et, entre l'Ille et Vilaine et la Manche, par le décret du 25 janvier 1990 susvisé, s'exerce selon les modalités définies par le présent arrêté.

Article 2

La pêche de loisir peut se pratiquer à l'aide des engins répertoriés et définis à l'annexe I du présent arrêté. Il est interdit de pêcher à l'aide de tout procédé mécanisé. L'usage de tout autre engin que ceux répertoriés à l'annexe I du présent arrêté est interdit.

L'usage pour la pêche sous marine de tout équipement respiratoire, autonome ou non, permettant à une personne immergée de respirer sans revenir à la surface est interdit.

Article 3

Les espèces de poissons, coquillages, crustacés et céphalopodes répertoriées à l'annexe II du présent arrêté ne peuvent être pêchées que dans les conditions de taille minimale, de date de pêche et dans la limite des quantités définies dans cette même annexe. L'annexe II du présent arrêté prévoit les engins de pêche autorisés pour chaque espèce répertoriée. Cependant, en pêche sous-marine l'utilisation d'un appareil spécifique à cette activité est autorisée pour la capture des poissons.

La pêche des espèces suivantes est interdite en tout temps et en tout lieu :

- crabe nageur (*Portunus holsatus*),
- civelles (*Anguilla anguilla*),
- syngnathes (*Syngnathus spp*)
- hippocampes (*Hippocampus spp.*),
- poulpes et pieuvres (*octopus vulgaris*)

Article 4

Le tri des captures doit être effectué au fur et à mesure de l'exercice de la pêche et directement sur le lieu de pêche.

Article 5

La pêche de loisir est autorisée sur l'ensemble du littoral défini à l'article 1 à l'exception des zones ci-après :

- la pêche de loisir des coquillages est interdite dans les zones classées C ou D conformément à l'arrêté ministériel du 21 mai 1999 susvisé.
- la pêche de loisir des coquillages n'est autorisée, à l'intérieur des gisements classés de la baie des Veys que pendant les périodes d'ouverture et aux conditions fixées par arrêté préfectoral.
- la pêche des huîtres creuses (*Crassostrea gigas*) est interdite à moins de trois mètres des concessions de culture et d'entreposage des huîtres.
- la pêche des moules (*Mytilus edulis*) est interdite à moins de trois mètres des lignes de bouchots de moules.
- les interdictions de pêche dans les réserves et cantonnements créés par les arrêtés du 19 mai 1965, du 14 août 1964 modifié, du 1^{er} février 1977, du 13 juin 1978, du 5 février 1980 demeurent applicables

Article 6

En dehors des dispositions du présent arrêté, les règles applicables aux pêcheurs professionnels en terme de taille minimale de capture, de caractéristiques et conditions d'emploi des engins, ainsi qu'en terme de zones et de période de pêche, s'imposent également aux pêcheurs plaisanciers.

Article 7

Les arrêtés n° 21/2006 du 17 février 2006 et 175/2006 du 21 juillet 2006 sont abrogés.

Toute disposition antérieure contraire au présent arrêté est abrogée à l'exception de l'arrêté DRAM LH n°305/2005 du 17/11/2005 interdisant la pêche des ormeaux sur une partie du littoral du département de la Manche.

Article 8 Le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Haute Normandie

Par délégation,
L'administrateur général des affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

Destinataires :

Préfecture de la région Haute Normandie
Préfecture de la région Basse Normandie
Préfecture du département de la Manche

Direction régionale des affaires maritimes de Haute Normandie
Direction régionale des affaires Maritimes de Bretagne
Direction départementale des affaires maritimes du Calvados
Direction départementale des affaires maritimes d'Ille et Vilaine
Direction régionale de l'environnement de Basse Normandie
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Manche
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture
Comité régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Basse Normandie
IFREMER Port en Bessin
Groupement de gendarmerie maritime Manche / mer du Nord
Groupement de Gendarmerie départementale de la Manche
Direction du service gardes côtes des douanes de la Manche et de la mer du Nord
ULAM Manche, Calvados et Ille et Vilaine
DDAM / AIML, DDAM / AE

ANNEXE I

à l'arrêté n° 55/2007 du 25 mai 2007 réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous marine dans le département de la Manche

Engins de pêche autorisés pour l'exercice de la pêche de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous marine sur le littoral du département de la Manche

-Le couteau

longueur hors tout maximale: 20 centimètres

largeur de lame maximale: 5 centimètres.

Il est admis d'utiliser également un tournevis ou tout autre instrument ayant des longueurs et largeurs similaires.

-La baleine de parapluie

-Le croc

composé d'un manche et d'une tige recourbée en fer, ayant une longueur hors tout totale maximale de 150 centimètres.

-La pelle triangulaire

largeur maximale à son extrémité : 10 centimètres

longueur maximale de la lame : 17 centimètres

-La griffe à dents

composée d'une extrémité composée au maximum de 4 dents recourbées d'une longueur maximum de 15 centimètres et espacées de 2 centimètres au minimum

-La gaffe

longueur totale hors tout : 3 mètres

Elle est composée d'une perche munie à son extrémité d'un hameçon plat.

-Le râteau à coques

largeur à son extrémité : 35 centimètres maximum.

Cette extrémité est composée de dents d'une longueur maximale de 7 centimètres et espacées de 2 centimètres au minimum.

-Le râteau à soles

largeur maximale à son extrémité : 130 centimètres.

Cette extrémité est composée de dents non piquantes d'une longueur maximale de 20 centimètres et espacées de 7 centimètres au minimum.

-Le râteau à soles de Créances

Largeur maximale à son extrémité : 80 centimètres.

Longueur maximale du manche : 2 mètres

Cette extrémité est composée de dents non piquantes d'une longueur maximale de 5 centimètres et espacées de 5 centimètres au minimum. Elle comporte une poche de filets dont le maillage est au minimum de 80 millimètres étiré (40 millimètres de côté). La poche a une ouverture verticale maximale de 20 centimètres.

Son utilisation est limitée au littoral des communes de St Germain sur Ay au Nord à Anneville sur mer au Sud.

-Le râteau à lançons

largeur maximale à son extrémité : 80 centimètres.

Cette extrémité est composée de dents d'une longueur maximale de 13 centimètres et espacées de 4 centimètres au minimum.

-La fourche

composée au maximum de 4 doigts dont les extrémités sont munies de dents de 20 centimètres de longueur maximale et espacées au minimum de 3 centimètres.

-La fourche à cailloux

composée à son extrémité d'une largeur de 28 centimètres maximum de dents de 35 centimètres de longueur maximum et espacées au minimum de 3 centimètres.

Elle est autorisée pour la pêche des praires et des amandes de mer uniquement, sur l'estran lorsqu'il est recouvert par l'eau sur le littoral des communes de Agon Coutainville au Sud à Pirou au Nord.

-La ligne

Elle peut être tenue à la main ou fixée à une canne et ne peut être grée qu'avec des hameçons plats. Toutefois, des hameçons triples peuvent être utilisés sur le leurre terminal de la ligne. L'écartement maximum autorisé entre les pointes est alors de 23 mm.

-Le paillot

dispositif permettant de maintenir des hameçons sur le fond. La longueur des avançons est au maximum de 80 centimètres. Les hameçons utilisés doivent être des hameçons plats. Le nombre total de paillots est limité à 60 par pêcheur. La zone de mise en place des paillots doit être balisée à chaque extrémité par des flotteurs portant le nom et le prénom du pêcheur et être en dessous du niveau de mi-marée. Son utilisation est interdite entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année sur tout le littoral du département de la Manche.

-La palangre ou ligne de fond

corde reliant plusieurs hameçons. Elle doit être fixée sur le fond et balisée à chaque extrémité par des flotteurs portant le nom du pêcheur et être en dessous du niveau de mi-marée. La longueur des avançons est au maximum de 80 centimètres. Le nombre total de palangres est limité à 3. La somme des hameçons de l'ensemble des palangres ne doit pas dépasser 60 hameçons. Son utilisation est interdite entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année dans la zone de balancement des marées sur tout le littoral du département de la Manche.

-La nasse

longueur maximale : 1 mètre

maillage minimum : 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté).

Elle a une forme conique et présente une section ronde d'un diamètre maximum de 50 centimètres.

Elle doit être balisée et marquée au nom et prénom du pêcheur. Chaque pêcheur peut en utiliser une au maximum. Elle ne peut être utilisée que du 1^{er} janvier au 15 août.

-Le casier à bouquet

dimension maximum de 70 centimètres en longueur et une section ronde d'un diamètre maximum de 40 centimètres. Le maillage minimum est de 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté). Son usage est limité à la pêche du bouquet, sur des fonds rocheux, dans la zone comprise entre le Cap Lévy et Saint Vaast la Hougue.

Le nombre total de casiers est limité à 2 par pêcheur, Les casiers doivent être balisés par des flotteurs portant le nom et le prénom du pêcheur. La longueur des orins reliant les flotteurs au casier doit être suffisante pour que le flotteur soit visible à tout moment de la marée.

-La balance

Filet fixé à un cadre circulaire ou rectangulaire, plongé à la verticale et remonté par une corde tenue depuis le bord.

Le nombre de balance par pêcheur est de 2 engins.

La taille maximale du cadre est limitée à 70 cm de large et 90 cm de long, ou 60 cm de diamètre. Le maillage minimal du filet est de 8 mm de côté ou 16 mm maille étirée.

-L'épuisette ou bouquetout

filet rond ou ovale monté sur un manche. Elle a un diamètre maximum de 50 centimètres et un maillage de 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté).

-La bichette à lame

filet de forme quadrangulaire monté sur une perche et une lame posée perpendiculairement à la perche.

La lame a une largeur maximum de 200 centimètres et le filet un maillage de 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté).

-Le haveneau – bichette à cornes

filet de forme triangulaire monté sur deux perches qui se croisent. Il a une longueur hors tout de 200 centimètres et la largeur maximum de la ralingue du filet est de 200 centimètres. Le filet a un maillage de 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté). La ralingue du filet ne doit pas être lestée.

Engins soumis à autorisation individuelle

-La senne à mulets

longueur maximum : 50 mètres

hauteur maximale : 2 mètres

maillage minimal : 80 millimètres étiré (40 millimètres de côté)

Son utilisation est autorisée de jour uniquement, de 3 heures avant la basse mer jusqu'à 3 heures après la basse mer de l'endroit considéré. Elle ne peut être fixée au sol et ne peut pas être utilisée comme un engin dormant.

Son usage est soumis à la délivrance d'une autorisation par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le nombre maximum d'autorisations est limité à 25 et attribué par priorité au renouvellement des autorisations existantes.

La demande doit être déposée auprès de la direction départementale des affaires maritimes de la Manche à Cherbourg entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque année. L'autorisation est délivrée à compter du 1^{er} janvier pour l'année civile.

Elle ne peut être utilisée que pour la pêche de poissons ronds. Toute autre espèce de poisson doit être remise à la mer.

Son utilisation n'est possible que si le titulaire de l'autorisation est présent, muni d'une pièce d'identité.

Elle est interdite en estuaire.

-La senne à lançons

longueur maximale : 50 mètres

hauteur maximale : 3 mètres

maillage minimum : 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté)

Son utilisation est autorisée de jour uniquement, de 3 heures avant la basse mer jusqu'à 3 heures après la basse mer de l'endroit considéré.

Son usage est soumis à la délivrance d'une autorisation par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le nombre maximum d'autorisation est limité à 20 et attribué par priorité au renouvellement des autorisations existantes.

La demande doit être déposée auprès de la direction départementale des affaires maritimes de la Manche à Cherbourg entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque année. L'autorisation est délivrée à compter du 1^{er} janvier pour l'année civile.

Elle ne peut être fixée au sol et ne peut pas être utilisée comme un engin dormant. Elle ne peut être utilisée que pour la pêche du lançon. Toute autre espèce de poisson doit être remise à la mer.

Son utilisation n'est possible que si le titulaire de l'autorisation est présent, muni d'une pièce d'identité.

Elle est interdite en estuaire.

-Le filet droit

longueur maximum : 50 mètres

hauteur maximale : de 2 mètres

maillage minimale : 120 millimètres étiré

Il doit être balisé et marqué au nom, prénom et numéro de l'autorisation du pêcheur.

Son usage est soumis à la délivrance d'une autorisation par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le nombre maximum de filets est limité à 190. Les demandeurs pêcheurs professionnels peuvent prétendre à 3 filets par personne. Les autres demandeurs ne peuvent prétendre qu'à un seul filet par personne. Les autorisations sont attribuées en priorité au renouvellement des autorisations existantes.

La demande doit être déposée auprès de la direction départementale des affaires maritimes de la Manche à Cherbourg entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque année. L'autorisation est délivrée à compter du 1^{er} janvier pour l'année civile.

Il peut être utilisé pour la pêche de tout type de poissons. Son relevage n'est autorisé que par le titulaire de l'autorisation muni d'une pièce d'identité.

-La tésure ou dézure

filet ayant une longueur maximale de 2 mètres et une ouverture de un mètre sur 50 centimètres. Le filet composant la cage a un maillage de 16 millimètres étiré (8 millimètres de côté). Les palets ou piquets servant à la fixation de cette nasse ne doivent pas avoir plus de 1,50 mètres de longueur.

Les tésures peuvent être juxtaposées au maximum à cinq côte à côte mais ne doivent en aucun cas occuper plus de la moitié du lit des rivières. Leur usage n'est permis qu'en amont d'une ligne joignant la pointe de Carolles à la pointe du Grouin.

Leur usage est soumis à la délivrance d'une autorisation par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le nombre maximum d'autorisation est limité à 20 et attribué par priorité au renouvellement des autorisations existantes.

La demande doit être déposée auprès de la direction départementale des affaires maritimes de la Manche à Cherbourg entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque année. L'autorisation est délivrée à compter du 1^{er} janvier pour l'année civile.

Cette autorisation permet l'utilisation d'un maximum de 20 tésures. Leur utilisation est interdite du 15 avril au 1^{er} août. Elles doivent être balisées et marquées aux noms, prénoms et numéros d'autorisation du pêcheur. Leur utilisation est autorisée uniquement par le titulaire de l'autorisation muni d'une pièce d'identité.

-Le carrelet ou carreau, hunier ou troquey

filet de forme carrée d'une dimension maximum de 3 mètres sur 3 mètres et d'un maillage minimum de 28 millimètres étiré (14 millimètres de côté). Il peut être utilisé toute l'année et pour la pêche de tous les poissons.

Son usage est soumis à la délivrance d'une autorisation par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le nombre maximum d'autorisation est limité à 40 et attribué par priorité au renouvellement des autorisations existantes.

La demande doit être déposée auprès de la direction départementale des affaires maritimes de la Manche à Cherbourg entre le 1^{er} et le 31 octobre de chaque année. L'autorisation est délivrée à compter du 1^{er} janvier pour l'année civile.

Cette autorisation permet l'utilisation d'un engin sur tout le littoral du département de la Manche à l'exception des zones maritimes situées à moins de 150 mètres des déversoirs et barrages. Cet engin ne peut être utilisé que par le titulaire de l'autorisation muni d'une pièce d'identité

ANNEXE II

à l'arrêté n° 55/2007 du 25 mai 2007 réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiquée à pied, à la nage ou sous marine dans le département de la Manche

Tailles de capture, périodes de pêche, engins autorisés et quantités maximales de pêche par jour et par pêcheur pour les espèces de coquillages, poissons, crustacés et céphalopodes.

Nom de l'espèce	Taille minimale de capture	Période de pêche autorisée	Engin autorisé	Quantité maximale de pêche autorisée par pêcheur et par jour
COQUILLAGES				
Praires (<i>Venus verrucosa</i>)	4 cm	Du 1° septembre au 30 avril	fourche, fourche à cailloux (entre Pirou et Agon) pelle triangulaire, griffe à dents	100 individus
Amandes de mer (<i>Glycymeris glycymeris</i>)				
Coquilles Saint Jacques (<i>Pecten maximus</i>)	11 cm	Du 1° octobre au 15 mai	couteau, croc, épuisette	30 individus
Ormeaux (<i>Haliotis tuberculata</i>)	9 cm	Du 1°septembre au 1° mai, 3 jours avant et 3 jours après une pleine ou une nouvelle lune	Couteau, croc	12 individus
Huîtres creuses (<i>Crassostrea gigas</i>)	7 cm dans la plus grande dimension	Du 1° septembre au 30 avril		72 individus
Huîtres plates (<i>Crassostrea edulis</i>)				40 individus
Moules (<i>Mytilus edulis</i>)	4 cm	Toute l'année	griffe à dents, couteau	350 individus ou 5 litres
Coques (<i>Cerastoderma edule</i>)	3 cm		griffe à dents, râteau à coques	500 individus
Palourdes (<i>Tapes decussatus</i> , <i>Tapes philippinarum</i>)	4 cm		fourche, pelle triangulaire, griffe à dents, râteau à coques	100 individus
Palourdes bleues (<i>Veneruppis pullastra</i>)	3,8 cm		fourche, pelle triangulaire, griffe à dents, râteau à coques	
Mactres (<i>Mactra glauca</i> , <i>Mactra corallina</i>)	7 cm		fourche, griffe à dents, râteau à coques	
Spisules (<i>Spisula ovalis</i>)	3 cm		griffe à dents, râteau à coques	
Bulots (<i>Buccinum undatum</i>)	4,5 cm		griffe à dents, râteau à coques	
Couteaux (<i>Ensis spp</i> , <i>Solen spp</i>)	10 cm		griffe à dents, croc, pelle triangulaire, baleine de parapluie, fourche	Non limité
Tellines (<i>Tellina spp</i>)	2,5 cm		griffe à dents, râteau à coques	Non limité

Nom de l'espèce	Taille minimale de capture	Période de pêche autorisée	Engin autorisé	Quantité maximale de pêche autorisée par pêcheur et par jour
CRUSTACÉS				
Homards (<i>Homarus gammarus</i>)	8,7 cm	Toute l'année	Croc, gaffe, époussette, balance	4 individus
Tourteaux (<i>Cancer pagurus</i>)	14 cm			10 individus
Crabes verts (<i>Carcinus maenas</i>)	5 cm		Croc, époussette, balance	20 individus
				40 individus

Etrilles (<i>Necora puber</i>)	6,5 cm dans la plus grande dimension		Épuisette, haveneau, bichette à lame, casier (bouquet seulement), balance, dézure (<i>soumis à autorisation</i>),	5 litres
Crevettes grises (<i>Crangon crangon</i>)	3 cm			
Bouquets (<i>Palaemon serratus</i>)	5 cm	Tout le département sauf Chausey du 1 ^{er} juillet au 1 ^{er} mars exclu. Chausey : du 1 ^{er} août au 1 ^{er} mars exclu.		
Araignées de mer (<i>Maja squinado</i>)	12 cm	Du 15 octobre au 1 ^{er} septembre	Gaffe, croc, épuisette, balance	10 individus
POISSONS				
Lançon (<i>Ammodytes spp</i> , <i>Hyperoplus spp</i> , <i>Gymnamodytes spp</i>)	6 cm	Toute l'année (en fonction de l'ouverture du quota de l'espèce concernée)	Râteau à lançons, pelle, fourche, senne à lançons (<i>soumis à autorisation</i>),	Non Limité
Mulet (<i>Mugil spp</i> , <i>Chelon spp</i> , <i>Liza spp</i> , <i>Oedalechilus spp</i>)	20 cm		Ligne, palangre, haveneau, épuisette <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, senne à mulets, carrelet	
Maquereau (<i>Scomber scombrus</i>)	20 cm		Ligne, palangre <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, carrelet, senne à mulets	
Bar (<i>Dicentrarchus labrax</i>)	36 cm		Ligne, palangre, épuisette, paillot <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, carrelet	
Chinchard (<i>Trachurus trachurus</i>)	15 cm		Ligne, palangre <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, carrelet, senne à mulets	
Sole (<i>Solea vulgaris</i>)	24 cm		Ligne, palangre, râteau à soles, râteau à soles de Créances, haveneau, bichette, épuisette, paillot, filet droit (<i>soumis à autorisation</i>)	
Plie (<i>Pleuronectes platessa</i>)	27 cm		Ligne, palangre <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, carrelet, senne à mulets.	
Truite de mer (<i>Salmo trutta</i>)	23 cm			
Nom de l'espèce	Taille minimale de capture	Période de pêche autorisée	Engin autorisé	Quantité maximale de pêche autorisée par pêcheur et par jour
Congre (<i>Conger conger</i>)	58 cm	Toute l'année (en fonction de l'ouverture du quota de l'espèce concernée)	Ligne, palangre, gaffe, paillot	Non limité
Orphie (<i>Belone belone</i>)	45 cm		Ligne, nasse, senne à mulets (<i>soumis à autorisation</i>)	
Anguille (<i>Anguilla anguilla</i>)	40 cm	Du 1 ^{er} janvier au 15 août	Ligne, nasse, paillot, palangre	
Saumon (<i>Salmo salar</i>)	70 cm du 15 mars au 15 juillet 50 cm du 15 juillet au 15 octobre	Du 15 mars au 15 octobre Entre le lever et le coucher du soleil	Ligne, palangre <i>soumis à autorisation</i> : filet droit, carrelet, senne à mulets.	1 individu
CEPHALOPODES				
Seiche (<i>Sepia spp</i>)	10 cm	Toute l'année	Épuisette, ligne, fourche	Non limité
Calmar (<i>Loligo spp</i>)	12 cm			

58/2007-arrêté réglementant l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer du département du Calvados et à l'est du département de la Manche

Direction
2007
régionale
des Affaires
Maritimes de
Haute-Normandie
ARRETE n° 58 /2007

Le Havre, le 31 mai

réglementant l'usage des filets remorqués
à moins de trois milles de la laisse de basse mer
du département du Calvados
et de l'est du département de la Manche

Le Préfet de la région Haute-Normandie,
Préfet de la Seine Maritime,

VU le règlement (CEE) n°3760/92 du 20 décembre 1992 instituant un régime communautaire de la pêche et de l'aquaculture ;

VU le règlement (CE) n°894/97 du 29 avril 1997 prévoyant certaines mesures techniques de conservation des ressources de pêche ;

VU le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins ;

VU le règlement (CE) n° 2371/2002 du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU le décret-loi du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU la loi n°91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

VU la loi n°97-1051 du 18 novembre 1997 d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines ;

VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

VU le décret n°92-335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU l'arrêté n°9/2007 du 5 février 2007 du préfet maritime de la Manche et de la mer du Nord portant réglementation de la circulation des navires en baie de Seine aux approches des rades du Havre-Antifer, le Havre, Rouen et Caen ;

VU l'arrêté n°22/2001 du 12 février 2001 du préfet de la région Haute-Normandie fixant les modalités d'exploitation de la crevette grise (Crangon crangon) dans la bande côtière des trois milles au large du département du Calvados et de l'estuaire de la Seine au sud du parallèle passant par le Cap de la Hève et à l'est de la ligne reliant le Cap de la Hève à Trouville ;

VU l'arrêté 67/2003 du 30 juin 2003 du préfet de la région Haute-Normandie rendant obligatoire l'avenant à la délibération EXP/CR10/2002 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des élevages marins de Basse Normandie portant modification de l'exploitation de la pêche des crustacés en Manche ;

VU l'arrêté n°06/595 du 30 octobre 2006 du Préfet de la région Haute-Normandie accordant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;

VU la proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie du 22 novembre 2006 ;

VU l'avis de l'IFREMER du 26 avril 2007;

VU l'avis du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie du 28 mars et du 4 mai 2007 ;

SUR proposition du directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie ;

CONSIDERANT la nécessité de rechercher une cohabitation harmonieuse entre les navires pratiquant les arts dormants et les navires pratiquant les arts trainants ;

CONSIDERANT la nécessité de garantir une exploitation durable des ressources halieutiques ;

A R R E T E

TITRE I

Réglementation de l'usage des filets remorqués dans la bande côtière comprise entre 3 milles et 1,5 milles de la laisse de basse mer entre le chenal du port de Ouistreham et le sud de l'île de Tatihou

Section I – Limites de la bande côtière comprise entre 3 milles et 1,5 milles

Article 1

Par dérogation à l'article 4 du décret n° 90-94 susvisé interdisant l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer, le chalutage s'exerce dans les conditions fixées par les articles 3 à 15 du présent arrêté dans la bande côtière délimitée par les points suivants :

Au nord par la limite dénommée « limite des 3 milles » constituée d'une ligne joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
A1	49°34'45 N	001°09'20 W	
A2	49°31'90 N	001°12'20 W	Cardinale de Quinéville
A3	49°26'50 N	001°05'50 W	
A4	49°26'20 N	001°04'70 W	
A5	49°26'60 N	000°55'00 W	
A6	49°24'90 N	000°49'30 W	
A7	49°24'20 N	000°45'00 W	
A8	49°24'70 N	000°36'30 W	
A9	49°23'80 N	000°21'30 W	
A10	49°22'60 N	000°20'00 W	
A11	49°21'30 N	000°17'20 W	
A12	49°20'70 N	000°16'00 W	Cardinale de Lion
A13	49°20'40 N	000°14'50 W	

A l'ouest et au sud par la limite constituée d'une ligne joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
B1	49°34'24 N	001°16'44 W	Tour du Fort de la Hougue
B2	49°31'68 N	001°15'00 W	
B3	49°25'50 N	001°07'20 W	Bouée RW de Carentan
B4	49°25'00 N	001°04'60 W	
B5	49°25'00 N	000°55'00 W	Pointe de la Percée
B6	49°23'50 N	000°50'00 W	Colleville
B7	49°22'80 N	000°45'00 W	Port en Bessin
B8	49°23'17 N	000°36'40 W	Cardinale Rosberry
B9	49°22'60 N	000°21'32 W	Cardinale des Essarts
B10	49°20'93 N	000°21'32 W	
B11	49°20'00 N	000°18'50 W	
B12	49°18'80 N	000°14'70 W	Marque latérale n° 3 de Ouistreham

- Au nord-ouest par la droite passant par les points A1 et B1 dont les coordonnées géographiques sont définies ci-dessus correspondant à l'alignement du feu de Morsalines par la balise des Molgants.
- A l'est par la droite passant par les points A13 et B12 dont les coordonnées géographiques sont définies ci-dessus.

Article 2

- Dans le secteur compris entre Arromanches et Ouistreham entre le 15 avril et le 15 juin inclus, la limite joignant les points B8, B9, B10 et B11 définis à l'article 1 du présent arrêté est remplacée par la limite joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
B8	49°23'17 N	000°36'40 W	Cardinale Rosberry
B8 bis	49°23'30 N	000°31'10 W	
B8 ter	49°22'15 N	000°31'10 W	
B10 bis	49°22'15 N	000°21'20 W	
B10 ter	49°20'84 N	000°18'40 W	Cardinale de Luc
B11	49°20'00 N	000°18'50 W	

- Dans le secteur situé au sud de Saint-Vaast-la-Hougue entre le 15 avril et le 15 juin inclus, la limite joignant les points A1, B1 et B2 définis à l'article 1 du présent arrêté est remplacée par la limite joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
A1	49°34'45 N	001°09'20 W	
B1 bis	49°34'30 N	001°13'80 W	
B1 ter	49°34'08 N	001°13'81 W	
B1 quater	49°34'00 N	001°16'25 W	
B2	49°31'68 N	001°15'00 W	

Section II – Utilisation de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres pour la pêche du maquereau

Article 3

Dans la zone définie par les articles 1 et 2 du présent arrêté, la pêche au moyen de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres telle que définie par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 est autorisée entre le 1^{er} avril et le 31 octobre inclus entre le lever et le coucher du soleil sous réserve du respect des conditions fixées par les articles 4, 5, 6 et 7 du présent arrêté.

Article 4

L'utilisation de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres ne peut être pratiquée que dans les conditions fixées par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998. Nonobstant les dispositions du règlement (CE) n°850/98 susmentionné, le poids des captures de maquereau doit en permanence être égal ou supérieur à 80% du poids de toutes les captures effectuées au moyen d'un chalut appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres. L'usage du chalut à perche est interdit.

Article 5

La pêche au moyen de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres dans la zone définie par les articles 1 et 2 est soumise à autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie, sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie. Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie avant le 1^{er} février de l'année en cours. Toutefois, les demandes déposées en cours d'année civile à la suite de l'acquisition d'un navire répondant aux caractéristiques fixées par l'article 6, peuvent être présentées sur proposition du comité local des pêches maritimes et des élevages marins dont dépend le navire concerné.

Article 6

Seuls les navires remplissant les conditions cumulatives suivantes peuvent être autorisés à pêcher :
La longueur hors-tout du navire doit être strictement inférieure à 14 mètres.
La puissance maximum de l'appareil propulsif du navire telle que définie par le permis de mise en exploitation doit être inférieure à 250 kW.
Le navire doit être titulaire d'une autorisation délivrée en application de l'article 5 du présent arrêté.

Article 7

Certains navires d'une longueur hors tout supérieure ou égale à 14 mètres et inférieure à 16 mètres bénéficient d'une autorisation viagère accordée au couple armateur/navire, sur la base d'une antériorité arrêtée au 18 juin 2004. Cette autorisation prend fin immédiatement dès qu'un changement intervient

dans le couple armateur/navire. La liste décadente de ces navires est jointe en annexe I du présent arrêté.

Section III – Utilisation de filets remorqués appartenant aux fourchettes de maillage supérieures ou égales à 80 millimètres pour la pêche de la seiche

Article 8

Dans la zone définie par les articles 1 et 2 du présent arrêté, l'exercice de la pêche de la seiche au moyen de filets remorqués appartenant aux fourchettes de maillage supérieures ou égales à 80 millimètres telles que définies par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 est autorisée entre le 15 avril et le 15 juin inclus sous réserve du respect des conditions fixées par les articles 9 et 10 du présent arrêté.

Article 9

La pêche de la seiche au chalut dans la zone définie par les articles 1 et 2 est soumise à autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie.

Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie avant le 1^{er} février de l'année en cours.

Cette autorisation ne peut être délivrée qu'aux navires suivants :

Navires d'une longueur hors tout strictement inférieure à 16,50 mètres.

Navires d'une longueur hors tout supérieure à 16,50 mètres inscrits sur la liste décadente figurant en annexe II du présent arrêté.

Article 10

Nonobstant les dispositions du règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998, le poids des captures de seiche doit en permanence être égal ou supérieur à 80% du poids de toutes les captures détenues à bord.

L'usage du chalut à perche est interdit.

Section IV – Utilisation de filets remorqués appartenant aux fourchettes de maillage supérieures ou égales à 80 millimètres pour la pêche de tous les organismes marins

Article 11

Dans la zone définie par les articles 1 et 2, l'exercice de la pêche au moyen de filets remorqués appartenant aux fourchettes de maillage supérieures ou égales à 80 millimètres telles que définies par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 est autorisé entre le 16 juin et le 15 novembre inclus sous réserve du respect des conditions fixées par les articles 12, 13, 14 et 15 du présent arrêté.

Article 12

L'utilisation de filets remorqués appartenant aux fourchettes de maillage supérieures ou égales à 80 millimètres ne peut être pratiquée que dans les conditions fixées par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998. L'usage du chalut à perche est interdit.

Article 13

Les navires doivent être titulaires d'une autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie.

L'autorisation est viagère et est accordée au couple armateur/navire.

L'autorisation doit être renouvelée chaque année sur demande présentée par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie avant le 1^{er} février de l'année en cours.

L'autorisation ne peut être renouvelée qu'au profit des navires figurant sur la liste décadente figurant à l'annexe II du présent arrêté et à la condition qu'il ne soit survenu aucun changement dans le couple armateur-navire, et notamment aucun transfert, total ou partiel, de propriété.

Article 14

Seuls les navires remplissant les conditions cumulatives suivantes peuvent être autorisés à pêcher :

La longueur hors-tout du navire doit être strictement inférieure à 14 mètres.

La puissance maximum de l'appareil propulsif du navire telle que définie par le permis de mise en exploitation doit être inférieure à 250 kW.

Le navire doit figurer sur la liste décadente des navires autorisés figurant en annexe III du présent arrêté.

Article 15

Les dérogations prévues par les articles 11, 12, 13 et 14 du présent arrêté prendront fin au plus tard le 31 décembre 2010.

Section V – Utilisation de filets remorqués pour la pêche du bouquet d'Europe (palaemon serratus)

Article 16

La pêche du bouquet d'Europe (palaemon serratus) au moyen de filets remorqués peut être exercée dans les conditions fixées par les articles 17 à 19 du présent arrêté à l'intérieur des trois quadrilatères C, D et E définis par les points de coordonnées géographiques suivantes :

Quadrilatère C		
Désignation du point	Latitude	Longitude
C1	49° 24' 516 N	001° 05' 351W
C2	49° 24' 131 N	001° 05' 672 W
C3	49° 24' 216 N	001° 04' 655 W
C4	49° 24' 562 N	001° 04' 050 W

Quadrilatère D		
Désignation du point	Latitude	Longitude
D1	49° 24' 642 N	001° 03' 138 W
D2	49° 24' 608 N	001° 03' 687 W
D3	49° 24' 893 N	001° 03' 348 W
D4	49° 24' 905 N	001° 02' 825 W

Quadrilatère E		
Désignation du point	Latitude	Longitude
E1	49° 24' 122 N	001° 01' 661 W
E2	49° 24' 160 N	001° 01' 002 W
E3	49° 24' 526 N	001° 00' 592 W
E4	49° 24' 484 N	001° 01' 275 W

Article 17

La pêche du bouquet d'Europe (palaemon serratus) ne peut être pratiquée qu'entre le 01 août et le 28 février inclus.

Article 18

La pêche du bouquet d'Europe (palaemon serratus) ne peut être pratiquée que par les navires titulaires d'une autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie, sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie.

Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie avant le 1^{er} juillet de l'année en cours. Toutefois, les demandes déposées en cours d'année civile à la suite de l'acquisition d'un navire répondant aux caractéristiques fixées par le présent article, peuvent être présentées sur proposition du comité local des pêches maritimes et des élevages marins dont dépend le navire concerné .

Cette autorisation ne peut être délivrée qu'aux navires d'une longueur inférieure à 10 mètres et d'une puissance définie par le permis de mise en exploitation inférieure à 147,2kW (200 CV).

Cette autorisation peut être également accordée aux propriétaires des navires armés en « conchyliculture petite pêche » disposant d'une antériorité de pêche au titre de la campagne de pêche de 1999.

L'autorisation de pêche du bouquet d'Europe est attribuée conjointement au patron propriétaire embarqué et à son navire titulaire d'un permis de mise en exploitation.

Les captures doivent être déclarées dans les conditions précisées lors de la délivrance des autorisations.

Article 19

La pêche du bouquet d'Europe (palaemon serratus) ne peut être pratiquée qu'au moyen d'un chalut unique possédant une corde à dos d'une longueur maximale de 6 mètres et un maillage compris entre 24 et 28 millimètres.

Les conditions fixées par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 pour l'utilisation des maillages compris entre 16 et 31 millimètres doivent être respectées.

Le navire doit utiliser un chalut muni d'une grille de tri ou un dispositif permettant de séparer les crevettes et les poissons après leur capture.
L'usage du chalut à perche est interdit.

TITRE II

Réglementation de l'usage des filets remorqués
dans la bande côtière comprise entre
le chenal du port de Ouistreham et la digue du Ratier

Section I – Limites de la bande côtière comprise entre 3 milles et 1,5 milles

Article 20

Par dérogation à l'article 4 du décret n° 90-94 susvisé interdisant l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer, le chalutage s'exerce dans les conditions fixées par les articles 21 à 25 du présent arrêté dans la bande côtière délimitée par:

- Au nord par la limite dénommée « limite des 3 milles » constituée d'une ligne joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
A13	49°20'40 N	000°14'50 W	
A14	49°20'30 N	000°10'30 W	
A15	49°21'70 N	000°04'50 W	
A16	49°23'50 N	000°00'00 E	
A17	49°24'50 N	000°01'20 E	
A18	49°25'50 N	000°01'20 E	

- Au sud par la limite constituée d'une ligne joignant les points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude	Balise ou amer (le cas échéant)
B12	49°18'80 N	000°14'70 W	Marque latérale n°3 de Ouistreham
B13	49°18'70 N	000°10'00 W	
B14	49°20'25 N	000°03'40 W	
B15	49°21'94 N	000°01'10 E	
B16	49°23'30 N	000°02'80 E	
B17	49°25'50 N	000°02'90 E	

- A l'ouest par la droite passant par les points A13 et B12 dont les coordonnées géographiques sont définies ci-dessus.

A l'est par la droite passant par le point A18 et le point B17 dont les coordonnées géographiques sont définies ci-dessus.

Section II – Utilisation de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres pour la pêche du maquereau

Article 21

Dans la zone définie à l'article 20, la pêche au moyen de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres telle que définie par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998 est autorisée entre le 1^{er} avril et le 31 octobre inclus entre le lever et le coucher du soleil sous réserve du respect des conditions fixées par les articles 22 à 25 du présent arrêté.

Article 22

L'utilisation de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres ne peut être pratiquée que dans les conditions fixées par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998.
Nonobstant les dispositions du règlement (CE) n°850/98 susmentionné, le poids des captures de maquereau doit en permanence être égal ou supérieur à 80% du poids de toutes les captures effectuées au moyen d'un chalut appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres.
L'usage du chalut à perche est interdit.

Article 23

La pêche au moyen de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage 32-54 millimètres dans la zone définie à l'article 20 est soumise à autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie, sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie. Les demandes d'autorisation doivent être déposées auprès du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie avant le 1^{er} février de l'année en cours. Toutefois, les demandes déposées en cours d'année civile à la suite de l'acquisition d'un navire répondant aux caractéristiques fixées par l'article 24 du présent arrêté, peuvent être présentées sur proposition du comité local des pêches maritimes et des élevages marins dont dépend le navire concerné.

Article 24

Seuls les navires remplissant les conditions cumulatives suivantes peuvent être autorisés à pêcher :
La longueur hors-tout du navire doit être strictement inférieure à 14 mètres.
La puissance maximum de l'appareil propulsif du navire telle que définie par le permis de mise en exploitation doit être inférieure à 250 kW.
Le navire doit être titulaire d'une autorisation délivrée en application de l'article 20 du présent arrêté.

Article 25

Certains navires d'une longueur hors tout supérieure ou égale à 14 mètres et inférieure à 16 mètres bénéficient d'une autorisation viagère accordée au couple armateur/navire, sur la base d'une antériorité arrêtée au 18 juin 2004. Cette autorisation prend fin immédiatement dès qu'un changement intervient dans le couple armateur/navire. La liste décadente de ces navires est jointe en annexe IV du présent arrêté.

Section III – Utilisation de filets remorqués sélectifs pour la pêche de la crevette grise (crangon crangon)

Article 26

La pêche de la crevette grise au chalut dans la zone définie par les limites suivantes :
Au nord par la limite dénommée « limite des 3 milles » définie à l'article 20 du présent arrêté.
A l'est par la ligne reliant le Cap de la Hève et la jetée ouest du port de Trouville.
A l'ouest par la droite passant par les points A13 et B12 dont les coordonnées géographiques sont définies par l'article 20 du présent arrêté.
Au sud par une ligne située à 300 mètres de la limite des eaux maritimes à l'instant considéré.
est autorisée dans les conditions fixées par les articles 27 à 30 du présent arrêté.

Article 27

Les navires doivent être titulaires d'une autorisation administrative individuelle délivrée au couple armateur-navire pour une année civile par le directeur départemental des affaires maritimes du Calvados sur proposition du comité régional des pêches maritimes de Basse-Normandie après avis du comité local des pêches de Honfleur-Courseulles.
Les demandes doivent être déposées auprès du comité local des pêches de Honfleur-Courseulles avant le 30 novembre de l'année précédente. Toutefois, les demandes effectuées en cours d'année, suite à l'acquisition d'un navire, peuvent être acceptées après avis du comité local des pêches dont relève le navire.
La validité et le renouvellement de l'autorisation sont subordonnées à l'obligation de tenue d'une déclaration mensuelle de pêche indiquant les jours d'entrée et de sortie de zone et le détail des espèces capturées. Une copie de cette déclaration est remise chaque mois à la direction départementale des affaires maritimes du Calvados et au comité local des pêches de Honfleur-Courseulles.

Article 28

Seuls les navires correspondant aux critères suivants peuvent bénéficier de l'autorisation définie à l'article du présent arrêté :
Navires d'une longueur hors tout égale ou inférieure à 12 mètres et d'une puissance motrice inférieure à 220 CV (160 kW).
Navires d'une longueur hors tout comprise entre 12 et 13 mètres et d'une puissance motrice égale ou inférieure à 275 CV (200 kW) bénéficiant d'une autorisation viagère accordée au couple armateur/navire, sur la base d'une antériorité arrêtée au 1^{er} janvier 2007. Cette autorisation prend fin immédiatement dès qu'un changement intervient dans le couple armateur/navire. La liste décadente de ces navires est jointe en annexe V du présent arrêté.

Article 29

La pêche de la crevette au chalut ne peut être pratiquée qu'au moyen de chaluts sélectifs conformes aux caractéristiques suivantes :
L'intérieur du chalut doit être muni d'une nappe de filet intermédiaire fixée au dos, aux ralingues de côté et au ventre du chalut. Cette nappe de filet intermédiaire doit tamiser les organismes marins et laisser s'échapper les captures accessoires par une trappe d'échappement située sur la partie inférieure du chalut.
La dimension minimale des côtés de la trappe d'échappement est de 40 centimètres.
Le maillage de la nappe intermédiaire doit être inférieur ou égal à 40 millimètres de maille étirée.
Le maillage du cul du chalut doit être supérieur ou égal à 24 millimètres de maille étirée.
La longueur de la corde de dos est limitée à 12 mètres en cas d'utilisation d'un chalut unique et à 7 mètres sur chaque chalut en cas d'utilisation de deux chaluts.

Article 30

Nonobstant les dispositions du règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998, le poids des captures de crevette grise doit en permanence être égal ou supérieur à 95% du poids de toutes les captures détenues à bord.

TITRE III

Réglementation de l'usage des filets remorqués pour la pêche du lançon dans la bande côtière comprise entre la limite des trois milles et la laisse de basse mer du département Calvados et l'est du département de la Manche

Article 31

La pêche du lançon s'exerce dans les conditions fixées par les articles 32 et 33 du présent arrêté dans la bande côtière délimitée par les points suivants :

- Au nord par la limite dénommée « limite des trois milles » constituée d'une ligne joignant les points A3, A4, A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11, A12, A13, A14, A15, A16, A17 et A18 dont les coordonnées géographiques sont définies par les articles 1 et 20 du présent arrêté.

- A l'est par la droite passant par les points A18 et B17 dont les coordonnées géographiques sont définis par l'article 20 du présent arrêté.

- A l'ouest par la droite passant par les points A3 et B2 dont les coordonnées géographiques sont définies par l'article 1 du présent arrêté.

- Au sud par une ligne située à 300 mètres de la limite des eaux maritimes à l'instant considéré.

Article 32

La pêche du lançon ne peut être pratiquée qu'au moyen de filets remorqués appartenant à la fourchette de maillage inférieure à 16 millimètres dans les conditions fixées par le règlement (CE) n°850/98 du 30 mars 1998. L'usage du chalut à perche est interdit.

Article 33

La pêche du lançon ne peut être pratiquée que par les navires titulaires d'une autorisation administrative individuelle délivrée pour une année civile par le directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie après avis du centre de sécurité des navires Manche-Calvados.

TITRE IV

Organisation de la cohabitation des arts dormants et traînants aux abords des îles Saint-Marcouf

Section I – Délimitation de la zone de cohabitation aux abords des îles Saint-Marcouf

Article 34

Les activités de pêche s'exercent dans les conditions fixées par les articles 35 à 38 du présent arrêté dans le quadrilatère délimité par les quatre points de coordonnées géographiques suivantes :

Désignation du point	Latitude	Longitude
I	49°30'80 N	001°10'80 W
II	49°30'80 N	001°07'25 W
III	49°28'90 N	001°07'25 W
IV	49°28'90 N	001°08'45 W

Section II – Régime de la pêche aux arts dormants et traînants dans la zone de cohabitation

Article 35

La pêche au moyen de filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer des îles Saint-Marcouf est autorisée à titre dérogatoire sous réserve des dispositions fixées par l'article 36 lorsque l'usage des filets remorqués est pratiqué à l'intérieur du secteur de cohabitation défini à l'article 34.

Article 36

Dans le secteur défini à l'article 34, la pêche au chalut ne peut être pratiquée que pendant les jours d'autorisation définis par décision du directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie dans les conditions fixées par l'article 38 du présent arrêté. L'usage du chalut à perches est interdit.

Article 37

Dans le secteur défini à l'article 34, la pêche aux moyens d'engins dormants (casiers, filets fixes, lignes, palangres) ne peut être pratiquée que pendant les jours d'autorisation définis par décision du directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie dans les conditions fixées par l'article 38 du présent arrêté.

Article 38

Le calendrier des journées d'autorisation de la pêche aux arts dormants et traînants dans le secteur de cohabitation défini à l'article 34 du présent arrêté est fixé pour chaque année civile par décision du directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie.

TITRE V

Dispositions finales

Article 39

Un rapport sur l'application du présent arrêté, établi en concertation avec le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse Normandie et comportant l'avis de l'IFREMER, est adressé chaque année au Préfet de la région Haute Normandie (Par délégation, au Directeur régional des affaires maritimes de Haute Normandie) par le Directeur régional des affaires maritimes de Basse Normandie.

Il rend compte notamment de l'application des mesures édictées aux articles 7, 9, 14, 25 et 28 ainsi que de l'ensemble des dispositions du titre IV.

Article 40

Le régime d'autorisations institué par le présent arrêté pourra être suspendu par l'autorité administrative compétente, après consultation des comités locaux des pêches maritimes et des élevages marins concernés, afin de préserver les ressources halieutiques ou en cas de conflits avec d'autres métiers.

Article 41

Les coordonnées géographiques portées dans le présent arrêté sont exprimées dans le système géodésique «WGS 84 ». Les positions sont reportées en degrés, minutes et dixième de secondes.

Article 42

Les cartes annexées au présent arrêté sont indicatives et n'ont qu'une valeur d'illustration. Seules les coordonnées géographiques fixées par les articles 1, 2, 16, 20 et 34 font foi.

Article 43

Les arrêtés suivants sont abrogés :

Arrêté n°26/2002 du 11 avril 2002 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°190/2004 du 24 juin 2004 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°6/2005 du 5 janvier 2005 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°7/2005 du 5 janvier 2005 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°76/2005 du 25 avril 2005 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°42/2000 du 14 avril 2006 du préfet de la région Haute-Normandie.

Arrêté n°177/2006 du 27 juillet 2006 du préfet de la région Haute-Normandie.

Article 44

Les directeurs départementaux des affaires maritimes de la Manche et du Calvados sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haute-Normandie.

Par délégation,

L'administrateur général des affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

Nota : les cartes peuvent être consultées aux affaires maritimes du Havre, Dieppe, Caen et Boulogne

Collection des arrêtés (1)

Ampliations :

Préfecture de Haute-Normandie

Préfecture de la Manche

Préfecture du Calvados

DRAM BN (services AE et AIML/ Station Port en Bessin)

DRAM HN (services AE et AIM)

DRAM NPDC

DRAM BRETAGNE

DDAM 50 (pour servir PAM Thémis)

SAM Dieppe

CROSS Jobourg – Gris Nez

PREMAR Manche - Division AEM

COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)

GROUPGENDMAR CH

COD Rouen (pour servir moyens nautiques de contrôle placés sous son autorité)

DPMA/ RRAI-BCP

GE/CFDAM

CRPMEM HN –BN - NPCP-Bretagne

IFREMER Port-en-Bessin

OPBN Port en Bessin

CLPM Grandcamp

CLPM Port en Bessin

CLPM Honfleur Courseulles

CLPM Est Cotentin

CLPM Le Havre

CLPM Fécamp

CLPM Dieppe

CLPM St Vaast

Groupement de gendarmerie du Calvados (Brigade nautique)

Groupement de gendarmerie de la Seine maritime (Brigade nautique)

ANNEXES

À l'arrêté n° 58 /2007 du d novembre yyyy

Navires autorisés

Navires autorisés à utiliser un maillage de 32-54 mm en application de l'article 7 – Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Navires autorisés à utiliser un maillage égal ou supérieur à 80 mm pour la pêche de la seiche en application de l'article 9 - Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Navires autorisés à utiliser un maillage égal ou supérieur à 80 mm en application de l'article 14 - Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Navires autorisés à utiliser un maillage de 32-54 mm en application de l'article 25 – Secteur Ouistreham/ Digue du Ratier

Navires autorisés à pratiquer la pêche de la crevette au chalut en application de l'article 28– Secteur Ouistreham/ Digue du Ratier

Cartes

A. Limite des 3 milles – Articles 1 et 20

Limite ouest et sud de la zone de chalutage réglementé– Articles 1 et 20

Secteur Arromanches-Ouistreham - Limite sud de la zone de chalutage réglementé - Article 2 alinéa 1

Secteur Saint-Vaast-La-Hougue- Limite nord de la zone de chalutage réglementé - Article 2 alinéa 2

Limites des zones de chalutage du bouquet d'Europe (palaemon serratus) – Article 16

Limites de la zone de cohabitation aux abords des îles Saint-Marcouf – Article 34

ANNEXE I

Navires autorisés à utiliser un maillage de 32-54 mm

en application de l'article 7 – Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Nom du navire	Numéro	QAM	Armateur	Longueur en m	Puissance en kW
AGATHE MARTIN	291 650	CH	MALBRUNOT Yann	14,80	220
AQUILON	618 904	CH	BAZILE Yoann	14,20	220

CAP A L'AMONT	639 449	CH	RIGAULT Alain	15,00	220
FRANCOIS ELIE	711 354	CH	LESCROEL Gérard	14,21	221
HARFANG	777 685	CH	LEBASLE ARMEMENT	15,90	209
LA NOUNOUTE	252 740	CH	LEMESLE Philippe	15,54	220
LA PRESQU'ILE	273 402	CH	LESCROEL Martial	15,30	211
P'TIT ANGE	711 512	CN	P'TIT ANGE SARL	15,70	221
RAYON VERT	221 242	CH	PENLOUP Philippe	15,42	243
SAINT MICHEL	548 545	CN	FRANCOISE Paul	15,80	207
TELEMAQUE I	785 310	CN	MARION Jean Baptiste	15,60	191
YA PLU K	799 460	CN	MADELAINE Alain	15,00	202

ANNEXE II

Navires autorisés à utiliser un maillage égal ou supérieur à 80 mm pour la pêche de la seiche
en application de l'article 9 - Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Nom du navire	Numéro	QAM	Armateur	Longueur en m	Puissance en kW
LOUIS ANDRE	713 170	CN	LECAPLAIN Patrick	16,60	323
SURFER	799 460	CN	ROBERGE Daniel	18,17	382

Arrêté n° 58 /2007 du 31 mai 2007 du préfet de Haute-Normandie - ANNEXES

ANNEXE III

Navires autorisés à utiliser un maillage égal ou supérieur à 80 mm
en application de l'article 14 - Secteur île de Tatihou/ Ouistreham

Nom du navire	Numéro	QAM	Armateur	Long en m
ALGWASTRE	232 075	CN	ANQUETIL Jacky	9,54
ANTONIN SEBASTIEN	279 084	CN	LEBOURGEOIS Serge	9,40
AQUILON	169 778	CN	ROGER Gérard	8,50
AUORE	232 593	CN	FOLLIN Régis	10,00
BISON FUTE	403 638	CN	BEUVE Arnaud	11,25
BREIZ	466 184	CN	WEERTZ Jean	11,21
CARPE DIEM	734 681	CN	MARIE Denis	12,70
CE PAT MAR AN	739 829	CN	DESMARES Marcel	11,98
CHRISTELLE CORINNE	273 972	CN	LEGER Michel	9,77
DAUPHIN	162 412	CH	MAILLARD Patrick	11,07
DESIRE	238 244	CN	HARCOURT Sylvain	10,88
EMAVADEL	614 203	CN	LE SERT Emmanuel	10,58
GALAXIE	626 638	CN	LAFFAITEUR Boris	12,00
HIPPOCAMPE	734 507	CN	CHARDON Pierre	11,35
L'ALBATROS	377 331	CN	LONGUEMARE Bruno	10,82
L'ELODIE	626 604	CN	ROBERGE Thierry	12,70
L'EMIGRANT	228 136	CN	LANDEVIN Anthony	10,47
L'ENZO	294 323	CH	HUBERT Mickael	11,56
LA BARAKA	488 858	CN	LEVERGNEUX Dominique	11,03
LAURETTE	415 570	CN	ANQUETIL Yvon	8,80
LE DEFI	626 646	CN	MILLINER Claude	12,00
LE SANS SPE	169 374	CN	RABASSE Sébastien	12,15
LES COPAINS D'ABORD	520 117	CN	GUILLON Olivier	10,06
LES DEUX POUSSINS	332 533	CN	LEFRANCOIS Jean Pierre	8,98
MERITUM TUOMST	232 024	CH	JORE Patrice	11,98
NORVEGIEN	238 417	CN	LECORNUE Jean Claude	11,23
P'TIT THOUIN	273 896	CH	LANEELE Romain	12,90
PYTHAGORE	334 944	CH	LEJEUNE Philippe	12,82
SANDRA KEVIN DYLAN	720 490	CN	LAMIDEL Christian	11,99
SAUVAGE	639 153	CN	ROGOFF Dimitri	13,25
STE THERESE DE LISIEUX	232 446	CH	LEMESLE Francis	13,26
SUFFREN	221 280	CN	MARIE Stéphane	13,30
THIERISA	626 625	CN	LEFRANCOIS Thierry	11,95
TOIRETTE	162 342	CN	BRAGHETTO Pascal	9,95
TOMAHAWK	445 955	CH	ODYE Dominique	9,86

ANNEXE IV

Navires autorisés à utiliser un maillage de 32-54 mm
en application de l'article 25 – Secteur Ouistreham/ Digue du Ratier

Nom du navire	Numéro	QAM	Armateur	Longueur en m	Puiss: en kW
COCODY	735 057	CN	SIMON Joël	15,00	242
LE CORYPHENE	273 996	CN	COUYERE Alain	14,18	211
LE SQUALE	557 722	CN	GARRIT/PERCHEY Marie-Rose	15,30	242
MELODIE DE LA MER	752 166	CN	MARIE Olivier	14,40	220
NEW LOOK	689 808	CN	LEBELHOMME Hervé	14,47	234
NOTRE DAME DE LOTIVY	55 509	CN	SAITER Anthony	14,63	242
PIERFABANT 2	548 360	CN	JEANNE André	14,24	204
STENACA	721 700	CN	DAUBERT Marc	14,16	228

ANNEXE V

Navires autorisés à pratiquer la pêche de la crevette au chalut
en application de l'article 28– Secteur Ouistreham/ Digue du Ratier

Nom du navire	Numéro	QAM	Armateur	Longueur en m	Puissance en kW
ANGELUS DE LA MER	162 395	CN	PERCHEY Arnaud	12,52	159
CARPE DIEM	734 681	CN	MARIE Denis	12,70	175
CHRISTIANNIE	221 466	CN	COUYERE Jean Marc	12,71	139
EMYSSIA	750 090	CN	DESVAUX David	12,61	177
FRANDRINE	633 183	CN	GUERIN Patrice	12,50	174
HIRONDELLE DES MERS	332 501	CN	LIEGEARD Thierry	12,50	161
JACK ET VERONIQUE	405 788	CN	RONEY Jean Claude	12,43	157
L'OURAGAN	265 089	CN	GAULTIER Jean Armand	12,14	152

**modif 39/2007-modificatif arrêté n° 39/2007 du 18 avril 2007
rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-
ME-1-2007 du comité régional des pêches maritimes et des
élevages marins de Basse-Normandie portant création de la
licence spéciale de pêche du bulot (buccinum undatum) en
Manche-Est et portant organisation de cette pêche**

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 4 mai 2007

MODIFICATIF A L'ARRETE N° 39/2007 du 18 AVRIL 2007

Rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération EXP-BU-ME-1-2007 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (Buccinum undatum) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche

Le Préfet de la Région de Haute-Normandie
Officier de la Légion d'Honneur,

VU Le Règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;

VU Le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU La loi n° 91.411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture ;

VU Le décret n° 90.94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux

soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion et notamment son article 23 ;

VU Le décret n° 92.335 du 30 mars 1992 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins ;

VU L'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, Directeur régional des Affaires maritimes de Haute Normandie ;

VU La délibération EXP-BU-ME-1-2007 en date du 02/04/2007 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie portant création de la licence spéciale de pêche du bulot (*Buccinum undatum*) en Manche-Est et portant organisation de cette pêche ;

VU L'arrêté préfectoral n° 23-2007 du 15 mars 2007 rendant obligatoire la délibération susvisée du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie ;

VU L'arrêté préfectoral n° 39-2007 du 18 avril 2007 rendant obligatoire l'avenant n° 1 à la délibération susvisée du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie ;

VU La demande présentée par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie ;

Sur Proposition du Directeur régional des affaires maritimes de Basse-Normandie ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{er} : La 2^{ème} page de l'avenant annexé à l'arrêté 39/2007 du 18 avril 2007 est remplacée par celle jointe en annexe au présent modificatif (Nombre de licences : 66).

ARTICLE 2 : Les administrateurs des affaires maritimes, Directeurs régionaux et départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

L'Administrateur général des affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

nota : annexe peut être consultée aux affaires maritimes du Havre Caen et Cherbourg

Collection des arrêtés

Ampliations:

Préfecture de la Haute-Normandie

Préfecture de la Manche

Préfecture du Calvados

PREMAR Manche - Division AEM

COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)

GROUPGENDMAR

DPMA - Bureau RRAI

DRAM CN

DDAM CH (Pour servir PAM THEMIS)

SAM Granville

CROSS JB - CROSS GN

DRAM RENNES

CRPMEM BN

CLPM Ouest-Cotentin

9/2007-Arrêté portant autorisation de pêche du bulot au navire BELLE EPOQUE CH 638 760

Direction
régionale
2007
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 26 janvier

ARRETE n° 9 /2007

portant autorisation de pêche du bulot à un navire

Le Préfet de la région Haute-Normandie

VU le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;

VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;

VU l'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 accordant délégation de signature à Monsieur Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;

VU la décision n° 14/2006 du 26 avril 2006 du Préfet de la région Basse Normandie nommant M. Lysandre LEMAIGRE pilote maritime de Granville à compter du 1^{er} mai 2006 ;

SUR proposition du Directeur départemental des Affaires maritimes de la Manche ;

ARRETE:

Article 1^{er} : Le navire BELLE EPOQUE (CH 638 760), armé par M. Lysandre LEMAIGRE, pilote maritime de Granville, est autorisé à pratiquer la pêche du bulot (*Buccinum undatum*) dans les eaux délimitées par le parallèle de la Pointe de la Hague au Nord et les limites séparatives de compétence entre le préfet de la région Haute-Normandie et le préfet de la région Bretagne telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 25 janvier 1990 susvisé, au Sud et à l'Ouest.

Article 2 : La quantité maximale de bulots pêchée par le navire BELLE EPOQUE est limitée à 200 kg par jour et par homme embarqué, sans pouvoir dépasser un maximum de 600 kg quotidien.

Article 3 : Nonobstant les dispositions du présent arrêté, la pêche du bulot exercée par le navire BELLE EPOQUE est effectuée dans le respect des règles d'exploitation posées par le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie.

Article 4 : La présente autorisation est accordée pour l'année civile 2007.

Article 5 : Le Directeur départemental des Affaires maritimes de la Manche est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Manche.

Par délégation,
L'administrateur général des Affaires maritimes
Directeur régional de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

Collection des arrêtés (1)

Ampliations :

Préfecture de Haute-Normandie

Préfecture de la Manche

Préfecture du Calvados

DRAM CN – DRAM LH (services AE et AEM)

DDAM CH (pour servir PAM Thémis)

CROSS JB GN

PREMAR Manche - Division AEM

COMAR CH (Division OPS – Commandant patrouilleurs de la Marine)

GROUPENDMAR CH

COD Rouen (pour servir moyens nautiques de contrôle placés sous son autorité)
DRAM RENNES
DPMA (bureau RR AI)
CRPMEM BN
IFREMER Port-en-Bessin
OPBN Port en Bessin

52/2007-Arrêté autorisant la pêche des coques sur une partie des gisements de la Baie des Veys (gisement de Brévands - département de la Manche)

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre, le 15 mai 2007

A R R E T E n° 52 /2007

autorisant la pêche des coques sur une partie des gisements de la Baie des Veys (gisement de Brévands - département de la Manche)

Le Préfet de la Région Haute Normandie
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU** les articles R.*231-35 à R.*231-59 et R.*237-4 et R.*237-5 du code rural ;
- VU** le décret du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 69-576 du 12 juin 1969 modifiant le décret-loi du 9 janvier 1852 sur la pêche maritime côtière ;
- VU** le décret n°80-74 du 17 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle du domaine de Beauguillot (Manche) ;
- VU** le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;
- VU** le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à la pêche maritime de loisir ;
- VU** le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2000 fixant les conditions de transport des coquillages vivants avant expédition ;
- VU** l'arrêté du directeur des affaires maritimes au Havre du 26 février 1944 portant classement administratif des gisements coquilliers de la baie des Veys ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 décembre 2005 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants pour la consommation humaine dans le département de la Manche ;
.../...
- VU** l'arrêté du préfet de la région de Haute-Normandie n° 21/2006 du 17 février 2006 modifié portant réglementation de l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiquée à pied, à la nage ou en plongée dans le département de la Manche ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06-595 du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à M. Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute-Normandie ;
- SUR** proposition du directeur départemental des Affaires maritimes de la Manche ;

ARRETE :

Article 1 :

La pêche des coques est autorisée à partir du **mercredi 16 mai 2007** sur le **gisement de Brévands** délimité à l'Est par la ligne séparative avec le département du Calvados, à l'Ouest par le chenal de Carentan, au Nord par le 0 des cartes.

La pêche demeure interdite sur le **gisement du Grand Vey**, délimité au Nord par le taret des Essarts et à l'Est par le chenal de Carentan, et sur le **gisement de Beauguillot**, délimité au Nord par le parallèle passant par le point d'accès à la côte de la D 913 (musée Utah Beach), à l'Est par le 0 des cartes et au Sud par le taret des Essarts.

Article 2

La pêche est autorisée **du lundi au vendredi** aux horaires mentionnés ci-dessous

-du 16 mai 2007 au 30 mai 2007 inclus aux heures indiquées dans le tableau ci-dessous

date	horaires
Mercredi 16 mai	13 h 30 – 19 h 30
Jeudi 17 mai	14 h 30 – 20 h 30
Vendredi 18 mai	15 h 00 – 21 h 00
Lundi 21 mai	06 h 00 – 11 h 30
Mardi 22 mai	06 h 00 – 12 h 00
Mercredi 23 mai	07 h 00 – 13 h 00
Jeudi 24 mai	08 h 00 – 14 h 00
Vendredi 25 mai	09 h 00 – 15 h 00
Lundi 28 mai	11h 30 – 17 h 30
Mardi 29 mai	12 h 30 – 18 h 30
Mercredi 30 mai	13 h 00 – 19 h 00

-à compter du 31 mai 2007 : de 06 h 00 à 20 h 00.

La pêche est interdite le samedi et le dimanche.

Article 3

Seuls peuvent pratiquer la pêche professionnelle sur ces gisements les pêcheurs titulaires du permis de pêche à pied délivré par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche et de la licence de pêche délivrée par le comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Basse-Normandie.

La pêche de loisir s'exerce dans les conditions posées par l'arrêté n° 21/2006 du 17 février 2006 susvisé.

Article 4 :

Les seuls engins de pêche autorisés, à titre professionnel, sont la griffe à dents, et le râteau de 35 cm de largeur.

Les coques sont triées sur les gisements, celles n'atteignant pas la taille minimale de capture de **3 cm** sont rejetées sur les gisements.

Article 5 :

Chaque pêcheur à pied professionnel est autorisé à capturer une quantité maximale de **100 kilogrammes** de coques par jour.

Article 6 :

Pour accéder aux lieux de pêche, seuls les tracteurs et véhicules personnels ou utilitaires sont autorisés à circuler.

La circulation des quads est strictement interdite.

L'accès au gisement et la remontée des coques pêchées se font à la cale d'accès de Brevands.

Article 7 :

Sur les lieux de pêche, les chiens et le dépôt de déchets sont interdits.

Article 8 :

En raison du classement de salubrité des gisements, la mise à la consommation humaine directe des coquillages pêchés est interdite.

Article 9 :

L'acheteur procède à la pesée dès la remise du lot.

Pendant leur remplissage et durant le transport vers un établissement de purification et d'expédition, les sacs de coques ou tous autres contenants doivent porter une étiquette identifiant le pêcheur.

Le transport vers les établissements d'expédition ou de transformation est effectué sous couvert d'un bon de transport délivré par le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche.

Le transfert des coques à fin de réimmersion vers des zones de production ou de reparcage est interdit.

Article 10 :

Chaque pêcheur adresse au service des affaires économiques et du littoral de la direction départementale affaires maritimes de la Manche avant le 10 de chaque mois, une déclaration statistique mensuelle de la pêche du mois précédent.

Article 11 :

Toute infraction au présent arrêté ou aux règles générales relatives à l'exercice de la pêche professionnelle à pied et aux conditions de transport et de mise sur le marché des coquillages vivants expose son auteur au retrait de l'autorisation de pêche ainsi qu'aux suites pénales prévues conformément aux dispositions du décret du 9 janvier 1852 modifié et aux décrets pris pour son application

Article 12 :

Le directeur départemental des affaires maritimes de la Manche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État.

Par délégation,
L'Administrateur général
Directeur régional des Affaires maritimes
de Haute-Normandie

Bruno BARADUC

Ampliation :

Préfecture de Haute-Normandie

Copies :

Préfecture de la Manche

DPMA (RRAI)

DDAM Calvados, DDAM Manche, DDAM Pas-de-Calais,

DDAM Ille et Vilaine, DDAM Loire-Atlantique

CROSS Jobourg, Gris Nez

DIREN Basse-Normandie

Groupement de gendarmerie départementale de la Manche

Groupement de gendarmerie maritime de la Manche et de la mer du Nord

CRPMEM Basse-Normandie

CLPMEM Est-Cotentin

IFREMER Port-en-Bessin

DDAM/AE, DDAM, DDAM/AIML, ULAM 50

61/2007-arrêté portant ouverture de la pêche à pied des coques sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme)

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre le 8 juin 2007

A R R E T E n° 61 /2007

portant ouverture de la pêche à pied des coques
sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme)

Le Préfet de la Région Haute Normandie
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le décret du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;
VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;
VU le décret n° 94-390 du 28 avril 1994 modifié relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements;

VU le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnelle;
VU l'arrêté ministériel n° 3604-MMP2 du 4 septembre 1961 réglementant l'usage du crible à coquillages dans le quartier des affaires maritimes de Boulogne ;
VU l'arrêté ministériel du 17 février 1965 relatif à la taille marchande des coquillages ;

VU l'arrêté ministériel du 11 juin 2001 déterminant les conditions de délivrance du permis de pêche à pied professionnelle ;
VU l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n°157/2003 du 25 août 2003, portant application du décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche à pied à titre professionnel dans les régions Nord – Pas-de-Calais et Picardie ;
VU l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n°292/2005 du 2 novembre 2005 rendant obligatoire la délibération n°7/2005 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins du Nord – Pas-de-Calais – Picardie relative à l'attribution d'une licence pêche à pied des coques ;
VU l'arrêté du préfet de la Somme n° 183/CM/00 du 13 novembre 2000 fixant les conditions sanitaires de pêche des coques en baie de Somme nord ;
VU l'arrêté du préfet de la Somme du 7 avril 2004 modifié réglementant la circulation des véhicules et engins à moteur sur les dunes, le rivage de la mer et les plages appartenant au domaine public maritime dans le département de la Somme ;
VU l'arrêté du préfet de la Somme du 2 novembre 2005 portant conditions d'attribution du permis de pêche à pied professionnelle dans le département de la Somme ;
VU l'arrêté du Préfet de la Somme du 18 mai 2005 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;
VU l'arrêté n° 595/2006 du préfet de région Haute-Normandie du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à M. Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute Normandie;
VU l'arrêté n° 491/2006 du préfet de région Haute-Normandie du 15 novembre 2006 interdisant l'exercice de la pêche à pied des coques dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;
CONSIDERANT l'avis de la commission de visite des gisements de coques des départements de la Somme et du Pas-de-Calais réunie le 6 juin 2007;
SUR proposition du directeur interdépartemental des affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme ;

ARRETE :

Article 1er:

La pêche à pied professionnelle des coques est autorisée du lundi 11 juin 2007 à midi au vendredi 15 juin 2007 au coucher du soleil sur les gisements situés entre la pointe du Hourdel et le cap Hornu au sud du cours de la Somme (zone comprise dans la zone de salubrité classée en « C »).

La pêche à pied des coques sur les gisements non mentionnés à l'alinéa 1 dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme demeure interdite.

Article 2:

La pêche est autorisée exclusivement entre midi et le coucher du soleil.

Article 3: Seuls les pêcheurs titulaires d'un permis et d'une licence mention "coques" sont autorisés à ramasser les coques. La licence devra être revêtue du timbre "2007". Le pêcheur doit être en mesure de présenter son permis de pêche à tout agent en charge de la police des pêches maritimes.

Avant la première vente, les coques devront être placées dans des mannes identifiées en précisant les nom et prénom(s) du pêcheur. Les coques remontées dans des contenants autres que des mannes ou non identifiées seront remises immédiatement sur le gisement.

Article 4: Le quota de pêche est fixé à 90 kg par pêcheur titulaire d'un permis et par jour. Les coques devront être disposées dans un maximum de trois mannes décrites à l'article 3 alinéa 2.

Les pêcheurs sont soumis à l'obligation de déclaration mensuelle de leur production selon le modèle prévu par le décret du 11 mai 2001 susvisé.

Article 5: Le seul point de remontée est fixé au cap Hornu.

Les pêcheurs autorisés doivent être présents au moment de la première vente.

Les intermédiaires doivent être inscrits au registre du commerce au titre de l'exercice d'une activité commerciale dans le domaine des coquillages vivants.

Article 6 La taille minimale de capture des coques autorisée est de 30 mm. Les coques doivent être triées sur le lieu de pêche. Les coques n'atteignant pas la taille marchande fixée doivent être rejetées immédiatement sur le gisement.

Les seuls engins autorisés sont la pelle, la griffe à dents, le râteau et la « venette », maniés à la main et de dimensions réglementaires.

Seuls les tracteurs dûment autorisés à circuler sur l'estran peuvent venir se stationner à proximité des gisements ouverts. En aucun cas, ils ne pourront rouler sur les gisements.

Article 7 Les infractions au présent arrêté sont réprimées par l'article 5 du décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 et les articles 6 et 13 du décret-loi du 9 janvier 1852 susvisés.

Article 8 Le sous-préfet d'Abbeville, le directeur interdépartemental des affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation et pour ordre,
L'administrateur en chef des affaires maritimes
Directeur interdépartemental délégué de la Seine Maritime et de l'Eure

François-Xavier NOIROT

Collection des arrêtés : 1

Ampliation:

- Préfectures des régions Haute-Normandie et Picardie
- Préfectures de la Somme et du Pas-de-Calais
- Sous-Préfectures des arrondissements d' Abbeville, Montreuil-sur-mer, Boulogne, Calais et Saint Omer

Copies :

- DIDAM 62/80
- Affaires maritimes de DK, DP, CN, CH, SN
- IFREMER Boulogne-sur-mer
- GEMEL Le Hourdel
- Services vétérinaires Amiens et port de pêche de Boulogne-sur-mer
- Mairies de Oye plage, Marck, Camiers, Dannes, Etaples, Le Touquet, Berck, Groffliers, Fort Mahon, Le Crotoy,
- St Valéry, Cayeux
- postes aff. mar de gendarmerie maritime de BL, DP et DK
- gendarmeries maritimes de BL, DP et BSL
- Compagnies de gendarmerie nationale d' Abbeville, Montreuil et Calais
- Brigades nautiques de gendarmeries de St Valérie et Calais
- C.L.P.M.E.M. Boulogne-sur-Mer
- C.R.P.M.E.M. Nord-Pas-de-Calais - Picardie
- Subdivision Maritime de l'Equipement Saint-Valéry-sur-Somme
- D.D.A.S.S. 62+80
- D.D.C.C.R.F. 62+80
- Agence de l'eau Artois Picardie (Mission Littorale)
- Conseil Général 80
- S.R.C. Normandie - Mer du Nord
- M.S.A. 62+80
- Réserves naturelles baie de Somme et baie de Canche

62/2007-arrêté portant ouverture de la pêche à pied des coques sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme)

Ministère de l'Ecologie,
du Développement
et de l'Aménagement Durables

Direction
régionale
des Affaires
Maritimes
Haute-Normandie

Le Havre le 14 juin 2007

A R R E T E n° 62 /2007

portant ouverture de la pêche à pied des coques

sur les gisements de la baie de Somme nord (département de la Somme)

Le Préfet de la Région Haute Normandie
Officier de la Légion d'Honneur,

VU le décret du 9 janvier 1852 modifié, sur l'exercice de la pêche maritime ;
VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990, pris pour l'application de l'article 3 du décret du 9 janvier 1852 modifié, fixant les conditions générales d'exercice de la pêche maritime dans les eaux soumises à la réglementation communautaire de conservation et de gestion ;
VU le décret n° 94-390 du 28 avril 1994 modifié relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants ;

VU le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnelle ;

VU l'arrêté ministériel n° 3604-MMP2 du 4 septembre 1961 réglementant l'usage du crible à coquillages dans le quartier des affaires maritimes de Boulogne ;

VU l'arrêté ministériel du 17 février 1965 relatif à la taille marchande des coquillages ;

VU l'arrêté ministériel du 11 juin 2001 déterminant les conditions de délivrance du permis de pêche à pied professionnelle ;

VU l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n°157/2003 du 25 août 2003, portant application du décret n°2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche à pied à titre professionnel dans les régions Nord – Pas-de-Calais et Picardie ;

VU l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n°292/2005 du 2 novembre 2005 rendant obligatoire la délibération n°7/2005 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins du Nord – Pas-de-Calais – Picardie relative à l'attribution d'une licence pêche à pied des coques ;

VU l'arrêté du préfet de la Somme n° 183/CM/00 du 13 novembre 2000 fixant les conditions sanitaires de pêche des coques en baie de Somme nord ;

VU l'arrêté du préfet de la Somme du 2 novembre 2005 portant conditions d'attribution du permis de pêche à pied professionnelle dans le département de la Somme ;

VU l'arrêté du Préfet de la Somme du 18 mai 2005 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

VU l'arrêté n° 595/2006 du préfet de région Haute-Normandie du 30 octobre 2006 donnant délégation de signature à M. Bruno BARADUC, directeur régional des affaires maritimes de Haute Normandie ;

VU l'arrêté n° 596/2006 du préfet de région Haute-Normandie du 30 octobre 2006 interdisant l'exercice de la pêche à pied des coques dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;
CONSIDERANT l'avis de la commission de visite des gisements de coques des départements de la Somme et du Pas-de-Calais réunie le 6 juin 2007 ;

SUR proposition du directeur interdépartemental des affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme ;

ARRETE :

Article 1er:

La pêche à pied professionnelle des coques est autorisée le Vendredi 15 juin 2007 et du lundi 18 juin au vendredi 22 juin 2007 sur les gisements situés entre la pointe du Hourdel et le cap Hornu au sud du cours de la Somme (zone comprise dans la zone de salubrité classée en « C »).

La pêche à pied des coques sur les gisements non mentionnés à l'alinéa 1 dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme demeure interdite.

Article 2:

La pêche est autorisée exclusivement selon les horaires suivants :

Vendredi 15 juin 2007 du lever du soleil à 13h00

Lundi 18 juin 2007 du lever du soleil à 15h00

Mardi 19 juin 2007 du lever du soleil à 15h00

Mercredi 20 juin 2007 du lever du soleil à 15h00

Jeudi 21 juin 2007 du lever du soleil à 15h00

Vendredi 22 juin 2007 du lever du soleil à 15h00

Article 3:

Seuls les pêcheurs titulaires d'un permis et d'une licence mention "coques" sont autorisés à ramasser les coques. La licence devra être revêtue du timbre "2007". Le pêcheur doit être en mesure de présenter son permis de pêche à tout agent en charge de la police des pêches maritimes.

Article 4:

Le quota de pêche est fixé à 90 kg par pêcheur titulaire d'un permis et par jour.

Les pêcheurs sont soumis à l'obligation de déclaration mensuelle de leur production selon le modèle prévu par le décret du 11 mai 2001 susvisé.

Article 5: Le point de remontée est fixé au cap Hornu ou à la pointe du Hourdel.

Les pêcheurs autorisés doivent être présents au moment de la première vente.

Les intermédiaires doivent être inscrits au registre du commerce au titre de l'exercice d'une activité commerciale dans le domaine des coquillages vivants.

Article 6 La taille minimale de capture des coques autorisée est de 30 mm. Les coques doivent être triées sur le lieu de pêche. Les coques n'atteignant pas la taille marchande fixée doivent être rejetées immédiatement sur le gisement.

Les seuls engins autorisés sont la pelle, la griffe à dents, le râteau et la « venette », maniés à la main et de dimensions réglementaires.

Seuls les tracteurs dûment autorisés à circuler sur l'estran peuvent venir se stationner à proximité des gisements ouverts. En aucun cas, ils ne pourront rouler sur les gisements.

Article 7 Les infractions au présent arrêté sont réprimées par l'article 5 du décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 et les articles 6 et 13 du décret-loi du 9 janvier 1852 susvisés.

Article 8

L'arrêté 61-2007 du 8 juin 2007 est abrogé.

Le sous-préfet d'Abbeville, le directeur interdépartemental des affaires maritimes du Pas-de-Calais et de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Par délégation et pour ordre,
L'administrateur en chef des affaires maritimes
Directeur interdépartemental délégué de la
Seine Maritime et de l'Eure

François-Xavier NOIROT

Collection des arrêtés : 1

Ampliation:

- Préfectures des régions Haute-Normandie et Picardie
- Préfectures de la Somme et du Pas-de-Calais
- Sous-Préfectures des arrondissements d' Abbeville, Montreuil-sur-mer, Boulogne, Calais et Saint Omer

Copies :

- DIDAM 62/80
- Affaires maritimes de DK, DP, CN, CH, SN
- IFREMER Boulogne-sur-mer
- GEMEL Le Hourdel
- Services vétérinaires Amiens et port de pêche de Boulogne-sur-mer
- Mairies de Oye plage, Marck, Camiers, Dannes, Etaples, Le Touquet, Berck, Groffliers, Fort Mahon, Le Crotoy,
- St Valéry, Cayeux
- postes aff. mar de gendarmerie maritime de BL, DP et DK
- gendarmeries maritimes de BL, DP et BSL
- Compagnies de gendarmerie nationale d' Abbeville, Montreuil et Calais
- Brigades nautiques de gendarmeries de St Valérie et Calais
- C.L.P.M.E.M. Boulogne-sur-Mer
- C.R.P.M.E.M. Nord-Pas-de-Calais - Picardie
- Subdivision Maritime de l'Equipe Saint-Valéry-sur-Somme
- D.D.A.S.S. 62+80
- D.D.C.C.R.F. 62+80
- Agence de l'eau Artois Picardie (Mission Littorale)
- Conseil Général 80
- S.R.C. Normandie - Mer du Nord

- M.S.A. 62+80
- Réserves naturelles baie de Somme et baie de Canche

9. D.R.A.S.S. Haute-Normandie

9.1. *CROSS Sanitaire*

07-0404-Renouvellement d'autorisation au Centre Hospitalier de DIEPPE concernant l'activité de chirurgie.

republique française
Liberté Egalité Fraternité

**Agence Régionale de l'Hospitalisation
de Haute-Normandie**

RENOUVELLEMENT TACITE

Par application des dispositions de l'article L.6122-10 du code de la santé publique, l'autorisation accordée le 20 février 1997 au Centre Hospitalier de DIEPPE pour l'activité de chirurgie est renouvelée tacitement en date du 3 juin 2007. Ce renouvellement prendra effet à partir du 21 avril 2008 pour une durée de cinq ans.

9.2. *Protection sociale*

07-0446-Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du HAVRE

Pôle Social
Cellule Organisation Administrative
des Organismes de Sécurité Sociale
Affaire suivie par :
Séverine BRUN ☎ 02.32.18.32.46
Annick CHARLES ☎ 02.32.18.32.26

**LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
PREFET de la Seine-Maritime**

A R R E T E

OBJET : Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du HAVRE.

VU : le Code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 212-2 et D. 231-1 à D. 231-5 ;

l'arrêté du 6 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du HAVRE ;

l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 n° 06-613 relatif à la délégation de signature en matière d'activités de Madame le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Considérant, la lettre de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), en date du 13 mars 2007, proposant la candidature de Madame Véronique CHAPELLE en tant que membre suppléant, pour représenter les associations familiales ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 6 octobre 2006 portant nomination des membres du **Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales du HAVRE** est complété en ce qui concerne les

représentants des associations familiales, sur désignation de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) :

- En qualité de **suppléant** : Madame **Véronique CHAPELLE**

Article 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

ROUEN, le 14 mai 2007

**Pour Le Préfet
Et par délégation
Le Directeur Régional
des Affaires Sanitaires et Sociales,**

Signé : Claudine BOURGEOIS

07-0447-Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'EURE

Pôle Social
Cellule Organisation Administrative
des Organismes de Sécurité Sociale
Affaire suivie par :
Séverine BRUN ☎ 02.32.18.32.46
Annick CHARLES ☎ 02.32.18.32.26

**LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
PREFET de la Seine-Maritime**

A R R E T E

OBJET : Nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'EURE.

VU : le Code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 212-2 et D. 231-1 à D. 231-5 ;

l'arrêté du 6 octobre 2006, complété par l'arrêté du 11 octobre 2006, portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'EURE ;

l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 n° 06-613 relatif à la délégation de signature en matière d'activités de Madame le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Considérant, la lettre de la Confédération Générale du Travail (CGT), en date du 15 mars 2007, proposant les candidatures de Monsieur Christian PROTHIAU en tant que membre titulaire, en remplacement de Madame Michèle PRZYBYLSKI, et de Monsieur Denis HERVE en tant que membre suppléant, en remplacement de Monsieur Christian PROTHIAU devenu titulaire, pour représenter les assurés sociaux ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 6 octobre 2006 portant nomination des membres du **Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de l'EURE** est modifié en ce qui concerne les représentants des assurés sociaux, sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT) :

- En qualité de **titulaire** : Monsieur **Christian PROTHIAU** (précédemment suppléant)
en remplacement de Mme Michèle PRZYBYLSKI
- En qualité de **suppléant** : Monsieur **Denis HERVE**
en remplacement de M. Christian PROTHIAU.

Article 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

ROUEN, le 14 mai 2007

**Pour Le Préfet
Et par délégation
Le Directeur Régional
des Affaires Sanitaires et Sociales,**

Signé : Claudine BOURGEOIS

07-0463-Nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN

Pôle Social
Cellule Organisation Administrative
des Organismes de Sécurité Sociale
Affaire suivie par :
Séverine BRUN ☎ 02.32.18.32.46
Annick CHARLES ☎ 02.32.18.32.26

LE PREFET
de la région de Haute-Normandie
PREFET de la Seine-Maritime

A R R E T E

OBJET : Nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN.

VU : le Code de la Sécurité Sociale et notamment les articles L. 211-2, R. 211-1 et D. 231-2 à D. 231-5;

l'arrêté du 24 novembre 2004 désignant les cinq institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie pour siéger au sein du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN ;

l'arrêté du 27 décembre 2004, complété et modifié par les arrêtés des 25 janvier 2005, 3 février, 3 mai et 7 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN ;

l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2006 n° 06-613 relatif à la délégation de signature en matière d'activités de Madame le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales ;

Considérant le courrier de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), en date du 10 avril 2007, proposant la candidature de Monsieur Christian DEVIS en tant que membre suppléant pour la représenter en tant qu'institution intervenant dans le domaine de l'assurance maladie, en remplacement de Monsieur Alain DURAND, démissionnaire ;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 27 décembre 2004 portant nomination des membres du Conseil de la **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de ROUEN** est modifié en ce qui concerne les représentants des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie, sur proposition de l'**Union Départementale des Associations Familiales** (UDAF) :

- En qualité de **suppléant** : Monsieur **Christian DEVIS**
(*en remplacement de M. Alain DURAND, démissionnaire*).

Article 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 3 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Haute-Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure.

ROUEN, le 19 juin 2007

Pour Le Préfet
et par délégation
Le Directeur Régional
des Affaires Sanitaires et Sociales

Signé : Claudine BOURGEOIS

10. D.R.D.A.F. HAUTE NORMANDIE

10.1. S.D.I.T.E.P.S.A.

31/07-2007-Modification de la composition du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de la Seine-Maritime

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ROUEN, le 19 JUIN 2007
Service Départemental de l'Inspection du Travail,
de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par M. LELOUARD Cédric
Tél. : 02.32.18.95.56
Fax : 02.32.18.95.60
Mél. : sditepsa.ddaf76@agriculture.gouv.fr

Le Secrétaire Général
Chargé de l'administration de l'Etat
dans le département

ARRETE

Objet : Arrêté modifiant la composition du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de la Seine-Maritime

VU :

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1991 relatif à la composition des comités départementaux des prestations sociales agricoles ;

L'arrêté préfectoral du 25 juin 1990 relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitants agricoles au sein de certains organismes ou commissions ;

L'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 portant désignation des membres du Comité départemental des prestations sociales agricoles de la Seine-Maritime ;

La proposition du conseil d'administration de "Jeunes agriculteurs" de la Seine-Maritime en date du 6 mars 2007 ;

La proposition du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole de Seine-Maritime en date du 6 mars 2007 ;

Considérant :

Que le conseil d'administration de "Jeunes Agriculteurs" de la Seine-Maritime a modifié la représentation de son organisation au sein du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de la Seine-Maritime ;

Que le conseil d'administration de la mutualité sociale agricole de Seine-Maritime a modifié la représentation de son organisme au sein du Comité Départemental des Prestations Sociales Agricoles de la Seine-Maritime ;

ARRETE

Article 1 :

Dans le sous paragraphe intitulé "membres titulaires" du paragraphe intitulé "Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles" de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 fixant la composition du comité départemental des prestations sociales agricoles de la Seine-Maritime, les mots : "Madame Séverine FERON - 231 route de Flamets - 76390 CONTEVILLE" sont remplacés par : "Monsieur Bruno LEDRU - Le Plessis - 76710 BOSC-GUERARD SAINT-ADRIEN".

Article 2 :

Dans le sous paragraphe intitulé "membres suppléants" du paragraphe intitulé "Au titre des organisations syndicales d'exploitants agricoles" de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 fixant la composition du comité départemental des prestations sociales agricoles de la Seine-Maritime, les mots : "Monsieur Boris LEMAIR - 635 Route du Beau Soleil - 76490 MAULEVRIER SAINTE-GERTRUDE" sont remplacés par : "Madame Séverine FERON - 231 route de Flamets - 76390 CONTEVILLE".

Article 3 :

Dans le sous paragraphe intitulé "membres suppléants" du paragraphe intitulé "Au titre de la caisse de mutualité sociale agricole" de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2006 fixant la composition du comité départemental des prestations sociales agricoles de la Seine-Maritime, les mots : "Monsieur Noël BRUNO - 6 avenue de la Résistance - 76600 LE HAVRE" sont remplacés par : "Monsieur Jacques GALLANT - 9 rue du Couvent - 76190 AUZEBOSC".

Article 4 :

Le mandat de Messieurs Bruno LEDRU, Jacques GALLANT et Madame Séverine FERON expirera le 31 mars 2011.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime et Monsieur l'Inspecteur du Travail, Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Secrétaire Général
Claude MOREL

32/07-2007-Renouvellement des membres de la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture de Seine-Maritime

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

ROUEN, le 19 JUIN 2007
Service Départemental de l'Inspection du Travail,
de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles
de la Seine-Maritime

Affaire suivie par M. LELOUARD Cédric
Tél. : 02.32.18.95.56
Fax. : 02.32.18.95.60
Mél. : sditepsa.ddaf76@agriculture.gouv.fr

Le Secrétaire Général
Chargé de l'administration de l'Etat
Dans le département

ARRETE

Objet : Arrêté portant renouvellement des membres de la commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture de Seine-Maritime

VU :

L'article L. 231-2-1 du code du travail ;

La loi d'orientation n° 99-574 du 9 juillet 1999 dans son article 42 ;

Le décret n° 99-905 du 22 octobre 1999 relatif aux commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture pris pour application de la loi n° 99-574 du 9 juillet 1999 susvisée ;

L'avis de Monsieur le Chef du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

ARRETE

Article 1 :

Sont nommés pour quatre ans, à compter de la date du présent arrêté pour siéger à la commission paritaire en agriculture, les représentants désignés ci-après :

☛ en qualité de représentants des salariés :

- M. Philippe LAMBERT - 1 235 route des Eawy - 76850 BEAUMONT LE HARENG (CFDT) ;
- M. Christian CABIN - 16 rue des Pâtures - 76430 REALCAMP (CFDT).

☛ en qualité de représentants des employeurs :

- M. Didier LEGOIS - Le Village - 76590 LA CHAUSSEE (syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles ruraux et forestiers de Seine-Maritime) ;
- M. Julien PREVEL - Normandie Bois - ZI du Madrillet - rue des Cateliers - 76800 SAINT-ETIENNE DU ROUVRAY (chambre syndicale des exploitants forestiers, scieurs, industries connexes de Haute-Normandie) ;
- M. Nicolas LANQUEST - 670 La Haye d'Etigue - 76790 LES LOGES (union syndicale agricole de Seine-Maritime) ;
- Mme Martine MORIN - entreprise AJEP - 78 rue Robert Ancel - 76700 HARFLEUR (union nationale des entrepreneurs du paysage).

☛ en qualité de membres consultatifs :

- Monsieur le Docteur Pierre BOURDILLOUD (Médecine de santé au travail - MSA de Seine-Maritime) ;
- Monsieur Francis MAITRE-JEAN (Prévention des risques professionnels - FRCMSA de Haute-Normandie).

Article 2 :

Le mandat de quatre ans des personnes nommées ci-dessus est renouvelable.

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime et Monsieur l'Inspecteur du Travail, Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Secrétaire Général

Claude MOREL

10.2. S.E.A.

28/06-2007-Schéma directeur des structures agricoles du département de la Seine-Maritime.

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service Economie Agricole
Affaire suivie par CLATOT Rémy
tél : 02.32.18.94.43
fax 02.32.18.94.46
mail : remy.clatot@agriculture.gouv.fr
ROUEN, le 2 mai 2007
LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Schéma Directeur des structures agricoles du département de la Seine-Maritime

VU :

- Le code rural, et notamment :

Les articles L 312-1, L312-5 et L312-6, relatifs au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles, à l'unité de référence et à la surface minimum d'installation ,

Les articles L 330-1 et L 330-2 relatifs à la politique d'installation en agriculture,

Les articles L 331-1 à L 331-11 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles,

Les articles R 313-1 à R 313-10 relatifs à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (C.D.O.A),

Les articles R 331-1 à R 331-6 relatifs au contrôle des structures des exploitations agricoles.

- l'arrêté préfectoral du 10 Novembre 2004 relatif au Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles de la Seine-Maritime

- l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 fixant la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture

- l'avis du Conseil Général du département de la Seine-Maritime, lors de son assemblée plénière du 10 octobre 2006

- l'avis de la Chambre d'Agriculture du département de Seine-Maritime, lors de sa session du 21 septembre 2006

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Maritime

A R R E T E

Article 1^{er} - En application des articles L 312-1 et L 331-3 du Code Rural, les orientations de la politique d'aménagement des structures agricoles de la Seine-Maritime sont ainsi définies, sans ordre hiérarchique :
> Privilégier les installations durables qui s'inscrivent dans les démarches encouragées par les pouvoirs publics et la profession agricole en matière de formation professionnelle et d'accès aux soutiens publics

> Promouvoir les installations et les exploitations à responsabilité personnelle

> Eviter le démembrement d'exploitations viables au regard notamment de l'excédent brut d'exploitation (EBE) potentiel défini à l'article 2, afin de maintenir les exploitations en place ou de contribuer à une installation

> Structurer durablement les exploitations agricoles en évitant de disperser les terres agricoles

> Conforter les exploitations agricoles dont les dimensions, les références de production ou les droits à aide sont insuffisants au regard de l'EBE potentiel défini à l'article 2.

Article 2 - En fonction des orientations fixées par l'article 1, les priorités de la politique d'aménagement des structures agricoles de la Seine-Maritime sont ainsi définies :

En application de l'article L 331-3 2° du code rural, est considérée comme viable une exploitation qui permet de dégager un Excédent Brut d'Exploitation (EBE) potentiel de 30 000 € (calculé comme décrit en annexe auprèsent arrêté).

Préalable :

Les candidats à l'installation, bénéficiaires ou non des aides à l'installation, sont prioritaires dans la limite du plafond de 30 000 € d'EBE potentiel par actif calculé après reprise. Au-dessus de ce plafond, la demande d'autorisation d'exploiter sera examinée dans le cadre d'un agrandissement.

La priorité pourra néanmoins leur être accordée, dans le cadre de l'installation, sur la totalité de l'exploitation reprise, si celle-ci constitue une entité ne pouvant être déstructurée.

Les terres agricoles ou les ateliers de production hors sol, objet de la demande, constituent une exploitation viable :
1 - Installation d'un ou de plusieurs jeunes agriculteurs disposant de la capacité professionnelle permettant l'octroi des aides à l'installation et présentant un projet viable
2 - Autre installation d'un agriculteur présentant un projet viable
3 - Consolidation d'exploitations existantes – Agrandissement d'une ou de plusieurs exploitations
4 - Autres cas.

B) Les biens repris ne constituent pas une exploitation viable :

1 - Contribution à l'installation d'un jeune agriculteur disposant de la capacité professionnelle permettant l'octroi des aides à l'installation et présentant un projet d'installation sur une exploitation viable
ou

- Consolidation et restructuration d'une ou de plusieurs exploitations à dimension économique insuffisante, dont l'équivalence des moyens de production est inférieure à 30 000 € d' EBE potentiel par actif ci-dessus. La priorité est alors accordée sur tout ou partie des biens libérés

2 - Contribution à l'installation d'un agriculteur, avec un projet viable

3 - Autres agrandissements

- Autres cas.

Pour un même rang de priorité en A ou en B, la préférence pourra être accordée au candidat propriétaire des biens faisant l'objet de la demande.

En l'absence d'un tel candidat, la préférence pourra être accordée en fonction du montant de l'EBE potentiel par actif (préférence au projet le plus modeste) et des critères fixés par l'article L 331-3 du Code Rural.

Article 3 - En application de l'article L 312-5 du Code Rural, la superficie minimale d'installation (S.M.I.) en polyculture élevage, pour l'ensemble du département de la Seine-Maritime, est maintenue à 24 hectares. Par ailleurs, l'Unité de Référence (U.R.) est fixée à 50 ha pour l'ensemble du département.

La S.M.I. pour chaque nature de culture en hectares, et les coefficients de pondération à appliquer pour convertir les surfaces concernées en S.M.I. « polyculture – élevage » et en U.R., sont les suivants :

→ cultures légumières de plein champs : 6 hectares, coefficient 4

→ cultures maraîchères (y compris tunnels et châssis) : 2,50 hectares, coefficient 9,6

→ cultures maraîchères sous serres chauffées : 0,50 hectare, coefficient 48

→ cultures maraîchères sous abris froids : 1,50 ha, coefficient 16

→ cultures fruitières intensives : 6 hectares, coefficient 4

→ pépinières : 3 hectares, coefficient 8

→ cultures florales sous serres : 0,25 hectare, coefficient 96

→ cultures cressonnières (bassins) : 0,60 hectare, coefficient 40.

En application de l'article L 732-39 du Code Rural, la superficie dont un agriculteur est autorisé à poursuivre l'exploitation ou la mise en valeur sans qu'elle fasse obstacle au service des prestations d'assurance vieillesse agricole liquidée par un régime obligatoire est fixée à un cinquième de la S.M.I.

Article 4 – En application de l'article L 331-2 – I 1°, 2° a), 5° et 7° du Code Rural, sont soumis à autorisation préalable :

> les installations, les agrandissements ou les réunions d'exploitations agricoles au bénéfice d'une exploitation agricole mise en valeur par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, lorsque la surface totale qu'il est envisagé de mettre en valeur excède une fois l'unité de référence, fixée à 50 ha par l'article 3

> quelle que soit la superficie en cause, les installations, les agrandissements ou les réunions d'exploitations agricoles ayant pour conséquence de supprimer une exploitation agricole ou de commencer à démembrer une exploitation agricole viable, notamment lorsque cette dernière est supérieure à une fois l'unité de référence et en devient inférieure en raison de l'opération projetée

> les agrandissements ou réunions d'exploitation pour les biens dont la distance par rapport au siège de l'exploitation du demandeur est supérieure à 15 kilomètres par la voie d'accès la plus courte

> la mise en valeur de biens agricoles reçus d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural, ayant pour conséquence la suppression d'une unité économique égale ou supérieure à une fois l'unité de référence ou l'agrandissement, par attribution d'un bien préempté par la société d'aménagement foncier et d'établissement rural, d'une exploitation dont la surface totale après cette cession excède deux fois l'unité de référence.

Article 5 – L'arrêté préfectoral du 10 novembre 2004 établissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles de Seine-Maritime est abrogé.

Article 6 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine-Maritime et Mme la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la forêt de Haute-Normandie et de Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

LE PREFET

annexe à l'arrêté préfectoral du

Etablissant le Schéma Directeur Départemental des Structures Agricoles de Seine-Maritime

I - CALCUL DE L'EBE POTENTIEL POUR L'APPRECIATION DES SEUILS DE VIABILITE

L'excédent brut d'exploitation (EBE) potentiel est une donnée économique basée sur des références départementales actualisées annuellement, validées par la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture Plénière. Il est calculé à partir du système d'exploitation et des droits à produire.

Cet élément est utilisé dans un premier temps, pour apprécier le potentiel économique des biens faisant l'objet de la demande, permettant ainsi d'établir sa viabilité intrinsèque. Dans un second temps, cette notion rapportée au nombre d'actifs et calculée après reprise sert à fixer le plafond au-delà duquel une demande d'autorisation d'exploiter, liée à un projet d'installation, est examinée dans le cadre d'un agrandissement.

Les données utilisées pour le calcul de L'EBE potentiel par actif seront actualisées au 1^{er} septembre de chaque année, et prises en compte à cette date pour l'instruction des demandes d'autorisation d'exploiter

II - DEFINITION DES ACTIFS POUR LE CALCUL DE L'EBE POTENTIEL PAR ACTIF

Après calcul de l'EBE potentiel, la main d'œuvre est prise en compte de la façon suivante :

> Exploitant : 1 Unité de Main d'œuvre (UMO) s'il a moins de 55 ans

> Conjoint (moins de 55 ans) :

1 UMO s'il est associé exploitant en GAEC ou associé exploitant bénéficiaire de la DJA, en EARL, SCEA ou autre société d'exploitation agricole

0,8 UMO s'il est associé exploitant en EARL, SCEA ou autre société d'exploitation agricole

0,8 UMO s'il est co-exploitant ou conjoint collaborateur

0,6 UMO s'il est conjoint d'exploitation sans activité extérieure

0,3 UMO s'il a une activité extérieure à mi-temps ou moins

> Associé exploitant (hors conjoint) de GAEC, EARL, SCEA ou autre société d'exploitation agricole : 1 UMO s'il a moins de 55 ans
 > Les salariés permanents en contrat à durée indéterminée sont décomptés à raison de 15 000 euros par UMO salarié, dans la limite d'un salarié par exploitation sauf pour les ateliers de transformation de à la ferme.

III - DONNEES UTILISEES POUR LE CALCUL DE L'EXCEDENT BRUT D' EXPLOITATION (EBE) PAR ACTIF

1 - Rendements, prix et charges opérationnelles

	Rendements				PRIX	PRIME	ENGR.	SEMEN.	PHYTO.	ENTR
	R1 = Pays de Caux Ouest et Est, Petit Caux	R2 = Entre Bray et Picardie, Entre Caux et Vexin	R3 = Pays de Bray	R 4 = Vallée de la Seine I et II						
Pommes de terre	400	350	300	300	12	0	260	750	300	182
Betteraves sucre	800	700	700	600	3,2	0	200	244	270	182
Lin	2 000	1 700	1 500	1 500	1	104	60	183	122	182
Blé	90	80	75	65	10	104	140	69	145	91
Escourgeon	77	75	67	57	9,5	104	130	61	145	91
Avoine et autres céréales	64	60	55	45	9,5	104	130	61	130	91
Pois secs	56	50	50	45	12	159	60	114	130	91
Colza	38	38	35	35	20	104	150	46	168	114
Colza diester	38	38	35	35	19	0	150	46	168	114
Gel						0	0	23	38	0
Luzerne déshydratée	1	1	1	1	1 220	0	91	76	38	0
Maïs ensilage						104	0	0	0	0
Maïs grain	80	80	80	80	9	104	114	134	69	153

2. Marges Brutes standard par ha de culture, EBE des productions spécialisées et coût de la main d'oeuvre

	R1 = Pays de Caux Ouest et Est, Petit Caux	R2 = Entre Bray et Picardie, Entre Caux et Vexin	R3 = Pays de Bray	R 4 = Vallée de la Seine I et II
Pommes de terre	3308	2708	2108	2108
Betteraves sucre	1664	1344	1344	1184
Lin	1557	1257	1057	1057
Blé	559	459	409	309
Escourgeon	409	390	313,5	218,5
Avoine et autres céréales	300	262	214,5	119,5
Pois secs	436	364	364	304
Colza	386	386	326	326
Colza diester	244	244	187	187
Gel	-61	-61	-61	-61
Luzerne déshydratée	1015	1015	1015	1015
Maïs ensilage	104	104	104	104
Maïs grain	354	354	354	354
Betteraves fourragères				
Prairies temporaires				
Prairies naturelles				
Autres (précisez)	0	0	0	0
Dont surface fourragère ovins				
Rendement laitier moyen de la région	6300	6000	6000	6000
Coefficient UGB des vaches laitières	1	1	1	1
Coefficient UGB des vaches allaitantes	1	1	1	1
Chargement moyen de la région	2,2	2,1	2	2
Nombre de bœufs race viande par ha de Surface Fourragère Principale (SFP)	1,29	1,24	1,18	0,94
Nombre de taurillons par ha de maïs	4,5	4	3,5	4
Marge brute/ha bœufs race viande	600	600	540	510
Marge brute par ha de SFP vaches laitières	2700	2500	2200	2000
Marge brute par ha de SFP taurillons	500	500	300	300
Marge brute par ha de SFP vaches allaitantes, avant primes	640	640	580	580
Marge brute par ha de SFP bœufs et élèves	580	580	518	518
Marge brute par ha de SFP consacré aux ovins	1385	1232	1080	927
Primes vaches allaitantes <40	250	250	250	250
Primes vaches allaitantes >40	226	226	226	226

EBE par truie système naisseur	228	228	228	228
EBE par truie système naisseur-engraisseur	442	442	442	442
EBE par porc vendu système engraisseur	11,4	11,4	11,4	11,4
- EBE standard des label	0,61	0,61	0,61	0,61
- EBE standard des industriels dindes	0,85	0,85	0,85	0,85
- EBE standard des industriels poulets	0,5	0,5	0,5	0,5
- EBE standard des pondeuses par poule	2,56	2,56	2,56	2,56
- Charges de structure standard	590	590	585	570
- Coût standard des salariés	1500	Idem pour toutes les régions		
Charges de structure petites exploitations (<50ha)	590	Idem pour toutes les régions		
Charges de structure exploitations sans lait	510	510	480	480

10.3. SERFOT

27/06-2007-Dissolution de l'Association Foncière de MELLEVILLE

PREFECTURE DE LA SEINE – MARITIME
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
Service de la Forêt et des Territoires

Affaire suivie par Jean-Marie BASTARD
Tél : 02 32 18 94 77
Fax : 02 32 18 95 30
Mail : jean-marie.bastard@agriculture.gouv.fr

ROUEN, le 24 mai 2007

LE PREFET
de la Région de Haute-Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Dissolution de l'Association Foncière de MELLEVILLE

VU :

Le Titre I du Livre I du Code Rural ;
La loi n° 92.1283 du 11 Décembre 1992 relative à l'aménagement foncier rural ;
Le décret n° 92.1290 du 11 Décembre 1992 pris pour l'application des dispositions du chapitre 1er du Titre I du Livre I du Code Rural ;
La délibération du Bureau de l'Association Foncière de MELLEVILLE en date du 14 février 2007 décidant la dissolution de l'Association Foncière et la cession de son patrimoine ;
La délibération du Conseil Municipal de MELLEVILLE en date du 27 mars 2007 acceptant la cession du patrimoine de l'Association Foncière ;
La délibération du Conseil Municipal de GUERVILLE en date du 10 avril 2007 acceptant la cession du patrimoine de l'Association Foncière ;
L'avis de Madame la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ;

ARRETE

Article 1 :

L'Association Foncière de MELLEVILLE, instituée par arrêté préfectoral du 17 octobre 1995, est dissoute.

Article 2 :

Le patrimoine de l'Association Foncière est cédé, à titre gratuit, à :
la commune de MELLEVILLE :
les parcelles ZC 6, ZE 6, ZH 36 et ZK 6
la commune de GUERVILLE :
la parcelle ZA 39
Cette cession devra être confirmée par la rédaction d'un acte administratif.

Article 3 :

Les comptes de l'Association Foncière seront soldés conformément aux dispositions prises par le bureau en accord avec Monsieur le Percepteur-Reveur de l'Association Foncière.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Sous-Préfet de DIEPPE, Madame le Maire de MELLEVILLE, Monsieur le Maire de GUERVILLE, Madame la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

29/06-2007-Constitution du Bureau de l'Association Foncière d'OUVILLE LA RIVIERE.

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME
DIRECTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Service de la Forêt et des Territoires

Affaire suivie par Jean-Marie BASTARD

Tél : 02 32 18 94 77

Fax : 02 32 18 95 30

Mail : jean-marie.bastard@agriculture.gouv.fr

ROUEN, le 8 juin 2007

LE PREFET

de la Région de Haute-Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Constitution du Bureau de l'Association Foncière d'OUVILLE LA RIVIERE

VU :

- Le Titre II du Livre I du Code Rural issu de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992, relative à la partie législative du Livre I du Code Rural ;
- Le Chapitre III du Livre III de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992 et, notamment les articles L 133-1, L 133-2 et L 133-3 ;
- L'article 123-9 de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992 ;
- Le Chapitre III du Titre III du décret n° 92.1290 du 11 décembre 1992, relatif à la partie réglementaire du Livre I du Code Rural et, notamment les articles R 133-1, R 133-3, R 133-4 et R 133-5 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2007 instituant une Association Foncière dans la commune d'OUVILLE LA RIVIERE ;
- Les propositions de la Chambre d'Agriculture en date du 24 mai 2007 ;
- Les propositions du Conseil Municipal d'OUVILLE LA RIVIERE en date du 24 mai 2007 ;

ARRETE

Article 1 :

Il est constitué une Association Foncière sur la commune d'OUVILLE LA RIVIERE.

Article 2 :

Le siège est fixé à la Mairie d'OUVILLE LA RIVIERE.

Article 3 :

L'Association est chargée d'établir et d'entretenir les chemins d'exploitation ainsi que les ouvrages visés au 1°, 3° et 4° de l'article 25 du Code Rural.

Article 4 :

L'administration de l'Association Foncière est confié à un Bureau composé de :

Monsieur le Maire d'OUVILLE LA RIVIERE,

Madame la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant

- Membres désignés par la Chambre d'Agriculture :

M. CHAUSSAY Jean, Titulaire

demeurant Grande Mousseaux – Hameau de Tous Les Mesnils à OUVILLE LA RIVIERE

M. CORRUBLE François, Titulaire

demeurant Rue de la Briqueterie – Hameau de Tous Les Mesnils à OUVILLE LA RIVIERE

M. FERON Bernard, Titulaire

demeurant Grande Mousseaux – Hameau de Tous Les Mesnils à OUVILLE LA RIVIERE

M. CHAVANIEUX Guy-Marie, Suppléant

demeurant Cavée Sainte Appoline – Hameau de Tous Les Mesnils à OUVILLE LA RIVIERE

M. HEBERT Charles, Suppléant

demeurant Chemin Longue Haie à AMBRUMESNIL

- Membres élus par le Conseil Municipal :

M. THELU Jacques, Titulaire

demeurant 55 avenue des Canadiens à OUVILLE LA RIVIERE

M. GOMART Bertrand, Titulaire

demeurant Rue de la Porte – Hameau de Tous Les Mesnils à OUVILLE LA RIVIERE

Mme MASSELIN Marie-Thérèse, Titulaire

demeurant 360 route d'Offranville à OUVILLE LA RIVIERE

M. HEMERYCK Pascal, Suppléant

demeurant Côte Sainte Appoline – Hameau de Tous Les Mesnils – 76860 OUVILLE LA RIVIERE

M. CORRUBLE Sébastien, Suppléant

73 rue du Pommier à OUVILLE LA RIVIERE

Article 5 :

Le Bureau, dont la composition est fixée à l'article 4 ci-dessus, procèdera, dès sa première réunion à l'élection de son Président, de son ou de ses Vice-Présidents et de son Secrétaire.

Article 6 :

Les membres désignés sont nommés pour six ans, leur mandat peut être renouvelé.

Article 7 :

La comptabilité de l'Association sera tenue par le Receveur Municipal de la commune d'OUVILLE LA RIVIERE.

Article 8 :

Il sera pourvu aux dépenses au moyen des taxes des membres, éventuellement d'emprunts et de subventions de l'Etat, du Département, de la commune ou de tout autre établissement public.

Les bases de répartition des dépenses seront déterminées par le Bureau proportionnellement à la surface attribuée à chaque propriétaire par le Remembrement.

Le montant de la taxe est fixé annuellement par le Bureau.

Les rôles seront rendus exécutoires par Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime.

Article 9 :

L'Assemblée Générale de l'Association Foncière se réunira au moins une fois par an à une date fixée par le Bureau de l'Association.

Article 10 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Sous-Préfet de DIEPPE, Monsieur le Maire d'OUVILLE LA RIVIERE, Madame la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

30/06-2007-Reconstitution du bureau de l'Association Foncière de Remembrement de SAINTE-MARGUERITE-SUR-MER.

P R E F E C T U R E D E L A S E I N E – M A R I T I M E

D I R E C T I O N R E G I O N A L E E T D E P A R T E M E N T A L E

D E L ' A G R I C U L T U R E E T D E L A F O R E T

S e r v i c e d e l a F o r ê t e t d e s T e r r i t o i r e s

A f f a i r e s u i v i e p a r J e a n - M a r i e B A S T A R D

T é l : 02 32 18 94 77

F a x : 02 32 18 95 30

M a i l : jean-marie.bastard@agriculture.gouv.fr

R O U E N , l e 8 j u i n 2 0 0 7

L E P R E F E T

d e l a R é g i o n d e H a u t e - N o r m a n d i e

P r é f e t d e l a S e i n e - M a r i t i m e

ARRETE

Objet : Reconstitution du bureau de l'Association Foncière de Remembrement de SAINTE MARGUERITE SUR MER

VU :

- Le Titre II du Livre I du Code Rural issu de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992, relative à la partie législative du Livre I du Code Rural ;
- Le Chapitre III du Livre III de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992 et, notamment les articles L 133-1, L 133-2 et L 133-3 ;
- L'article 123-9 de la loi n° 92.1283 du 11 décembre 1992 ;
- Le Chapitre III du Titre III du décret n° 92.1290 du 11 décembre 1992, relatif à la partie réglementaire du Livre I du Code Rural et, notamment les articles R 133-1, R 133-3, R 133-4 et R 133-5 ;
- L'arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1963 instituant une Association Foncière dans la commune de SAINTE MARGUERITE SUR MER ;
- Les propositions de la Chambre d'Agriculture en date du 9 novembre 2006 ;
- Les propositions du Conseil Municipal de SAINTE MARGUERITE SUR MER en date du 8 décembre 2006 ;

ARRETE

Article 1 :

Le Bureau de l'Association Foncière de SAINTE MARGUERITE SUR MER est reconstitué ainsi qu'il suit :

- Monsieur le Maire de SAINTE MARGUERITE SUR MER
- Madame la Directrice Régionale et Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant

- Membres désignés par la Chambre d'Agriculture :

M. Jean-Michel VARIN, titulaire

domicilié Le Bourg à SAINTE MARGUERITE SUR MER

M. Jean-Pierre BOUIC, titulaire

domicilié 455 route de la Mer à SAINTE MARGUERITE SUR MER

M. Claude VARIN, titulaire

domicilié Blanc Mesnil le Haut à SAINTE MARGUERITE SUR MER

Mme Francine LEMERCIER, suppléante

domiciliée rue de l'Epine à VARENCEVILLE SUR MER

Mme Michèle SAMSON, suppléante

domiciliée à LONGUEIL

- Membres élus par le Conseil Municipal :

M. Claude LEGRAND, titulaire

domicilié à SAINTE MARGUERITE SUR MER

Mme Monique POLEDNIOK, titulaire

domiciliée à CHARENTON LE PONT

M. Jean LEFEBVRE, titulaire

domicilié à SAINTE MARGUERITE SUR MER

M. Michel DUFAU, suppléant
domicilié à SAINTE MARGUERITE SUR MER
M. Philippe VOISIN, suppléant
domicilié à LA GAILLARDE

Article 2 :

Les membres désignés sont nommés pour six ans, leur mandat peut être renouvelé.

Article 3 :

Les autres clauses de l'arrêté du 10 septembre 1963 demeurent inchangées et donc, applicables.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine-Maritime, Monsieur le Sous-Préfet de DIEPPE,
Monsieur le Maire de SAINTE MARGUERITE SUR MER, Madame la Directrice Régionale et Départementale de
l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

11. D.R.E. de Haute-Normandie

11.1. Secrétariat Général

07-0410- Organisation de la direction régionale de l'équipement de Haute-Normandie

PRÉFECTURE DE LA REGION HAUTE-NORMANDIE
ARRETE PREFECTORAL

Direction Régionale de l'Équipement
de Haute-Normandie

ORGANISATION DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE HAUTE-NORMANDIE

Le Préfet de la Région Haute-Normandie

ARRETE n° 07

VU :

Le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, et notamment son article 26,
le décret n° 2006-305 du 16 mars 2006 modifiant le décret n° 67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du Ministère de l'Équipement,
Le décret du 13 juillet 2006 portant nomination de Monsieur Jean-François CARENCO en qualité de Préfet de la Région de Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
L'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2006 portant organisation de la Direction Régionale de l'Équipement, comme suite à l'avis du Comité Technique Paritaire de la Direction Régionale de l'Équipement en date du 1^{er} décembre 2005,
L'avis rendu le 13 mars 2007 par le comité technique paritaire spécial de la Direction Départementale de l'Équipement, relatif à la réorganisation des services fonctionnels de la Direction Départementale de l'Équipement,
L'avis du Comité Technique Paritaire local de la Direction Régionale de l'Équipement en date du 15 mars 2007,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales.

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 15 juin 2007, les services de la Direction Régionale de l'Équipement de Haute-Normandie seront réorganisés comme suit :

Mission Intermodalité et grands projets (MIGP)

Ce service a en charge :

l'animation de l'observatoire régional des transports,
la connaissance des infrastructures ferroviaires, fluviales et portuaires, de leur utilisation et de leurs perspectives d'aménagement,
l'initiation, la coordination et le suivi des études et des projets ferroviaires, fluviaux et portuaires, dans une approche intermodale,
la préparation et le suivi des projets du contrat de plan et du contrat de projet pour les infrastructures multimodales (fer, fluvial, ports).

Service des Transports Routiers (STR)

Ce service a en charge :

les activités de contrôles sur route et en entreprise du transport routier,
l'agrément et le contrôle des centres de formation professionnelle des conducteurs routiers,
la gestion des conseillers de sécurité de matières dangereuses,
la gestion de la commission régionale des sanctions administratives,
la gestion et l'exploitation des données des registres transport,

la gestion des aides publiques pour les professionnels du transport,
l'animation des réseaux des professionnels du transport routier.

Service Maîtrise d'Ouvrage des infrastructures routières (SMO)

Ce service a en charge :

la maîtrise d'ouvrage des investissements sur le réseau routier national,
la gestion financière afférente à ces investissements,
la préparation et le suivi du contrat de plan puis du PDMI, ainsi que des conventions spécifiques avec participation de l'État pour la réalisation d'opérations routières,
la maîtrise d'ouvrage des études préalables à la mise en oeuvre de systèmes dynamiques de gestion du trafic,
l'animation régionale pour la sécurité routière.

Chargé de mission SGAR

Ce chargé de mission, affecté à mi-temps à la Direction Régionale de l'Équipement, a en charge :

la préparation et le suivi des opérations du CPER et du POR en matière d'infrastructures terrestres et portuaires, et de la filière logistique,
l'interface entre le SGAR et le pôle TLAM ainsi que les structures qui le composent notamment ports autonomes, une contribution au pilotage d'actions conduisant à l'évolution des services de l'Équipement en région (DCR, mutualisation des services supports....).

Mission Aménagement Urbanisme et Europe (MAUE)

Cette mission a en charge :

le pilotage régional des activités Aménagement Urbanisme et Ingénierie Publique (AUIP),
la stratégie des services dans le champ AUIP et son lien avec le pôle TLAM,
la fonction affaires européennes et notamment FEDER.

Atelier Régional Transports, Aménagement et Information géographique (ARTAIG)

Cet atelier intervient à la fois pour le compte de la DRE de Haute-Normandie et pour la DDE de Seine-Maritime. Il est composé de quatre pôles :

Pôle Transports

en charge de la problématique des transports et des déplacements voyageurs en lien avec la mission intermodalité et grands projets,

Pôle Économie

en charge de la dimension économique des enjeux d'aménagement du territoire,

Pôle Aménagement

en charge de la problématique générale d'aménagement des territoires,

Pôle Administration des données localisées et géomatique

en charge de l'administration des données et de la géomatique.

Il assure la mission complète (de l'analyse des données au travail de cartographie) pour la DRE et un rôle d'animation, de pilotage et de gestion globale des données pour la DDE de Seine-Maritime et les autres services du pôle TLAM.

Service Habitat et Construction (SHC)

Ce service a en charge :

l'élaboration de la stratégie régionale de l'État en matière d'habitat et l'organisation des travaux du Comité Régional de l'Habitat,
la programmation des crédits logement de l'État en région,
la production et la diffusion de statistiques liées au logement et à la construction,
l'animation de l'observatoire régional de l'habitat et la conduite d'études habitat,
l'animation de la politique foncière régionale notamment pour l'habitat,
la promotion de la qualité et l'application des textes réglementaires concernant la construction.

Mission LOLF / Pôle TLAM

Cette mission a en charge :

d'assurer la mise en oeuvre de la LOLF et des BOP régionaux en liaison avec l'ensemble des services de l'Équipement en région,
d'assister le responsable de BOP dans l'animation du dialogue de gestion : contrôleur financier en région, préfet de région (SGAR), directeurs de programme,
de préparer et coordonner l'animation du dialogue de gestion avec les UO, en liaison étroite avec les référents techniques ou services chargés de la coordination en interrégional,
d'assurer l'animation des activités du Pôle Transport, Logement, Aménagement et Mer.

Article 2 : Fonctions « support » :

Les fonctions « support » sont assurées par un cabinet de direction et un secrétariat général communs à la Direction Régionale de l'Équipement de Haute-Normandie et à la Direction Départementale de l'Équipement de Seine-Maritime. Un conseiller de gestion est rattaché à la Direction Régionale de l'Équipement. Le directeur de la cellule économique régionale « Haute-Normandie » est mis à disposition de celle-ci par la DRE et est placé à temps partiel auprès de la direction de ce service.

Article 3 :

Les missions du Directeur Régional et Départemental ainsi que celles du Directeur Régional adjoint et des chargés de missions restent inchangées.

Article 4 :

L'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2006 relatif à l'organisation des services de la Direction Régionale de l'Équipement est abrogé.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement est chargé de la mise en œuvre des dispositions ci-dessus.

Article 6 :

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et de l'Eure.

Rouen, le 04 juin 2007

Le Préfet,

Pour le Préfet absent,

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Pascal SANJUAN

12. D.R.I.R.E. Haute-Normandie

12.1. Division contrôles techniques énergie

07-0405-Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0286 - Renforcement du client industriel ELIOKEM (Good Year) à Sandouville (76)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À L'INDUSTRIE

AUTORISATION PRÉFECTORALE
DE TRANSPORT DE GAZ
AVEC PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation
de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0286
Renforcement du client industriel ELIOKEM (ex Good Year) à Sandouville (76)

Le Préfet de Seine Maritime,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 ;

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

Vu l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation ;

Vu la demande en date du 16 février 2007 par laquelle la société GRTgaz, dont le siège social est situé 26 rue de Calais, 7509 Paris, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation d'alimentation du client industriel ELIOKEM (ex Good Year) à SANDOUVILLE (Seine-Maritime),

Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;

Vu les résultats de la consultation administrative qui s'est déroulé du 1^{er} mars au 2 mai 2007 ;

A R R Ê T E :

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé figurant sur la carte annexée au présent arrêté (1).

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

Désignation des ouvrages	Longueur Approximative (km)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre (*)	Observations
Branchement du 2 ^{ème} poste de détente livraison du client industriel ELIOKEM	0.002	67.7	100	

(*) Définition de la norme ISO 6708

2° Ouvrages de traitement de compression : Sans Objet

3° Postes de livraison et/ou postes de détente :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION GEOGRAPHIQUE	PERFORMANCE NOMINALE	OBSERVATIONS
Poste de détente-livraison 67.7 / 4 bar d'ELIOKEM (création)	Commune de Sandouville	3 000 Nm ³ /h	

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de Sandouville (Seine Maritime).

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle AM 0001 accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé (modifié).

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au(x) point(s) d'entrée du(des) réseau(x) objet(s) de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

10, 7 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au Bulletin des actes administratifs de la préfecture de Seine Maritime.

Article 11 : Le Préfet de Seine Maritime, le Maire de la commune de Sandouville dans le département de Seine Maritime, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Haute Normandie, le Directeur départemental de l'équipement de Seine Maritime, le Directeur de GRT gaz, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Fait à ROUEN, le 14

mai 2007

pour le préfet de Seine Maritime
et par délégation
le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

P. DUCROCQ

(1) – La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la préfecture du département de Seine Maritime et de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de la région Haute-Normandie

07-0406-Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0285 - Alimentation de la distribution publique de Gailfontaine (76)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
MINISTÈRE DÉLÉGUÉ À L'INDUSTRIE

AUTORISATION PRÉFECTORALE
DE TRANSPORT DE GAZ
AVEC PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

Arrêté autorisant la construction et l'exploitation de la canalisation
de transport de gaz naturel n° AS-NRD-0285
Alimentation de la distribution publique de Gailfontaine (76)

Le Préfet de Seine Maritime,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.122.1 ;

Vu la loi du 15 juin 1906 modifiée sur les distributions d'énergie et notamment son article 12 ;

Vu la loi du 15 février 1941 modifiée relative à l'organisation de la production, du transport et de la distribution du gaz ;

Vu la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie et notamment son article 25 ;

Vu le décret n° 52-77 du 15 janvier 1952 portant approbation du cahier des charges type des transports de gaz à distance par canalisation en vue de la fourniture de gaz combustible, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations, tel que modifié par le décret n° 2003-944 du 3 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;

Vu l'arrêté du 4 août 2006 portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustible par canalisation ;

Vu la demande en date du 23 janvier 2007 par laquelle la société GRTgaz , dont le siège social est situé 26 rue de Calais, 75009 Paris, sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de la canalisation d'alimentation de la distribution publique de Gaillefontaine (Seine-Maritime),

Vu les mémoires, engagements, pouvoirs et autres pièces produits à l'appui de cette demande ;

Vu les résultats de la consultation administrative qui s'est déroulé du 9 février au 9 avril 2007 ;

A R R Ê T E :

Article 1 : Sont autorisées la construction et l'exploitation par Gaz de France, d'ouvrages de transport de gaz naturel, établis conformément au projet de tracé figurant sur la carte annexée au présent arrêté (1).

Article 2 : L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

1° Canalisations :

Désignation des ouvrages	Longueur Approximative (km)	Pression maximale de service (bar)	Diamètre (*)	Observations
Canalisation acier	0.015	67.7	80	

(*) Définition de la norme ISO 6708

2° Ouvrages de traitement, de compression : Sans Objet

3° Postes de livraison et/ou postes de détente :

DESIGNATION DES OUVRAGES	SITUATION GEOGRAPHIQUE	PERFORMANCE NOMINALE	OBSERVATIONS
Poste de détente-livraison 67.7 / 4 bar de Gaillefontaine (création)	Commune de Gaillefontaine	1 000 Nm³/h	

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 : Les ouvrages autorisés seront construits sur le territoire de la commune de Gaillefontaine (Seine Maritime).

Article 4 : La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 : La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 : La présente autorisation est accordée aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle AM 0001 accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé (modifié).

Article 7 : Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés au(x) point(s) d'entrée du(des) réseau(x) objet(s) de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

10, 7 et 12, 8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9, 3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 : La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 : La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au Bulletin des actes administratifs de la préfecture de Seine Maritime.

Article 11 : Le Préfet de Seine Maritime, le Maire de la commune de Gaillefontaine dans le département de Seine Maritime, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Haute Normandie, le Directeur départemental de l'équipement de Seine Maritime, le Directeur de GRT gaz, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée.

Fait à ROUEN, le 14 mai 2007

pour le préfet de Seine Maritime
et par délégation
le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

P. DUCROCQ

(1) – La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la préfecture du département de Seine Maritime et de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement de la région Haute-Normandie

07-0407-Décision d'agrément N° 07.12.271.002.1 concernant la société CCR-GC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE SEINE MARITIME

DÉCISION D'AGRÉMENT
N° 07.12.271.002.1

**Le Préfet de la Région Haute-Normandie,
Préfet du département de Seine-Maritime,**

Vu le règlement CEE n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié notamment par le règlement CE du Conseil n° 2135/98 du 24 septembre 1998 ;

Vu le règlement CE n° 1360-2002 de la Commission du 13 juin 2002 portant septième adaptation au progrès technique du règlement CEE n°3821/85 susvisé ;

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure, notamment ses articles 37 et 51 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2001 pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé, notamment son titre VI ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2004 relatif aux modalités de contrôle des chronotachygraphes numériques, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu la décision n°05.12.110.003.1 du 20 juillet 2005 du préfet du département de Seine Maritime attribuant la marque d'identification A-76 à la société CCR-GC ;

Vu la décision n° 05.12.271.003.1 du 20 juillet 2005 du préfet du département de Seine Maritime prononçant l'agrément de la société CCR-GC pour effectuer dans ses ateliers, dont la liste figure en annexe, les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques ;

Vu la demande en date du 16 mai 2007, de CCR-GC dont le siège est situé Boulevard du Fossé Blondel – 76530 – Grand-Couronne ;

Sur proposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

DÉCIDE

Article 1^{er} : La présente décision modifie la décision n° 05.12.271.003.1 du 20 juillet 2005 délivrée à la société CCR-GC pour effectuer dans ses ateliers, dont la liste figure en annexe, les opérations d'installation et d'inspection périodiques de chronotachygraphes numériques :

L'annexe de la présente décision annule et remplace l'annexe de la décision n° 05.12.271.003.1 du 20 juillet 2005.

Article 2. - Les autres dispositions de la décision n° 05.12.271.003.1 susvisée sont inchangées.

Fait à Rouen, le 22 mai 2007

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

P. DUCROCQ

Annexe à la décision n° 05.12.271.003.1 du 20 juillet 2005.
Version du 22 mai 2007
(cette annexe comporte une seule page)

Liste des ateliers couverts par le présent agrément et numéros abrégés correspondants

Numéro d'agrément abrégé identifiant l'atelier	Nom	Adresse	Commentaires
051200301	CCR – GC	Boulevard du Fossé Blondel 76530 – Grand-Couronne	Activité limitée aux véhicules pouvant être contrôlés sur le banc.

Responsable technique et de la sécurité de l'organisme

Cyril Mousselet

Liste des 2 techniciens de l'organisme

Technicien	Atelier de rattachement	Numéro abrégé de l'agrément
Cyril Mousselet	CCR – GC / Boulevard du Fossé Blondel 76530 – Grand-Couronne	051200301

07-0408-Décision N° 07.12.721.0001.1 portant modification à la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005 concernant la société Normandie Accessoires

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE SEINE MARITIME

Décision N° 07.12.271.001.1 portant modification à la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005

**Le Préfet de la Région Haute-Normandie,
Préfet du département de Seine-Maritime,**

Vu le règlement CEE n° 3821/85 du Conseil du 20 décembre 1985 concernant l'appareil de contrôle dans le domaine des transports par route, modifié notamment par le règlement CE du Conseil n° 2135/98 du 24 septembre 1998 ;

Vu le règlement CE n° 1360-2002 de la Commission du 13 juin 2002 portant septième adaptation au progrès technique du règlement CEE n°3821/85 susvisé ;

Vu le décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure, notamment ses articles 37 et 51 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2001 pris pour application du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 susvisé, notamment son titre VI ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2004 relatif aux modalités de contrôle des chronotachygraphes numériques, notamment ses articles 5 et 7 ;

Vu la décision n° 05.12.110.008.1 du 21 septembre 2005 du préfet du département de Seine Maritime attribuant la marque d'identification NA-76 à la société Normandie Accessoires ;

Vu la demande en date du 2 décembre 2004, de Normandie Accessoires dont le siège est situé 132, rue de Constantine, 76021 Rouen ;

Vu la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005 modifiée du préfet du département de Seine Maritime prononçant l'agrément de la société Normandie Accessoires pour effectuer dans ses ateliers, dont la liste figure en annexe, les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques ;

Sur proposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

DECIDE

Article 1^{er} : La présente décision modifie la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005 délivrée à la société Normandie Accessoires pour effectuer dans ses ateliers, dont la liste figure en annexe, les opérations d'installation et d'inspection périodique de chronotachygraphes numériques :

L'annexe de la présente décision annule et remplace l'annexe de la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005.

Article 2. - Les autres dispositions de la décision n° 05.12.271.008.1 susvisée sont inchangées.

Fait à Rouen, le 20 mai 2007

pour le Préfet de Seine-Maritime et par délégation,
le directeur régional de l'industrie
de la recherche et de l'environnement,

Philippe DUCROCQ

Annexe à la décision n° 05.12.271.008.1 du 21 septembre 2005.
(cette annexe comporte deux pages) (page 1/2)

Liste des ateliers couverts par le présent agrément et numéros abrégés correspondants

Numéro d'agrément abrégé identifiant l'atelier	Nom	Adresse	Commentaires
051200801	Normandie Accessoires	220 Boulevard de Graville 76600 Le Havre	<i>Hors véhicule 4x4 à transmission intégrale permanente</i>
051200802	Normandie Accessoires	20 Rue Jacquard Z.I La Madeleine 27000 Évreux	<i>Hors véhicule 4x4 à transmission intégrale permanente</i>
051200803	Normandie Accessoires	8 Rue Montgolfier 76120 Le Grand Quevilly	<i>Hors véhicule 4x4 à transmission intégrale permanente</i>

Responsable technique et de la sécurité de l'organisme

M. Patrick Chevereau

Atelier du Havre

Correspondant RTS :
M. Denis Thuillier

Atelier de Grand Quevilly

Correspondant RTS :
M. Buquet Philippe

Atelier d'Évreux

Correspondant RTS :
M. Jean-François Calandre

Liste des 5 techniciens de l'organisme

Technicien	Atelier de rattachement	Numéro abrégé de l'agrément
M. Anthony Ras	Normandie Accessoires 220 Boulevard de Graville 76600 Le Havre	051200801
M. Buquet Philippe	Normandie Accessoires 8 Rue Montgolfier 76120 Le Grand Quevilly	051200803
M. Georges Billot	Normandie Accessoires 8 Rue Montgolfier 76120 Le Grand Quevilly	051200803
M. Brequigny Franck	Normandie Accessoires 8 Rue Montgolfier 76120 Le Grand Quevilly	051200803
M. Cabon Thierry	Normandie Accessoires 20 Rue Jacquard Z.I La Madeleine 27000 Évreux	051200802

13. D.R.T.E.F.P.

13.1. Direction

07-0401-Définition pour la région Haute-Normandie de la liste des métiers et des formations correspondantes susceptibles d'ouvrir droit aux demandeurs d'emploi éligibles à l'Allocation de fin de formation

PREFECTURE DE LA REGION HAUTE-NORMANDIE

ROUEN, le 29 mai 2007

Le Préfet de la Région de Haute Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Définition pour la région Haute-Normandie de la liste des métiers et des formations correspondantes susceptibles d'ouvrir droit aux demandeurs d'emploi éligibles à l'Allocation de fin de formation.

VU :

- Le code du travail et notamment les articles L. 351-10-2 et R 351-19-1 instituant l'allocation de fin de formation (AFF),

- Le décret N° 2006-1631 en date du 19 décembre 2006 et relatif à l'allocation de fin de formation modifiant le code du travail,

- du Service Public de l'Emploi Régional du 19 décembre 2005

Considérant :

- Les statistiques d'offres et de demandes d'emploi
- L'avis du Service Public de l'Emploi Régional lors de sa réunion en date du 16 avril 2007

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et de Monsieur le Directeur Régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

ARRETE

Article 1 :

La liste des métiers établie selon le code ROME, spécifié ouvrant droit à l'allocation de fin de formation pour l'ensemble du territoire de la région Haute-Normandie est fixée dans l'annexe jointe et s'applique à compter du 1er juin 2007.

Article 2 :

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires régionales, le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le directeur régional de l'ANPE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

p/ Le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Pour les Affaires Régionales

Pascal SANJUAN

ANNEXE 1 : Liste des métiers ouvrant droit à l'Allocation de Fin de Formation sous réserve d'une sanction de la formation répertoriée au RNCP)

Code ROME	Intitulé du métier
11112	Intervenant à domicile
11113	Intervenant auprès d'enfants uniquement DPAP
11211	Nettoyeur locaux et surfaces
11212	Laveur de vitres spécialisé
11214	Agt d'ent et d'assainissement
11222	Agt sécurité et surveillance
12131	Secrétaire bureau polyvalent Formation niveau III
12132	Secrétaire bureau spécialisé Formation niveau III
12133	Assistant de direction Formation niveau III
12142	Techn services comptables Formation niveau III
12223	Conseiller en assurances
13111	Employé d'étage
13212	Cuisinier
13221	Empl polyvalent restauration
13222	Serveur en restauration
14111	Employé de libre-service
14113	Chef de rayon produits frais

14114	Chef rayon hors produits frais
14212	Vend produits frais (détail)
14221	Vendeur produits utilitaires
14222	Vendeur en équipement du foyer
14224	Vend articles sport et loisirs
14225	Vendeur prod cult et ludiques
14231	Télévendeur
14311	Att comm biens d'équipmts prof
14312	Att comm biens intermédiaires
14313	Agent de force de vente
22211	Formateur
22221	Instructeur conduite véhicules
23112	Intervenant d'action sociale
23132	Anim spécial culturel et tech
23133	Animateur spécial d'act sport
23151	Educateur-intervenant éducatif
23221	Conseil emploi et insert prof
24111	Aide soignant
24121	Infirmier généraliste
24211	Technicien imagerie médicale
24311	Masseur kinésithérapeute
31113	Psychologue clinicien
32111	Cadre de la comptabilité
32112	Cadr contrôle compta et financ
32113	Techn sup comptable et financier
32115	Analyste de gestion
32321	Informaticien d'étude
32331	Informaticien expert
32341	Organisateur informaticien
33113	Responsable des ventes
33124	Directeur de magasin
33221	Resp d'exploitation en assur
42112	Ouvrier des travaux publics
42113	Ouvrier du béton
42114	Ouvrier de la maçonnerie
42121	Monteur structures métalliques
42122	Monteur en structures bois
42123	Couvreur
42124	Ouv étanchéité et isolation
42211	Electriciens qualifiés du bâtiment
42212	Instal équipmts sani et therm
42221	Poseur de fermetures menuisées
42222	Monteur plaquiste agencements
42231	Poseur de revêtements rigides
42232	Poseur de revêtements souples
42233	Peintre en bâtiment
43112	Cond transp en commun (route)
43113	Conducteur-livreur
43114	Cond transp marchand (route)
43211	Cond d'engins de chantier BTP
43221	Conducteur d'engins de levage
43311	Agent du stockage et de la répartition de marchandises
43312	Agent de manipulation et de déplacement des charges
43331	Pers adm circult inter march
44114	Chaudronnier-tôlier

44121	Opér-régleur sur machine-outil
44131	Agent de montage-assemblage de la construction mécanique
44132	Soudeur
44134	Tuyauteur industriel
44135	Ajusteur mécanicien
44141	Agent de traitement thermique
44142	Agent de traitement de surface
44143	Stratifieur-mouliste
44151	Contrôleur de fabrication de la construction mécanique et du travail des métaux
44212	Intercon mat élect électroméca
44311	Mécanicien de maintenance
44313	Régleur
44316	Méca eng chant, levage et agri
44321	Mécanicien de véhicules particuliers et industriels
44322	Mécaniciens cycles et motocycles
44323	Carrossier
44331	Electricien de maintenance
44341	Agent d'entretien du bâtiment
45111	Pilote indus chim, prod éner
45112	Opér app transfo phys ou chim
45113	Opér mach form mat plast caout
45121	Pilote instal indus agroalim
45122	Opér mach fab indus agroalim
45414	Agt de traitements dépolluants
47111	Prép prod boulang-viennoiserie
47112	Prép prod pâtis-confiserie
47122	Préparateur en produits carnés
47123	Traiteur-charcutier
47311	Métallier/feronnier
51121	Agt d'encadrmt ind de process
51211	Agt d'encadrmt de maintenance
52111	Techn méth-ordon-plan de l'ind
52121	Dessinateur-projet const méca
52122	Dess const mécanique, trav mét
52132	Dessinateur-projet en élect
52133	Dessinateur en électri électro
52211	Techn fab const méca trav mét
52212	Techn qualité const mécanique
52231	Techn prod indus de process
52232	Techn labo cont fab ind proces
52311	Techn inst équipmt industriel
52312	Tech sup maintenance ind et en automatique et informatique industrielle
52314	Inspecteur mise en conformité
52331	Maint biens électrodomestiques
52332	Maint sys therm, clim et frigo
53111	Cadre technique méth-ordo-plan
53122	Cadre technique d'études-recherche-développement de l'industrie
53211	Cadre technique de production
53212	Cadre tech de contrôle-qualité
53311	Tech sup commercial
53312	Ingénieur d'affaires

53321	Cadre tech entret, maintenance
61221	Dessinateur du BTP
61222	Géomètre
61223	Chargé d'études tech du BTP
61231	Chef de chantier du BTP
61232	Conducteur de travaux du BTP

07-0417-Montant de l'aide de l'Etat pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le cadre du service civil volontaire

PREFECTURE DE LA REGION HAUTE-NORMANDIE

ROUEN, le 12 juin 2007

LE PREFET
de la Région de Haute Normandie
Préfet de la Seine-Maritime

ARRETE

Objet : Montant de l'aide de l'ETAT pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi dans le cadre du service civil volontaire

VU :

- Le code du travail et notamment les articles L. 322-4-7, L. 322-4-8 et R. 322-16 et suivants ;
- Le décret du 12 juillet 2006 relatif au service civil volontaire ;
- Le décret n°2006-1024 du 21 août 2006 fixant le montant et les modalités du concours financier relatif au service civil volontaire ;
- L'arrêté du Préfet fixant le montant des aides de l'ETAT pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi et les contrats initiative emploi ;
- La circulaire DGEFP n° 2007/12 du 29 mars 2007 relative à la mise en œuvre du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) dans le cadre du service civil volontaire (SCV) ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et de Monsieur le Directeur Régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

ARRETE

Article 1 :

Le taux de prise en charge du contrat d'accompagnement dans l'emploi dans le cadre du service civil volontaire est fixé, dans la région de Haute-Normandie, pour les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, à 90% pour l'année 2007.

Article 2 :

Le service civil volontaire est réservé aux jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus justifiant d'une résidence régulière et continue de plus d'un an en France, sans emploi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Article 3 :

Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires régionales, Monsieur le Directeur Régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Monsieur le préfet du département de l'Eure et Monsieur le préfet de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Eure et de la Seine-Maritime.

P/ Le Préfet
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Pascal SANJUAN

14. MAISON D'ARRET DE ROUEN

14.1. Direction

07-0448-Délégation de signature du chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

**Délégation de signature
du Chef d'Etablissement de la Maison d'Arrêt de
Rouen**

Décision du 18 juin 2007 portant délégation de signature

Monsieur Yves BIDEY, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen

VU :

- l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005,
- l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978,
- le code de procédure pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale,
- l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDEY, Chef d'Etablissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,
- l'arrêté du Ministre de la Justice en date du 14 mai 2007 portant affectation à la Maison d'Arrêt de Rouen de Monsieur Olivier CALVET, Directeur des Services Pénitentiaires de 2^{ème} classe,

DECIDE :

délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Olivier CALVET, Directeur des Services Pénitentiaires, Adjoint au Chef d'Etablissement, aux fins de :

Décider le placement ou sa prolongation en isolement des détenus selon les dispositions des articles D283-1 à 283-2-4 du C.P.P. et R 57-9-10 du C.P.P. (issus de la circulaire NORJUSK 0640117C et des décrets en Conseil d'Etat du 21/03/06).

Décider des poursuites et placement en prévention de cellule de punition des détenus et présider la commission de discipline en application des dispositions des articles D249 à D254 du C.P.P.

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés.

Décider des classements et orientations des détenus en activités sportives ou socio éducatives, en activité de travail ou en formation professionnelle ou technique, conformément aux dispositions régies par le C.P.P., le règlement intérieur et les instructions de service.

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Décider de l'octroi ou du retrait des titres de permis de visite et permis de communiquer concernant les détenus de la Maison d'Arrêt de Rouen ou d'en assurer l'exécution sur réquisition des autorités administratives ou judiciaires compétentes.

Décider des autorisations d'accès à la Maison d'Arrêt de Rouen quand elles relèvent de la compétence du Chef d'Etablissement de la Maison d'Arrêt de Rouen ou de les faire exécuter quand elles émanent d'une autre autorité habilitée.

Décider d'autoriser les détenus à acquérir en cellule, par l'intermédiaire de l'Administration Pénitentiaire et du service cantine de la Maison d'Arrêt de Rouen, tout achat d'objets, effets vestimentaires, denrées consommables, ou équipements radiophoniques et informatiques ne faisant pas l'objet d'une interdiction au titre de la sécurité des personnes, des biens et de l'établissement pénitentiaire.

Décider de prendre toutes décisions individuelles défavorables et faisant grief à l'endroit d'un détenu dans les domaines de compétence du Chef d'Etablissement.

Décider et prendre toutes mesures entrant dans le champs légal et réglementaire de nature à maintenir, préserver ou rétablir l'ordre et la discipline à l'intérieur de l'établissement, y compris en mettant en œuvre les dispositions relatives à l'utilisation de la force, des armes et des moyens de contrainte contre les détenus, sous réserve d'en rendre compte aux autorités hiérarchiques supérieures.

Décider d'engager toutes mesures disciplinaires à l'encontre des membres du Personnel Pénitentiaire dans le stricte cadre des dispositions réglementaires et statutaires en vigueur.

Prendre toutes mesure individuelle relative à la situation administrative et sociale d'un membre du Personnel de la Maison d'Arrêt de Rouen.

Décider de prendre toutes mesures conservatoires dans le domaine de la maintenance des bâtiments et équipements de la Maison d'Arrêt de Rouen et ce en cas de nécessité ou de péril imminent.

Prendre toutes décisions dans le domaine de la gestion budgétaire, économique et comptable de la Maison d'Arrêt de Rouen et d'en suivre l'exécution en liaison avec l'Attaché d'Administration.

Rouen, le 18 juin 2007.

Le Directeur,

Y. BIDEZ

07-0449-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 133/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 14 septembre 1998 nommant Monsieur Georges GUENEAU, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 11 octobre 1999 nommant Monsieur Georges GUENEAU, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Georges GUENEAU, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0450-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 134/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 26 septembre 2005 nommant Monsieur Frédéric HOCHART, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 26 février 2007 nommant Monsieur Frédéric HOCHART, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Frédéric HOCHART, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0451-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 135/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 31 décembre 2004 nommant Monsieur Jean-Claude MOTTIN, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 31 décembre 2004 nommant Monsieur Jean-Claude MOTTIN, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Jean-Claude MOTTIN, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0452-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 136/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 1^{er} septembre 1991 nommant Monsieur Charles TEYSSIER, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 1^{er} septembre 1991 nommant Monsieur Charles TEYSSIER, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Charles TEYSSIER, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0453-Délégation individuelle permanente

MINISTRE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 129/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 14 septembre 1998 nommant Monsieur Lionel ANISIS, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 1^{er} juillet 1992 nommant Monsieur Lionel ANISIS, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Lionel ANISIS, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0454-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 131/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 21 juin 1999 nommant Monsieur Christian DUBREUIL, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 05 juin 2000 nommant Monsieur Christian DUBREUIL, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Christian DUBREUIL, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

07-0455-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 132/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDEY, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDEY, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 1^{er} septembre 2003 nommant Madame Catherine EMON, Première Surveillante,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 26 février 2007 nommant Madame Catherine EMON, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Madame Catherine EMON, Première Surveillante**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDEY

07-0456-Délégation individuelle permanente

MINISTERE DE LA JUSTICE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Rouen, le 13 juin 2007

DIRECTION REGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE

MAISON D'ARRET DE ROUEN

Le Directeur

YB/AF/n° 130/S

DELEGATION INDIVIDUELLE PERMANENTE

Monsieur Yves BIDET, Directeur de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'article 30 du Décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005,

Vu l'article 7 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978,

Vu le Code de Procédure Pénale notamment ses articles R.57-8 et R.57-8-1 issus du Décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le Code de Procédure Pénale,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 24 avril 2004 nommant Monsieur Yves BIDET, Chef d'établissement de la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 2 septembre 2002 nommant Monsieur Jean-Emmanuel COURTOIS, Premier Surveillant,

Vu l'Arrêté du Ministre de la Justice en date du 03 juillet 2006 nommant Monsieur Jean-Emmanuel COURTOIS, à la Maison d'Arrêt de Rouen,

Vu la note du 03 octobre 2006 de Monsieur le Directeur Régional des Services Pénitentiaires de Lille,

DECIDE :

De donner délégation permanente à **Monsieur Jean-Emmanuel COURTOIS, Premier Surveillant**, aux fins de :

Décider de faire procéder à des fouilles des locaux et des détenus conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale,

Décider du placement en prévention de cellule disciplinaire des détenu(e)s et de l'enclenchement des enquêtes préalables à l'engagement des poursuites disciplinaires à l'encontre des détenus,

Décider des affectations en cellule et quartiers au sein de la Maison d'Arrêt de Rouen des détenus y étant incarcérés,

Instruire et traiter la correspondance des détenus en y apportant réponse ou en saisissant l'autorité ou l'instance compétente pour en connaître,

De mettre en œuvre les dispositions arrêtées par le Chef d'établissement ou les Directeurs Adjointes en matière d'usage de la force, des armes ou des moyens de contraintes à l'encontre d'un ou de détenus,

Décider ou aviser du niveau de sécurité et des modalités de contrainte applicables aux détenus faisant l'objet de mesures de transfèrement ou extraction administrative, judiciaire ou pour motif médical.

Le Directeur,

Yves BIDET

15. MAISON D'ARRET DU HAVRE

15.1. Direction

07-0391-Délégation de signature

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
DIRECTION RÉGIONALE
DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE LILLE
MAISON D'ARRÊT DU HAVRE
DECISION DU 04 juin 2007 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LE CHEF D'ETABLISSEMENT DE LA MAISON D'ARRET DU HAVRE

Vu le code de Procédure Pénale notamment ses articles R 57-8/ r 57-8-1/ D 250

DECIDE :

DELEGATION PERMANENTE à compter du 15/07/ 2006
est donnée à Mme ZOUHAL Bernadette , Lieutenant Pénitentiaire, chef de détention

Aux fins de : (préciser les compétences)

Décision d'affectation ou de Changement d'affectation
Réponse à un recours hiérarchique
Mise en prévention au Quartier Disciplinaire
Présidence de la C° de Discipline
Autorisation d'écrits ou de sortie d'écrits de détenus
Habilitation et retrait d'habilitation des personnels extérieurs à l'Administration Pénitentiaire
Octroi et retrait des permis de visite des condamnés
Engagement de poursuite disciplinaire
Déclassement d'un emploi ou d'une activité, d'une formation
Autorisation d'accès à l'établissement
Audience arrivants

Le Délégant
Le Chef d'établissement
Jérôme DELALANDE

16. SOUS-PREFECTURE DE DIEPPE

16.1. Service des Relations avec les Collectivités Locales

07-0459-Syndicat Mixte d'Energie de la région d'Eu - arrêté modification

Dieppe, le 20 JUIN 2007

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
Dans le département
ARRETE

Objet : Syndicat Mixte d'Energie de la région d'EU - modificatif à l'arrêté préfectoral du 13 février 2007 -

VU :

Le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5711-1 et L.5214-1 ;
La loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;
La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Le décret du 25 mars 2007, nommant M. Olivier de MAZIERES, Sous-Préfet de Dieppe ;
L'arrêté préfectoral n° 07-112 du 8 juin 2007 donnant délégation de signature à M. Olivier de MAZIERES, sous-préfet de Dieppe ;
L'arrêté préfectoral en date du 24 août 1923 autorisant la création du Syndicat Intercommunal d'Electrification de la région d'Eu ;
L'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 1986 portant extension des compétences du syndicat à l'éclairage public de la région d'EU ;
L'arrêté préfectoral du 3 décembre 2003 portant modification des statuts du SIER de la région d'EU et sa transformation en Syndicat Mixte d'Energie de la région d'EU ;
L'arrêté préfectoral du 13 février 2007 portant représentation substitution de la Communauté de Communes Yères et Plateau à ses communes membres au sein du Syndicat Mixte d'Energie de la région d'Eu ;

CONSIDERANT :

Que la commune de Criel sur Mer est membre Syndicat Mixte d'Energie de la région d'Eu , pour une partie de son territoire ;
Que la Communauté de Communes Yères et Plateau se substitue à ses communes membres, au sein du Syndicat d'Energie, à périmètre identique ;

ARRETE

Article 1 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2007 est modifié comme suit :

« La Communauté de Communes Yères et Plateau est substituée de plein droit, au sein du Syndicat Mixte d'Energie de la région d'Eu, à la commune de Criel-sur-Mer pour la partie du territoire de cette commune précédemment incluse dans le syndicat »

Article 2 : L'article 1^{er} des statuts du Syndicat Mixte d'Energie de la Région d'Eu est désormais rédigé comme suit (les modifications sont portées en caractère gras)

(Extrait des STATUTS)

Article 1^{er} : En application du code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5711-1, il est formé entre les collectivités ci-dessous énoncées :

AVESNES-en-VAL, CLAIS, ETALONDES, EU (pour les secteurs définis sur le plan ci-annexé), FLOCQUES, FRESNOY-FOLNY, GRANDCOURT, GUERVILLE, INCHEVILLE, LE TREPORT (pour le secteur défini sur le plan ci-annexé), LES IFS, LONGROY, MILLEBOSC, PONTS et MARAIS, PREUSEVILLE, PUISENVAL, SEPT MEULES, SMERMESNIL, ST PIERRE DES JONQUIERES,

la Communauté de Communes du PETIT CAUX (en lieu et place des communes d'Assigny, Auquemesnil, Guilmécourt et Tocqueville sur Eu .)

la communauté de Communes YERES et PLATEAUX (en lieu et place des communes de Baromesnil, Canehan, Criel Sur Mer **pour les secteurs précédemment définis**, Cuverville Sur Yères, Melleville, Le Mesnil Réaume, Monchy sur Eu, Saint Martin le Gaillard, Saint Pierre en Val, Saint Rémy Boscrocourt, Sept Meules, Touffreville sur Eu, et Villy le Bas)

Article 2 : Monsieur le sous-préfet de Dieppe, monsieur le président du Syndicat, messieurs les maires des communes associées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à monsieur le président de la Chambre Régionale des Comptes, et à monsieur le Trésorier-Payeur Général de la Seine-Maritime, et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Le Secrétaire général
Chargé de l'administration de l'Etat
Dans le département
P/le Secrétaire général et par délégation

Le Sous-Préfet de Dieppe
Signé :Olivier de MAZIERES

17. TRESOR PUBLIC

17.1. Direction générale de la comptabilité publique

07-0420-Délégations de pouvoirs

Tresor Public

DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

RECETTE DES FINANCES DU HAVRE

19, rue du Général Leclerc

B.P 43

76084 LE HAVRE CEDEX

M. BUFFEIRE Jean-Pierre

Receveur des Finances du Havre

Téléphone : 02.35.19.39.40

Télécopie : 02.35.43.24.81

OBJET : Délégations de pouvoirs.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par suite de modifications intervenues à la Recette des Finances du HAVRE, les pouvoirs consentis se trouvent définis ainsi à compter du 15 juin 2007.

A – Délégations Générales :

Reçoivent mandat de me suppléer dans l'exercice de mes fonctions et de signer seuls, et concurremment avec moi, tous les actes relatifs à ma gestion et aux affaires qui s'y rapportent :

Mme TOMCZAK Lydia, Receveur Percepteur,
Mme LE VAN CANH Brigitte, Inspecteur du Trésor,
M. GONET Erwan, Inspecteur du Trésor.

B – Délégations spéciales :

M Marcel MINGUY, M. Jean-Yves AUBIN, M. Benoît THIEULENT, Mme Annick GOURLAOUEN, Mlle Françoise SOILLE, contrôleurs principaux, reçoivent une délégation spéciale afin de signer : tous les documents comptables, les procès-verbaux de remises de service ou de commissions de marché, les autorisations d'absence et les congés n'excédant pas 24 H (uniquement en cas d'empêchement des personnes désignées au paragraphe « A ») ;

M Yves SOUILLE, Mme Michèle DOUTRELEAU, M. Jean-Paul SILVY, Mme Patricia LE GOFFIC, M Christophe CAMUSAT, contrôleurs, reçoivent une délégation spéciale à l'effet de signer exclusivement, les récépissés et reconnaissances de numéraire, de chèques, de titres et de valeurs.

Fait au HAVRE, le 15 juin 2007.

J P BUFFEIRE

18. VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

18.1. Direction des affaires juridiques et de la commande publique

07-0422-Conseil d'administration - Séance du 15 décembre 2004 -Délibération relative à l'établissement des déclarations de flotte et de navigation et à leurs modalités de transmission et aux modalités de recouvrement des

péages de navigation de plaisance ainsi qu'aux pénalités applicables en matière de péages plaisance et marchandises

Voies navigables
de France

C.A. n° 80

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2004

DELIBERATION RELATIVE A L'ETABLISSEMENT DES DECLARATIONS DE FLOTTE ET DE NAVIGATION ET A LEURS MODALITES DE TRANSMISSION ET AUX MODALITES DE RECOUVREMENT DES PEAGES DE NAVIGATION DE PLAISANCE AINSI QU'AUX PENALITES APPLICABLES EN MATIERE DE PEAGES PLAISANCE ET MARCHANDISES

Vu l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu la délibération du conseil d'administration du 6 avril 2004 fixant les tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage ;

Vu les délibérations du conseil d'administration du 16 novembre 2004 fixant les tarifs de péages pour le transport public de passagers, pour les propriétaires de bateaux de plaisance et les tarifs spéciaux de péages de plaisance ;

Considérant qu'un projet de décret modifiant le décret susvisé du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France prévoit:

- Qu'en matière de péages « plaisance », acquittés par les transporteurs assurant le transport public de personnes et par les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance, le conseil d'administration de Voies navigables de France définit les formes et les conditions de renseignement de la déclaration de flotte et de la déclaration de navigation, ainsi que leurs modalités de transmission à l'établissement ;

que le conseil d'administration de Voies navigables de France définit les règles de recouvrement desdits péages ;

que le conseil d'administration de Voies navigables de France fixe, par ailleurs, le taux des pénalités applicables en cas de défaut de transmission ou d'inexactitude, de la déclaration de chargement pour le transport de marchandise, de la déclaration de flotte et de la déclaration de navigation pour le péage dit de plaisance ;

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide

Article 1 : formes et conditions de renseignement de la déclaration de flotte et de la déclaration de navigation et modalités de transmission

Article 1.1 : formes et conditions de renseignement

Les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance doivent transmettre chaque année à rétablissement, une déclaration de flotte au plus tard le 1^{er} février.

Cette déclaration précise notamment le nombre et les caractéristiques des bateaux susceptibles de naviguer dans l'année et le tarif -forfaitaire ou réel- choisi pour chacun d'entre eux. Elle est conforme au modèle joint en annexe à la présente délibération.

Les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance qui naviguent au tarif réel doivent produire, avant chaque navigation, une déclaration de navigation.

Cette déclaration précise notamment le numéro d'immatriculation du bateau, la devise, les dates de navigation et le trajet. Elle est conforme au modèle joint en annexe à la présente délibération.

Article 1.2 : modalités de transmission

La déclaration de flotte peut être transmise :

- par courrier au plus tard le 1^{er} février, le cachet de la poste faisant foi ;
- par télécopie ou par fichier attaché à un courriel, la date de réception de la télécopie ou du courriel faisant foi, Ces envois doivent impérativement faire l'objet d'une régularisation par l'envoi de l'original par courrier ou par remise en main propres contre décharge à un agent de VNF. À défaut de réception de l'original par VNF avant le 15 février, la déclaration de flotte est réputée n'avoir pas été transmise à Voies navigables de France.

La déclaration de navigation peut être transmise :

- par courrier préalable à la date du 1^{er} jour de navigation déclaré ;
 - par télécopie ou par fichier attaché à un courriel, préalable à la date du 1^{er} jour de navigation déclaré.
- Ces envois doivent impérativement faire l'objet d'une régularisation par l'envoi de l'original par courrier, à l'exclusion de tout autre moyen.

Les déclarations de flotte et de navigation doivent être transmises au représentant local de Voies navigables de France de la circonscription géographique dans laquelle est situé le siège social de l'entreprise.

Pour les entreprises dont le siège social est situé à l'étranger, les déclarations de flotte et de navigation doivent être transmises au représentant local de Voies navigables de France du bassin de navigation où sont exploités les bateaux en question.

Tout accroissement de la flotte en cours d'année (par acquisition, construction ou introduction sur le réseau géré par Voies navigables de France) doit être porté à la connaissance de l'établissement dans les mêmes conditions que celles qui sont applicables à la déclaration de flotte annuelle et préalablement à la mise en service effective des unités.

Article 2 : modalités de recouvrement

Article 2.1 : modalités de recouvrement des péages dus par les transporteurs publics ou privés de marchandises

Les centres de gestion de chaque direction interrégionale et régionale de Voies navigables de France éditent mensuellement tous les relevés de sommes dues des transporteurs de marchandises qui leur sont rattachés. Ces relevés de sommes dues sont adressés, au plus tard, le cinquième jour de chaque mois, au siège social de chaque entreprise.

Les paiements des péages relatifs aux transports de marchandises et de la taxe CNBA doivent s'effectuer dans les 45 jours à compter de la date d'émission du relevé de sommes dues directement auprès des agences comptables secondaires de chaque direction interrégionale et régionale dont dépend le ou les centres de gestion émetteurs.

Article 2.2 : modalités de recouvrement des péages dus par les transporteurs de passagers et par les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance

Pour les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance ayant choisi le tarif forfaitaire sur leur déclaration de flotte, VNF adresse au siège social de chaque entreprise un décompte récapitulatif des sommes dues. Les cartes de péage ne sont délivrées qu'après constatation du versement du 1^{er} acompte (20% du total) qui doit intervenir avant le 31 mars, le deuxième acompte de 20% étant à régler pour le 30 juin et le solde pour le 30 septembre. Les vignettes de l'année précédente font foi du paiement des vignettes de l'année en cours jusqu'à délivrance de celles-ci, une telle validité étant prorogée jusqu'au 15 avril de l'année suivante. Un avis des sommes restant à payer est ensuite adressé dans les quinze jours précédant chaque échéance. Chaque paiement doit être effectué auprès du comptable secondaire de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

Pour les transporteurs de passagers et les personnes dont l'activité professionnelle est la location de bateaux de plaisance ayant choisi le tarif réel sur leur déclaration de flotte, VNF adresse une facture, payable à réception (sous huit jours), qui regroupe toutes les déclarations de navigation effectuées depuis la précédente facturation. Le paiement intervient a posteriori et doit être effectué auprès du comptable secondaire de VNF dont relève le siège social de l'entreprise.

Article 3 : pénalités applicables en cas de défaut de transmission de déclaration de chargement, de flotte, ou de navigation

Article 3.1. Déclaration de chargement

Le défaut de transmission de la déclaration de chargement constaté, y compris a posteriori du transport, par les agents assermentés et commissionnés de l'établissement ou des services mis à sa disposition pour l'acquiescement des péages, en vertu de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1991, entraîne la rédaction d'un constat par ces mêmes agents sur la base des éléments factuels connus. Ce constat, établi sur place ou sur toute pièce écrite ou télématique permettant d'établir la réalité du chargement, se substitue à la déclaration de chargement et entraîne la facturation d'office du montant du péage dû, auquel s'ajoute une majoration dont le taux est fixé à 20 %.

Une majoration de 20% s'applique au cas de constat d'une déclaration inexacte. **Article 3.2. Déclaration de flotte**

Le défaut de transmission de la déclaration de flotte avant le 1^{er} février, et après mise en demeure restée sans effet sous 15 jours, constaté par les agents assermentés et commissionnés de l'établissement ou des services mis à sa disposition pour l'acquiescement des péages en vertu de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1991, entraîne l'établissement par le président de VNF, à partir des éléments de connaissance de la flotte en activité dont il dispose, d'un état qui se substitue à la déclaration de flotte.

Le péage à acquiescer est fonction de l'ensemble de la flotte ainsi identifiée, sur la base du forfait annuel.

La régularisation du non-paiement de tout ou partie des acomptes forfaitaires dus au titre des péages est assortie d'une majoration dont le taux est fixé à 20 %.

Une majoration de 20% s'applique au cas de constat d'une déclaration inexacte. **Article 3.3. déclaration de navigation**

Le défaut de transmission de la déclaration de navigation avant la date de départ, constaté par les agents assermentés et commissionnés de l'établissement ou des services mis à sa disposition en vertu de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1991 pour l'acquiescement des péages, entraîne la rédaction par ces mêmes agents d'un constat sur la base des éléments factuels connus.

Le montant du péage dû est calculé sur la base de la période de navigation la plus longue soit depuis le début de l'année, soit depuis la dernière fin de navigation déclarée, auquel s'ajoute une majoration dont le taux est fixé à 20 %.

Une majoration de 20 % s'applique au cas de constat d'une déclaration inexacte

Article 4

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

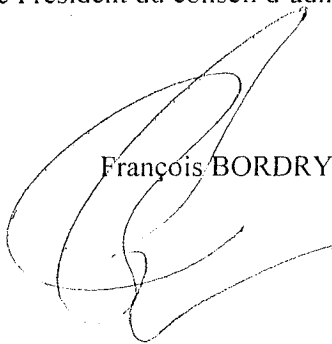
Article 5

La présente délibération entre en vigueur le lendemain de la date de publication de la modification susvisée du décret relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France

Article 6

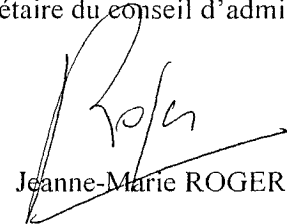
La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le Président du conseil d'administration



François BORDRY

La Secrétaire du conseil d'administration



Jeanne-Marie ROGER

07-0423-Conseil d'administration - Séance du 13 décembre 2000 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péage des marchandises applicables en 2001

Voies navigables
de France

C.A. n° 59

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 13 DECEMBRE 2000

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DES TARIFS DE PEAGE DES MARCHANDISES APPLICABLES EN 2001

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié, relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration du 15 décembre 1998 relative à la détermination des tarifs de péages des marchandises à compter du 1er janvier 1999,

Vu la délibération du conseil d'administration du 4 octobre 2000 relative à la contribution exceptionnelle de l'établissement aux mesures d'urgence adoptées en faveur des professionnels du transport fluvial affectés par la hausse du prix du carburant,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide : Article 1

Les péages de navigation de marchandises à compter du 1er janvier 2001 sont arrêtés comme suit:

1. droit d'accès au réseau

Les tarifs du droit d'accès au réseau, sans changement, s'établissent à:

• PEL >= 5000T		442F
• entre 3 000 et 4	999 T	386F
• entre 1 700 et 2	999 T	360F
• entre 1 100 et 1	699 T	342F
• entre 500 et 1 099 T		308F
• entre 200 et 499 T		214F
• P E L < à 199 T		120F

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi portant diverses dispositions en matière de transport, les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports publics de marchandises spécialisées, de transports privés et de transports réalisés par navires fluvio-maritimes.

2. terme variable en fonction des Tkm

- petit gabarit
- grand gabarit

0,45ct/Tk
0,57ct/Tk

Ces taux sont sans changement.

Le tarif de péage retenu pour le grand gabarit est désormais applicable à la Moselle (non internationale) et au canal du Nord.

Article 2

A compter de l'entrée en vigueur de la loi portant diverses dispositions en matière de transports, le droit d'accès au réseau ne comprendra plus qu'une seule catégorie de redevables composée des transporteurs publics et privés de marchandises qui acquitteront les tarifs décrits à l'article 1. Le demi tarif sera maintenu pour les transports par bateaux fluvio-maritimes et les transports de marchandises spécialisées.

Le Président du conseil d'administration

Le Secrétaire général
Secrétaire du conseil d'administration

François BORDRY

Thierry LAJOIE

07-0424-Conseil d'administration - Séance du 26 mars 2003 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusement applicables à compter du 1er juillet 2003

Voies navigables
de France

C.A. n° 70

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 26 MARS 2003

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DES TARIFS DE PEAGES DE NAVIGATION DE MARCHANDISES ET DU SERVICE SPECIAL D'ECLUSEMENT APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2003

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié, relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration du 29 mars 2000 relative à la détermination des tarifs du service spécial d'éclusement,

Vu la délibération du conseil d'administration du 13 décembre 2000 relative à la détermination des tarifs de péages des marchandises à compter du 1^{er} janvier 2001,

Vu la délibération du conseil d'administration du 20 juin 2001 relative au passage de l'établissement à l'euro,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide : **Article 1**

Les tarifs des péages de navigation de marchandises à compter du 1^{er} juillet 2003 sont arrêtés comme suit :

1. Droit d'accès au réseau

Les tarifs du droit d'accès au réseau, réactualisés de 3 %, s'établissent à :

PEL >= 5 000 T	69,40 €
entre 3 000 et 4 999 T	60,62 €
entre 1 700 et 2 999 T	56,53 €
entre 1 100 et 1 699 T	53,70 €
entre 500 et 1 099 T	48,36 €
entre 200 et 499 T	33,60 €
PEL < à 199 T	18,84 €

Les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports par bateaux fluvio-maritimes et de transports de marchandises spécialisées.

2. Terme variable en fonction des tonnes kilomètres (Tk) Les tarifs à la TK, réactualisés de 3 %, s'établissent à :

petit gabarit 0,0707 cent /Tk
grand gabarit 0,0895 cent /Tk

Article 2

Les tarifs du service spécial d'éclusage à compter du 1^{er} juillet 2003 sont arrêtés comme suit :

Régime normal

	Taux simple (€)	Taux majoré (€) entre 22h et 6h*
Gros pousseurs	28,26	42,39
Petits pousseurs	18,84	28,26
Caboteurs fluvio-maritimes	28,26	42,39
Convois poussés	28,26	42,39
- plus de 1 500 T	18,84	28,26
- de 751 à 1 500 T		
Automoteurs	18,84	28,26
Automoteurs-pousseurs	14,13	23,56
- de 751 à 1 500 T	9,42	14,13
- de 501 à 750 T		
- inférieurs à 500 T		
Bateaux à passagers	18,84	28,26
- grand gabarit	9,42	14,13
- gabarit Freycinet		
Bateaux de plaisance	18,84	28,26
Bateaux-logements		

* Le taux majoré représente une augmentation de 50 % du taux simple sauf pour les automoteurs de 501 à 750 tonnes.

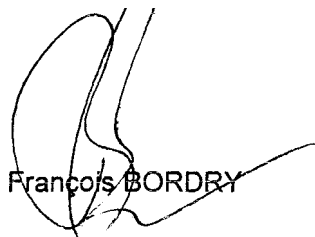
Régime exceptionnel

Le régime exceptionnel correspond à un tarif doublé par rapport au taux simple. Il est applicable à certains jours fériés (Noël, fête du travail, nouvelle année et fête nationale) et certaines nuits les précédant (24 décembre, 31 décembre, 30 avril, 13 juillet).

Article 3

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le Président du conseil d'administration



François BORDY

François BORDY

Le secrétaire général
Secrétaire du conseil d'administration



David MENAGER

07-0425-Conseil d'administration - Séance du 6 avril 2004 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusement applicables à compter du 1er juillet 2004

Voies navigables
de France

C.A. n° 76

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 6 AVRIL 2004

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DES TARIFS DE PEAGES DE NAVIGATION DE MARCHANDISES ET DU SERVICE SPECIAL D'ECLUSAGE APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2004

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié, relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,
Vu la délibération du conseil d'administration du 26 mars 2003 relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et des tarifs du service spécial d'éclusement à compter du 1^{er} juillet 2003,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1

Les tarifs des péages de navigation de marchandises à compter du 1^{er} juillet 2004 sont arrêtés comme suit :

1. droit d'accès au réseau

Les tarifs du droit d'accès au réseau, réactualisés de 3 %, s'établissent à :

PEL >= 5000 T	71,48 € ;
entre 3 000 et 4 999 T	62,44 € ;
entre 1 700 et 2 999 T	58,23 € ;
entre 1 100 et 1 699 T	55,31 € ;
entre 500 et 1 099 T	49,81 € ;
entre 200 et 499 T	34,61 € ;
PEL < à 199 T	19,41 €.

Les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports par bateaux fluvio-maritimes et de transports de marchandises spécialisées, de même que pour tous les bateaux au-delà du 10^{ème} voyage dans le mois.

2. terme variable en fonction des tonnes kilomètres (Tk) Les tarifs à la TK, réactualisés de 3 %, s'établissent à :

- petit gabarit **0,000728 €/Tk ;**
- grand gabarit **0,000922 €/Tk .**

Article 2

Les tarifs du service spécial d'éclusage à compter du ^{1er} juillet 2004 sont arrêtés comme suit :

Régime normal

	Taux simple (€)	Taux majoré (€) entre 22h et 6h*
Pousseurs isolés	9,70	14,55
Caboteurs fluvio-maritimes	29,11	43,66
Convois poussés Automoteurs Automoteurs-pousseurs - plus de 1 500 T PEL	29,11	43,66
- de 751 à 1 500 T PEL	19,41	29,11
- de 501 à 750 T PEL	14,55	21,83
- inférieurs à 500 T PEL	9,70	14,55
Bateaux à passagers grand gabarit	19,41	29,11
 gabarit Freycinet	9,70	14,55
Bateaux de plaisance Bateaux-logements	19,41	29,11

* Le taux majoré représente une augmentation de 50 % du taux simple,

Régime exceptionnel :

Le régime exceptionnel correspond à un tarif doublé par rapport au taux simple. Il est applicable à certains jours fériés (Noël, fête du travail, nouvelle année et fête nationale) et certaines nuits les précédant (24 décembre, 31 décembre, 30 avril, 13 juillet).

Le Président du conseil d'administration



François BORDRY

Le Secrétaire général par intérim
secrétaire du conseil d'administration



Jean-Louis JULIEN

07-0426-Conseil d'administration - Séance du 6 avril 2005 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2005

Voies navigables
de France

C.A. n° 81

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 6 AVRIL 2005

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DES TARIFS DE PÉAGES DE NAVIGATION DE MARCHANDISES ET DU SERVICE SPÉCIAL D'ECLUSAGE APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2005

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié, relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration du 26 mars 2003 modifiée relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et des tarifs du service spécial d'éclusage à compter du 1^{er} juillet 2003,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 :

Les tarifs des péages de navigation de marchandises fixés par la délibération du 26 mars 2003 susvisée, ont été revalorisés à 2,1 % compte tenu des évolutions économiques générales intervenues depuis le dernier ajustement. Ils sont applicables à compter du 1^{er} juillet 2005:

1. droit d'accès au réseau

Les tarifs du droit d'accès au réseau sont fixés comme suit :

PEL >= 5 000 T	72,98 € ;
entre 3 000 et 4 999 T	63,75 € ;
entre 1 700 et 2 999 T	59,45 € ;
entre 1 100 et 1 699 T	56,47 € ;
entre 500 et 1 099 T	50,85 € ;
entre 200 et 499 T	35,33 € ;
PEL < à 199 T	19,81€.

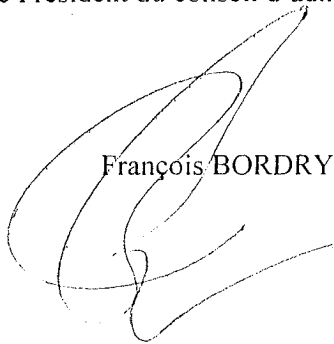
Les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports par bateaux fluvio-maritimes et de transports de marchandises spécialisées, de même que pour tous les bateaux au-delà du 10^{ème} voyage dans le mois.

2. terme variable en fonction des tonnes kilomètres (Tk) Les tarifs à la tonne par kilomètre sont fixés à
réseau à petit gabarit **0,000743 € /Tk ;**
réseau à grand gabarit **0,000 941 € /Tk .**

Article 2 :

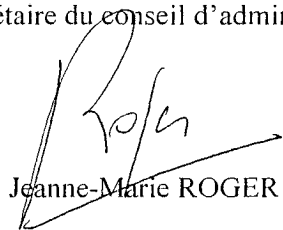
La présente délibération sera publiée au bulletin officiel de Voies navigables de France.

Le Président du conseil d'administration



François BORDRY

La Secrétaire du conseil d'administration



Jeanne-Marie ROGER

07-0427-Conseil d'administration - Séance du 28 juin 2006 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1^{er} août 2006

Voies navigables
de France

C.A. n° 87

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 28 JUIN 2006

DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION

DES TARIFS DE PEAGES DE NAVIGATION DE MARCHANDISES

ET DU SERVICE SPECIAL D'ECLUSAGE APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} AOUT 2006

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu la délibération du conseil d'administration du 6 avril 2005 relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises à compter du 1^{er} juillet 2005.

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er :

La délibération du 5 avril 2006 relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises à compter du 1^{er} juillet 2006 est abrogée.

Article 2 :

Les tarifs des péages de navigation de marchandises sont arrêtés comme suit, à compter du 1^{er} août 2006 :

1. droit d'accès au réseau

Les tarifs du droit d'accès au réseau s'établissent comme suit :

Port en lourd >= 5 000 T	74,36€
	€
entre 3 000 et 4 999 T	64,96€
entre 1 700 et 2 999 T	60,57€
entre 1 100 et 1 699 T	57,54€
entre 500 et 1 099 T	51,81€
entre 200 et 499 T	36,00€
PEL < à 199 T	20,18€

Les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports par bateaux fluvio-maritimes et de transports de marchandises spécialisées, de même que pour tous les bateaux au-delà du 10^{ème} voyage dans le mois.

2. *terme variable en fonction des tonnes kilomètres (Tk)*

Les tarifs à la tonne par kilomètre sont fixés à :

réseau à petit gabarit **0,000757 €/Tk ;**

réseau à grand gabarit **0,000958 €/Tk .**

Article 3 :

Les tarifs du service spécial d'éclusement sont arrêtés comme suit, à compter du 1^{er} août 2006

Régime normal

	Taux simple (€)	Taux majoré (€) entre 22h et 6h
Pousseurs isolés	9,88	14,83
Caboteurs	29,66	44,49
fluvio-maritimes		
Convois poussés Automoteurs	29,66	44,49
Automoteurs-pousseurs		
- plus de 1 500 T PEL		
- de 751 à 1 500 T PEL	19,78	29,66
- de 501 à 750 T PEL	14,83	22,24
- inférieurs à 500 T PEL	9,88	14,83
Bateaux à passagers		29,66
grand gabarit	19,78	
gabarit Freycinet	9,88	14,83
Bateaux de plaisance	19,78	29,66
Bateaux logements		

Régime exceptionnel :

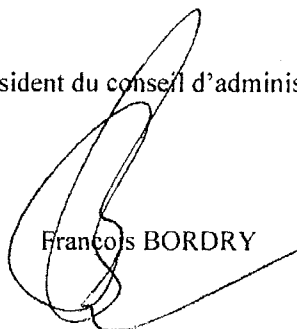
Le régime exceptionnel correspond à un tarif doublé par rapport au taux simple. Il est applicable les jours fériés suivants (Noël, fête du travail, nouvelle année et fête nationale) et les nuits les précédant (24 décembre, 31 décembre, 30 avril, 13 juillet).

Article 4 :

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF ;

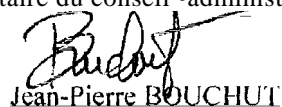
La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le président du conseil d'administration



François BORDRY

Le directeur des affaires juridiques
et de la commande publique
secrétaire du conseil d'administration



Jean-Pierre BOUCHUT

07-0428-Conseil d'administration - Séance du 4 avril 2007 - Délibération relative à la détermination des tarifs de péages de navigation de marchandises et du service spécial d'éclusage applicables à compter du 1er juillet 2007

Voies navigables
de France

C.A. n° 91
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 4 AVRIL 2007

**DELIBERATION RELATIVE A LA DETERMINATION DES TARIFS
DE PEAGES DE NAVIGATION DE MARCHANDISES ET DU SERVICE SPECIAL
D'ECLUSAGE APPLICABLES A COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2007**

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 :

Les tarifs des péages de navigation de marchandises sont arrêtés comme suit, à compter du 1^{er} juillet 2007 :

<i>droit d'accès au réseau</i>	
PEL >= 5 000 T	75,62 €
entre 3 000 et 4 999 T	66,06 €
entre 1 700 et 2 999 T	61,6 €
entre 1 100 et 1 699 T	58,52 €
entre 500 et 1 099 T	52,69 €
entre 200 et 499 T	36,00 €
PEL < à 199 T	20,18 €

Les tarifs sont diminués de moitié dans le cas de transports par bateaux fluvio-maritimes et de transports de marchandises spécialisées, de même que pour tous les bateaux au-delà du 1^{er} voyage dans le mois.

2. terme variable en fonction des tonnes-kilomètres (tk)

Les tarifs à la tonne par kilomètre sont fixés à :

réseau à petit gabarit	0,000772 €/tk
réseau à grand gabarit	0,000978 €/tk

Article 2 :

Les tarifs du service spécial d'éclusement sont arrêtés comme suit, à compter du 1^{er} juillet 2007 Régime normal

	Taux simple (€)	Taux majoré (€) entre 22h et 6h *
Pousseurs isolés	10,05	15,08
Caboteurs fluvio-maritimes	30,16	45,25
Convois poussés Automoteurs Automoteurs-pousseurs		
- plus de 1 500 T PEL	30,16	45,25
- de 751 à 1 500 T PEL	20,12	30,16
- de 501 à 750 T PEL	15,08	22,62
- inférieurs à 500 T PEL	10,05	15,08
Bateaux à passagers	20,12	30,16
grand gabarit gabarit Freycinet	10,05	15,08
Bateaux de plaisance Bateaux-logements	20,12	30,16

- Le taux majoré représente une augmentation de 50 % du taux simple

Régime exceptionnel :

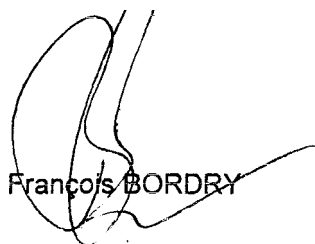
Le régime exceptionnel correspond à un tarif doublé par rapport au taux simple. Il est applicable à certains jours fériés (Noël, fête du travail, nouvelle année et fête nationale) et certaines nuits les précédant (24 décembre, 31 décembre, 30 avril, 13 juillet).

Article 3 :

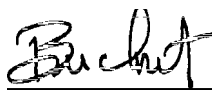
La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF et dans le recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés par la mesure.

Le président du conseil d'administration

Le directeur des affaires juridiques
et de la commande publique,
secrétaire du conseil d'administration



François BORDRY



Jean-Pierre BOUCHUT

07-0429-Conseil d'administration - Séance du 3 octobre 2001 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2002

Voies navigables
de France
C.A. n° 64

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 3 OCTOBRE 2001 DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE PASSAGERS EN 2002

Vu l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997, 6 octobre 1998 et 4 octobre 2000,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus au titre de l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

1.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte dans la détermination des tarifs de péages pour le transport public de passagers, sont définis comme suit.

1.1.1 Section des voies navigables empruntées par le transporteur Trois zones sont distinguées :

zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2.

1.1.2 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout. Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul des péages.

1.1.3 Durée d'utilisation des voies du réseau

La durée d'utilisation des voies du réseau est constituée par unités d'une journée, un bateau pouvant effectuer plusieurs sorties en une journée.

1.1.4 Trajet

Le trajet retenu correspond à la distance parcourue en kilomètres ; le franchissement d'une écluse comptant pour 4 kilomètres.

1.2. Tarifs

Ce tarif à l'unité est appelé tarif "promenade".

Les tarifs des péages pour le transport public des passagers sont déterminés depuis 1997 selon la formule : **$T = k\text{€}/\text{m}^2 + 0.152 \text{ €/kme}$**

où:

T = tarif

k = coefficient affecté à une zone

en zone 1k = 0,183

en zone 2k = 0,122

en zone 3k = 0,091

Il a été décidé par le conseil d'administration de l'établissement de maintenir, pour l'année 2002, les tarifs pratiqués en 2001 :

TYPES	Tarif promenade		
	(1)		
passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	0,183	€/m ²	+ 0,152 €/kme
passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	0,122	€/m ²	+ 0,152 €/kme
passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	0,091	€/m ²	+ 0,152 €/kme

(1) Tarif vendu au comptant, validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

Les vignettes correspondantes sont acquittées à l'avance au comptant et peuvent être délivrées par lot de 20 vignettes pour les zones 1 et 2 et 10 vignettes pour la zone 3. Les vignettes «non consommées» seront intégralement remboursées.

Article 2 : péages dus au titre de l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

2.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte pour le transport public de passagers sous la forme de forfaits de montants variables, sont définis comme suit.

2.1.1 Durée d'utilisation du réseau

La durée d'utilisation du réseau est prise en compte au travers du forfait « année » et du forfait « 180 jours » qui ouvre droit à 180 jours de navigation pendant l'année, non obligatoirement consécutifs.

2.1.2 Section des voies navigables empruntées

Trois zones sont distinguées :
zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2. **2.1.3 Caractéristiques du bateau**

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout.
Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul du péage.

2.2 Tarifs

Il a été décidé par le conseil d'administration de l'établissement de maintenir, pour l'année 2002, les tarifs pratiqués en 2001 :

Types	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)
passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	38,87 €	23,32 €
passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	27,14 €	16,31 €
passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	19,51 €	11,74 €

Par acomptes : 20 mars : 20% / 30 juin : 20% / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 19 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année.

Article 1^{er} : péages dus au titre de l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

(1) Tarif vendu au comptant, validité d'une journée (e = 1 éclipse = 4 km).

Les vignettes correspondantes sont acquittées à l'avance au comptant et peuvent être délivrées par lot de 20 vignettes pour les zones 1 et 2 et 10 vignettes pour la zone 3. Les vignettes "non consommées" seront intégralement remboursées.

Article 2 : péages dus au titre de l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

2.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte pour le transport public de passagers sous la forme de forfaits de montants variables, sont définis comme suit.

2.1.1 Durée d'utilisation du réseau

La durée d'utilisation du réseau est prise en compte au travers du forfait "année" et du forfait "180 jours" qui ouvre droit à 180 jours de navigation pendant l'année, non obligatoirement consécutifs.

2.1.2 Section des voies navigables empruntées Trois zones sont distinguées :

zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2.

2.1.3 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout.

Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul du péage.

2.2 Tarifs

Les tarifs forfaitaires des péages pour le transport public de passagers en 2003 sont arrêtés comme suit :

Types	Année	180 jours
	(1)(2)	(1)(3)
passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	40,04 €	24,02 €
passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	27,95 €	16,8 €
passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	20,10 €	12,09 €

Par acomptes : 31 mars : 20% / 30 juin : 20% / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation de réseau mixte confié ou non à VNF ou étranger.

Article 3 - bateaux-hôtels

Les tarifs appliqués aux bateaux-hôtels sont identiques à ceux appliqués aux bateaux à passagers de la zone 3, au réel ou au forfait. En revanche, dans le cas où ces bateaux viennent pratiquer une activité de bateau à passagers sans hôtellerie dans lesdites zones, ils se verront appliquer le tarif "au réel" dans les mêmes conditions que ci-dessus.

TYPES	Année	180 jours	Unité "promenade"
	(1)(2)	(1)(3)	(4)
bateaux hôtels Tarif en euros/m ²	20,10 €	12,09 €	0,094 €/m ² + 0,157 €/kme

Par acomptes : 31 mars : 20% / 30 juin : 20% / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année

Les vignettes correspondantes sont acquittées à l'avance au comptant et peuvent être délivrées par lot de 20 vignettes pour les zones 1 et 2 et 10 vignettes pour la zone 3. Les vignettes "non consommées" seront intégralement remboursées.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation du réseau mixte confié ou non à VNF, ou étranger.

Article 4 : interruption de navigation

En cas de fermeture des canaux non prévue et liée à un défaut d'exploitation ou d'entretien d'une durée supérieure à une semaine, il peut être accordé un dédommagement aux professionnels ayant acquitté un péage annuel au prorata de la durée d'interruption au-delà de la semaine.

Ce dédommagement comprend le remboursement du péage pour la durée d'interruption et une indemnité de même montant avec un plafonnement égal à 80 % du péage total. Il est calculé selon la formule suivante :

$$D = \frac{2 (F \times X)}{N}$$

F = montant du forfait annuel
X = nombre de semaines d'interruption validé
N = nombre de semaines de validité du forfait

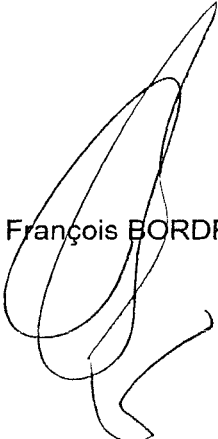
Article 5

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

Article 6

Les tarifs prévus dans la présente délibération sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2003.

Le Président du conseil d'administration



François BORDRY

Le secrétaire général
secrétaire du conseil d'administration



David MENAGER

07-0431-Conseil d'administration - Séance du 1er octobre 2003 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2004

Voies navigables
de France

CA n° 73

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 1er OCTOBRE 2003 DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE PASSAGERS EN 2004

Vu l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997, 6 octobre 1998 et 4 octobre 2000,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1^{er} : péages dus au titre de l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

Un bateau à passagers ou bateau-hôtel est assujéti au péage professionnel de VNF dès lors que l'activité de la société exploitant ledit bateau est qualifiée de commerciale (vérifiable par tous moyens) ou publique et que les passagers transportés, quel que soit leur nombre, le sont à titre onéreux ou non.

1.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte dans la détermination des tarifs de péages pour le transport public de passagers, sont définis comme suit.

1.1.1 Section des voies navigables empruntées par le transporteur

Trois zones sont distinguées :

zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2

1.1.2 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout. Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul des péages.

1.1.3 Durée d'utilisation des voies du réseau

La durée d'utilisation des voies du réseau est constituée par unités d'une journée, un bateau pouvant effectuer plusieurs sorties en une journée.

1.1.4 Trajet

Le trajet retenu correspond à la distance parcourue en kilomètres ; le franchissement d'une écluse comptant pour 4 kilomètres.

1.2. Tarifs

Ce tarif à l'unité est appelé tarif "promenade".

Les tarifs des péages pour le transport public des passagers sont déterminés depuis 1997 selon la formule : **$T = k\text{€}1\text{m}^2 + x\text{€/kme}$**

où :

T = tarif x = coefficient du kme = 0,162

k = coefficient affecté à une zone

en zone 1 k=0,194

en zone 2 K = 0,130

en zone 3 k = 0,097

Les tarifs "au réel" des péages pour le transport public de passagers en 2004 sont arrêtés comme suit :

TYPES	Tarif promenade		
	(1)		
passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	0,194	€/m ²	+ 0,162 €/kme
passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	0,130	€/m ²	+ 0,162 €/kme
passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	0,097	€/m ²	+ 0,162 €/kme

(1) Tarif vendu au comptant, validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

Les vignettes correspondantes sont acquittées à l'avance au comptant et peuvent être délivrées par lot de 20 vignettes pour les zones 1 et 2 et 10 vignettes pour la zone 3. Les vignettes "non consommées" seront intégralement remboursées.

Article 2 : péages dus au titre de l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié

Un bateau à passagers ou bateau-hôtel est assujéti au péage professionnel de VNF dès lors que l'activité de la société exploitant ledit bateau est qualifiée de commerciale (vérifiable par tous moyens) ou publique et que les passagers transportés, quel que soit leur nombre, le sont à titre onéreux ou non.

2.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 5 du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte pour le transport public de passagers sous la forme de forfaits de montants variables, sont définis comme suit.

2.1.1 Durée d'utilisation du réseau

La durée d'utilisation du réseau est prise en compte au travers du forfait "année" et du forfait "180 jours" qui ouvre droit à 180 jours de navigation pendant l'année, non obligatoirement consécutifs.

2.1.2 Section des voies navigables empruntées

Trois zones sont distinguées :

zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2.

2.1.3 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout.

Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul du péage.

2.2 Tarifs

Les tarifs forfaitaires des péages pour le transport public de passagers en 2004 sont arrêtés comme suit :

Types	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)
passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	41,24 €	24,74 €
passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	28,79 €	17,30 €
passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	20,70 €	12,45 €

(1) Par acomptes (hors bateaux acquis et mis en service après le juin) : 31 mars : 20% / 30 juin : 20% 130 septembre : solde.

(2) Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

(3) Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation de réseau mixte confié ou non à VNF ou étranger.

Article 3 - bateaux-hôtels

Les tarifs appliqués aux bateaux-hôtels sont identiques à ceux appliqués aux bateaux à passagers de la zone 3, au réel ou au forfait. En revanche, dans le cas où ces bateaux viennent pratiquer une activité de bateau à passagers sans hôtellerie dans lesdites zones, ils se verront appliquer le tarif "au réel" dans les mêmes conditions que ci-dessus.

TYPES	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)	Unité "promenade" (4)
bateaux hôtels Tarif en euros/m ² •	20,70 €	12,45 €	0,097 € /m ² + 0,162 € /kme

(1) Par acomptes (hors bateaux acquis et mis en service après le 1^{er} juin) : 31 mars : 20% / 30 juin : 20% / 30 septembre solde.

(2) Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

(3) Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année

(4) Les vignettes correspondantes sont acquittées à l'avance au comptant et peuvent être délivrées par lot de 20 vignettes pour les zones 1 et 2 et 10 vignettes pour la zone 3. Les vignettes "non consommées" seront intégralement remboursées.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation du réseau mixte confié ou non à VNF, ou étranger.

Article 4 : interruption de navigation

En cas de fermeture des canaux non prévue et liée à un défaut d'exploitation ou d'entretien d'une durée supérieure à une semaine, il peut être accordé un dédommagement aux professionnels ayant acquitté un péage annuel au prorata de la durée d'interruption au-delà de la semaine.

Ce dédommagement comprend le remboursement du péage pour la durée d'interruption et une indemnité de même montant avec un plafonnement égal à 80 % du péage total. Il est calculé selon la formule suivante :

$$D = \frac{2(F \times X)}{N}$$

F = montant du forfait
X = nombre de semaines d'interruption validé
N = Nombre de semaines de validité du forfait

Article 5

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

Article 6

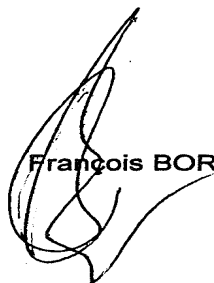
Les tarifs prévus dans la présente délibération sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2004.

Article 7

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le Président du conseil d'administration

Le secrétaire général
Secrétaire du conseil d'administration



François BORDRY



David MENAGER

07-0432-Conseil d'administration - Séance du 5 octobre 2005 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2006

Voies navigables
de France

C.A. n° 83

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 5 OCTOBRE 2005

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES
POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE PASSAGERS EN 2006

Vu l'article 124 de la loi de finances pour 1991 n° 90-1168 du 29 décembre 1990,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France, modifié en dernier lieu par le décret n° 2004-1425 du 23 décembre 2004,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992, modifié, relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu la délibération du conseil d'administration du 15 décembre 2004, Vu le rapport présenté en séance,
Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus au titre de l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé

1.11 Critères

Les critères énumérés par l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé, qui doivent être pris en compte dans la détermination des tarifs de péages pour le transport public de passagers, sont définis comme suit.

1.1.1 Section des voies navigables empruntées par le transporteur

Trois zones sont distinguées :

- zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;
- zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;
- zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2.

1.1.2 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout. Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul des péages.

On distingue trois types de bateaux de transport public de personnes :

- **péniche-hôtel** : bateau à passagers proposant des croisières avec hébergement, dont la capacité en passagers est inférieure ou égale à 50 personnes

- **paquebot fluvial** : bateau à passagers proposant des croisières avec hébergement, dont la capacité en passagers est supérieure à 50 personnes

- **bateau promenade** : bateau à passagers proposant des croisières sans hébergement, avec ou sans restauration

1.1.3 Durée d'utilisation des voies du réseau

La durée d'utilisation des voies du réseau est constituée par unités d'une journée, un bateau pouvant effectuer plusieurs sorties en une journée.

1.1.4 Trajet

Le trajet retenu correspond à l'intégralité du trajet parcouru (nombre de km aller et retour le cas échéant) et le nombre d'écluses franchies (aller et retour le cas échéant), chaque écluse étant comptabilisée pour 4 km.

1.2. Tarifs

1.2.1 Les tarifs « au réel » des péages pour les bateaux promenade en 2006 sont arrêtés comme suit :

	Tarif promenade
bateaux promenade zone 1 Tarif en euros/m ²	0,203 €/m ² + 0,169 €/kme (*)
bateaux promenade zone 2 Tarif en euros/m ²	0,135 €/m ² + 0,169 €/kme (*)
bateaux promenade zone 3 Tarif en euros/m ²	0,101 €/m ² + 0,169 €/kme (*)

(*) validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

1.2.2 Les tarifs « au réel » des péages pour les bateaux-hôtels (paquebots fluviaux et péniches-hôtels) en 2006 sont arrêtés comme suit :

	Tarif promenade
paquebots fluviaux Tarif en euros/m ²	0,101 €/m ² + 0,169 €/kme (*)
Péniches-hôtels Tarif en euros/m ²	0,099 €/m ² + 0,166 €/kme (*)

(*) validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

Article 2 : péages dus au titre de l'article 3bis du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé:

2.1 Critères

Les critères énumérés par 3bis du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé, qui doivent être pris en compte pour le transport public de passagers sous la forme de forfaits de montants variables, sont définis comme suit.

La durée d'utilisation du réseau est prise en compte au travers du forfait "année" et du forfait "180 jours" qui ouvre droit à 180 jours de navigation pendant l'année, non obligatoirement consécutifs, en fonction des sections des voies navigables empruntées définies au 1.1.1 et des caractéristiques du bateau précisées au 1.1.2 de la présente délibération.

2.2 Tarifs

2.2.1 Les tarifs forfaitaires des péages pour les bateaux promenade en 2006 sont arrêtés comme suit :

	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)
bateaux promenade zone 1 Tarif en euros/m ²	43,03 €	25,82 €
bateaux promenade zone 2 Tarif en euros/m ²	30,04 €	18,05 €
bateaux promenade zone 3 Tarif en euros/m ²	21,60 €	12,99 €

Par acomptes (hors bateaux mis en service après le 1^{er} juin) : 31 mars : 20 % / 30 juin : 20 % / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation de réseau mixte confié ou non à VNF ou étranger.

2.2.2 Les bateaux-hôtels

Les tarifs appliqués aux bateaux-hôtels (péniche-hôtel ou paquebot fluvial) sont identiques à ceux appliqués aux bateaux à passagers (bateaux promenade) de la zone 3, au réel ou au forfait. En revanche, dans le cas où ces bateaux viennent pratiquer une activité de bateau à passagers sans hôtellerie dans lesdites zones, ils se verront appliquer le tarif "au réel" dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Les tarifs forfaitaires des péages pour les péniches-hôtels et les paquebots fluviaux en 2006 sont arrêtés comme suit :

	Année ⁽¹⁾ ⁽²⁾	180 jours ⁽¹⁾ ⁽³⁾
paquebots fluviaux Tarif en euros/m ²	21,60 €	12,99 €
Péniches-hôtels Tarif en euros/m ²	21,17 €	12,74 €

Par acomptes (hors bateaux mis en service après le 1^{er} juin) : 31 mars : 20 % / 30 juin : 20 % / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année

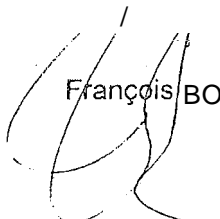
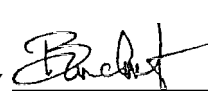
Il peut être accordé un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation du réseau mixte confié ou non à VNF, ou étranger.

Article 3

La présente délibération qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006 sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

Le directeur des affaires juridiques et
de la commande publique
secrétaire du conseil d'administration

 François BORDRY 

Jean-Pierre BOUCHUT

07-0433-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2007

Voies navigables
de France

CA n° 88

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 4 OCTOBRE 2006

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES POUR LE TRANSPORT PUBLIC DE PASSAGERS EN 2007

Vu l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990),

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France, modifié en dernier lieu par le décret n° 2004-1425 du 23 décembre 2004,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992, modifié, relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu la délibération du conseil d'administration du 5 octobre 2005

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus au titre de l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé

1.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 2 du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé, qui doivent être pris en compte dans la détermination des tarifs de péages pour le transport public de passagers, sont définis comme suit.

1.1.1 Section des voies navigables empruntées par le transporteur

Trois zones sont distinguées :

zone 1 : bief de Paris entre les écluses de Suresnes en aval et de Saint-Maurice et du port à l'Anglais en amont ainsi que le territoire de la ville de Strasbourg ;

zone 2 : région parisienne dans les limites géographiques du service de la navigation de la Seine, hors de la zone 1 ;

zone 3 : le reste du territoire français hors zones 1 et 2.

1.1.2 Caractéristiques du bateau

Les caractéristiques du bateau correspondent au rectangle circonscrit au plan du bateau : largeur hors tout x longueur hors tout. Les ponts supplémentaires servant au transport de passagers ne sont pas pris en compte dans le calcul des péages.

On distingue trois types de bateaux de transport public de personnes :

péniche-hôtel : bateau à passagers proposant des croisières avec hébergement, dont la capacité en passagers est inférieure ou égale à 50 personnes

paquebot fluvial : bateau à passagers proposant des croisières avec hébergement, dont la capacité en passagers est supérieure à 50 personnes

bateau promenade : bateau à passagers proposant des croisières sans hébergement, avec ou sans restauration

1.1.3 Durée d'utilisation des voies du réseau

La durée d'utilisation des voies du réseau est constituée par unités d'une journée, un bateau pouvant effectuer plusieurs sorties en une journée.

1.1.4 Trajet

Le trajet retenu correspond à l'intégralité du trajet parcouru (nombre de km aller et retour le cas échéant) et le nombre d'écluses franchies (aller et retour le cas échéant), chaque écluse étant comptabilisée pour 4 km.

1.2. Tarifs

1.2.1 Les tarifs « au réel » des péages pour les bateaux promenade en 2007 sont arrêtés comme suit :

	Tarif promenade
bateaux promenade zone 1 Tarif en euros/m ²	0,207 €/m ² + 0,172 €/kme (*)
bateaux promenade zone 2 Tarif en euros/m ²	0,138 €/m ² + 0,172 €/kme (*)
bateaux promenade zone 3 Tarif en euros/m ²	0,103 €/m ² + 0,172 €/kme (*)

(*) validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

1.2.2 Les tarifs « au réel » des péages pour les bateaux-hôtels (paquebots fluviaux et péniches-hôtels) en 2007 sont arrêtés comme suit :

	Tarif promenade
paquebots fluviaux Tarif en euros/m ²	0,103 €/m ² + 0,172 €/kme (*)
Péniches-hôtels Tarif en euros/m ²	0,101 €/m ² + 0,169 €/kme (*)

(*) validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km).

Article 2 : péages dus au titre de l'article 3bis du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé

2.1 Critères

Les critères énumérés par l'article 3 bis du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé, qui doivent être pris en compte pour le transport public de passagers sous la forme de forfaits de montants variables, sont définis comme suit.

La durée d'utilisation du réseau est prise en compte au travers du forfait "année" et du forfait "180 jours" qui ouvre droit à 180 jours de navigation pendant l'année, non obligatoirement consécutifs, en fonction des sections des voies navigables empruntées définies au 1.1.1 et des caractéristiques du bateau précisées au 1.1.2 de la présente délibération.

2.2 Tarifs

2.2.1 Les tarifs forfaitaires des péages pour les bateaux promenade en 2007 sont arrêtés comme suit :

	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)
bateaux promenade zone 1 Tarif en euros/m ²	43,89 €	26,34 €
bateaux promenade zone 2 Tarif en euros/m ²	30,64 €	18,41 €
bateaux promenade zone 3 Tarif en euros/m ²	22,03 €	13,25 €

Par acomptes (hors bateaux mis en service après le 1er juin) : 31 mars : 20 % / 30 juin :

20 % / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année.

Il peut être accordé, par le président ou le directeur général, un abattement de 50 % pour mise en service après le 1er juin ou utilisation de réseau mixte confié ou non à VNF ou étranger.

2.2.2 Les bateaux-hôtels

Les tarifs appliqués aux bateaux-hôtels (péniche-hôtel ou paquebot fluvial) sont identiques à ceux appliqués aux bateaux à passagers (bateaux promenade) de la zone 3, au réel ou au forfait. En revanche, dans le cas où ces bateaux viennent pratiquer une activité de bateau à passagers sans hôtellerie dans lesdites zones, ils se verront appliquer le tarif "au réel" dans les mêmes conditions que ci-dessus.

Les tarifs forfaitaires des péages pour les péniches-hôtels et les paquebots fluviaux en 2007 sont arrêtés comme suit :

	Année (1)(2)	180 jours (1)(3)
paquebots fluviaux Tarif en euros/m ²	22,03 €	13,25 €
Péniches-hôtels Tarif en euros/m ²	21,59 €	12,99 €

Par acomptes (hors bateaux mis en service après le t^{er} juin) : 31 mars : 20 % / 30 juin :

20 % / 30 septembre : solde.

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en réglant la totalité au plus tard le 31 mars.

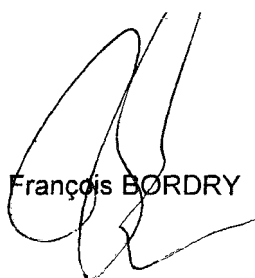
Forfait valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année

Il peut être accordé, par le président ou le directeur général, un abattement de 50 % pour mise en service après le 1^{er} juin ou utilisation du réseau mixte confié ou non à VNF, ou étranger.

Article 3

La présente délibération qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2007 sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le président du conseil d'administration



François BORDRY

Le directeur des affaires juridiques
et de la commande publique,
secrétaire du conseil d'administration



Jean-Pierre BOUCHUT

07-0434-Conseil d'administration - Séance du 3 octobre 2001 - Délibération relative à la fixation des tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2002

Voies navigables
de France
C.A. n° 64

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 3 OCTOBRE 2001

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS SPECIAUX DES PEAGES DE PLAISANCE EN 2002

Vu l'article 124 de la loi n°90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié, relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,
Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997,
6 octobre 1998 et du 4 octobre 2000,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1

Les bateaux soumis au péage de plaisance utilisés dans les conditions suivantes bénéficieront de tarifs spéciaux :
lorsqu'ils seront utilisés au titre de l'éducation populaire par des associations titulaires de l'agrément correspondant délivré par
le ministère de la jeunesse et des sports ;

lorsqu'ils seront utilisés au titre de l'aide sociale à l'enfance ou de la protection judiciaire de la jeunesse, pour des jeunes
relevant de l'assistance éducative ou de la délinquance, par des associations ou organismes titulaires de l'agrément
correspondant délivré par les conseils généraux ou par le ministère de la justice ;

lorsqu'ils seront utilisés pour des missions visant à garantir la sécurité des usagers, notamment dans le cadre de l'activité
normale des clubs sportifs ou lors des manifestations nautiques.

Ils doivent dans ce dernier cas être propriété des clubs ou être mis à leur disposition exclusive par des propriétaires privés à concurrence de deux unités seulement et si le club possède moins de deux unités affectées à cette utilisation ;

lorsque, appartenant à des propriétaires privés, ils seront utilisés pour une compétition sportive inscrite aux calendriers officiels des fédérations sportives adhérentes au Comité National Olympique et Sportif Français ;

lorsqu'ils participeront à des missions de formation et d'éducation sportive dans le cadre de l'activité de clubs sportifs.

Les bateaux dans ce cas doivent appartenir à des clubs organisés sous une forme associative à but non lucratif, adhérents à une fédération affiliée au Comité National Olympique et Sportif Français.

Article 2

Il a été décidé par le conseil d'administration de l'établissement de maintenir, pour l'année 2002, les tarifs pratiqués en 2001 :

• pour la plaisance privée - articles 3 et 5 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié :

Catégories	Mus à force humaine (4)	I	II	III	IV	V
		- de 12 m ²	de 12 à -de 25 m ²	de 25 à -de 40m ²	de 40 à -de 60m ²	60 m ² et plus
Année Tarif en euros	3,13 €	7,15 €	10,34 €	20,67 €	33,40 €	41,36 €
Loisirs (1) Tarif en euros		4,13 €	7,40 €	13,03 €	20,28 €	25,14 €
Vacances (2) Tarif en euros		1,59 €	3,19 €	4,77 €	6,36 €	7,94 €
Journée (3) Tarif en euros	0,78 €	0,78 €	1,56 €	2,33 €	3,11 €	3,90 €

(1) valable 30 jours non obligatoirement consécutifs

(2) valable 16 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(3) valable 1 jour daté

(4) quelle que soit la surface du bateau

• pour le tourisme fluvial (bateaux à passagers) - articles 2 et 5 du décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié :

Types	forfait année (1)	forfait 180 jours (2)	promenade (3)
Passagers zone 1 Tarif en euros/m ²	3,89 €	2,33 €	0,018 €/m ² + 0,015 €/kme
Passagers zone 2 Tarif en euros/m ²	2,71 €	1,63 €	0,012 €/m ² + 0,015 €/kme
Passagers zone 3 Tarif en euros/m ²	1,95 €	1,17 €	0,009 €/m ² + 0,015 €/kme
Hôtels Tarif en euros/m ²	1,95 €	1,17 €	0,009 €/m ² + 0,015 €/kme

(1) tarif payable intégralement au 20 mars

(2) valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année - Paiement au comptant

(3) tarif vendu au comptant validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km)

• pour le tourisme fluvial (loueurs) - articles 3 et 5 du décret n°91-797 du 20 août modifié :

Types	forfait année (1)	semaine (1)(2)
Loueurs 1 Tarif en euros/m ²	1,70 €	0,17 €
Loueurs 2 Tarif en euros/m ²	0,85 €	0,09 €

(1) paiement au comptant

(2) valable pour une semaine entière ou entamée

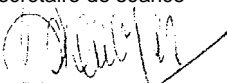
Article 3

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

Article 4

Les tarifs de la présente délibération sont applicables à compter du 1er janvier 2002.

Le secrétaire généra
l secrétaire de séance


David MENAGER

07-0435-Conseil d'administration - Séance du 2 octobre 2002 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2003

Voies navigables
de France
C.A. n° 68

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 2 OCTOBRE 2002

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES DUS PAR LES PROPRIETAIRES DE BATEAUX DE PLAISANCE EN 2003

Vu l'article 124 de la loi n°90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997, 6 octobre 1998 et 27 mars 2002,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus par les personnes propriétaires de bateaux de plaisance privés

1.1 Catégories

Sur le fondement des articles 3 et 5 du décret du 20 août 1991 susvisé, trois catégories de propriétaires de bateaux sont distinguées :

1. les propriétaires de bateau privé,
2. les loueurs de bateaux,
3. les propriétaires de bateaux-écoles et les professionnels de la vente et du négoce.

1.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n°91-797 du 20 août 1991 qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

1.2.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre de l'article 5 du décret du 20 août 1991 précité - forfaits :

année

loisirs : 30 jours non obligatoirement consécutifs

vacances : 16 jours consécutifs avec date de départ

Au titre de l'article 3 du décret du 20 août 1991 précité - réel : journée : 1 jour daté

1.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique, sous le terme de portion.

Deux portions de réseau sont déterminées :

- le réseau général d'une part,
- des portions du réseau limitrophes d'autres réseaux, maritimes, étrangers ou non confiés à VNF.

Le principe du dispositif dérogatoire dit "zones limitrophes" instauré par le conseil d'administration du 25 septembre 1996 est reconduit. Le Président de VNF est autorisé à appliquer, sur des portions limitées du réseau, accessibles depuis des réseaux étrangers ou non gérés par VNF ou depuis la mer, un tarif quelconque de la grille "Tarifs" mais pour la durée immédiatement supérieure.

D'autre part, l'expérimentation sur la Direction interrégionale de Strasbourg, mise en place par le conseil d'administration du 27 mars 2002 est reconduite sur l'année 2003.

Enfin, pour l'année 2003, la possibilité est donnée aux services d'accorder, dans le cadre de manifestations à caractère public et pour les bateaux entrant sur le réseau VNF à l'occasion de cette manifestation, une vignette au prix du forfait journée valable pour la durée de celle-ci, augmentée de 2.journées (pour le voyage aller et retour). Ce droit est cependant limité à 5 jours.

1.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies de la même manière par sa surface, déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau excepté pour les bateaux mus par la force humaine.

Plusieurs catégories sont distinguées :

1. inférieur à 12 m²
2. supérieur ou égal à 12 m² et inférieur à 25 m²

3. supérieur ou égal à 25 m² et inférieur à 40 m²

4. supérieur ou égal à 40 m² et inférieur à 60 m²

5. supérieur ou égal à 60 m² et plus

6. mus par la force humaine notamment les bateaux à avirons, les canoës et les kayaks

1.2 Tarifs

Les tarifs du péage plaisance particuliers, pour l'année 2003, sont définis comme suit :

Catégories	Mus à force humaine (4)	I	II	III	IV	V
		- de 12 m ²	de 12 à - de 25 m ²	de 25 à - de 40 m ²	de 40 à - de 60 m ²	60 m ² et plus
Année Tarif en euros	32 €	74 €	106 €	213 €	344 €	426 €
Loisirs (1) Tarif en euros	-	43 €	76 €	134 €	209 €	259 €
Vacances (2) Tarif en euros	-	16 €	33 €	49 €	65 €	82 €
Journée (3) Tarif en euros	8 €	8 €	16 €	24 €	32 €	40 €

(1) Valable 30 jours non obligatoirement consécutifs

(2) Valable 16 jours consécutifs avec date de départ

(3) Valable 1 jour daté

(4) Quelle que soit la surface du bateau hors embarcations exonérées

Une ristourne de 10 % sera appliquée aux forfaits "année" acquittés au plus tard le 31 mars 2003

Article 2 : péages dus par les loueurs de bateaux 2.1 Catégories

Deux catégories de loueurs de bateaux sont déterminées :

1. loueurs de bateaux habitables (loueurs 1)

2. loueurs de bateaux non habitables (loueurs 2)

2.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n°91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

2.2.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre des articles 3 et 5 dudit décret, la durée d'utilisation du réseau est prise en compte respectivement soit à travers un prix à la semaine correspondant à une unité de location, soit à travers le forfait à l'année.

2.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique sous le terme de portion.

Deux zones de navigation sont déterminées selon que la portion du réseau empruntée nécessite ou non que le pilote du coche de location soit muni d'un certificat de capacité.

Les voies nécessitant un certificat de capacité pour être empruntées sont définies par l'arrêté du 3 juillet 1992 pris en application du décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures.

2.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies par la surface déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau.

2.3 Tarifs

2.3.1 Prix

Les tarifs 2003 pour les loueurs sont définis comme suit :

TYPES	Forfait Année (2)	Unité Semaine (1)
loueurs 1 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	17,43 €	1,73 €
loueurs 1 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	15,86 €	1,57 €
loueurs 2 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	8,8 €	0,94 €
loueurs 2 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	8 €	0,78 €

(1)valable pour toute semaine entamée

(2)Payable par acompte - 31 mars 20 %, 30 juin 20 %, 30 septembre solde

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en cas de paiement au plus tard le 31 mars

(3)Zone 1 : ne nécessitant pas de certificat de capacité

(4) Zone 2 : nécessitant un certificat de capacité

2.3.2 Abattement et remboursement

Pour les sociétés dont des bateaux naviguent régulièrement sur des réseaux mixtes, qu'ils soient liés ou non liés à celui de VNF, la direction générale de VNF pourra accorder un abattement du forfait annuel, selon les situations locales.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour une mise en service après le 1^{er} juin.

Il peut être obtenu un remboursement partiel dans le cas où le péage représente plus de 3 % du chiffre d'affaires des entreprises. Ce remboursement est égal à 5 % du montant du péage par bateau et par semaine non naviguée au cas où celui-ci aurait été loué moins de 20 semaines. Ce montant est, toutefois, plafonné à 10 % du montant du péage (soit 2 semaines au maximum).

En cas de fermeture des canaux non prévue et liée à un défaut d'exploitation ou d'entretien d'une durée supérieure à une semaine, les professionnels ayant acquitté le péage annuel peuvent être dédommages.

Ce dédommagement comprend le remboursement du péage pour la durée d'interruption et une indemnité de même montant avec un plafonnement égal à 80 % du péage total. Il est calculé selon la formule suivante :

$$D = \frac{2 \cdot (F \times X)}{30}$$

F = montant du forfait
X = nombre de semaines d'interruption validé
30 = forfait de 30 semaines

Article 3 : dispositions relatives à des bateaux de types particuliers Les tarifs 2003 sont définis comme suit :

TYPES	Forfait Année (1)
écoles Tarif en euros	199,74 €
négoce Tarif en euros	262,86 €

(1) Tarif unique quelle que soit la surface du bateau.

Article 4

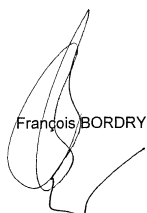
Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

Article 5

Les tarifs prévus dans la présente délibération sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2003.

Le Président du conseil d'administration

Le secrétaire général
secrétaire du conseil d'administration



François BORDRY



David MENAGER

07-0436-Conseil d'administration - Séance du 1er octobre 2003 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2004

Voies navigables
de France

CA n° 73

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 1^{er} OCTOBRE 2003

**DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES DUS
PAR LES PROPRIETAIRES DE BATEAUX DE PLAISANCE EN 2004**

Vu l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997, 6 octobre 1998 et 27 mars 2002,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus par les personnes propriétaires de bateaux de plaisance privés

1.1 Catégories

Sur le fondement des articles 3 et 5 du décret du 20 août 1991 susvisé, trois catégories de propriétaires de bateaux sont distinguées :

1. les propriétaires de bateau privé,
2. les loueurs de bateaux,
3. les propriétaires de bateaux-écoles et les professionnels de la vente et du négoce.

1.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n° 91-797 du 20 août 1991 qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

1.2.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre de l'article 5 du décret du 20 août 1991 précité - forfaits :

année

loisirs : 30 jours non obligatoirement consécutifs

vacances : 16 jours consécutifs avec date de départ

Au titre de l'article 3 du décret du 20 août 1991 précité - réel : journée : 1 jour daté

1.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique, sous le terme de portion.

Deux portions de réseau sont déterminées :

- le réseau général d'une part,
- des portions du réseau limitrophes d'autres réseaux, maritimes, étrangers ou non confiés à VNF.

Le principe du dispositif dérogatoire dit "zones limitrophes" instauré par le conseil d'administration du 25 septembre 1996 est reconduit. Le Président de VNF est autorisé à appliquer, sur des portions limitées du réseau, accessibles depuis des réseaux étrangers ou non gérés par VNF ou depuis la mer, un tarif quelconque de la grille "tarifs" mais pour la durée immédiatement supérieure.

Sur la direction interrégionale de Strasbourg, l'expérimentation instaurée par le conseil d'administration du 27 mars 2002 autorisant la navigation durant quatre jours pour le tarif de la vignette "journée" est transformée en dispositif dérogatoire annuel.

Enfin, le complément au dispositif actuel consistant à accorder, dans le cadre de manifestations à caractère public portées la plupart du temps par des collectivités locales ou des associations et pour les bateaux entrant sur le réseau VNF à l'occasion de cette manifestation, une vignette au prix du forfait journée valable pour la durée de celle-ci, augmentée de 2 journées (pour le voyage aller et retour - droit limité à 5 jours consécutifs) est reconduit.

1.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies de la même manière par sa surface, déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau excepté pour les bateaux mus par la force humaine.

Plusieurs catégories sont distinguées :

1. inférieur à 12 m²
2. supérieur ou égal à 12 m² et inférieur à 25 m²
3. supérieur ou égal à 25 m² et inférieur à 40 m²
4. supérieur ou égal à 40 m² et inférieur à 60 m²
5. supérieur ou égal à 60 m² et plus
6. mus par la force humaine notamment les bateaux à avirons, les canoës et les kayaks

1.3 Tarifs

Les tarifs du péage plaisance particuliers, pour l'année 2004, sont définis comme suit :

Catégories	Mus à force humaine (4)	I	II	III	IV	V
		- de 12 m ¹	de 12 à - de 25m ²	de 25 à - de 40m ²	de 40 à - de 60m ²	60 m ² et plus
Année Tarif en euros	33 €	76,3 €	109,2 €	219,4 €	354,4 €	438,8 €
Loisirs (1) Tarif en euros	-	44,3 €	78,3 €	138,1 €	215,3 €	266,8 €
Vacances (2) Tarif en euros	-	16,5 €	34 €	50,5 €	67 €	84,5 €
Journée (3) Tarif en euros	8,3 €	8,3 €	16,5 €	24,8 €	33 €	41,2 €

(1) Valable 30 jours non obligatoirement consécutifs

(2) Valable 16 jours consécutifs avec date de départ

(3) Valable 1 jour daté

(4) Quelle que soit la surface du bateau hors embarcations exonérées

Une ristourne de 10 % sera appliquée aux forfaits "année" acquittés au plus tard le 31 mars 2004

Article 2 : péages dus par les loueurs de bateaux 2.1 Catégories

Deux catégories de loueurs de bateaux sont déterminées :

1. loueurs de bateaux habitables (loueurs 1)
2. loueurs de bateaux non habitables (loueurs 2)

2.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n°91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

2.2.1 durée d'utilisation du réseau

Au titre des articles 3 et 5 dudit décret, la durée d'utilisation du réseau est prise en compte respectivement soit à travers un prix à la semaine correspondant à une unité de location, soit à travers le forfait à l'année.

2.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique sous le terme de portion.

Deux zones de navigation sont déterminées selon que la portion du réseau empruntée nécessite ou non que le pilote du coche de location soit muni d'un certificat de capacité.

Les voies nécessitant un certificat de capacité pour être empruntées sont définies par l'arrêté du 3 juillet 1992 pris en application du décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures.

2.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies par la surface déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau.

2.3 Tarifs

2.3.1 Prix

Les tarifs 2004 pour les loueurs sont définis comme suit :

TYPES	Forfait Année (2)	Unité Semaine (1)
loueurs 1 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	17,95 €	1,78 €
loueurs 1 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	16,34 €	1,62 €
loueurs 2 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	9,06 €	0,97 €
loueurs 2 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	8,24 €	0,80 €

(1)valable pour toute semaine entamée

(2) Payable par acompte (hors bateaux acquis et mis en service après le 1^{er} juin) : 31 mars 20 %, 30 juin 20 %, 30 septembre solde

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en cas de paiement au plus tard le 31 mars

(3)Zone 1 : ne nécessitant pas de certificat de capacité

(4) Zone 2 : nécessitant un certificat de capacité

2.3.2 Abattement et remboursement

Pour les sociétés dont des bateaux naviguent régulièrement sur des réseaux mixtes, qu'ils soient liés ou non liés à celui de VNF, la direction générale de VNF pourra accorder un abattement du forfait annuel, selon les situations locales.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour une mise en service après le 1^{er} juin.

Il peut être obtenu un remboursement partiel dans le cas où le péage représente plus de 3 % du chiffre d'affaires des entreprises. Ce remboursement est égal à 5 % du montant du péage par bateau et par semaine non naviguée au cas où celui-ci aurait été loué moins de 20 semaines. Ce montant est, toutefois, plafonné à 10 % du montant du péage (soit 2 semaines au maximum).

En cas de fermeture des canaux non prévue et liée à un défaut d'exploitation ou d'entretien d'une durée supérieure à une semaine, les professionnels ayant acquitté le péage annuel peuvent être dédommagés.

Ce dédommagement comprend le remboursement du péage pour la durée d'interruption et une indemnité de même montant avec un plafonnement égal à 80 % du péage total. Il est calculé selon la formule suivante :

$$D = \frac{2 (F \times X)}{30}$$

F = montant du forfait
X = nombre de semaines d'interruption validé
30 = forfait de 30 semaines

Article 3 : dispositions relatives à des bateaux de types particuliers

Les tarifs 2004 sont définis comme suit :

TYPES	Forfait Année (1)
écoles Tarif en euros	205,73 €
négoce Tarif en euros	270,75 E

(1) Tarif unique quelle que soit la surface du bateau

. Article 4

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

Article 5

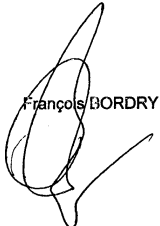
Les tarifs prévus dans la présente délibération sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2004.

Article 6

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le Président du conseil d'administration

Le secrétaire général
secrétaire du conseil d'administration



François BORDRY



David MENAGER

07-0440-Conseil d'administration - Séance du 16 novembre 2004 - délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2005

Voies navigables
de France

C.A n° 79
CONSEIL D'ADMINISTRATION
SEANCE DU 16 NOVEMBRE 2004

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES DUS PAR LES PROPRIETAIRES DE BATEAUX DE PLAISANCE EN 2005

Vu l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 portant loi de Finances pour 1991,

Vu le décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu les délibérations du conseil d'administration des 25 septembre 1996, 23 avril 1997, 6 octobre 1998 et 27 mars 2002,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : péages dus par les personnes propriétaires de bateaux de plaisance privés

1.1 Catégories

Sur le fondement des articles 3 et 5 du décret du 20 août 1991 susvisé, trois catégories de propriétaires de bateaux sont distinguées :

1. les propriétaires de bateaux privés,
2. les loueurs de bateaux,
3. les propriétaires de bateaux-écoles et les professionnels de la vente et du négoce.

1.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n° 91-797 du 20 août 1991 qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

1.2.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre de l'article 5 du décret du 20 août 1991 précité - forfaits :

- 1) année
- 2) saison : 4 mois obligatoirement consécutifs avec date de départ
- 3) loisirs 30 j : 30 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ
- 4) vacances : 16 jours consécutifs avec date de départ

Au titre de l'article 3 du décret du 20 août 1991 précité - réel :

journée : 1 jour daté

1.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique, sous le terme de portion.

Deux portions de réseau sont déterminées ;

- le réseau général d'une part,
- des portions du réseau limitrophes d'autres réseaux, maritimes, étrangers ou non confiés à VNF.

Le principe du dispositif dérogatoire dit "zones limitrophes" instauré par le conseil d'administration du 25 septembre 1996 est reconduit. Le Président de VNF est autorisé à appliquer, sur des portions limitées du réseau, accessibles depuis des réseaux étrangers ou non gérés par VNF ou depuis la mer, un tarif quelconque de la grille "Tarifs" mais pour la durée immédiatement supérieure.

Sur la direction interrégionale de Strasbourg, le dispositif dérogatoire instauré par le conseil d'administration du 27 mars 2002 autorisant la navigation durant quatre jours pour le tarif de la vignette "journée" est reconduit.

Ce même dispositif est instauré en expérimentation sur la direction régionale du Nord - Pas-de-Calais, pour l'année 2005.

Enfin, le complément au dispositif actuel consistant à accorder, dans le cadre de manifestations à caractère public portées la plupart du temps par des collectivités locales ou des associations et pour les bateaux entrant sur le réseau VNF à l'occasion de cette manifestation. une vignette au prix du forfait journée valable pour la durée de celle-ci, augmentée de 2 journées (pour le voyage aller et retour - droit limité à 5 jours consécutifs) est reconduit.

1.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies de la même manière par sa surface, déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau excepté pour les bateaux mus par la force humaine.

Plusieurs catégories sont distinguées :

inférieur à 12 m²

supérieur ou égal à 12 m² et inférieur à 25 m²

supérieur ou égal à 25 m² et inférieur à 40 m²

supérieur ou égal à 40 m² et inférieur à 60 m²

supérieur ou égal à 60 m² et plus

mus par la force humaine notamment les bateaux à avirons, les canoës et les kayaks

1.3 Tarifs

Les tarifs du péage plaisance particuliers, pour l'année 2005, sont définis comme suit :

Catégories	Mus à force humaine (5)	I	II	III	IV	V
		- de 12 m ²	de 12 à - de 25 m ²	de 25 à - de 40 m ²	de 40 à - de 60 m ²	60 m ² et plus
Année	33,8 €	78,2 €	111,9 €	224,9 €	363,3 €	449,8 €
Tarif en euros	-	70,4 €	100,7 €	202,4 €	290,6 €	359,8 €
Saison (1)						
Tarif en euros	-	45,4 €	80,3 €	141,6 €	220,7 €	273,5 €
Loisirs 30 j (2)						
Tarif en euros	-	16,9 €	34,9 €	51,8 €	68,7 €	86,6 €
Vacances (3)						
Tarif en euros	8,5 €	8,5 €	16,9 €	25,4 €	33,8 €	42,2 €
Journée (4)						
Tarif en euros						

(1)valable 4 mois obligatoirement consécutifs avec date de départ

(2)valable 30 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(3)valable 16 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(4) valable un jour daté

(5) quelle que soit la surface du bateau, hors embarcations exonérées

Une ristourne de 10 % sera appliquée aux forfaits "année" acquittés au plus tard le 31 mars 2005.

Article 2 : péages dus par les loueurs de bateaux 2.1 Catégories

Deux catégories de loueurs de bateaux sont déterminées :

1. loueurs de bateaux habitables (loueurs 1)
2. loueurs de bateaux non habitables (loueurs 2)

2.2 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 5 (au forfait) du décret n° 91-797 du 20 août 1991, qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

2.2.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre des articles 3 et 5 dudit décret, la durée d'utilisation du réseau est prise en compte respectivement soit à travers un prix à la semaine correspondant à une unité de location, soit à travers le forfait à l'année.

2.2.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3) ou de la section (article 5) est appréhendée de manière identique sous le terme de portion.

Deux zones de navigation sont déterminées selon que la portion du réseau empruntée nécessite ou non que le pilote du coche de location soit muni d'un certificat de capacité.

Les voies nécessitant un certificat de capacité pour être empruntées sont définies par l'arrêté du 3 juillet 1992 pris en application du décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures.

2.2.3 Caractéristiques du bateau

Dans le cadre des articles 3 et 5 du décret susvisé, les caractéristiques du bateau sont définies par la surface déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau.

2.3 Tarifs

2.3.1 Prix

Les tarifs 2005 pour les loueurs sont définis comme suit :

	Forfait Année	Unité Semaine
loueurs 1 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	18,04 €	1,79 €
loueurs 1 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	16,42 €	1,63 €
loueurs 2 en zone 1 (3) Tarif en euros/m ²	9,11 €	0,97 €
loueurs 2 en zone 2 (4) Tarif en euros/m ²	8,28 €	0,80 €

(1)valable pour toute semaine entamée

(2)Payable par acompte (hors bateaux mis en service après le 1^{er} juin) : 31 mars 20 %, 30 juin 20 %, 30 septembre solde

Possibilité d'obtenir une ristourne de 10 % en cas de paiement au plus tard le 31 mars

(3)Zone 1 : ne nécessitant pas de certificat de capacité

(4)Zone 2 : nécessitant un certificat de capacité

2.3.2 Abattement et remboursement

Pour les sociétés dont des bateaux naviguent régulièrement sur des réseaux mixtes, qu'ils soient liés ou non liés à celui de VNF, la direction générale de VNF pourra accorder un abattement du forfait annuel, selon les situations locales.

Il peut être accordé un abattement de 50 % pour une mise en service après le 1^{er} juin

Il peut être obtenu un remboursement partiel dans le cas où le péage représente plus de 3 % du chiffre d'affaires des entreprises. Ce remboursement est égal à 5 % du montant du péage par bateau et par semaine non naviguée au cas où celui-ci aurait été loué moins de 20 semaines. Ce montant est toutefois plafonné à 10 % du montant du péage (soit 2 semaines au maximum).

En cas de fermeture des canaux non prévue et liée à un défaut d'exploitation ou d'entretien d'une durée supérieure à une semaine, les professionnels ayant acquitté le péage annuel peuvent être dédommés.

Ce dédommagement comprend le remboursement du péage pour la durée d'interruption et une indemnité de même montant avec un plafonnement égal à 80 % du péage total. Il est calculé selon la formule suivante :

$$D = \frac{2 (F \times X)}{30}$$

F = montant du forfait

X = nombre de semaines d'interruption validé

30 = forfait de 30 semaines

Article 3 : dispositions relatives à des bateaux de types particuliers

Les tarifs 2005 sont définis comme suit :

	Forfait Année
écoles (*) Tarif en euros	210,87 €
Négoce (*) Tarif en euros	277,52 €

(*) Tarif unique quelle que soit la surface du bateau. **Article 4**

Les délibérations antérieures sont abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente délibération.

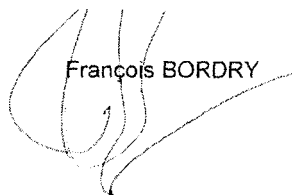
Article 5

Les tarifs prévus dans la présente délibération sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2005. **Article 6**

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le Président du conseil d'administration
d'administration

La Secrétaire du conseil


François BORDRY


Jeanne-Marie ROGER

07-0441-Conseil d'administration - Séance du 5 octobre 2005 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2006

Voies navigables
de France

C.A. n° 83

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 5 OCTOBRE 2005

DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PEAGES DUS PAR LES PROPRIETAIRES DE BATEAUX DE PLAISANCE EN 2006

Vu l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990),

Vu le décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France, modifié en dernier lieu par le décret n° 2004-1425 du 23 décembre 2004,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu la délibération du conseil d'administration du 15 décembre 2004,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : Péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance

1.1 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 3bis (au forfait) du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

1.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre de l'article bis du décret du 20 août 1991 (forfaits) :

- 1) année
- 2) saison : 4 mois obligatoirement consécutifs avec date de départ
- 3) loisirs 30 j : 30 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ
- 4) vacances : 16 jours consécutifs avec date de départ

Au titre de l'article 3 du décret du 20 août 1991 (réel) : journée : 1 jour daté

1.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3 bis du décret du 20 août 1991) ou de la section (article 3 du décret du 20 août 1991) est appréhendée de manière identique, sous le terme de portion.

Quatre portions de réseau sont déterminées :

le réseau général d'une part,
des portions du réseau limitrophes d'autres réseaux, maritimes, étrangers ou non confiés à VNF,
- la zone 1 pour les coches nolisés : tout le réseau hors zone 2
la zone 2 pour les coches nolisés : voies sur lesquelles le certificat de capacité est obligatoire (décrites par l'annexe 5 de l'arrêté du 3 juillet 1992 pris en application du décret 91-731 du 23 juillet 1991 modifié) Il s'agit des voies de type 1 et 2, soit principalement le Rhône, la Loire, la Basse-Seine à l'écluse d'Amfreville à Rouen, la Seine dans la traversée de Paris

Le Président de VNF est autorisé à déterminer, sur des portions limitées du réseau, accessibles depuis des réseaux étrangers ou non gérés par VNF ou depuis la mer, un tarif quelconque de la grille "Tarifs" mais pour la durée immédiatement supérieure.

1.3 Caractéristiques des bateaux

Les caractéristiques des bateaux distinguent, à l'exception des bateaux de plaisance mus par la force humaine, les bateaux de plaisance et les coches nolisés et se fondent aussi sur la superficie déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau.

Plusieurs catégories sont distinguées :

inférieur à 12 m²
supérieur ou égal à 12 m² et inférieur à 25 m²
supérieur ou égal à 25 m² et inférieur à 40 m²
supérieur ou égal à 40 m² et inférieur à 60 m²
supérieur ou égal à 60 m² et plus
mus par la force humaine notamment les bateaux à avirons, les canoës et les kayaks
les coches nolisés

2 Tarifs

Pour l'année 2006, les tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont définis en euros comme suit,:

	BATEAUX DE PLAISANCE						COCHES NOLISES (9)			
	Mus par la force humaine (6)	I (- de 12 z m)	II (de 12 à - de 25 m ²)	III (de 25 à - de 40 m ²)	IV (de 40 à - de 60 m ²)	V (60 m ² et +)	Habitable		Non habitable	
	Toutes zones						zone 1 (7)	zone 2 (8)	zone 1 (7)	zone 2 (8)
	TARIFS EN EUROS						TARIFS EN EUROS/m ²			
Année	34.4	79.6	113.9	228.9	369.8	457.9	18.36	16.72	9.27	8.43
Saison (1)		71.7	102.5	206.0	295.8	366.3				
		29.0	60.0	89.0	118.0	148.7				
		17.2	35.5	52.7	69.9	88.2				
Journée (4)	8.7	8.7	17.2	25.9	34.4	43.0'				
Semaine (5)							1.82	1.66	0.99	0.81

(1) valable 4 mois obligatoirement consécutifs avec date de départ

(2) valable 30 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(3)valable 16 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(4) valable un jour daté

(5)valable une semaine, toute semaine entamée est réputée due

(6)quelle que soit la surface du bateau (hors embarcations exonérées)

(7) ne nécessitant pas de certificat de capacité

(8) nécessitant un certificat de capacité

(9) coches nolisés : bateaux soumis à l'article 17 du décret n° 91-731 du 23 juillet 1991

Le forfait à l'année est payable par acompte (hors bateaux mis en service après le 1^{er} juin)selon l'échéancier suivant : 31 mars 20 % du forfait, 30 juin : 20 % du forfait, 30 septembre : le solde.

Une ristourne de 10 % est appliquée aux forfaits à l'année acquittés en totalité au plus tard le 31 mars 2006.

Article 2 : Dispositions particulières

1 Une réduction de tarification est instituée pour les bateaux exclusivement consacrés à l'activité d'enseignement de la conduite des bateaux, ainsi que pour les bateaux déplacés en vue de leur mise en vente :

	Forfait pour l'année
Bateaux écoles	214,67 €
Bateaux mis en vente	282,52 €

2 Il est institué un péage spécifique, autorisant la navigation durant quatre jours pour le tarif de la vignette « journée », au maximum trois fois par an et uniquement sur les secteurs ci-après :

canal de la Marne au Rhin : de Strasbourg à Waltenheim-sur-Zorn;

- canal du Rhône au Rhin : intégralité de la branche Nord et de Niffer à Mulhouse sur la branche sud ;

canal de Colmar ;

canal de la Sarre et Sarre : de Grosbliederstroff à Wittring.

La Deûle de Lille à la confluence Deûle/Lys mitoyenne

La Rivière de la Lys, de la base des Prés du Hem à l'écluse d'Armentières

Le canal de Furnes en totalité

Le canal de Bergues en totalité

Le canal de Bourbourg, de l'écluse du Jeu de Mail jusqu'à la halte nautique de Bourbourg à l'île Ste Sophie

La Sambre canalisée sur une zone de 35 km de la frontière à l'aval de l'écluse de Berlaimont

L'Escaut canalisé de Mortagne à Bouchain

La Scarpe inférieure de Mortagne à St Amand

3 Dans le cadre de manifestations nautiques à caractère public portées par des collectivités locales ou des associations et pour les bateaux entrant sur le réseau VNF à l'occasion de cette manifestation, il est institué une vignette au prix du forfait journée valable pour la durée de celle-ci, augmentée de 2 journées (pour le voyage aller et retour - droit limité à 5 jours consécutifs).

4 Abattement et remboursement

Pour les sociétés dont des bateaux naviguent régulièrement sur des réseaux mixtes, qu'ils soient reliés ou non reliés à celui de VNF, le directeur général de VNF est autorisé à accorder un abattement du forfait annuel, selon les situations locales.

Il est accordé un abattement de 50 % du forfait annuel pour un bateau mis en service après le 1^{er} juin.

Il peut être obtenu un remboursement partiel dans le cas où le péage représente plus de 3% du chiffre d'affaires des entreprises. Ce remboursement est égal à 5 % du montant du péage par bateau et par semaine non naviguée au cas où celui-ci aurait été loué moins de 20 semaines. Ce montant est toutefois plafonné à 10 % du montant du péage (soit 2 semaines au maximum).

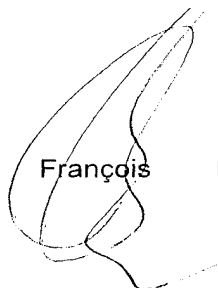
Article 3

La présente délibération, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2006, sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration

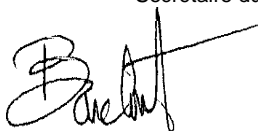
Le directeur des affaires juridiques
et de la commande publique,

Secrétaire du conseil d'administration



François

BORDRY



Jean-Pierre BOUCHUT

07-0442-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance en 2007

Voies navigables
de France

C.A. n° 88

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 4 OCTOBRE 2006

DELIBERATION.RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS DE PÉAGES DUS PAR LES PROPRIÉTAIRES DE BATEAUX DE PLAISANCE EN 2007

Vu l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990),

Vu le décret n° 91-731 du 23 juillet 1991 modifié relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux circulant sur les eaux intérieures,

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France, modifié en dernier lieu par le décret n° 2004-1425 du 23 décembre 2004,

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif à la délivrance du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure,

Vu la délibération du conseil d'administration du 5 octobre 2005 Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 : Péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance

1.1 Critères

Les critères énumérés aux articles 3 (à l'unité) et 3bis (au forfait) du décret n° 91-797 du 20 août 1991 susvisé qui doivent être pris en compte dans la détermination des péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont établis comme suit.

1.1 Durée d'utilisation du réseau

Au titre de l'article 3bis du décret du 20 août 1991 (forfaits) :
année

saison : 4 mois obligatoirement consécutifs avec dates de début et de fin de validité
loisirs 30 j : 30 jours obligatoirement consécutifs avec dates de début et de fin de validité
vacances : 16 jours consécutifs avec dates de début et de fin de validité
semaine : période de 7 jours consécutifs

Au titre de l'article 3 du décret du 20 août 1991 (réel) : journée : 1 jour daté

1.2 Portion et section du réseau emprunté

La définition de la portion (article 3 bis du décret du 20 août 1991) ou de la section (article 3 du décret du 20 août 1991) est appréhendée de manière identique, sous le terme de portion.

Quatre portions de réseau sont déterminées :

- le réseau général d'une part,
- des portions du réseau limitrophes d'autres réseaux, maritimes, étrangers ou non confiés à VNF,
- la zone 1 pour les coches nolisés : tout le réseau hors zone 2
- la zone 2 pour les coches nolisés : voies sur lesquelles le certificat de capacité est obligatoire (décrites par l'annexe 5 de l'arrêté du 3 juillet 1992 pris en application du décret 91-731 du 23 juillet 1991 modifié) Il s'agit des voies de type 1 et 2, soit principalement le Rhône, la Loire, la Basse-Seine à l'écluse d'Amfreville à Rouen, la Seine dans la traversée de Paris

Le Président de VNF est autorisé à déterminer, sur des portions limitées du réseau, accessibles depuis des réseaux étrangers ou non gérés par VNF ou depuis la mer, un tarif quelconque de la grille "Tarifs" mais pour la durée immédiatement supérieure.

1.3 Caractéristiques des bateaux

Les caractéristiques des bateaux distinguent, à l'exception des bateaux de plaisance mus par la force humaine, les bateaux de plaisance et les coches nolisés et se fondent aussi sur la superficie déterminée par le rectangle circonscrit au plan du bateau.

Plusieurs catégories sont distinguées :

inférieur à 12 m²

supérieur ou égal à 12 m² et inférieur à 25 m²

supérieur ou égal à 25 m² et inférieur à 40 m²

supérieur ou égal à 40 m² et inférieur à 60 m²

supérieur ou égal à 60 m² et plus

mus par la force humaine notamment les bateaux à avirons, les canoës et les kayaks

les coches nolisés

2 Tarifs

Pour l'année 2007, les tarifs de péages dus par les propriétaires de bateaux de plaisance sont définis en euros comme suit :

BATEAUX DE PLAISANCE							COCHES NOLISES (9)					
Mus par la force humaine (6)	I (- de 12 m ²)	II (de 12 à - de 25 m ²)	III (de 25 à - de 40 m ²)	IV (de 40 à - de 60 m ²)	V (60 m ² et +)		Habitable		Non habitable			
Toutes zones							zone 1 (7)		zone 2 (8)		zone 1 (7)	zone 2 (8)
TARIFS EN EUROS							TARIFS EN EUROS/m ²					
Année	35.1	81.2	116.2	233.5	377.2	467.1	18.73 05	17. 17.05	9.46 9	1.6	8.60	
Saison (1)		73.1	104.6	210.1	301.7	373.6						
Loisirs 30j (2)		29.6	61.2	90.8	120.4	151.7						
Vacances (3)		17.5	36.2	53.8	71.3	90.0,						
Journée (4)		8.9	8.9	17.5	26.4	35.1	43.9					
Semaine (5)							1.86	1.69	1.01	0.83		

(1) valable 4 mois obligatoirement consécutifs avec dates de début et de fin de validité

(2) valable 30 jours obligatoirement consécutifs avec dates de début et de fin de validité

(3) valable 16 jours obligatoirement consécutifs avec dates de début et de fin de validité

(4) valable un jour daté

(5) valable une semaine (période de 7 jours consécutifs), toute semaine entamée est réputée due

(6) quelle que soit la surface du bateau (hors embarcations exonérées)

(7) ne nécessitant pas de certificat de capacité

(8) nécessitant un certificat de capacité

(9) coches nolisés : bateaux soumis à l'article 17 du décret n° 91-731 du 23 juillet 1991

Le forfait à l'année est payable par acompte (hors bateaux mis en service après le 1^{er} juin) selon l'échéancier suivant : 31 mars 20 % du forfait, 30 juin : 20 % du forfait, 30 septembre : le solde.

Une ristourne de 10 % est appliquée aux forfaits à l'année acquittés en totalité au plus tard le 31 mars 2007.

Article 2 : Dispositions particulières

Une réduction de tarification est instituée pour les bateaux exclusivement consacrés à l'activité d'enseignement de la conduite des bateaux, ainsi que pour les bateaux déplacés en vue de leur mise en vente :

	Forfait pour l'année
Bateaux écoles	218,96 €
Bateaux mis en vente	288,17 €

Il est institué un péage spécifique, autorisant la navigation durant quatre jours pour le tarif de la vignette « journée », au maximum trois fois par an et uniquement sur les secteurs ci-après :

canal de la Marne au Rhin : de Strasbourg à Waltenheim-sur-Zorn;

- canal du Rhône au Rhin : intégralité de la branche Nord et de Niffer à Mulhouse sur la branche sud ;

canal de Colmar : intégralité ;

canal de la Sarre et Sarre : de Grosbriederstroff à Wittring.

La Deûle de Lille à la confluence Deûle/Lys mitoyenne ;

La Rivière de la Lys, de la base des Prés du Hem à l'écluse d'Armentières ;

Le canal de Furnes en totalité ;

- Le canal de Bergues en totalité ;

Le canal de Bourbourg, de l'écluse du Jeu de Mail jusqu'à la halte nautique de Bourbourg à l'Île Ste Sophie ;

La Sambre canalisée sur une zone de 82 km de la frontière belge au Pont canal de Vadencourt ;

L'Escaut canalisé de Mortagne à Bouchain ;

La Scarpe inférieure de Mortagne à St Amand.

3) Dans le cadre de manifestations nautiques à caractère public portées par des collectivités locales ou des associations et pour les bateaux entrant sur le réseau VNF à l'occasion de cette manifestation, il est institué une vignette au prix du forfait journée valable pour la durée de celle-ci, augmentée de 2 journées (pour le voyage aller et retour - droit limité à 5 jours consécutifs).

4) Abattement et remboursement

Pour les sociétés dont des bateaux naviguent régulièrement sur des réseaux mixtes, qu'ils soient reliés ou non reliés à celui de VNF, le directeur général de VNF est autorisé à accorder un abattement du forfait annuel, selon les situations locales.

Il est accordé un abattement de 50 % du forfait annuel pour un bateau mis en service après le 1^{er} juin.


Il peut être obtenu un remboursement partiel dans le cas où le péage représente plus de 3 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise. Ce remboursement est égal à 5 % du montant du péage par bateau et par semaine non naviguée au cas où celui-ci aurait été loué moins de 20 semaines. Ce montant est toutefois plafonné à 10 % du montant du péage (soit 2 semaines au maximum).

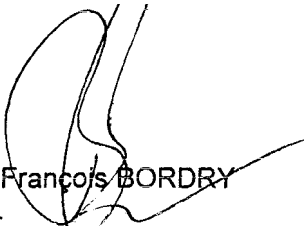
Article 3

La présente délibération, qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2007, sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le président du conseil d'administration

Le directeur des affaires juridiques
et de la commande publique
secrétaire du conseil d'administration


Jean-Pierre BOUCHUT


François BORDRY

07-0443-Conseil d'administration - Séance du 4 octobre 2006 - Délibération relative à la fixation des tarifs spéciaux des péages de plaisance en 2007

Voies navigables
de France

C.A. n°88

CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 4 OCTOBRE 2006 DELIBERATION RELATIVE A LA FIXATION DES TARIFS SPECIAUX DES PEAGES DE PLAISANCE EN 2007

Vu l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990),

Vu le décret n° 91-797 du 20 août 1991 relatif aux recettes instituées au profit de Voies navigables de France, modifié en dernier lieu par le décret n° 2004-1425 du 23 décembre 2004

Vu les délibérations du conseil d'administration du 4 octobre 2006, relatives à la fixation des tarifs de péages dus par les propriétaires des bateaux de plaisance en 2007 et à la fixation des tarifs de péages pour le transport public de passagers en 2007,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1^{er}

Les bateaux soumis au péage de plaisance, dans le cadre d'exercices d'activités présentant un caractère d'intérêt général, bénéficient de réductions tarifaires :

lorsqu'ils sont utilisés au titre de l'éducation populaire par des associations titulaires de l'agrément correspondant délivré par le ministère de la jeunesse et des sports ;

lorsqu'ils sont utilisés au titre de l'aide sociale à l'enfance ou de la protection judiciaire de la jeunesse, pour des jeunes relevant de l'assistance éducative ou de la délinquance, par des associations ou organismes titulaires de l'agrément correspondant délivré par les conseils généraux ou par le ministère de la justice ;

lorsqu'ils sont utilisés pour des missions visant à garantir la sécurité des usagers, notamment dans le cadre de l'activité normale des clubs sportifs ou lors des manifestations nautiques. Ils doivent dans ce dernier cas être propriété des clubs ou être mis à leur disposition exclusive par des propriétaires privés à concurrence de deux unités seulement et à la condition que le club possède moins de deux unités affectées à cette utilisation ;

- lorsque, appartenant à des propriétaires privés, ils sont utilisés pour une compétition sportive inscrite aux calendriers officiels des fédérations sportives adhérentes au Comité national olympique et sportif français ;
lorsqu'ils participent à des missions de formation et d'éducation sportive dans le cadre de l'activité de clubs sportifs. Les bateaux doivent appartenir à des clubs organisés sous une forme associative à but non lucratif, adhérents à une fédération affiliée au comité national olympique et sportif français.

Article 2

Pour l'année 2007, ces réductions tarifaires prennent la forme de tarifs spéciaux définis comme suit, qui se substituent aux tarifs fixés par les délibérations du 4 octobre 2006 susvisées :

• pour les bateaux de plaisance privée

Catégories	Mus à force humaine (5)	I	II	III	IV	V
		- de 12 m ²	de 12 à - de 25m ²	de 25 à - d e 4 0 m ²	de 40 à - d e 6 0 m ²	60 m ² et plus
Année Tarif en euros	3,51 €	8,12 €	11,62 €	23,35 €	37,72 €	46,71 €
Saison (1) Tarif en euros	-	7,31 €	10,46 €	21,01 €	30,17 €	37,36 €
Loisirs 30 j (2) Tarif en euros	-	2,96 €	6,12 €	9,06 €	12,04 €	15,17 €
Vacances (3) Tarif en euros	-	1,75 €	3,62 €	5,38 €	7,13 €	9,00 €
Journée (4) Tarif en euros	0,89 €	0,89 €	1,75 €	2,64 €	3,51 €	4,39 €

(1): valable 4 mois obligatoirement consécutifs avec date de départ

(2): valable 30 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(3): valable 16 jours obligatoirement consécutifs avec date de départ

(4): valable un jour daté

(5): quelle que soit la surface du bateau, hors embarcations exonérées

• pour les bateaux promenade de transport public de passagers

Types	forfait année (1)	forfait 180 jours (2)	promenade (3)	
bateaux promenade zone 1 Tarif en euros/m ²	4,38 €	2,63 €	0,020	€/m ² + 0,017 €/kme
bateaux promenade zone 2 Tarif en euros/m ²	3,06 €	1,84 €	0,013	€/m ² + 0,017 €/kme
bateaux promenade zone 3 Tarif en euros/m ²	2,20 €	1,32 €	0,010	€/m ² + 0,017 €/kme

(1)tarif payable intégralement au 31 mars

(2)valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année - Paiement au comptant

(3) validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km - km = nbre km)

• pour les bateaux-hôtels (péniches-hôtels et paquebots fluviaux)

Types	forfait année (1)	forfait 180 jours (2)	promenade (3)	
paquebots fluviaux Tarif en euros/m ²	2,20 €	1,32 €	0,010	€/m ² + 0,017 €/kme
péniches-hôtels Tarif en euros/m ²	2,15 €	1,29 €	0,010	€/m ² + 0,016 €/kme

(1)tarif payable intégralement au 31 mars

(2)valable 180 jours non obligatoirement consécutifs sur l'année - Paiement au comptant

(3)validité d'une journée (e = 1 écluse = 4 km - km = nbre km)

• pour les coches nolisés

Types	forfait année (1)	semaine (2)
Loueurs 1 Tarif en euros/m ²	1,87 €	0,18 €
Loueurs 2 Tarif en euros/m ²	0,94 €	0,10 €

(1)paiement au comptant

(2)valable pour une semaine entière ou entamée

Article 3

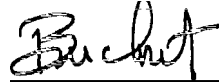
La délibération du 13 décembre 2005 fixant les tarifs spéciaux pour 2006 est abrogée.

Article 4

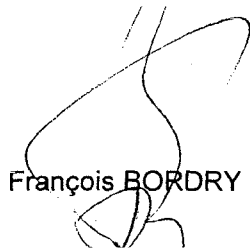
La présente délibération, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2007, sera publiée au bulletin officiel des actes de VNF.

Le président du conseil d'administration

Le directeur des affaires juridiques et de la
commande publique, secrétaire du conseil
d'administration



Jean-Pierre BOUCHUT



François BORDRY